



GAULLISMES

V<sup>e</sup> République et 3<sup>e</sup> force

LES institutions de la V<sup>e</sup> République sont volontairement correctrices de défauts ancestraux de notre tempérament national.

par MARC LAURIOL (\*)

Alors que la IV<sup>e</sup> République invitait cette diversité fluide à s'épanouir dans l'impasse, la V<sup>e</sup> a voulu, au contraire, l'enfermer, lui mettre en quelque sorte un corset, sans doute gênant fort souvent, mais suffisamment rigide pour colmater des lacunes évidentes.

L'armature essentielle de la construction réside dans le renforcement du statut et des pouvoirs de l'exécutif, et spécialement de son chef, le président de la République, chef de voûte des nouvelles institutions.

En un suffrage universel depuis 1962, donc porteur de la légitimité nationale, et détenteur de la souveraineté, le président gouverne. Il lui revient de tracer les grandes orientations approuvées par le peuple lors des élections présidentielles et mises en œuvre par le gouvernement sous le contrôle du Parlement.

Cette action gouvernementale supérieure et directe lie le président à la majorité parlementaire, qui, pour la cohésion du système, doit être étuée sur les mêmes orientations.

Ce fait capital entraîne deux conséquences intimement liées au régime.

D'abord, le changement des grandes orientations, c'est-à-dire de la société, ne peut se réaliser que par deux élections concordantes, présidentielle et législative, et non par une seule. C'est la « double détente » gardienne de stabilité. Ensuite, dès lors que le président gouverne, chaque formation, dominant ses réserves secondaires, doit se prononcer pour ou contre lui. « On ne gouverne pas avec des mais », a dit de Gaulle.

ter ses extrêmes, sauf à les faire publiquement évoluer. Discipline rigoureuse, ingrate, mais salutaire endiguant les excès dans lesquels notre tempérament latin a trop souvent versé dans le passé.

Discipline riche aussi en enseignements clairs.

Pour les formations majoritaires d'abord. Dès lors que les grandes orientations qui les lient au président sous le sceau de deux élections nationales sont respectées, elles doivent soutenir l'action gouvernementale sans à moitié, et quelconques en profondeur, la portée de certaines initiatives. Ainsi, le R.P.R. est dans son rôle lorsqu'il critique ou corrige tel ou tel projet ; tout comme il fait son devoir quand il soutient le gouvernement dans ses votes tant que les orientations fondamentales approuvées par le peuple ne sont pas atteintes.

Les fondateurs du régime l'ont sciemment et sagement voulu ainsi, ayant entendu rompre avec les onze années durant lesquelles la IV<sup>e</sup> République s'est épuisée à rechercher cette troisième force aussi spontanée qu'insaisissable. Désormais, majorité et opposition doivent, chacune, supporter

La discipline « bipolaire »

Mais à l'exécutif aussi, la discipline « bipolaire » dicte les règles du jeu.

Le premier est celui de l'engagement présidentiel aux élections législatives. Elle est dans la ligne des institutions de 1958-1962. Les trois présidents de la V<sup>e</sup> République s'y sont conformés... plus ou moins volontiers peu importe !

La seconde interdiction d'altérer la clarté du lien qui doit unir l'exécutif et sa majorité. Toute équivoque, toute interrogation à ce sujet est de nature à ébranler le régime tout entier.

D'aucuns parlent de manichéisme, de France divisée en deux. La préférence n'est pas en quatre ou en six ou plus ? Et où voit-on un Parlement jouer un rôle efficace dans une démocratie stable s'il ne comporte deux tendances clairement définies, re-

(\*) Député R.P.R. des Yvelines, ancien membre du comité consultatif constitutionnel.

En Alexandre Sanguinetti, il y a à la fois un chevalier du Moyen Âge et un condottiere, un homme de foi et un joueur, un homme de réflexion et un aventurier de la politique. La qualité de sa vie, de son hémionage, tient en grande partie, probablement, moins à ce qu'il a pu réaliser qu'à ce qu'il ne renonce pas, et qui donne à sa tristesse cet accent d'exceptionnelle indignation dont ses déceptions tirent une soudaine hauteur de vue, une franchise brutale sans être outrée, et une vision des choses qui rend à ce que le combat politique peut avoir de relatif une valeur perdue chez la plupart de ceux qui s'y adonnent.

Alexandre Sanguinetti et la douleur d'être gaulliste

par PHILIPPE DE SAINT-ROBERT

On connaît cette conjoncture, ce moment de notre proche passé : en 1974, faute d'avoir pu investir un candidat sérieux, ceux qui se réclament encore du gaullisme sont amenés, par hostilité à la gauche, au programme commun, et plus encore peut-être à celui qui les incarne, à assurer l'élection d'un homme qui semble avoir traversé en tournée quinze années de gaullisme qui ont refait des institutions à la France, et lui ont rendu une indépendance. C'est peine perdue que de s'en justifier, puisque aussi bien on voit alors ceux qu'on appelle les « barons du gaullisme », longtemps portés au-dessus d'eux-mêmes par le général de Gaulle, enfin ramenés à ce qu'ils sont : des radicaux honnêtes, davantage préoccupés de conservation sociale que de désordre, et qui ne se sentent pas de France et qu'il imaginait leur légier. Cela suffit amplement à expliquer leur chahutement bientôt converti en glaciardisme, assorti d'une aversion pour Jacques Chirac par quoi ils pensent redonner une teinture de vertu à leur vanité blessée et à leur ascendance envée.

C'est le propre du gaullisme non alimentaire que d'avoir suscité des vies risquées, passionnées, et qui, nécessairement, finissent dans cette sorte de mélasse qui est tout entier dans le livre de ce vieil libelle qu'Alexandre Sanguinetti publie et intitule *J'ai mal à ma peau de gaulliste*. Il y a le gaullisme qui est un peu l'occasion que la raison de ce petit livre aigüe et fort ; et puis il y a le caractère d'un homme et de son aventure que cette occasion révèle, et qui louchent bien davantage.

Profondément jacobin

Alexandre Sanguinetti n'est pas de ceux-là. Il reprend sa liberté à Jacques Chirac, il reproche de ne pas aller plus loin, de ne pas se croiser encore davantage. Alexandre Sanguinetti demeure profondément jacobin parce qu'il n'a pas, dit-il, « une goutte de sang français ». C'est le conduit à penser, peut-être un peu vite, que la mairie de Paris, de par son lointain passé, ne saurait être qu'une impasse dans un destin politique qui se veut national. Cela le conduit aussi à montrer comment, selon lui, la France est l'exemple

unique d'une grande nation entièrement faite par son Etat, et menacée de délocalisation dès lors que l'Etat faiblit ou se décompose. C'est à cette conviction qu'on doit les pages les plus justes, les plus vigoureuses du livre : celles où Alexandre Sanguinetti démonte implacablement le centrisme, ce « vichysme du sang de Paris », Giscard, écrit-il, nous a fait le regroupement des modérés (...), voilà de quel son election ne l'a pas lavé ; c'est son péché contre l'esprit, le pire de tous. Ceux qui le

Qui sont les conservateurs ?

par PIERRE PASCALLON (\*)

P our beaucoup, la réponse à cette question ne semble pas souffrir l'ombre d'un doute : c'est le R.P.R., qui, sur l'échiquier politique, rassemble aujourd'hui tous les conservateurs de ce pays. On ne cesse en effet de chuchoter — sur le mode de la confidence avertie — que les gaullistes représentent l'alle conservatrice de la majorité, et, lorsqu'on entend encore être moins aimable à leur égard — ce dont on ne se prive guère, — on n'a cure de rassurer que les héritiers du chef de la France libre constituent la droite autoritaire, réactionnaire, voire fasciste.

Disons-le tout net. Nous ne pouvons, nous, gaullistes, accepter plus longtemps cette présence politique falsifiée et l'étiquette conservatrice que cherchent à nous accrocher ceux qui ne sont le plus souvent que les représentants de « groupuscules politiques hérétiques de ce que la France compte de plus bourgeois et de plus immobile » (1). En effet, il existe déjà à notre droite des partis qui sont les défenseurs authentiques des traditions libérales françaises. Ces mouvements, qui s'affublent volontiers du titre de « réformateurs », sont aujourd'hui regroupés dans un ensemble : l'Union pour la démocratie française (U.D.F.), qui mériterait sans doute tout aussi bien — si nous ne craignons d'être voué aux anathèmes — de s'appeler l'« Union de la droite française » ou, mieux, l'« Union des droites françaises ».

Affirmer que l'U.D.F. — et ses principales composantes — symbolise le courant conservateur français actuel ne manquera sans doute point d'irriter tous ceux — et ils sont nombreux — qui battent depuis de nombreuses semaines déjà pour situer le R.P.R. à droite... en plaçant leur tendance au « centre », voire même — on ne le sait pas — au « centre gauche » (2). Et pourtant on ne manque pas de preuves pour étayer cette assertion.

Il n'est d'abord pour s'en persuader que de regarder les forces sociologiques sur lesquelles s'appuie la tentative de regroupement « centriste » actuelle, qui n'est d'ailleurs pas sans analogie avec celle lancée lors de l'élection présidentielle de 1965. Il est sûr en effet que les républicains indépendants — pour ne

parler que du mouvement le plus important — ont été jusqu'à présent une association de notables à l'abri du besoin. Et on a tout lieu de penser que le parti républicain d'aujourd'hui — parti du président — reste encore par l'essentiel le parti de la grande bourgeoisie libérale, qui peut se montrer d'indes et généreuses — pour tout ce qui touche aux structures d'encadrement (diplômes, avancement, etc.), mais qui est sans doute beaucoup moins progressiste — on en a déjà eu

Une assise populaire

Comment, dans ces conditions, persister à tenir le R.P.R. pour le parti conservateur, alors que nous disposons, nous, gaullistes, d'une assise populaire dont ne peuvent se moquer que ceux qui n'ont point voulu ouvrir les yeux sur l'immense et obligeante foule rassemblée dans le froid de la porte de Pantin, le 11 février dernier.

Mais ces racines profondes dans la nation, qui ont toujours fait et devront toujours plus demain constituer l'originalité et la force du gaullisme, nous imposent une politique qui — pour en rester au seul plan économique et social — ne saurait en aucun cas s'assimiler à celle des tenants du libéralisme classique : parce que nous pensons, en effet, qu'il n'y a rien de plus dégradant pour l'être que le chômage, même si diverses mesures financières peuvent paraître en amoindrir les séquelles défavorables, parce que nos militants ne sont point à l'abri de cette épreuve, nous souhaitons inverser la hiérarchie actuelle des objectifs de la politique économique, c'est-à-dire que, là où le gouvernement place d'emblée la restauration des grands équilibres, nous sommes à vouloir tout soulèvement d'assurer prioritairement le droit au travail.

Nous serons ainsi conduit à mettre l'accent sur la nécessité d'une croissance soutenue, grâce à une relance de l'investissement privé et public (par le budget) et une relance de la consommation. Cette relance de l'investissement sera le biais de dégrèvements fiscaux. Cette thérapeutique vo-

(\*) Professeur à la faculté des sciences économiques de Clermont-Ferrand.

Le retour du nègre blanc

par JACQUES DEBU-BRIDEL (\*)

EST-IL permis à un vétéran de batailles gaullistes (1940-1969) d'exprimer son étonnement, pour ne pas dire son indignation, devant le spectacle offert par le dernier congrès du R.P.R. dont les membres se réclament du gaullisme ?

A vrai dire, ce spectacle me réjouissait étrangement rappelant les anciens congrès radicaux, les empouilles entre les deux Edouard, et leur dénouement en motions nègre blanc où se retrouvaient dans l'équivoque les frères ennemis, en vue de perspectives électorales confortables. Ces farces n'ont véritablement rien de gaulliste. A cette élection rien n'a manqué au congrès du R.P.R., même pas le numéro de bravoure d'Alexandre Sanguinetti qui, « mal » (enfin) — dans sa peau de gaulliste — se proclame de l'opposition tout en demeurant dans un parti qui depuis quatre ans n'a cessé de soutenir et de conforter les gouvernements de la majorité. Il me semblait retrouver, le Déclatier de 1925 condamnant la politique d'Edouard Herriot, dont il portait les couleurs !

Une reprise de la tragédie-comédie de 74

Ce débat était peut-être une simple reprise de la tragédie-comédie de 1974. Alors M. Sanguinetti, après avoir affirmé hautement à Chirac l'absence de Chaban : « Ne comptez pas sur nous », lui ouvrit au dernier acte les portes du sérail U.O.R. Ainsi M. Giscard d'Estaing pouvait en toute tranquillité avec l'appui d'une U.O.R. qu'il venait de battre !

En passant, rappelons que c'est M. Chirac, justement en tant que premier ministre, qui signe le projet instituant l'élection du Parlement européen au suffrage universel et en salet le Parlement pour ratification. Election dont il découvre bien tardivement les périls.

Car à qui peut-on faire croire qu'une déclaration d'un conseil formé de neuf ministres plus ou moins délégués, quelques sénateurs de procédure, pourront vraiment entraîner l'état d'une Assemblée forte de la consécration du suffrage universel, seul souverain en démocratie, et porteur de tant d'espoirs fatigués. En outre, M. Chirac, comme M. Giscard d'Estaing, utilise « le mythe confédéral » pour apaiser ceux qui refusent les abandons de souve-

(\*) Ancien sénateur.

ENCYCLOPEDIE de la VIE SEXUELLE de la psychologie à la physiologie

Cette encyclopédie est née d'une triple préoccupation des auteurs et de l'éditeur... Procéder aux enseignements un outil sérieux et commode pour dispenser, dans l'esprit des instructions ministérielles, l'enseignement de l'éducation sexuelle à l'école. Aider les parents à donner une information sexuelle à leurs enfants.



Les auteurs: cinq spécialistes Docteur Jean Cohen, docteur Jacqueline Kahn-Nathan, docteur Gilbert Tordjman, docteur Christine Verdoux et Suzanne Masse, sociologue.



مركز من الإهل

# étranger

## SUICIDE COLLECTIF EN GUYANA ?

### Les cadavres de quatre cents adeptes d'une secte ont été découverts après le meurtre de quatre Américains

M. Leo Ryan, représentant démocrate de Californie, ainsi que trois journalistes, MM. Bob Brown et Don Harris, de la chaîne de télévision N.B.C. et un photographe non identifié, ont été tués samedi 18 novembre sur l'aéroport de Kaituma, en Guyana (ex-Guyana britannique) lors d'une embuscade tendue par des membres d'une secte religieuse nord-américaine, le « Temple du Peuple », sur laquelle ils étaient venus faire une enquête. M. Mark Lane, qui avait été l'avocat de James Earl Ray, l'assassin du pasteur Martin Luther King, et qui accompagnait M. Ryan, est porté disparu. M. Lane était chargé de défendre les intérêts légaux de la secte.

D'autre part, près de quatre cents cadavres ont été trouvés par les forces de sécurité de Guyana à leur arrivée à Jonestown, la colonie de la secte, a annoncé ce lundi le département d'Etat. Les membres de la secte se seraient livrés à un suicide collectif.

De notre correspondant

New-York. — Cinq ressortissants américains, parmi lesquels un représentant démocrate de Californie, M. Leo Ryan, et plusieurs journalistes de télévision ont été tués samedi 18 novembre sur le piste d'un petit aéroport de Guyane après avoir visité un village dirigé par une secte religieuse américaine. M. Ryan, âgé de cinquante-trois ans, qui venait d'être réélu par ses habitants du district de San-Joaquin, pour un quatrième mandat consécutif, s'était rendu sur place à la demande de plusieurs d'entre eux, inquiets du sort de parents ou d'amis résidents dans le village de Jonestown, près de la frontière vénézuélienne.

Ce village a reçu le nom de son fondateur, M. James Jones, chef d'une secte appelée le Temple du Peuple, créée par lui en Californie aux environs de 1966. Selon les plaintes reçues par M. Ryan, les quelque mille habitants de Jonestown seraient astreints à un travail épouissant et soumis à des mauvais traitements physiques et psychologiques.

Populaire dans la banlieue de San-Francisco jusqu'en 1976 (sa secte comptait alors dix mille membres entièrement dévoués), M. Jones, âgé de quarante-sept ans, qui affirme avoir du sang gallois et indien, a été un moment président des services du logement de la ville de San-Francisco grâce à ses bonnes relations avec le maire, M. George Moscone. Avant que ses activités ne suscitent des protestations, il utilisait son mouvement religieux comme un moyen de pression politique, tous les membres étant tenus de faire campagne pour le candidat qu'il désignait. M. Jones avait dû donner sa démission de son poste à la suite d'une affaire de meurtre impliquant une femme mariée qui aurait eu un enfant de lui et qui voulait en conserver le garde. Riche des contributions de ses disciples, accompagné de plusieurs centaines d'entre eux, M. Jones était parti après cet incident, émigrer en Guyane, où la secte s'était rendue

## LA CALIFORNIE, PARADIS DES GROUPESCULES

Si la moindre agglomération américaine compte facilement une dizaine de temples divers, la Californie se distingue par le palmarès de ses sectes et des groupuscules religieux. Les associations les plus extravagantes ne manquent pas de se réclamer d'une dignité quelconque ou de se constituer en culte. C'est une manière de se démarquer tout en se débarrassant. L'essentiel n'est pas de se distinguer, mais de se faire remarquer : toutes les organisations religieuses jouissent aux Etats-Unis de l'immunité fiscale et, de peur de s'égarer aux isidres du profane et du sacré, les magistrats ne se montrent pas trop pointilleux sur les critères qui devraient partager une communauté de croyances, fussent-elles fumeuses (au propre et au figuré), et le club qui se donne un vague rituel pour échapper à l'impôt.

L'annonceur officiel des Equipes « sèches » installées aux Etats-Unis en recense environ deux cents. Il est impossible de chiffrer les communautés, éphémères ou non, qui leur sont consacrées. Elles prospèrent de préférence parmi les humbles et les déshérités et attirent les âmes éprises de cette chaleur humaine et de cette discipline intérieure dont la société américaine n'est pas prodigue. Il est donc dans la logique de cette situation que le « révérend » Jim Jones ait précédé une démission sur ses oncles et qu'il ait conditionné leur abnégation jusqu'à la poursuite à l'immolation suprême. — A. G.

## Un camion en travers de la piste

M. Ryan et ses amis ont apparemment rencontré dans la journée de samedi de nombreux membres de la secte vivant à Jonestown, certains s'efforçant totalement, d'autres exprimant le désir de retourner aux Etats-Unis. La violence a éclaté, semble-t-il, alors que le groupe de M. Ryan et les membres de la secte qui avaient obtenu l'autorisation de partir s'apprêtaient à se rendre à l'aéroport le plus proche, celui de Port-Kaituma.

Au moment où le petit groupe était monté dans le camion, un autre camion s'est en travers de la piste et des hommes ont sorti leurs armes, ouvrant le feu sur M. Ryan et ses amis. L'un des deux avions réussit à décoller avec un journaliste à son bord, qui fut le premier à décrire l'embuscade aux autorités. Un avion de la police guyanaise est venu un peu plus tard secourir les blessés restés à l'aéroport de Port-Kaituma et emporter les morts.

A San-Francisco, un représentant du Temple du Peuple a fait dimanche une déclaration affirmant que le « révérend » Jones répugnait à la violence et condamnait ce qui s'était passé.

Le message spirituel ou simplement idéologique de M. Jones est mal connu. Sa femme Marcoline, âgée de vingt-neuf ans, qu'il a épousée quand elle avait dix-huit ans, a fait à ce sujet de curieuses déclarations au cours d'une interview donnée l'année dernière. Selon elle, il y a quelques années, l'idole de M. Jones était Mao Tse-toung. Ensuite, dit-elle, il comprit que, pour sortir les gens de leurs superstitions, il fallait leur trouver un substitut. Ce substitut serait la religion, un choix qui demeurait paradoxal. Selon sa femme, M. Jones n'était pas religieux lui-même. Son vrai but étant de constituer un groupe vivant selon les principes marxistes. Ce qu'il essaierait de faire en Guyane.

ALAIN-MARIE CARRON.

# A TRAVERS LE MONDE

## Allemagne fédérale

● UN CONGRES INTERNATIONAL RUDOLF BABRO, réuni samedi 18 et dimanche 19 novembre à Berlin-Ouest, et consacré à la défense de l'économiste contestataire est-allemand condamné à huit ans de prison (Le Monde dans 2-3 juillet), a adopté une résolution demandant la libération immédiate et invitant les organisations syndicales internationales à intervenir en sa faveur. Cette résolution a été notamment signée par les représentants des partis socialistes et communistes italiens, le P.S.O.E. espagnol et le P.U. français. M. Alexander Adler, membre du P.C.F. qui avait suivi le congrès à titre personnel, s'est abstenu. — (A.F.P.)

## Etats-Unis

● M. VALERI VIDIAKINE, sous-secrétaire à la délégation soviétique auprès des Nations unies, a été découvert mort dimanche 19 novembre à son domicile new-yorkais. Il était âgé de trente-six ans. Une

## LES ÉLECTIONS AU BRÉSIL

### Le Mouvement démocratique d'opposition aura environ 45 % des sièges à la Chambre

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — Paradoxalement, c'est à ce jour, revendiqué aujourd'hui la victoire. Après le vote du 15 novembre, qui a permis à quarante-sept millions de Brésiliens de renouveler la Chambre des députés et un tiers du Sénat, ainsi que les Assemblées d'Etat de la fédération. Le retour du député au scrutin a permis de spéculer sur les retournements de situation. Mais les jeux semblent maintenant faits et les tendances définies.

Le parti gouvernemental Arena a réalisé son objectif : conserver la majorité parlementaire. A la Chambre des députés, l'Arena devrait se retrouver avec un avantage de 34 à 35 sièges, sur un total de 420 ; plus donc que ce qu'étaient les estimations, qui s'élevaient autour d'un avantage d'une vingtaine de sièges. A la Chambre haute, la désignation de deux sénateurs par vote indirect a permis d'avancer la majorité à l'Arena. Sur les 23 sièges réellement disputés, le parti gouvernemental en remporterait 12.

Mais pour le M.D.B., aussi, c'est la satisfaction. Le parti d'opposition légale a prouvé que la position qu'il avait occupée en 1974 n'était pas due à la conjoncture. A la Chambre, il a encore réduit l'écart qui le séparait de l'Arena, et qui était de 44 sièges aux dernières élections. Dans le Congrès qui s'installe en février prochain, le M.D.B. contrôlerait la Chambre 45 % des sièges, la proportion la plus élevée depuis le coup d'Etat militaire de 1964.

Et surtout, l'opposition a remporté la majorité des votes. Si elle se traduit pas par une majorité de sièges, elle aura tout de même résisté dans les subtilités du système représentatif, aménagé en 1977 pour donner plus de poids aux Etats ruraux, fiels traditionnels du parti gouvernemental. Les règles de la campagne électorale, elles aussi, porteraient surtout préjudice à l'opposition : si les candidats du M.D.B. ne pouvaient faire campagne à la radio et à la télévision, il n'en allait pas de même pour le chef de l'Etat, son successeur et les membres du parti gouvernemental.

Le scrutin a confirmé la division du pays : d'un côté, un Brésil du Nord, rural, dominé encore par les intérêts du M.D.B. et de l'autre, un Brésil du Sud, urbanisé, au niveau de politisation croissant, a permis la victoire à l'Arena. Au niveau même de l'impair des Etats, on retrouve le même contraste entre

la capitale « émodéliste » et l'intérieur « arcaïque ». A l'intérieur des partis, la situation est complexe. Les éléments libéraux de l'Arena sont dans l'ensemble confortablement élus. En revanche, le groupe lié au général Frola, ancien ministre de l'Armée, porte-parole des secteurs durs du régime est en recul. Mais, au sein du parti gouvernemental, le succès personnel de chacun est en fait le résultat de la conjonction des appuis locaux plus qu'aux prises de positions politiques.

Au sein du M.D.B., la gauche progresse lentement, le centre se consolide, mais les vieux chefs politiques ne cèdent que progressivement du terrain. Le vote dans l'Etat de Rio-de-Janeiro symbolise cette situation : le parti d'opposition y est dominé par le « chaguismo » du nom du nouveau gouverneur de l'Etat, M. Chagas Freitas, très proche du pouvoir ; les vieux chefs politiques ont discrètement appuyé le candidat de l'Arena au sénat, et non celui de l'opposition, M. Nelson Carneiro, ce qui n'a pas empêché ce dernier d'être confortablement élu. D'autre part, à la Chambre, plusieurs candidats « émodélistes » de gauche, plusieurs candidats « chaguistes » de droite, ont été élus après une campagne très « politique », combattant à la fois le régime et le « chaguisme ». Mais en même temps, le principal représentant de M. Chagas Freitas, M. Miro Teixeira, sera à nouveau, comme en 1974, le député le mieux élu du pays.

## La course au centre gauche

A Sao-Paulo, M. Fernando Henrique Cardoso, sociologue bien connu et ancien ministre, candidat du M.D.B. au Sénat, tentait lui aussi d'unir les forces progressistes autour d'une campagne plus idéologique et bénéficiant de l'appui intellectuel et de quelques syndicats indépendants. Il obtiendra environ 15 % des voix (plus sans doute, que le candidat de l'Arena, le candidat de gauche, mais qui le laisse encore loin derrière l'autre candidat de son parti, M. Franco Montoro, un modéré qui faisait une campagne plus consensuelle).

La situation dans les deux principales métropoles du pays, Sao-Paulo et Rio-de-Janeiro, le montre donc bien : le Brésil se radicalise politiquement, mais cette évolution est lente. Il faut attendre, de toute évidence, pour

influencer de manière déterminante l'évolution à court terme. En fait, les élections du 15 novembre risquent de n'être qu'un épisode. Ce n'est que la restructuration des partis doit commencer officiellement le 1<sup>er</sup> janvier prochain.

Le train de réformes politiques qui entrera alors en vigueur assouplit en effet les conditions de création de nouvelles formations politiques : un tiers des parlementaires de chaque Chambre (soit, à l'heure actuelle, sept sénateurs et quarante-deux députés) pourront désormais former un parti. Ce processus fait dépendre l'apparition de nouvelles forces politiques de l'action du Congrès actuel. Ce mécanisme conservateur limite les possibilités d'action des parlementaires actuellement exclus de la vie politique et celles des institutions extraparlimentaires comme les syndicats.

Pour le régime, la restructuration des partis vise à annihiler la poussée électorale de l'opposition en provoquant des dissidences en son sein.

Le M.D.B. reste divisé en un groupe « authentique » (radical) et un autre « adhésiste » (représenté par M. Chagas Freitas), tandis qu'un centre un marais, majoritaire, oscille entre les deux pôles. Une exclusion des « chaguistes » ou un départ des « authentiques » est possible. Mais la direction du parti espère que le succès électoral enregistré permettra de cimenter l'unité du M.D.B. face à l'offensive gouvernementale qui s'annonce.

L'Arena, de son côté, fait face à deux dissidences potentielles : d'une part, celle des éléments libéraux, numériquement peu importants, qui paraissent plus enclins à former un nouveau parti qu'à passer au M.D.B., et, d'autre part, celle de certains chefs politiques locaux, qui considèrent que le résultat des élections a démontré leur importance, sous-estimée, selon eux, par le parti gouvernemental (c'est le cas, par exemple, de l'important état de Bahia, où l'Arena a réalisé son meilleur résultat).

A partir de ces secteurs, et surtout des libéraux, deux partis paraissent déjà en gestation : l'un serait animé par les sénateurs Magalhães Pinto (prés. de cette fois, député) et Accioly Filho, contestataires de l'Arena, qui parlent d'une formation « démocratique progressiste ». L'autre se recruterait autour, notamment, du dé-

puté Celso Borja et de l'ex-ministre des Finances, M. Delfino Netto. « Arena bis », selon leurs adversaires, « lobby démocratique », selon leurs partisans, ces deux formations recherchent un même électoral : les classes moyennes urbaines, qui, les élections l'ont montré, s'éloignent de plus en plus du régime, et dont la contestation politique, que sociale, pourrait être satisfaite par un programme de libéralisation.

Signe des temps : tous ces secteurs se réclament du « centre gauche », tout comme, d'ailleurs, et de manière plutôt inattendue, le général Figueiredo lui-même ! Ce qui prouve bien que les classes moyennes, sensibles à cette qualification, restent l'objectif principal des joutes politiques actuelles. A la création d'un parti travailliste est, aujourd'hui à l'ordre du jour. Regroupés autour de Mme Yvete Vargas, la veuve de l'ancien président Vargas, ex-député autrefois et cassé, a les anciens dirigeants du travailleur brésilien réactiver la machine du Rio-Grande-do-Sul à l'époque du président Goulart, dont le retour est prévu en janvier.

Mais M. Brizola devrait alors affronter une trentaine de procès de légalité douteuse au demandant, pour « complaisance avec le terrorisme », et surtout, l'opposition farouche d'une partie des forces armées.

En fait, le parti travailliste ainsi mis sur pied apparaîtrait davantage comme un rassemblement d'anciens leaders que comme une formation s'appuyant sur les forces syndicales qui sont apparues ces dernières années au Brésil et qui représentent une véritable force montante du pays. C'est là une faille d'autant plus sérieuse que le travailisme « historique » fut toujours peu implanté à Sao-Paulo — aujourd'hui plus incontesté de la classe ouvrière brésilienne.

Quant au parti socialiste, dont certains veulent la création, il risquerait en ce moment d'avoir une base plus universitaire qu'ouvrière. « Comment créer un parti sans le populisme du parti travailliste ni l'écritisme du parti socialiste ? », se demande M. Henrique Cardoso. C'est là le problème de la gauche brésilienne, et, plus largement, d'une opposition qui a le vent en poupe depuis le 15 novembre, mais qui n'a pas encore maintenu sur la façon de concrétiser sa victoire virtuelle.

THIERRY MALINIAC.

## Regain de l'agitation armée au Nicaragua

Managua (A.F.P.). — Les guérilleros du Front sandiniste ont commis cent cinquante attaques à main armée de banques ou de magasins des derniers jours au Nicaragua, appliquant, selon les autorités, une tactique d'agitation avant le 21 novembre, date de l'anniversaire du Front élargi d'opposition (FAO) pour la démission du président Anastasio Somoza.

Samedi, en particulier, la garde nationale militaire, le commandement central et une brigade internationale composée de Cubains, de Panaméens, de Vénézuéliens et de Colombiens, tous venus du Costa-Rica après avoir traversé le fleuve frontière, le rio San-Juan. La garde nationale, avec le soutien de l'aviation, a été entièrement évincée de la prison de Managua, les envahisseurs qui étaient détenus depuis le 19 novembre. Ceux-ci, toujours de même source, auraient eu de lourdes pertes.

## Des livres d'images...



Wiaz  
La défaite a dépassé toutes nos espérances

## Syndicat de la Magistrature

Des juges croquent la justice



## Tanzanie

DAR-ES-SALAAM a de nouveau invité samedi 18 novembre, la population tanzanienne à se préparer à une « guerre libératrice » contre l'occupant. Malgré les démentis de Kampala, les Tanzaniens continuent d'affirmer que les forces du maréchal Amin n'ont pas entièrement évacué la prison du nord-ouest tanzanien occupée le 31 octobre. D'autre part, des sources ougandaises, citées par l'A.F.P., ont fait état de « massacres à la dynamite de quatre cent quatre vingt-cinq Tanzaniens et de cent vingt-deux soldats rebelles ougandais » dans la prison frontalière de la Tanzanie. Elles ont également rapporté que plusieurs milliers de civils tanzaniens étaient détenus à Kalsino, centre administratif ougandais situé à 50 kilomètres de la Tanzanie. Ces allégations n'ont encore été ni démenties, ni confirmées. — (Corresp.)

## Piotr

Délation mon amour

FM / FRANÇOIS MASPERO éditeur  
1, place Paul-Painlevé, 75005 Paris

# PROCHE-ORIENT

## LES NÉGOCIATIONS DE WASHINGTON

### Le gouvernement israélien rejette les dernières propositions égyptiennes

Tandis qu'à Jérusalem le cabinet israélien rejette les dernières propositions égyptiennes, le président Carter déclarait, dans une interview publiée samedi 18 novembre : « Je pense que le processus des négociations tout entier a été beaucoup plus lent et plus difficile que je ne le prévoyais, alors que les accords de Camp David avaient permis de régler 90 % des problèmes séparant l'Égypte d'Israël. »

En outre, le président Sadate a demandé à ses négociateurs à Washington que la mention du « lien » entre le règlement dans le Sinaï et l'avenir de la Cisjordanie et de Gaza soit faite en des termes « politiques et juridiques » dans le traité de paix, a-t-on appris dimanche soir de source informée. Le texte doit, selon le rais, exposer les

mesures qui seront prises à propos du statut de ces deux territoires.

D'autre part, dans une interview accordée à l'hebdomadaire américain Newsweek et publiée dimanche, le président Sadate déclara : « Laissons-nous reprendre immédiatement nos responsabilités dans la bande de Gaza et fixer une date pour le début de l'autonomie à Gaza, puis donnons du temps au roi Hussein de Jordanie pour lui permettre de se joindre à nous en ce qui concerne la Cisjordanie. » Il a réaffirmé la volonté de l'Égypte de négocier, quoi qu'il advienne, le statut de la rive gauche du Jourdain. Le roi Hussein a effrayé les habitants de la rive occidentale du Jourdain, en particulier les maîtres », a ajouté M. Sadate.

#### De notre correspondant

Jérusalem. — Bien que n'ayant pas terminé sa longue et difficile discussion à propos des négociations, le gouvernement israélien a fait savoir dimanche 19 novembre à l'issue de sa première séance (une deuxième séance est prévue pour mardi) qu'il rejetait catégoriquement les dernières propositions égyptiennes concernant notamment l'établissement, dès maintenant, d'un calendrier très précis pour la mise en place du régime d'autonomie en Cisjordanie et dans le territoire de Gaza. Il s'agit du débat — qui bloque actuellement l'achèvement des négociations — au sujet du lien entre le traité de paix et le début d'un règlement de la question palestinienne dans les territoires occupés. L'Égypte insiste sur la nécessité de cette

relation, afin de ne pas donner l'impression de conclure un accord séparé. M. Begin estime que les exigences présentées la semaine dernière à Washington par le vice-président égyptien, M. Hosni Moubarak, dépassent le cadre des accords de Camp David. M. Begin, traduisant l'opinion de la majorité de ses ministres, a déclaré dimanche soir qu'Israël « n'accepterait jamais un calendrier pour l'autonomie de la Judée Samarienne (Cisjordanie) et de Gaza ». Puis il a rappelé les trois « conditions de base » posées par Israël pour l'application de cette seconde partie des accords de Camp David : maintien des troupes israéliennes en Cisjordanie et à Gaza, garantie que la sécurité d'Israël sera assurée dans ces territoires, et droit des juifs à s'installer dans ces régions.

Cependant, pour prouver sa bonne volonté et atténuer l'effet de ce refus, M. Begin a proposé aux Égyptiens un marché que l'on peut résumer ainsi : revenons au projet de traité tel qu'il avait été mis au point au début du mois, avant que tout à fait Israël plus l'Égypte demandent diverses corrections et fassent part de nouvelles exigences. M. Begin a précisé dimanche : « J'ai recommandé au gouvernement d'accepter de signer le projet de traité dans son état actuel. » Cette proposition de concessions réciproques ne semble pas satisfaire le gouvernement du Caire. Le vice-président égyptien, M. Moubarak, informé de cette offre, a déclaré, dans une interview à la télévision israélienne diffusée dimanche, que si Israël acceptait le calendrier pour la mise en place de l'autonomie, cela créerait une situation très, très difficile.

#### Un malaise persistant

Les dernières prises de position israéliennes paraissent indiquer que le gouvernement de Jérusalem n'accepte pas non plus le projet de compromis suggéré par les États-Unis et présenté à M. Begin, le 13 novembre, au plan de l'autonomie, ce qui crée l'impression dans laquelle se trouvent les négociations. Ce projet lui aussi faisait, en effet, état d'un calendrier, même s'il était plus souple que celui fixé par l'Égypte. La Maison Blanche proposait que des élections aient lieu en Cisjordanie et à Gaza dans un délai d'un an après la

signature du traité alors que Le Caire voudrait réduire ce délai à six ou neuf mois.

On ne connaît pas encore l'attitude définitive du gouvernement israélien. Celui-ci reste incertain car le conseil de ministres qui s'est réuni dimanche matin, a prévu de continuer ses discussions mardi, et une autre réunion est encore envisagée plus tard dans la semaine. Cela indique que les débats sont toujours aussi difficiles pour trouver une position commune et que le malaise persiste depuis plusieurs semaines n'est toujours pas dissipé (Le Monde du 17 novembre).

Un cours d'une réunion du comité central de son propre parti, le Herout (principale formation du Likoud), M. Begin a subi de très vives attaques. Quelques instants plus tôt, le premier ministre avait accédé à son arrivée au siège du parti à Tel-Aviv par plusieurs centaines de manifestants qui dénonçaient les accords de Camp David. Ils ont traité M. Begin de traître et ont même lancé des œufs sur sa voiture. Toutefois, M. Begin a réussi à obtenir la confiance du conseil central du Herout par 306 voix contre 51. D'autre part, l'un des groupes composant le Likoud, le Laam, vient d'éclater en deux fractions. En effet, M. Yagel Hurvitz, ancien ministre, qui a démissionné pour protester contre la signature des accords de Camp David, et plusieurs de ses amis ont décidé de faire opposition à la politique du premier ministre tout en restant dans la majorité.

La Knesset, d'autre part, doit se prononcer ce lundi sur plusieurs motions de gauche contre la politique économique et sociale du gouvernement après l'annonce d'une accélération de la politique de l'inflation (5,7 % pour le seul mois d'octobre) et alors que les mouvements de grève continuent, notamment dans l'enseignement. En marge de la politique, l'opinion israélienne se passionne déjà pour un scandale révélé dimanche soir. Le commandant de la marine, l'amiral Barak, vient d'être suspendu de ses fonctions pour la durée d'une enquête sur une affaire de mouins dans laquelle il serait impliqué. Un tribunal militaire a été constitué pour instruire cet effet. L'amiral aurait eu une « conduite immorale » — selon l'expression employée par Radio-France — à l'égard d'une jeune fille qui accompagnait son service militaire.

FRANCIS CORNU.

### M. Brejnev met en garde le président Carter contre toute intervention en Iran

Le chah a reçu, dimanche 18 novembre, les membres du nouveau cabinet iranien au palais de Golestan, à Téhéran, à l'occasion des fêtes religieuses de l'Éid el Ghadir (Aïd el Kébir). A cette occasion, l'impératrice Farah était présente samedi pour le chah avec deux de ses enfants en peloton de deux jours aux lieux saints chiites de Nejat.

A Mehdad, ville sainte chiite du nord-est de l'Iran, trois personnes ont été tuées à la suite de désordres, vendredi 17 novembre, a indiqué l'agence officielle Pars. Certains milieux de l'opposition donnent le chiffre de treize.

D'autre part, l'hebdomadaire américain «Time» a publié dimanche un compte rendu d'un entretien que deux de ses collaborateurs ont eu avec le chah. Il en ressort que le souverain n'a pas l'intention d'abdiquer car il estime que des milliers de personnes pétraient alors dans une insurrection civile et que des groupes communistes tenteraient de s'emparer d'un pays morcelé et au bord de la faillite.

Le chah estime que son fils Reza, dix-huit ans, accéderait un jour au trône, mais ne veut pas d'un conseil de régence et ne croit pas que

le problème de sa succession se posera d'une manière critique dans un avenir immédiat.

Dans une autre interview en style indirect publié dimanche par le «New York Times», le chah indique qu'il fera tout ce qui est en son pouvoir pour sauver son trône, mais qu'il ne permettra pas à quelque pays étranger que ce soit d'intervenir dans son pays pour l'aider.

Le journal écrit que le souverain a l'intention de procéder à des changements dans la répartition des pouvoirs, même si cela doit conduire à une réduction de sa propre puissance. Le chah poursuit ses efforts pour constituer un gouvernement de coalition et préparer les élections libres. Le souverain a, en outre, assuré qu'il ferait libérer ses courtiers prochains jours quatre cents prisonniers politiques, ne laissant plus dans les prisons que trois cents détenus responsables, selon lui, d'actes de terrorisme.

Enfin, le Front national a fait savoir, samedi à Paris, qu'il démentait catégoriquement les informations et rumeurs diffusées la semaine dernière sur d'éventuelles négociations entre son secrétaire général Karim Sandjaji, actuellement détenu, et le chah.

#### De notre correspondant

Moscou. — L'Union soviétique, qui depuis le début de la crise iranienne était restée sur une prudente expectative, est brusquement sortie de réserve, dimanche 19 novembre. Dans une interview à la Pravda, M. Brejnev met directement en cause le président des États-Unis et affirme que l'U.R.S.S. considèrera toute intervention dans les affaires de l'Iran comme une menace directe pour sa sécurité.

À la question : « Comment évaluez-vous les tentatives de la presse étrangère sur l'intervention des États-Unis et d'autres puissances occidentales dans les affaires intérieures de l'Iran, comme la déclaration de l'Union soviétique ? », M. Brejnev a répondu : « En effet, de telles informations existent, y compris celles concernant l'éventuelle intervention militaire de certaines puissances. À ce propos, je fais que les personnalités officielles des pays dont il est question ne démentent pas ces informations ne peut pas ne pas nous mettre en garde. Si elles nient les tentatives d'ingérence dans les affaires intérieures de l'Iran, comme le président des États-Unis l'a fait ces jours-ci, elles font aussitôt des réserves sur la validité de ces informations. »

L'Union soviétique, qui entretient avec l'Iran des relations de bon voisinage, déclare résolument qu'elle est contre une ingérence étrangère dans les affaires intérieures de l'Iran de la part de qui que ce soit, sous quelque forme et prétexte que ce soit. Dans ce pays ont lieu des événements d'ordre interne qui sont liés à des problèmes qui y sont liés doivent être réglés par les Iraniens eux-mêmes. Tous les pays doivent s'en tenir à leur principe de non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres États. L'U.R.S.S. ne peut pas accepter d'autres documents internationaux fondamentaux et doivent respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Iran, du peuple iranien.

Il doit être clair que toute intervention, à fortiori une intervention militaire, dans les affaires intérieures de l'Iran, est une violation de l'U.R.S.S. et l'Union soviétique considère comme une atteinte aux intérêts de sa propre sécurité. Cette déclaration est à la fois un avertissement solennel aux

#### Une forme surprenante

La forme de la déclaration de dimanche n'en est pas moins surprenante.

Il existe, dans l'arsenal soviétique des prises de position, toute une gradation qui, en l'occurrence, n'a pas été respectée. On est passé directement des informations, le plus souvent reprises de la presse étrangère, à une déclaration du numéro un. Pourquoi ? M. Brejnev aurait pu saisir l'occasion de la visite des sénateurs américains ou du discours qu'il a prononcé vendredi dernier au chef offert en l'honneur du dirigeant éthiopien, M. Mengistu Haile-Mariam, pour développer la position soviétique sur l'Iran. Mais il n'a fait que dire, le vendredi et samedi soir, la déclaration de M. Brejnev à la Pravda a été diffusée par l'agence Tass dans la nuit de samedi à dimanche, un élément nouveau qui a amené les dirigeants soviétiques à frapper un grand coup ? La crainte d'une intervention américaine en Iran s'est-elle trop brusquement renforcée ? Le Kremlin avait-il entrepris, ces derniers jours, auprès du gouvernement américain, une démarche qui aurait été refusée, on doit à la réponse ne l'aurait pas satisfait ?

Il est encore trop tôt pour répondre à ces questions. Toutefois, on peut dire que M. Brejnev s'accompagne dans la presse soviétique d'informations sur les préparatifs d'une intervention en Iran, menés par le Pentagone et la C.I.A.

#### En Cisjordanie

### LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE REVENDIQUE UN ATTENTAT QUI A FAIT QUATRE MORTS ET UNE TRENTAINE DE BLESSÉS.

(De notre correspondant.) Jérusalem. — Un attentat à la bombe contre un autobus sur la route de Jéricho-Jérusalem en Cisjordanie a causé la mort de quatre personnes dans l'après-midi du 19 novembre. Une trentaine des passagers ont été blessés dont quatre très gravement. Peu après, en plein centre de Jérusalem, une bombe dissimulée dans un tapis déposé sur le trottoir a été découverte à temps et désamorcée. A Jaffa, deux personnes ont été légèrement blessées par l'explosion d'une charge placée devant un cinéma.

Les deux premiers attentats ont été revendiqués par l'agence de presse palestinienne Waf à Beyrouth. Cela confirme les craintes des services de sécurité israéliens, qui estimaient que la journée du 19 novembre, marquant le premier anniversaire de la visite du président Sadate à Jérusalem, pourrait être l'occasion d'une reprise des actions terroristes. Il y avait eu ces dernières semaines une accalmie après une longue série d'attentats au cours de l'été. Le 5 octobre, la police avait arrêté plusieurs personnes (dont un jeune juif) soupçonnées d'appartenance au Fatah alors qu'elles déposaient dans le quartier des cinémas à Jérusalem une énorme charge composée de près de 50 kilos d'explosif. — F. C.

## AFRIQUE

### Algérie

### POUR LA PREMIÈRE FOIS Les autorités reconnaissent que le président Boumediène est malade

De notre correspondant

Alger. — C'est maintenant officiel : le président Boumediène est malade. Il a observé, au cours de son récent voyage en Union soviétique, une période de repos accompagné de soins médicaux. De retour à son milieu de son peuple », il doit « sur décision d'une commission médicale » poursuivre ces soins et prolonger ce repos. C'est en ces termes prudents, mais sans ambiguïté, que les autorités ont levé partiellement samedi soir 18 novembre le voile sur une situation de plus en plus difficile à cacher.

Les Algériens ont appris la nouvelle quand ils ont vu à la télévision, au début du bulletin d'information du 20 h, une dépêche de l'Agence Algérie Presse Service. Ce texte, comme la déclaration faite le 1<sup>er</sup> novembre à Bezdjad par le ministre des affaires étrangères, M. Bouafrika, souligne que le chef de l'État algérien a fourni depuis le déclenchement de la lutte armée, et des efforts considérables qui devaient être poursuivis, et certains, l'adhésion du socialisme, la solidarité des

institutions et la santé de président. Ces mêmes milieux, conclut l'agence, « trouveront sans nul doute dans la suppression de la charge de président de dimanche une nouvelle occasion de se manifester ».

La réunion hebdomadaire du gouvernement est, en effet, traditionnellement présidée par le chef de l'État. Son annulation pour la huitième fois consécutive aurait donc été un signe de la santé de l'État de M. Boumediène de reprendre normalement son activité. Les autorités ont donc préféré prendre les devants, raturant ainsi le silence qu'elles observent depuis près de deux mois. Elles y ont peut-être été conduites par d'autres raisons. Il semble que l'état de M. Boumediène, astreint au repos depuis son retour de Moscou le 14 novembre, se soit subitement aggravé samedi, ce qui a entraîné son hospitalisation. Cette crise aurait toutefois été surmontée.

Le chef de l'État, qui serait atteint d'une affection rénale, se remet très difficilement d'une intervention chirurgicale subie en U.R.S.S. Sa convalescence devrait être longue, même en l'absence de nouvelles complications.

DANIEL JUNQUA.

### L'ENVOYÉ SPÉCIAL DE L'AURORE EST EXPULSÉ POUR DÉFAUT D'ACCREDITATION

Alger (A.F.P.). — L'envoyé spécial de l'«Aurore», M. Marianna Lohse, a été arrêté, samedi soir 18 novembre, à son hôtel par la sûreté nationale algérienne.

Après avoir été interrogé dans les locaux de la sûreté, elle a été gardée à vue dans son hôtel. Dimanche à midi, la garde à vue a été levée et Marianna Lohse s'est vue autorisée à travailler en Algérie, dans la mesure où elle se ferait accréditer auprès du ministère de l'Information, démarche obligatoire en Algérie. Mme Lohse était arrivée vendredi soir à Alger.

Samedi soir, un envoyé spécial de l'Aurore, Francis Prud'homme, avait été également appréhendé dans le même hôtel. Après avoir passé la nuit dans les locaux de la sûreté nationale, il a été longuement interrogé. M. Prud'homme a été expulsé, dimanche matin.

M. Prud'homme a été accusé de pas être en situation régulière. Il ne s'était pas encore manifesté samedi auprès du ministère algérien de l'Information.

[Dans un communiqué publié ce lundi par «l'Aurore» sous le titre «La Fear de la vérité», Roland Faure estime que l'expulsion de M. Francis Prud'homme, qui reconnaît avoir été courtoisement traité, traduit le « climat d'oppression » de l'Algérie d'aujourd'hui.]

### Liban

Le Liban Moussa Sadr, ainsi que ses deux compagnons, a été porté disparu depuis fin août, date à laquelle il s'était rendu en compagnie de deux autres personnes en Libye pour assister aux festivités de la révolution de septembre. — (A.F.P.)

DANIEL VERNET.

Le Liban Moussa Sadr, ainsi que ses deux compagnons, a été porté disparu depuis fin août, date à laquelle il s'était rendu en compagnie de deux autres personnes en Libye pour assister aux festivités de la révolution de septembre. — (A.F.P.)

(Publié)

### COMITÉ INTERNATIONAL DE LIAISON POUR LA RÉUNIFICATION INDÉPENDANTE ET PACIFIQUE DE LA CORÉE

séance la tenue à Tokyo, du 27 au 29 novembre, de la 11<sup>e</sup> Conférence Mondiale pour la réunification de la Corée.

Cette conférence est un événement international attendu par les partisans d'une solution juste du problème coréen et par tous ceux qui comprennent le danger de guerre inhérent à la situation actuelle de la Corée.

Cependant, ces derniers jours, nous avons eu connaissance de manœuvres visant à créer le doute sur le tenue de la Conférence, et de pressions exercées sur des personnes dont on peut penser qu'ils sont invités à Tokyo. Très vraisemblablement, ces actes sont inspirés par les autorités sud-coréennes, hostiles à toute idée de réunification et de démocratisation.

Nous sommes informés, en effet, que les ambassadeurs du Japon dans certains pays interviennent auprès de personnalités connues, susceptibles de participer à la conférence, pour leur demander de solliciter un visa, en violation des conventions existant entre le Japon et les pays en question.

Ces pratiques sont d'autant plus regrettables qu'elles sont en contradiction totale avec une déclaration récente de M. Fukuda, Premier Ministre — selon laquelle il était favorable à la réunification indépendante et pacifique de la Corée — et qu'elles mettent en cause le prestige international du Japon.

La 11<sup>e</sup> Conférence Mondiale est de la plus haute importance pour réaffirmer la volonté de paix et de justice des peuples, pour proclamer le droit du peuple coréen à décider de son destin.

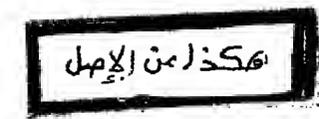
Le Japon doit jouer un rôle indépendant et décisif dans cette action internationale de solidarité.

Nous avons confiance dans les forces progressistes du Japon. Nous souhaitons vivement que le gouvernement japonais prenne une attitude bienveillante vis-à-vis de la Conférence Mondiale.

Lelio BASSO, Président      Jean DORY, Secrétaire général

C.I.L.R.E.C.O.

99, avenue du Général-Lacaze, 75014 Paris - Tél. : 540-51-39



ASIE

Chine

Une affiche murale à Pékin reproche à Mao Tse-toung de s'être laissé utiliser par les « quatre » contre M. Teng Hsiao-ping

De notre correspondant

Pékin. — Mao Tse-toung est notamment critiqué sur une affiche en grands caractères apparue dimanche 19 novembre dans le centre de Pékin. Le texte, signé par les ouvriers d'un atelier de réparation automobile qui donnent leur adresse, parle du président Mao en termes relativement différents, mais lui reproche en particulier de s'être laissé utiliser par la « bande des quatre » dans l'attaque lancée contre M. Teng Hsiao-ping, et révoquant le « prolétariat », au début de 1976. Il évoque également les « erreurs » de politique et de méthode commises par Mao Tse-toung et dénonce le tour « métaphysique » pris par sa pensée au cours des dernières années de sa vie.

C'est la première fois que le président défunt fait objet de critiques nominales. Pour une part, le dachao en question ne fait toutefois que dire ouvertement ce qui est implicite dans de multiples articles de presse apparus depuis plusieurs mois et singulièrement depuis octobre dans le cadre du débat sur « le cri de la vérité » (le Monde du 31 octobre). Les mêmes idées ont en outre été abondamment exprimées dans des conférences d'information organisées à l'intention de la population.

Si les fondements théoriques d'une réappréciation critique du rôle et de l'œuvre de Mao Tse-toung avaient donc été posés, le dachao apparut dimanche

soutève cependant au moins deux questions :

— Sur le plan des personnes d'abord, il pose, à travers le cas de M. Teng Hsiao-ping, le problème des nominations et des destitutions intervenues, sur proposition du président Mao, au printemps 1976. Si l'actuel vice-premier ministre ne perdit alors toutes ses fonctions, M. Hua Kuo-feng se vit en revanche promettre au même moment à la tête du gouvernement et du parti. On notera toutefois que le président du P.C.C. vient de donner un signe notable de ralliement au nouveau courant en caligraphiant de sa main le titre d'un recueil de poèmes écrits lors des manifestations du 5 avril 1976 sur la place Tian An Men et qui doit nécessairement sortir des presses. Rappelons que ces manifestations, dénoncées à l'époque comme « contre-révolutionnaires », sont, aujourd'hui, présentées comme un exemple de la lutte héroïque des masses contre la « bande des quatre ». Divers textes ont en outre insisté sur le fait que les manifestations prirent alors la défense de M. Teng Hsiao-ping.

— Sur le plan historique ensuite, la critique adressée à Mao Tse-toung de s'être laissé abuser par la « bande des quatre » va directement à l'encontre de la thèse officielle, exposée à maintes reprises depuis le mois d'octobre 1976 et selon laquelle le président défunt avait de longue date percé à jour le « complot » ourdi par Mme Chiang Ching, M.M. Wang Hong-wen, Chang Chun-chiao et Yao Wei-guan, et réclamé lui-même leur élimination. N'a-t-il pas été dit et répété que M. Hua Kuo-feng, en ordonnant l'arrestation de ces quatre dirigeants, n'avait fait que respecter la volonté de son prédécesseur ?

Rien jusqu'à présent n'a été dit dans la presse qui conteste cette interprétation des faits, qui a permis d'affirmer la continuité du régime aussi bien que sa légitimité.

Une direction divisée

Ces questions sont d'autant plus préoccupantes qu'elles sont posées dans un contexte où les divergences sont de plus en plus évidentes parmi les cadres dirigeants du parti. Le Quotidien du peuple en donne encore un exemple lundi dans un article d'un « commentateur spécial » sur le problème des réhabilitations. « Toutes les

accusations et toutes les conclusions erronées doivent être révisées, écrit le journal, qui ne soient ceux qui les ont rédigés. Mais le Quotidien du peuple constate l'existence de personnages qui « hésitent » devant cette entreprise ou font preuve d'incertitude » et qui sous prétexte de protéger les acquis de la révolution culturelle ne cherchent en fait qu'à se protéger eux-mêmes. Il n'y aurait là que la répétition d'un thème connu si l'organe du P.C.C. ne dressait un parallèle entre la situation actuelle et « l'expérience historique » de l'U.R.S.S. à l'époque de Staline. L'épuration des années 30 en Union soviétique était nécessaire, explique en substance le Quotidien du peuple, et elle a contribué à consolider la dictature du prolétariat. Mais elle a donné lieu à des abus, des « erreurs » dont des « innocents », des « bolcheviks véterans » ont été les victimes. Staline lui-même a reconnu en 1933 devant le XVIII<sup>e</sup> Congrès du P.C. que des fautes avaient été commises. Mais la révision des verdicts n'a pas eu pour conséquence la mort et cette circonstance a permis à Khrouchchev, « arriviste et comploteur pseudo-marxiste à double face », qui pourtant s'était personnellement rendu coupable de multiples abus à Moscou comme en Ukraine, de profiter de « l'indignation et du mécontentement populaire » pour préparer l'opération à son entreprise d'usurpation du pouvoir. Volod dit le Quotidien du peuple, une « leçon historique profonde » qui pourrait servir de « référence » à corriger les erreurs que nous avons commises est un moyen efficace de prévenir les entreprises d'arrivistes antiparti qui pourraient profiter de la situation dans leurs complots contre le président Mao, le premier ministre Chou En-lai et le président Hua, contre tous nos cadres dirigeants marxistes ».

Définies ce langage est malaisé dans les circonstances actuelles. Qui sont ces « arrivistes », ces nouveaux Khrouchchev chinois ? Le parallèle paraît bien ambiguë, s'il ne s'agit que de cadres subalternes. L'accusation serait en revanche d'une extrême gravité si elle visait des personnages plus importants que personne ne se risque d'ailleurs à identifier.

ALAIN JACOB.

• M. Wang Chen, vice-premier ministre de Chine, effectua une « visite privée » en Suisse. — (A.F.P.)

EUROPE

République fédérale d'Allemagne

UN ANCIEN EXTRÉMISTE ACCUSE DES AVOCATS D'AVOIR INTRODUIT DES ARMES DANS LA PRISON DE STAMMHEIM.

La lutte contre le terrorisme en Allemagne fédérale a fait l'objet de différentes réunions et déclarations, samedi 16 et dimanche 19 novembre.

• A STUTTGART, au cours de son procès, l'ancien extrémiste Volker Speitel, qui comparait pour « soutenir une association terroriste » avec Hans-Joachim Dellwo, a déclaré sous la foi du serment que les armes qui avaient servi à Andreas Baader, Gudrun Enslin et Jan-Carl Raspe pour mettre fin à leurs jours, dans la prison de Stammheim, après l'échec de la prise d'otages de Mogadiscio, leur avaient été fournies par ses deux anciens collaborateurs de M<sup>r</sup> Croissant, chez qui il également travaillé Volker Speitel. C'est ce dernier, selon ses aveux, avait préparé les caches dans certains documents notamment de gros dossiers évidés — permettant aux avocats de la Fraction armée rouge d'introduire des armes et munitions à Stammheim.

• A BONN, la remise en liberté de quatre terroristes ouest-allemands par les autorités yougoslaves (le Monde daté 19-20 novembre) continue de provoquer une vive indignation. Le ministre de l'Intérieur, M. Gerhard Baum, a estimé que la décision de Belgrade était « une renvers dans la lutte internationale contre le terrorisme », et a indiqué qu'un avis international de recherche avait été lancé contre les quatre extrémistes, notamment impliqués dans l'assassinat de Jürgen Ponto et dans l'enlèvement du meurtre de Hans-Martin Schleyer. Selon l'un des représentants de l'opposition chrétienne-démocrate au Bundestag, M. Carl-Dieter Spranger, le gouvernement yougoslave « a endossé la responsabilité des crimes qui seront désormais commis par les quatre terroristes ».

• A BERLIN-OUEST, une conférence internationale sur le terrorisme a été réunie. Le ministre ouest-allemand de la Justice, M. Hans-Jochen Vogel, y a déclaré « La répression ne suppléme pas les causes du terrorisme, et ce sont les causes qu'il faut s'efforcer de rechercher. La généralité qui influe sur les faits entre cinquante et soixante-huit ans doit s'interroger sur les erreurs qu'elle y a commises et qui ont favorisé le phénomène. » (A.F.P., A.F.)

Grande-Bretagne

Malgré l'interdiction de la publicité des débats Le procès de M. Jeremy Thorpe attire une foule de journalistes

De notre correspondant

Londres. — M. Jeremy Thorpe, ancien leader du parti libéral, comparait ce lundi 20 novembre devant le tribunal de la petite ville de Minehead (Somerset), qui sera appelé à décider soit le non-lieu, soit le renvoi de l'affaire devant une juridiction criminelle. M. Thorpe est accusé de complicité de tentative d'assassinat et d'incitation au meurtre de M. Norman Scott, un ancien mannequin. Trois autres coaccusés, M.M. David Holmes, ancien trésorier adjoint du parti libéral, John Le Mesurier et John Dackin, comparaissent également dans cette phase ultime de la procédure d'instruction dont le secret est, aux termes de la loi britannique, assuré par des règles strictes, assorties de peines sévères contre ceux qui les violentent. En d'autres termes, les journalistes admis dans la salle d'audience ne pourront pas rendre compte des débats, qui seront essentiellement consacrés à l'audition des témoins cités par l'accusation et que la défense pourra également interroger.

Ragots et demi-vérités

Deux témoins déposeront, parmi lesquels M. Peter Bessel, ancien député libéral, que l'accusation a fait venir de Californie et auquel elle a promis l'immunité pour les éventuelles infractions qui auraient provoqué son départ de Grande-Bretagne en 1976. M. Thorpe a pour défenseur Sir David Napley, qui a occupé des fonctions analogues à celles de bâtonnier en 1976-1977. M. Holmes, ami personnel et gargon d'honneur de M. Thorpe lors de son premier mariage, est défendu par l'un des plus célèbres avocats d'assises, M. John Matthews. M. Taylor, également très connu, conduit l'accusation. La présence de ses collègues du barreau ajoute évidemment un intérêt supplémentaire aux débats.

Les restrictions à la publicité des audiences, qui doivent durer quinze jours, ne pourront être levées qu'à la demande des avocats, ce qui est très improbable étant donné qu'elles ont essentiellement pour objet de protéger leurs clients. La publication détaillée des chefs d'accusation pourrait, estime le législateur britannique, influencer les jurés. La petite bourgade de Minehead (huit mille habitants) est cependant envahie par une foule de journalistes britanniques et étrangers. Trente-sept d'entre eux

seulement seront admis dans la petite salle du tribunal. Plus d'une centaine de représentants des médias auraient demandé à être admis. Les autorités affirment avoir attribué les places disponibles selon la date de présentation des demandes d'admission, mais l'inspecteur chargé de régler ce problème déclare que, bien entendu, préférence a été donnée aux journalistes britanniques.

Les restrictions à la publicité des débats ne concernent théoriquement que les Britanniques et ne s'appliquent pas aux représentants des médias étrangers, à la condition expresse que leurs publications ne soient pas distribuées en Grande-Bretagne.

Selon le Daily Telegraph, la seule publication étrangère représentée dans la salle d'audience est le mensuel américain Esquire, qui ne publiera donc rien avant la conclusion des débats. Plusieurs quotidiens populaires font état de tentatives de corruption de la part de journalistes et de photographes étrangers, pour tenter d'entrer dans la salle d'audience. Divers journaux britanniques ont protesté contre l'interdit qui n'empêchera pas, disent-ils, la multiplication des informations de seconde main, des demi-vérités, des ragots et même des fausses nouvelles. Tout en condamnant les « procès par la presse », les journaux étrangers du continent, ils trouvent déplorable ce « procès par ragots ». Il n'est pas à exclure, en effet, que des informations fiables à l'extérieur et des radios étrangères les diffusent après les avoir obtenues, moyennant une contribution financière appréciable, des membres de la presse ou du public admis dans la salle d'audience.

HENRI PIERRE.

Irlande du Nord

• QUINZE ATTENTATS à la bombe incendiaire attribués à l'I.R.A. ont été commis dans la nuit du 18 au 19 novembre en Ulster, dont six à Newry et trois à Londonderry. Ils n'ont fait aucune victime, mais ont causé des dégâts très importants, principalement dans des magasins. Seize autres engins ont été découverts et désamorcés à temps. L'I.R.A. provisoire a annoncé qu'il n'y aurait pas de « trêve de Noël » cette année. — (A.F.P., A.F.P.)

LOTO ca peut rapporter gros. Illustration d'un personnage avec un panier de billets.

On nous trouve sympa. Beaucoup de clients ont été assez sympa pour nous le dire. Avis advertisement with a large image of a car.

Il y a 3 ans, nous lançons le permis de râler : c'était une carte d'appréciation que chaque client pouvait remplir en fin de voyage. Avis advertisement with a car image and a 'COMMENT CARD' form.

# EUROPE

## Portugal

### Le gouvernement de M. Mota Pinto est orienté à droite

De notre correspondant

La composition du nouveau gouvernement portugais, constitué par M. Mota Pinto, a été rendue publique samedi après-midi 18 novembre à Lisbonne. Le cabinet compte dix-huit membres, dont l'orientation politique confirme et même accentue, dans l'ensemble, l'actuel glissement à droite de la vie politique portugaise. M. Mota Pinto présentera le programme de la

nouvelle équipe au Parlement dans deux semaines environ. La constitution d'un nouveau gouvernement avait été rendue nécessaire par la chute, le 14 septembre dernier, du cabinet de M. Nobre da Costa, mis en minorité par les socialistes et les centristes à l'occasion d'un débat de censure. Lisbonne. — « Le gouvernement le

plus à droite que le Portugal ait connu depuis la révolution d'avril 1974. » Telle est le jugement des milieux politiques de gauche sur le cabinet de M. Mota Pinto. La première réaction négative est venue des communistes : le président de leur groupe parlementaire, M. Carlos Brito, a manifesté son désaccord avec la désignation de certains ministres qu'il considère comme des « réaction-

naires ». Les socialistes ne cachent pas non plus leur opposition face à un gouvernement qui, selon M. Dolinger, député du P.S., « n'est pas le reflet de la majorité parlementaire. Celle-ci est de gauche, alors que la plupart des ministres sont de droite », écrit-il dans un article publié par le quotidien socialiste *A Luta*, et il conclut : « Il devient très difficile de prévoir un grand succès pour le

nouveau cabinet, dont le maintien jusqu'aux élections législatives de 1980 n'est pas du tout assuré. » Plusieurs considérations ont provoqué les attaques du P.S. et du P.C.P. Il s'agit tout d'abord du maintien au ministère de l'Agriculture de toute l'équipe dirigée par M. Apolinaro Vaz Portugal, accusé d'interpréter le loi sur la réforme agraire dans un sens uniquement favorable aux intérêts des grands propriétaires. En second lieu, la gauche déplore l'importance donnée dans ce gouvernement à M. Jacinto Nunes, dont le nom évoque la régime renversé en 1974. Il sera le seul responsable de la politique économique et financière du pays. « Un super-ministre », dit-on à Lisbonne. D'autres personnalités suscitent également les réserves des socialistes et des communistes. C'est le cas, notamment, de M. Proença de Carvalho, qui, en tant que directeur d'un quotidien de Lisbonne, a mené à plusieurs reprises ses idées conservatrices.

deux des trois sièges qu'ils détiennent. Le déplacement à Evora des dirigeants des principales formations politiques aura sans doute contribué à donner à cette consultation une importance nationale. La défaite qu'y enregistre le parti socialiste ne manquera pas de provoquer certains ramoués au sein du P.S., ni d'être prise en considération au moment où M. Mota Pinto présente son programme aux députés. Elle est, pour M. Soares et ses amis, d'autant plus significative que c'est la seconde qu'il a enregistrée en un laps de temps assez court : le 11 septembre dernier, les élections municipales de Miranda de Alentejo avaient vu les socialistes tomber de deux mille sept cents voix à un millier environ. Le rapprochement de ces deux élections (le premier, dans une petite ville du nord du pays, très conservateur, la seconde, dans une ville d'une certaine importance, située au cœur même de la région où est appliquée la réforme agraire) fait ressortir que la société portugaise est en train de se radicaliser, et droite et à gauche. Socialistes et centristes, qui ont gouverné ensemble de février à juillet 1978, en font les frais.

JOSE REBELO.

### LES NOUVEAUX MINISTRES

#### Vice-premier ministre : M. Jacinto Nunes

#### Un technocrate discret

Après seize ans passés à la direction de la Banque du Portugal, deux ans et demi dans l'administration de la Caisse des dépôts et quatre ans au gouvernement comme sous-secrétaire d'Etat au Trésor, M. Jacinto Nunes est sans doute une des personnalités qui ont le plus fortement marqué le système économique et financier portugais au cours du dernier quart de siècle. Technocrate discret, peu enclin au débat politique, il a refusé, le 37 avril 1974, le poste de ministre de la coordination économique qu'on lui avait été proposé par le général Spínola. En juillet de la même année, il a été nommé gouverneur de la Banque du Portugal. Mais les temps allaient changer, et celui qui paraissait s'accommoder des formes contenues dans le programme politique du Mouvement des forces armées, n'a pu suivre l'accélération du processus révolutionnaire. La tension entre le gouverneur de la principale banque portugaise et les syndicats de ce secteur devint insupportable pendant la période qui a suivi la tentative de coup d'Etat de

droite, en mars 1975. Le « contrôle ouvrier » a été institué. Des fichiers ont été dépouillés. Les secrets dévoilés. C'était trop pour un gestionnaire plutôt conservateur. M. Jacinto Nunes a donné sa démission, commençant alors une courte traversée du désert qui s'est terminée avec l'arrivée au pouvoir de militaires modérés. M. Jacinto Nunes a donné sa démission, commençant alors une courte traversée du désert qui s'est terminée avec l'arrivée au pouvoir de militaires modérés. M. Jacinto Nunes a donné sa démission, commençant alors une courte traversée du désert qui s'est terminée avec l'arrivée au pouvoir de militaires modérés.

#### Affaires étrangères : M. FREITAS CRUZ

M. Freitas Cruz est le premier diplomate de carrière appelé à diriger les affaires étrangères du Portugal depuis la révolution du 25 avril 1974. Né à Lisbonne, en 1925, diplômé en droit, il a été, à plusieurs reprises, chargé de missions auprès de l'O.A.S. Représentant du Portugal à l'O.C.D.E. en 1970, puis ambassadeur à Bonn, le nouveau chef de la diplomatie portugaise exercera jusqu'à présent les fonctions d'ambassadeur à l'O.T.A.N.

#### Défense :

#### LIEUTENANT-COLONEL JOSÉ LOUREIRO DOS SANTOS

Le lieutenant-colonel José Alberto Loureiro dos Santos est un officier prestigieux dans les milieux modérés de l'armée portugaise. Né en 1936, il a été l'un des principaux collaborateurs du général Banaś, qu'il a dirigé dans la préparation de l'offensive militaire du 25 novembre 1975 qui devait écartier du pouvoir le régime communiste et les forces armées en avril 1977. Il a donné sa démission en novembre de la même année sans en avoir jamais expliqué publiquement les raisons. Considéré au début comme proche de M. Melo Antunes, le lieutenant-colonel Loureiro dos Santos aurait pris, lors de la formation du cabinet, certaines décisions désagréables à l'égard du groupe d'officiers du Conseil de la révolution, influencé par l'ancien ministre des affaires étrangères.

#### Travail :

M. EUSEBIO MARQUES DE CARVALHO La vague de grèves qui se répandit un peu partout dans le pays fut du travail. Le choix du premier ministre s'est finalement porté sur un homme à peu près inconnu du public et même de la classe politique. Jusqu'à présent, M. Marques de Carvalho appartenait au conseil de gestion d'une brasserie portugaise.

#### Educations :

#### M. LUIS VALENTE DE OLIVEIRA

Professeur à l'université de Porto, M. Luis Valente de Oliveira dirigeait une commission chargée d'étudier les problèmes posés par la planification dans la région nord du pays. Comme pour plusieurs autres ministres, Mota Pinto a, semble-t-il, décidé de placer à la tête de l'éducation nationale un technicien qui ne suscite pas d'objection particulière de la part des partis politiques.

#### Justice :

#### M. EDUARDO CORREIA

M. Eduardo Correia, né à Lisbonne en 1915, était jusqu'à présent professeur de droit à l'université de Coimbra et à l'université internationale pour l'enseignement du droit comparé de Strasbourg et membre du conseil de rédaction d'une revue de sciences criminelles et de droit pénal. Il a été nommé ministre de l'éducation de mai à juillet 1974. En 1977, il a été nommé par le président de la République membre de la commission chargée de proposer la législation des lois. Sous le régime de M. Castano, il avait présidé une commission qui devait préparer un projet de réforme de l'enseignement supérieur.

#### Industrie et technologie :

#### M. ALVARO BARRETO

M. Alvaro Barreto est un spécialiste de la construction navale. Ancien président du conseil d'administration de l'entreprise chantier naval situé dans la banlieue de Lisbonne, il exercera jusqu'à présent les fonctions d'administrateur dans une autre entreprise de construction navale. Il a récemment négocié avec le gouvernement de l'Arabie Saoudite la construction d'un grand chantier au bord de la mer Rouge.

#### Commerce et tourisme :

#### M. REPOLHO CORREIA

Economiste de formation, M. Repolho Correia a représenté le Portugal dans plusieurs négociations avec les organisations internationales. Ancien administrateur de banque, il était président du conseil de gestion de la sidérurgie nationale, lorsque M. Nobre da Costa l'a invité, en septembre 1977, à diriger le nouveau cabinet comme secrétaire d'Etat à l'énergie.

#### LA COMPOSITION DU CABINET

Le gouvernement formé à Lisbonne le 18 novembre, par M. Carlos Alberto Mota Pinto est ainsi constitué :

- Vice-premier ministre chargé des affaires économiques et ministre des finances et du plan : M. Manuel Jacinto Nunes ;
- Défense : lieutenant-colonel José Loureiro Dos Santos ;
- Ministre adjoint au premier ministre : M. Alvaro Monjardino ;
- Intérieur : colonel Antonio Gonçalves Ribeiro ;
- Justice : M. Eduardo Correia ;
- Affaires étrangères : M. Freitas Cruz ;
- Agriculture et pêches : M. Apolinaro Vaz Portugal ;
- Industrie et technologie : M. Alvaro Barreto ;
- Commerce et tourisme : M. Repolho Correia ;
- Travail : M. Eusebio Marques de Carvalho ;
- Educations et culture : M. Valente de Oliveira ;
- Affaires sociales : M. Acacio Pereira Magro ;
- Transports et communications : M. Marques Da Costa ;
- Logement et travaux publics : M. Joao Almeida Pina ;
- Communication sociale : M. Proença de Carvalho ;
- Secrétaire d'Etat à la présidence du conseil : M. Xavier de Basto ;
- Secrétaire d'Etat à l'Administration publique : M. Figueiredo Lopes.

#### Adjoint au premier ministre :

#### M. ALVARO MONJARDINO

Président de l'Assemblée législative des Açores, M. Alvaro Monjardino, né en 1930, a été élu député en 1973 sur les listes de l'action nationale populaire, seule organisation politique autorisée par l'ancien régime. Il faisait alors partie du groupe des personnalités qui croyaient possible la libéralisation du système politique portugais. De 1975 à 1976, il a été membre de la junte régionale des Açores et a participé activement à l'élaboration du statut d'autonomie de cet archipel. Lors des élections législatives d'août 1976, il s'est fait réélire comme indépendant, mais sur les listes du parti social-démocrate.

#### Communication sociale :

#### M. PROENÇA DE CARVALHO

Le nouveau ministre de la communication sociale passe pour un défenseur de l'initiative privée. Or, il a dirigé le secteur gouvernemental caractérisé par l'absence d'une majorité de quotidiens appartenant à l'Etat.

Né en 1941, M. Proença de Carvalho a été directeur du quotidien de Lisbonne *Jornal Novo*, en février 1976. Son prédécesseur à ce poste, le journaliste Fúlvio, s'était distingué en 1975, en signant des éditoriaux très virulents contre le premier ministre de l'époque, le général Vasco Gonçalves. En tant qu'opposant politique et militaire comme le commandant Melo Antunes, c'est aussi à ce titre qu'il préside le conseil d'administration d'une des plus importantes sociétés d'assurances portugaises, *Torralla*, restituée à ses anciens propriétaires l'été dernier.

## Espagne

### Les soubresauts du franquisme

(Suite de la première page.)

« Il y a un an, l'armée était divisée en trois groupes, nous ont dit deux officiers supérieurs, dont l'un exerce des responsabilités d'état-major à Madrid. Les militaires qui appartenaient à la génération de la guerre civile et qui se trouvaient au sommet de la hiérarchie restaient favorables à un régime autoritaire. Ceux qui s'étaient formés à partir des années 50 étaient pour la plupart dans l'expectative. Seule une minorité avait opté clairement pour la démocratie. Aujourd'hui, les indices d'il y a un an ont passé à droite et les démocrates ne le sont plus tellement. » L'accroissement du terrorisme et l'incapacité du gouvernement à faire face, surtout dans le Pays basque, ont ensemé de plus en plus d'officiers à douter de la démocratie, ajoutent nos interlocuteurs, qui précisent que la plupart de leurs collègues votent « non » à la Constitution le 6 décembre prochain. Pas seulement par conviction antidémocratique, mais pour marquer leur opposition à l'action gouvernementale. Un fait qui a été remarqué en son temps et qui prend aujourd'hui toute sa dimension : les trois militaires désignés par le roi pour siéger au Sénat (la Chambre haute compte quarante et un sénateurs nommés par le roi) ont tous voté « non » au moment du débat sur le projet constitutionnel.

#### L'approche du référendum

Dans le rapport qu'il a envoyé récemment à ses troupes, le ministre de la défense, le lieutenant-général Gutiérrez Mellado, s'en est pris longuement à ceux

qui tentent par tous les moyens de faire sortir l'armée de ses casernes. Il visait ainsi l'extrême droite, qui lance en permanence des appels à la rébellion. Les deux quotidiens de cette tendance publiés à Madrid, *El Alcázar* et surtout *El Imparcial*, sont, de l'avis général, les lecteurs favoris des officiers d'active. Cela ne signifie pas évidemment que la tentation du coup d'Etat soit répandue dans les casernes. Mais c'est un indice inquiétant parmi d'autres.

« A mesure que nous nous approchons du référendum constitutionnel, la pression va s'accroître, affirmant certains observateurs, du côté des terroristes comme du côté de l'extrême droite. Les militaires peuvent se résigner à la Constitution, c'est-à-dire à l'institutionnalisation de la démocratie, mais ils pensent être un jour en mesure de la modifier et de revenir à des formes de gouvernement autoritaires. »

La découverte du complot remonte donc au jeudi 16 novembre. Ce jour-là, les services de renseignements militaires informèrent le président du gouvernement d'un coup de main prévu pour le lendemain. Les conjurés ont imaginé de s'emparer du palais de la Moncloa, d'arrêter M. Adolfo Suarez et d'établir, avec les membres de son cabinet, car le conseil des ministres se réunit normalement le vendredi. Selon le quotidien *El País*, le seul à donner cette précision, leur but est de garder le chef du gouvernement comme otage jusqu'à la formation d'un « gouvernement de salut national » qui mettrait fin au processus de démocratisation et

annulerait sans doute le référendum constitutionnel. Vendredi semble un jour bien choisi. Le roi sera absent puisqu'il part le jour même pour le Mexique, d'abord à l'Estimoteo latino-américain de quinze jours. Le ministre de la défense, le lieutenant-général Gutiérrez Mellado, sera en tournée dans le sud-est du pays. Toujours selon *El País*, seront également absents de Madrid, ce jour-là, les chefs d'état-major des trois armes, ainsi que les chefs des brigades de blindés et de parachutistes qui font partie du dispositif de défense de la capitale.

#### Retour précipité du ministre de la défense

Les conjurés semblent avoir escompté, une fois occupé le palais de la Moncloa, qu'ils bénéficieraient de la solidarité de la garde civile et de la police armée. Les deux officiers arrêtés appartiennent à ces deux armes. Le premier, le lieutenant-colonel Antonio Tejero Molina, de la garde civile, est un activiste connu. En 1977, il a été relevé de son poste à Saint-Sébastien pour s'être opposé à la législation du drapés basque, qui était interdit sous le franquisme. Il a été frappé de la même sanction à Málaga, son nouveau poste, pour avoir empêché une manifestation autorisée par le gouverneur et s'être mêlé à des éléments d'extrême droite. Enfin, en août dernier, il a été mis aux arrêts pendant quatre jours pour avoir publié, sans l'autorisation de ses supérieurs, une « lettre ouverte » au roi qui critiquait la Constitution et se plaignait de l'insé-

curité générale (le *Monde* du 15 septembre).

L'autre conjuré est le capitaine Inestralza, de la police armée. L'arrestation d'un colonel du génie, d'abord annoncée, n'a pas été confirmée. Plusieurs quotidiens estiment que les deux officiers arrêtés n'ont pas de grands espoirs, mais qu'ils ont des ambitions de plus haut grade et peut-être des complexes civis. Le jeudi soir, le ministre de la défense rentre précipitamment de Madrid, où il était en tournée, et se rend à la Moncloa, où il débattre avec le président du gouvernement et les autres responsables militaires. La presse affirme que certaines unités ont été mobilisées cette nuit-là pour assurer la défense du palais présidentiel. L'hypothèse d'un ajournement du voyage royal est écartée.

Le lendemain vendredi, alors que les rumeurs courent les uns après les autres, le lieutenant-général Gutiérrez Mellado poursuit sa tournée dans le sud-est du pays en assistant à une réunion à l'arsenal de Carthagène. Une cinquantaine d'officiers sont présents. L'un d'entre eux, un capitaine de corvette, se lève et attaque violemment la nouvelle Constitution, qu'il qualifie d'« aide » et de « favorable au divorce ». Le ministre l'invite à se taire. Le commandant de la garde civile du Levant, le général Juan Aznar Pena, qui est sur les lieux, prend la défense de l'officier de marine. Prié de sortir, il insulte le ministre, le qualifie de « franc-maçon » et de « traître ». Le lieutenant-général Gutiérrez Mellado le fait arrêter sur-le-champ, demande à tout le monde de se mettre au garde-à-vous et invite ceux qui sont d'accord avec le

général Antares à sortir des rangs. Personne ne bouge. Le ministre est alors chaleureusement applaudi.

C'est donc dans une atmosphère tendue qu'a eu lieu dimanche, sur la place d'Orléans, le rassemblement, désormais habituel, que l'extrême droite organise chaque année pour commémorer la mort, le 30 novembre 1975, du général Franco. De cent cinquante mille à deux cent mille personnes ont écouté pendant une heure et demie, sous un soleil éclatant, M. Blas Pinar, leader de *Fuerzas Nuevas*, et MM. Fernandez-Cuesta et M. José-Antonio Giron, anciens ministres franquistes. La manifestation a été découlée sans incident. Aucun des orateurs n'a fait allusion aux événements de la veille, et le public n'a pas crié, comme il est habituel dans les manifestations d'extrême droite : « L'armée au pouvoir ! »

M. Blas Pinar a lancé néanmoins un appel à l'« action directe » et à la « force » pour en finir avec un régime qu'il présente, lui ou ses compagnons, comme composé de « traîtres » et de « vendus », et qu'il accuse de « démembrer l'Espagne », de livrer le pays à la multinationalité du capital et à la multinationalité du marxisme ». Drapés espagnols, chemises bleues de la Phalange, bérets rouges carlistes, points gantés de noir : aucun des symboles habituels ne manquait à ce rassemblement. De nombreux jeunes gens portaient aussi des brassards avec la croix gammée ou l'insigne des SS. Plus nombreuses, malgré tout, étaient les cocardes appelant à voter « non » à la Constitution. Après l'alarme des derniers jours, la tension est finalement retombée à Madrid. M. Santiago

Carrillo a déclaré qu'il fallait « garder la tête froide », et la plupart des dirigeants politiques interrogés ont énoncé dans le même sens, affirmant que l'armée ne se laisserait pas manipuler.

On remarque pourtant que les manifestations d'indiscipline, voire d'insubordination militaire, se sont multipliées ces derniers mois. A deux reprises au moins, le ministre de la défense a été pris à partie en public par des subordonnés. Lors d'un dîner, au printemps dernier, des officiers ont lancé des cris contre lui et même contre le roi. A la même époque, une unité de la légion a participé à une manifestation anti-gouvernementale dans la basilique où a été inhumé Franco, près de Madrid. Récemment, un officier a été puni de quatorze jours d'arrêts de rigueur pour avoir refusé de serrer la main du chef de gouvernement.

Certains estiment que le ministre de la défense peut encore remettre les choses en ordre, mais qu'il a perdu beaucoup de temps. C'est l'avis, par exemple, de M. Luis Otero Fernandez, commandant expulsé de l'armée il y a trois ans pour son appartenance à l'Union militaire démocratique, et Gutiérrez Mellado aurait dû, dès le départ, réduire le nombre des officiers, beaucoup trop nombreux dans notre armée. Le départ à la retraite des plus anciens aurait débarrassé la hiérarchie de ses éléments les plus réactionnaires. En outre, il aurait dû entreprendre il y a un an la conversion nécessaire de l'armée à la démocratie. Or c'est seulement avec son dernier rapport qu'il a commencé véritablement à le faire.

C. CHARLES VANHECKE.

Handwritten note in a box: « من أجل العدل »

# LA CONSTRUCTION DE L'EUROPE

## DEVANT LES CLUBS « PERSPECTIVES ET RÉALITÉS »

### Le peuple français pourrait être appelé à se prononcer sur une éventuelle extension des pouvoirs de l'Assemblée déclare M. Raymond Barre

Strasbourg. — Les travaux des quelque mille membres des clubs Perspectives et Réalités réunis samedi 18 et dimanche 19 novembre à Strasbourg ont été émaillés en raison même de l'importance et de l'actualité du sujet qu'ils avaient choisi de traiter. Néanmoins, si les rapports et les discussions sur « L'Europe solution à la crise », « L'Europe, condition de l'indépendance nationale », ont été passionnés, cette dernière assemblée générale n'a pas manqué son objectif dans la mesure où elle a été l'occasion pour les participants de l'Europe de faire un peu mieux connaître leurs souhaits à long terme (leurs « arrière-pensées », diraient certains de leurs participants), pour le gouvernement, de préciser sa position et de laisser deviner sa stratégie.

Que les présidents des quelque deux cent quatre-vingt clubs Perspectives et Réalités soient des partisans convaincus de la construction européenne n'est pas à démontrer, mais l'intérêt de leur position réside dans l'idée qu'ils se font de leur rôle et de l'importance de leur action. Nous ne par-ticipons pas au pouvoir en tant que tels, notre mission est de réfléchir un peu au-delà des contingences immédiates, dit en substance M. Jean-Pierre Fourcade. Pourquoi ne débatrions-nous pas d'idées que d'autres jugent inopportun d'aborder aujourd'hui ?

M. Barre, qui participait le 19 novembre à la séance de clôture de l'assemblée générale des clubs Perspectives et Réalités, réunie au Palais de l'Europe à Strasbourg, a félicité ses hôtes du choix du lieu de leur réunion. Puis le premier ministre a réitéré que « les affaires européennes suscitent de nouveaux mélanges des genres et de la confusion des esprits ». « Les passions et les idéologies, a-t-il dit, semblent vouloir se déchaîner à nouveau ».

Il a ajouté : « La mise en œuvre de l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel direct apparaît à certains comme le signe précurseur d'une apocalypse où la France perdrait son indépendance et son âme ; tandis que d'autres enjointeraient avec allégresse des discussions dont on pensait qu'elles avaient définitivement fait naufrage. D'autres soupiraient avec condescendance et scepticisme que, puisque la Communauté est en train de s'évanouir, l'élection de l'Assemblée européenne ne peut tirer à conséquence. D'autres encore ne s'intéressent à la prochaine consultation que pour des raisons de politique intérieure, imaginant de remettre en question le résultat des élections législatives ou de compter le poids respectif des formations politiques. L'Europe n'est plus alors qu'une bonne occasion ou un excellent alibi. »

« Rien n'est plus dangereux pour un pays, a souligné le chef du gouvernement, que les problèmes fondamentaux de sa politique extérieure et de son existence dans le monde soient traités en fonction de considérations de politique intérieure. (...) Il faut que nous sachions nous élever au-dessus de nos cliques politiques et que nous cherchions à exprimer une certaine idée de l'Europe, une certaine idée de la France dans cette Europe. »

#### Ni fédéralisme ni supranationalité

Après avoir esquissé le bilan de trois décennies de construction européenne, le premier ministre affirme : « L'Europe que nous souhaitons est une Europe maîtrisée de son destin, une Europe organisée, une Europe de la liberté, de la responsabilité et de la justice. Elle n'est une Europe considérable, a-t-il dit, au dernier point. Elle est une Europe considérable, c'est-à-dire une Europe qui a su transformer en innovation... »

#### UN PROJET ADOPTÉ SANS VOTE

Le projet de loi autorisant l'approbation des dispositions arrêtées à Bruxelles le 20 septembre 1976 par les ministres des Affaires étrangères des onze États membres de la Communauté et relatives à l'élection des membres de l'Assemblée des Communautés européennes au suffrage universel direct a été adopté par l'Assemblée nationale, le jeudi 16 juin 1977, au terme d'un débat long et passionné qui avait fait écho au grand tour de corde existant sur ce point entre M. Jacques Chirac et le chef de l'Etat.

Cette adoption était intervenue sans vote, après que le S.P.R. eût demandé, en vain, l'ajournement de la discussion. M. Raymond Barre avait engagé la responsabilité du gouvernement en recourant à l'article 49 de la Constitution, au vu de quoi un texte est considéré comme adopté, sans qu'une motion de censure, déposée dans les vingt-quatre heures qui suivent, soit votée, ce qui n'avait pas été le cas.

D'où le petit remue-ménage provoqué vendredi par le président des clubs quand il se déclara d'accord avec le chancelier Helmut Schmidt sur l'accroissement des pouvoirs de l'Assemblée des Communautés. D'où aussi, il faut bien le dire, la marche arrière du même président, rectifiant quelque peu le tir samedi à Strasbourg, sur le conseil de ses proches, et insistant alors, plus qu'il ne l'avait fait jusque-là, sur les limites que les procédures internationales et les Parlements nationaux devraient imposer à cet accroissement.

Il n'en demeure pas moins qu'en la circonstance était apparu au grand jour une des caractéristiques de ce débat sur l'Europe : l'un des camps cache son jeu. Ceux qui réfrènt pas une Europe en direction supranationale se taisent. Or, quand ils parlent, ils soulèvent des tempêtes ; ce fut le cas pour M.M. Helmut Schmidt, Willy Brandt et Jean-Pierre Fourcade. Qu'ils existent, cela ne fait pourtant pas de doute, même si le président des clubs Perspectives et Réalités se retranche derrière le respect des traités et le contrôle des Parlements, même si M. Lecanuet se garde de la moindre audace, même si M. Diligent se désolidarise de M. Helmut Schmidt. Il s'agit là d'attitudes dictées par l'opportunité.

Face à cette situation, le gouvernement et le chef de l'Etat se devaient de concevoir

clairement leur stratégie. Ce qui n'exclut pas que cette stratégie puisse être fondée sur certaines ambiguïtés — ou du moins les minutes défilés d'un certain non.

M.M. Barre et Giscard d'Estaing sont-ils, ou ne sont-ils pas, favorables à une Europe supranationale ? Ce qui est sûr, c'est qu'ils ne veulent fermer aucune voie, n'exclure aucune possibilité, tout en ménageant les susceptibilités paillardes et la marge de manœuvre de la France vis-à-vis de ses partenaires.

C'est bien cette stratégie que M. Raymond Barre a dessinée à Strasbourg. L'appel au strict respect des traités, les allusions au rôle des gouvernements, à la règle de l'unanimité et au droit de contrôle des Parlements, sont autant de mises au point à l'intention de nos partenaires et d'assurances données aux gaullistes.

A ces derniers était encore plus précisément destinée l'évocation du passé récent : l'élargissement — « sans tempêtes » — des pouvoirs budgétaires de l'Assemblée européenne sous Georges Pompidou. Quant à l'adhésion à l'économie d'un référendum, elle avait pour objectif de rassurer certains R.P.F. sur l'orthodoxie gaullienne des procédures envisagées par le gouvernement. Mais pas, pour autant, sur la nature même de son projet européen.

convention irresponsable et touche à tout... »

Il avait ajouté : « A vouloir s'occuper dans le détail des problèmes agricoles et industriels, on risque de perdre de vue le rôle de la Communauté. Tout en préconisant que cette réforme ne puisse être effective que par accord unanime des pays membres et qu'elle devra obligatoirement être soumise à la ratification des Parlements nationaux, je tiens à dire que, pour nous, elle devra sans doute aller assez loin. (...) Le plus difficile problème sera sans doute celui des pouvoirs respectifs du conseil européen et de l'Assemblée parlementaire. En discutant avec toutes les précautions nécessaires qu'il faudra les renforcer, parce que ces deux institutions devraient être essentielles pour le bon fonctionnement de l'Europe, je vois provoquer quelques clamours. Mais il faut envisager l'avenir avec lucidité et notre rôle de nous-mêmes des clubs, est bien d'essayer une vaste perspective jusqu'au troisième millénaire, pour que nos conclusions apparaissent clairement ce qui est en cause. »

La veille M. Philippe Pontet, vice-président des clubs, avait notamment affirmé : « Nous ne sommes pas les seuls à être inquiétés par l'Europe. Les socialistes aussi le sont et nous sommes au reste, dans ce domaine, d'accord avec eux sur des points. Pourquoi ne pas le reconnaître ? Pourquoi ne pas s'en féliciter, nous qui souhaitons que, derrière le président de la République, un consensus national le plus vaste possible s'établisse un jour pour sortir notre pays de la crise et le conduire vers le progrès. »

M. Michel Debré, ancien président du conseil, ministre de Strasbourg (C.D.S.), avait affirmé en accueillant les membres de l'Assemblée générale des clubs : « Si l'Assemblée qu'est l'Assemblée européenne au suffrage universel n'avait pas une grande importance, M. Michel Debré ne ressentirait pas un tel effort. Et est effort même justifie notre espérance. »

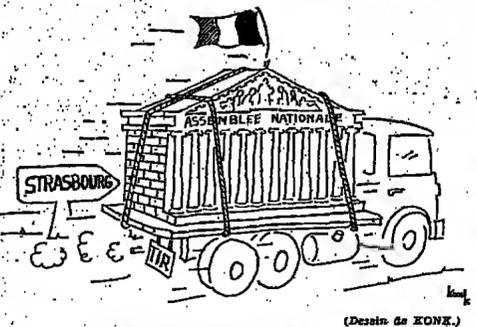
Les travaux de la onzième assemblée générale des clubs Perspectives et Réalités ont débuté fin dimanche en début d'après-midi.

NOEL-JEAN BERGEROUX.

#### De notre envoyé spécial

une union d'Etats qui associent en conservant leur indépendance et leur souveraineté les avantages de la Communauté et par des accords soigneusement définis, les abandons de souveraineté qu'impose l'association. Nous ne construisons pas l'Europe à partir de la table rase. C'est la raison pour laquelle les Etats amis d'Europe ne peuvent pas se concevoir comme l'Etat-Unis d'Amérique (...). Nous devons concevoir un mode d'association tel que chaque peuple ait le sentiment

« Jusqu'ici, le gouvernement français n'a aucune raison de penser que ses partenaires et les institutions de la Communauté ne respecteraient pas la règle du jeu. Pour le reste, croyez bien que le gouvernement adoptera en toute circonstance la position qui lui apparaît dictée par l'intérêt fondamental du pays. Pour le reste encore, en dernier ressort, ce sont les Etats-Unis d'Amérique qui trancheront. Et, pour le cas de la France, si cela concernait des dispositions constitutionnelles, ce



(Dessin de KONX.)

qu'il peut appartenir à l'Union européenne sans renier sa propre histoire et ses propres traditions.

« Ni fédéralisme ni supranationalité mais une marche patiente vers la confédération. En attendant, car ce sera l'œuvre de longue haleine, la France souhaite que, conformément au compromis de Luxembourg, les décisions qui auraient à intervenir au sujet de questions d'intérêt fondamental pour l'un des Etats membres ne puissent être prises qu'à l'unanimité. »

M. Barre souligne ensuite que cette politique « a été poursuivie sans relâche par les gouvernements français successifs de la V<sup>e</sup> République et par tous ses présidents ». Il note : « Sauf à vouloir pratiquer le procès d'intention systématique, je pense dire que cette politique ne comporte aujourd'hui ni inflexion ni innovation. »

Après avoir évoqué la nécessité pour les Etats membres de la Communauté d'améliorer un Marché commun agricole, de tendre vers la diminution progressive des montants compensatoires et de mettre en place une politique commune de l'énergie, le chef du gouvernement déclare : « Il y a toujours des querelles d'attributions. Comme elle sont secondaires ! Puisqu'il y a aujourd'hui un débat, je rappellerai que ces attributions ont été prévues par des traités, édictés par des actes ultérieurs résultant d'un accord entre les Etats membres, ratifiés par les Parlements nationaux. En 1972, alors que Georges Pompidou était président de la République, l'Assemblée européenne a reçu des pouvoirs budgétaires plus étendus. Cela s'est fait, si mes souvenirs sont exacts, sans qu'il y ait eu tempête. »

Il précise encore : « Il est clair que l'Assemblée européenne, même émise au suffrage universel, entendrait sortir des limites de ses compétences, elle ne pourrait le faire qu'en violation des traités, en violation des accords entre les Etats membres, en affrontant les gouvernements des Etats membres et en affrontant les Parlements nationaux. Il faut que les règles du jeu soient claires et acceptées de tous. »

serait le peuple français qui transigerait sans renier sa propre histoire et ses propres traditions. »

#### M. FOURCADE : une refonte qui devra aller assez loin

Après avoir, M. Jean-Pierre Fourcade, président des Clubs, avait tiré la conclusion des travaux de l'Assemblée générale. Il avait notamment affirmé : « Avec l'élection au suffrage universel de l'Assemblée, l'Europe va prendre un nouveau départ. Non pas que nous soyons de ceux qui préconisent un accroissement des pouvoirs de cette Assemblée ou de ceux qui craignent qu'elle ne se transforme en une sorte de

LIOUBOMIR MIHALOVITCH  
JEAN-JACQUES PLUCHART

## Energie mondiale: les nouvelles stratégies



« Chapeau ! Sur un sujet nouveau, foisonnant, tout est mis en situation et à la portée de tout un chacun, de façon claire, précise et équilibrée. On peut parier que les hommes de l'art eux-mêmes n'y trouveront rien à redire. »

L'EXPANSION - septembre 78

« Une synthèse très claire sur les différentes sources d'énergie et les nouvelles politiques énergétiques des grands pays occidentaux. »

LE NOUVEL ECONOMISTE - 2 oct. 78

« Les auteurs proposent une explication économique à cette crise et avancent une idée politique sur les solutions à mettre en œuvre. »

L'EXPRESSION - 4 septembre 78

ARMAND COLIN

## Le nouvel album de

# Jan effel

## Au temps où les bêtes parlaient



— Vous me semblez normal, ayant des idées cochonnes, menant une vie de cochon et ne rêvant que de cochonneries.

JULLIARD

### Un prix record plus un crédit gratuit pour votre première machine électrique

#### L'ELECTRA II de SMITH-CORONA la portative tout électrique la plus vendue au monde !



**892<sup>00</sup>**  
comptant  
ou avec Crédit Gratuit  
223<sup>00</sup> à 24 mois  
à 22,5% de 22%

#### En cadeau

**\* Soit un prix HT de 750,50 F**

Pour le prix d'une petite machine manuelle, obtenez-vous sans pareille avec tous les perfectionnements d'une "grande" machine électrique : une frappe régulière, rapide et sans fatigue, une qualité d'écriture constante... La machine indispensable pour tous ceux qui écrivent beaucoup ! Offrez-vous uniquement par correspondance : découpez le bon ci-dessous et renvoyez-le aujourd'hui même !

nos garanties :

- Garantie totale 1 an pièce et main d'œuvre dans toute la France métropolitaine.
- Garantie totale de remplacement : si vous n'êtes pas entièrement satisfait, il vous suffit de nous renvoyer la machine sous huit jours. Nous vous rembourserons immédiatement votre versement.

**BON DE COMMANDE** à découper et à adresser avec enveloppe affranchie au CLUB FAMILIAL, S.P. 44 - 58170 CHOLET.

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : ..... Ville ou bureau distributeur : .....

Code postal : ..... Ville ou bureau distributeur : .....

Envoyez moi votre catalogue de machines à écrire portatives tout électriques "ELECTRA" 220 V.

Comptant "Paiement" : 892,00 F - Crédit "Paiement" : 223,00 F à 24 mois à 22,5% de 22% (Taux en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 1978).

Signature obligatoire : ..... (pour crédit gratuit) ou par chèque postal (à valoir sur le compte bancaire) ou par mandat lettre.

à retourner à : CLUB FAMILIAL, CHOLET Code : 44-58170

ROPE

Les pouvoirs de l'Assemblée européenne

L'Assemblée des Communautés européennes dispose de pouvoirs consultatifs, du pouvoir de censure, de pouvoirs budgétaires et, pour une des communautés, la CECA, du pouvoir de modifier le traité.

POUVOIRS CONSULTATIFS. — Les trois traités instituant les Communautés (Charbon-acier, Marché commun, Euratom) définissent les conditions dans lesquelles le conseil, formé des gouvernements, consulte l'Assemblée.

POUVOIR DE CENSURE. — La Commission présente un rapport annuel à l'Assemblée qui peut la censurer à la majorité simple des membres qui la composent, et des deux tiers des voix exprimées.

POUVOIRS BUDGETAIRES. — Des pouvoirs de contrôle budgétaire ont été confiés à l'Assemblée (après la décision de voter les Communautés de ressources propres) par le traité du 22 avril 1970, ratifié par l'Assemblée nationale le 22 juillet 1975 ratifié par l'Assemblée nationale le 7 décembre 1976. Ces traités complémentaires organisent la coopération entre l'Assemblée et le Conseil (c'est-à-dire les gouvernements) concernant les dépenses. Le premier accord à l'Assemblée le droit d'amendement et le dernier mot pour

les dépenses « non obligatoires ». Le second donna à l'Assemblée la possibilité de faire valoir ses vues pour les dépenses obligatoires et sans lui accorder le droit de rejeter le budget en bloc à la majorité des deux tiers des voix exprimées et le droit d'ordonner le quitus à la Commission.

POUVOIR DE MODIFIER UN DES TRAITÉS. — L'Assemblée peut, à la majorité des deux tiers de ses membres et des trois quarts des voix exprimées, modifier les règles relatives aux pouvoirs de la Commission (article 26 du traité de la CECA), en cas de difficultés imprévues ou de « changement profond » des conditions économiques dans les domaines du charbon et de l'acier. Au préalable, ces modifications doivent être approuvées par le Conseil à la majorité qualifiée et recevoir l'avis favorable de la Cour de Justice.

Il n'est donc pas exact de dire (comme l'a fait le quai d'Orsay le 16 novembre) que toute modification des traités doit être approuvée par les gouvernements nationaux et les Parlements nationaux. Cette procédure exceptionnelle a été employée en mai 1968 pour donner à la Commission le droit de verser une aide en faveur d'industries en difficulté.

Le débat relance la querelle de la supranationalité

(Suite de la première page.)

Interprète et inspirateur de la politique étrangère du chef de l'Etat depuis deux ans et demi, M. François-Poncet est aussi, de par les fonctions qu'il a occupées jusqu'à maintenant, l'homme le mieux préparé à faire le lien entre l'action de la France à Bruxelles et le débat de politique intérieure qui devrait animer la campagne pour l'élection de juin 1979.

M. Giscard d'Estaing indiquera mardi comment il conçoit ce débat et quelle part il entend y prendre. Le précédent du référendum d'avril 1972 sur l'adhésion de la Grande-Bretagne à la C.E.E., marqué par un faible taux de participation au scrutin (50 %), permettra de mesurer si, en six ans, l'intérêt des Français pour la construction européenne s'est accru.

On estime, à l'Elysée, que l'élection de juin donnera aux Français l'occasion d'exprimer l'idée qu'ils se font de l'Europe et l'on soutient que leur vote ne pourra être considéré comme sanctionnant l'action du gouvernement. Pour s'assurer de la signification du scrutin, le premier préalable, qui doit être levé, est de montrer qu'un large accord existe entre les formations politiques sur le principe de cette élection et sur la structure confédérale dont elle doit, selon le président de la République, faire progresser l'établissement.

L'insistance du R.P.R. à demander

que le Conseil européen, qui doit se réunir les 4 et 5 décembre prochain à Bruxelles, rappelle les limites des pouvoirs de la future Assemblée, tels qu'ils sont définis dans le traité de Rome, indique que les gaullistes ne partagent pas la confiance de leurs partenaires de la majorité, ou, peut-être, qu'ils les soupçonnent de donner un autre sens qu'eux au mot de confédération.

Il est évident, en tout cas, que M. Jacques Chirac et ses amis tentent à se démarquer des positions exprimées, par exemple, par M. Jean-Pierre Fourcade et les animateurs des clubs Parapactives et Réalités. M. Giscard d'Estaing, fidèle au postulat selon lequel les formations de la majorité sont d'accord sur l'essentiel, a fait publier, le semaine dernière, une mise au point après les déclarations du chancelier d'Allemagne fédérale, M. Helmut Schmidt, et du président de la S.P.D., M. Willy Brandt, sur une possible extension des pouvoirs de l'Assemblée des Communautés, mais il persiste à penser qu'une déclaration des Neuf sur ce sujet est inutile.

L'attitude du président de la République à l'égard du R.P.R. s'appuie sur l'affirmation que la politique menée depuis quatre ans n'a en rien dérogé aux grandes orientations fixées par le général de Gaulle et Georges Pompidou, ou que, du moins, la démonstration du contraire reste à faire. Toutes les tentatives esquissées jusqu'à présent pour

convaincre M. Giscard d'Estaing de « révisionisme » ont pu être déjouées ou les faisant apparaître comme de pures querelles partisans. Ainsi, la volonté d'apaisement qui s'est manifestée, ces jours derniers, à l'égard du R.P.R. va de pair avec une intransigence tout aussi nette pour les « état d'âme » des gaullistes. Du congrès extraordinaire au cours duquel le R.P.R. a arrêté sa doctrine européenne, on ne veut revenir, à l'Elysée, que le rapprochement entre les thèses du mouvement gaulliste et celles du chef de l'Etat, le reste — y compris la demande de garanties sur les pouvoirs de l'Assemblée de Strasbourg — n'étant que péripéties.

L'« ouverture »

Lors de sa précédente conférence de presse, le 14 juin dernier, M. Giscard d'Estaing avait annoncé plusieurs projets (non-cumul des mandats, financement des partis politiques, scrutin proportionnel dans les grandes villes, droit de réponse à la télévision), de nature, selon lui, à faire avancer la France dans la voie d'une « démocratie paisible et sereine ». Trois mois après le scrutin de mars, le climat semblait encore propice à l'« ouverture ». Il n'en va plus de même à présent, alors que la politique menée par M. Raymond Barre heurte de front les salariés et les couches de la population les

moins favorisées, et que les partis de gauche, chacun à sa manière, ont refusé toute concession sur principes qui inspirent cette politique. Ni le réforme de la fiscalité locale ni le projet de loi sur la distribution d'actions aux salariés des entreprises cotées en bourse ne semblent être à la hauteur du dessin annoncé par le chef de l'Etat lorsqu'il indiquait, avant les élections, qu'une fois celles-ci gagnées, il gouvernerait pour l'unité de la France.

M. Giscard d'Estaing fera connaître mardi son analyse des rapports entre les partis, tant au sein de la majorité qu'entre celle-ci et l'opposition. Il apparaît déjà que le souci de la cohésion de la majorité l'emporte, aujourd'hui, sur celui de son élargissement. La démarcation entre les deux camps étant toujours aussi aiguë, en dépit de l'évolution de M. Robert Fabre, P.U.F. et le R.P.R. demeurent les seuls rivaux sûrs de l'action et des idées du chef de l'Etat.

PATRICK JARREAU.

Questions

(Suite de la première page.)

Ceux pour qui la supranationalité est de la même façon contestée dans l'élection au suffrage universel auront tort s'il est répondu clairement à des questions claires.

Aussi longtemps qu'il sera à l'Elysée, le président de la République acceptera-t-il un accroissement tel des pouvoirs de l'Assemblée européenne que le Parlement français ne serait plus pleinement compétent dans les domaines essentiels de la souveraineté nationale? Mieux vaut prendre date trop tôt que trop tard.

J. F.

Chef du gouvernement luxembourgeois

M. THORN ESTIME « LOGIQUE » ET « NÉCESSAIRE » L'ÉLARGISSEMENT DES POUVOIRS DU PARLEMENT EUROPÉEN.

Cologne (A.F.P.). — Le président du conseil luxembourgeois, M. Gaston Thorn, estime « logique » et « nécessaire » l'élargissement des compétences du Parlement européen après les premières élections directes de l'été prochain.

« Le Parlement européen, a-t-il dit notamment dans une interview téléphonique diffusée lundi 20 novembre, par la radio de Cologne Deutschlandfunk, devra exiger et obtenir de plus en plus de compétences. »

Il faudra, a poursuivi en substance M. Thorn, que l'on trouve dans les Etats membres des procédures permettant l'élargissement de ces compétences. Parmi ces procédures, il peut y avoir le référendum, dont le premier ministre français, M. Barre, a évoqué la possibilité pour la France.

A propos de la déclaration du chancelier Schmidt, selon lequel un Parlement élu au suffrage direct ne se contentera pas, à la longue, de ses compétences actuelles, le chef du gouvernement luxembourgeois a déclaré que telle était l'opinion de sept pays membres de la Communauté. « Il est naturel, a-t-il ajouté, qu'une certaine nervosité se manifeste actuellement chez ceux qui se sentent sceptiques à l'égard du Parlement européen. »

M. YVES GUÉNA : que la clarté soit faite.

M. Yves Guéna, conseiller politique du R.P.R., a demandé, samedi, à Paris, que le Conseil européen fasse « la clarté » sur la prochaine élection au suffrage universel de l'Assemblée européenne. Il a déclaré : « Nos mises en garde ont été troussées confondues par les dernières déclarations du chancelier Schmidt. On a pu parler à leur propos de « confusion ». Précisément, nous souhaitons la clarté et nous ne doutons pas que, lors du prochain Conseil européen, le gouvernement français y veillera. En effet, en matière internationale, les prises de position d'un gouvernement ne suffisent pas, non plus que des communications de presse. Il y faut l'accord officiellement exprimé de tous les Etats concernés. »

Dans les 8 BHV.

Chouette!

DANS LES 8 BHV. CRÉDIT GRATUIT SUR TOUT LE MAGASIN. A PARTIR DE 850 F D'ACHATS\* JUSQU'AU 30 DECEMBRE.



Le grand magasin spécialiste de la maison et des loisirs.

LES 8 BHV : RIVOLI • PARLY 2 • MONTLHERY • GARGES • FLANDRE • BELLE EPINE • ROSNY 2 • CRETEIL •

LE MONDE... LES BUREAUX

مركز من الإيجل



RÉUNIE EN CONGRÈS NATIONAL A PARIS

L'Association des maires de France examine la réforme des finances locales et se prononce sur la révision de ses statuts

Le soixante et unième congrès national de l'Association des maires de France, qui s'est ouvert lundi matin 20 novembre à l'hôtel de Ville de Paris, revêt un intérêt doublement exceptionnel.

Ces assises, auxquelles participeront, comme l'année dernière, plus de deux mille élus locaux, se situent, en effet, à un moment particulièrement important pour l'avenir des collectivités locales, puisque le Parlement vient de commencer l'examen des premiers textes présentés par le gouvernement dans le cadre de son plan de développement des responsabilités locales.

Ouvrant le soixantième congrès, le 15 novembre 1977, M. Alain Pohier déclarait, au nom des maires de France : « Les maires de France ont une responsabilité particulière dans le développement des responsabilités locales. Les élus locaux ont le devoir de peser directement sur le débat qui s'est enfin engagé après de nombreuses années de revendications, d'incertitudes et de tergiversations. »

Un an après, la réforme proposée par le gouvernement paraît bien mal engagée. Les deux projets de loi visant à aménager la fiscalité locale et à remplacer le V.R.T.S. (versement représentatif de la taxe sur les salaires) par une dotation globale de fonctionnement ont été mal accueillis par les sénateurs, qui ont adopté le premier à une très faible majorité (124 voix pour, 118 contre), malgré les concessions faites par le ministre du budget, et qui ont sensiblement modifié le second.

Par-delà les clivages politiques, les élus locaux sont unanimes à regretter que l'ouverture du débat ait mis en évidence un net décalage entre les ambitions de réforme « hardies » affichées par l'État et la modeste portée des deux textes tendant à améliorer le régime des finances locales. Les différentes formations politiques ne ménagent pas leurs critiques. Le R.P.R., qui a par ailleurs voté le projet de loi sur la fiscalité, ne voit pour l'instant dans le « plan » du gouvernement que des réformes « pour les communistes, il s'agit d'un « faux-semblant » et d'un « simple aménagement », tandis que les socialistes et les radicaux de gauche parlent de « réforme en trompe-l'œil ». Des giscardiens aux communistes, chacun s'accorde à souligner qu'en présentant ces deux premiers projets avant le vote de la loi-cadre, qui doit constituer l'axe du « plan de développement des responsabilités locales », le gouvernement a mis « la charrue devant les bœufs ».

Les maires insistent sur la grande réforme qui est aujourd'hui le sentiment que les pouvoirs publics se satisfèrent, comme l'écrit M. Pic, de « quelques ravalements hors de proportion avec la crise financière inévitable des communes ». M. Alain Pohier se propose de le souligner : les élus locaux estiment que le vrai problème est celui de l'octroi de ressources nouvelles aux collectivités locales — n'est toujours pas abordé. La déception de l'Association des maires est d'autant plus grande que le gouvernement n'a pas encore déposé le projet de loi-cadre alors qu'il s'était engagé à le faire avant le soixante et unième congrès. Ce contretemps apporte de l'eau au moulin des élus locaux qui dénoncent les dispositions restrictives introduites par les services du ministère des finances et du secrétariat d'État à la fonction publique dans les propositions de la direction générale des collectivités locales au cours de l'élaboration des textes gouvernementaux.

La succession de M. Alain Pohier La question de la modification des statuts de l'Association avait été soulevée au lendemain des élections municipales de mars 1977 par les élus de l'opposition, notamment les socialistes, qui estimaient que la composition des instances dirigeantes ne reflétait pas l'évolution de la situation politique au plan national. Les représentants de différentes formations alléguant au bureau étaient alors convenus de rééquibrer politiquement le comité directeur en y accordant la majorité à l'opposition, qui occupe désormais 51 sièges sur 114 (34 P.S., 19 P.C., 8 M.R.G.I. et il s'agissait de faire en sorte que les instances de l'Association soient aussi exactement représentatives que possible de toutes les catégories de communes et du poids politique et démographique de chacune d'elles dans l'ensemble des communes, indique M. Pic. La vérification minutieuse qui a été

Le congrès sera également marqué par l'assemblée générale extraordinaire qui doit examiner, mardi après-midi, le projet de révision des statuts de l'Association, conformément à la décision qui avait été arrêtée l'an dernier. Après la réélection de M. Alain Pohier à la présidence de l'Association, en novembre 1977, le P.S. avait exigé qu'une réforme des statuts fût soumise au congrès de 1978. Les élus socialistes avaient fait de cette révision la condition « sine qua non » de leur maintien au sein de l'Association.

A l'occasion de la séance d'ouverture officielle, mardi matin, MM. Jacques Chirac, maire de Paris, Alain Pohier, président du Sénat, et Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, devaient successivement prendre la parole. Le congrès s'achèvera vendredi soir 24 novembre.

Le projet de révision des statuts devait être examiné par les élus locaux du P.C.F. réunis lundi matin à Maisons-Laffitte (Seine-et-Oise), et par ceux du P.S., réunis mardi soir au Pré-Saint-Gervais (Seine-Saint-Denis). Chacune des deux formations devait aussi préparer les différents scrutins qui auront lieu au cours du congrès et préciser notamment sa position à l'égard de M. Alain Pohier.

De toute façon, ce sont les élus des petites communes rurales, majoritaires au sein de l'Association et moins perméables en général, que ceux des centres urbains aux conceptions politiques, qui feront, cette fois encore, la décision.

ALAIN ROLLAT.

APRÈS LE VOTE DU BUDGET A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le déficit s'établit à 14 922 millions de francs

Au terme de la discussion du projet de loi de finances pour 1979, voté par l'Assemblée nationale samedi 18 novembre par 276 voix contre 301 et 10 abstentions, l'excédent net des charges se trouve porté à 14 922 millions de francs. Ce déficit traduit l'incidence, sur l'équilibre budgétaire, des modifications intervenues au cours de la discussion.

LES RESSOURCES.

En ce qui concerne les ressources, le gouvernement a décidé d'accorder aux contribuables cédulaires titulaires de salaires modestes (leur revenu net global ne doit pas excéder la limite supérieure à la deuxième tranche du barème et la moitié au moins de leur revenu net de frais doit être constituée par des traitements ou salaires) un abattement de 2 000 francs. Le coût de cette mesure est évalué à 170 millions.

D'autre part, la diminution du versement de la ville de Paris au titre des dépenses de police se traduira par une perte de ressources de 160 millions. En revanche, plusieurs mesures ont contribué à accroître les ressources de l'État :

- 1. — La suppression du maintien à 25% de la déduction forfaitaire applicable aux revenus fonciers provenant de la location d'immeubles à usage industriel ou commercial (+ 25 millions).
- 2. — L'institution d'un droit de timbre de 1 franc sur les chèques non barrés (+ 84 millions).
- 3. — L'harmonisation du régime des prélèvements progressifs sur les gains du pari mutuel (+ 130 millions).
- 4. — Le prélèvement de 1,5% sur les mises du Loto national (+ 38 millions).

An total, l'incidence de ces différentes mesures aboutit à une perte de ressources évaluée à 53 millions de francs.

LES DEPENSES.

Les dépenses ont été diminuées d'un montant de 160 millions de crédits de subvention à la Ville de Paris (charges de retraites et brigade des sapeurs-pompiers) ; d'autre part, de 29 millions de crédits de la suppression des crédits de programme civil des dépenses et des primes de développement à l'artisanat.

Mais ces dépenses se sont trouvées augmentées :

- 1) De 122,7 millions par le rétablissement de l'article fixant la majoration des rentes viagères. A noter que le gouvernement a finalement décidé que les majorations seraient applicables aux rentes constituées en 1977 ; que la condition des ressources instituée pour les rentes publiques ne s'appliquerait qu'aux contrats conclus après le 1<sup>er</sup> janvier 1979 ; et que les rentes différées bénéficieront comme par le passé des majorations ;
- 2) De 33 millions, le produit du prélèvement de 1,5% sur les mises du Loto étant affecté à un fonds national d'aide au sport.

Les dépenses se trouvent également majorées des crédits supplémentaires accordés au cours de la discussion budgétaire par les membres du gouvernement. Il s'agit :

- 1) De 32,6 millions affectés au budget des anciens combattants afin de permettre le partage de 487,5 à 480,5 de l'indice des pensions des veuves au taux normal et l'amélioration des pensions de veuves de déportés, résistants ou politiques morts en déportation ;
- 2) De 10 millions pour le budget de l'éducation afin d'augmenter les subventions aux collectivités locales pour les travaux de maintenance et de sécurité des établissements scolaires du second degré ;
- 3) De 20 millions pour le budget de l'agriculture afin d'équiper les équipements de l'enseignement agricole et pour les investissements destinés à renforcer l'appareil de production ; aménagements fonciers, modernisation des exploitations, hydraulique ;
- 4) De 0,2 millions pour le budget des territoires d'outre-mer afin de renforcer l'action en faveur des producteurs de sucre de Polynésie et de favoriser le développement de l'artisanat à Wallis-et-Futuna.

An total, les dépenses auront été réduites de quelque 52 millions de francs.

ANCIENS COMBATTANTS

M. Maurice Plantier, secrétaire d'État aux anciens combattants, et l'ambassadeur d'Allemagne fédérale à Paris, M. Axel Herbst, ont commémoré ensemble les victimes des deux guerres mondiales le dimanche 19 novembre, journée décrétée de deuil national en Allemagne fédérale.

Une première cérémonie s'est déroulée en fin de matinée au cimetière militaire allemand d'Andilly, près de Toul (Meurthe-et-Moselle), puis une autre dans l'après-midi au cimetière militaire franco-allemand de Reillon, près de Lunéville.

C'est la première fois depuis la fin de la première guerre mondiale qu'un ministre français s'associe à un tel geste. Au cimetière de Reillon, M. Plantier a symboliquement posé, en signe de rapprochement entre les deux peuples, la halle qui sépare les deux cimetières où sont inhumés des soldats français et allemands des deux guerres.

Les déportés et résistants de la Loire voulant porter témoignage devant l'histoire », organiseront une marche silencieuse, le samedi 25 novembre, à 10 heures, à Roanne et à Saint-Etienne, en signe de protestation contre la publication des « ignobles propos » de Larquier de Fespécaux et des déclarations de M. Robert Faure, ministre de conférences à l'université de Lyon-II. « Nous ne pouvons pas admettre qu'un journaliste qui instruit nos enfants et nos petits-enfants puisse faire de telles déclarations constituant toutes en elles-mêmes l'apologie de crimes de guerre », a notamment déclaré, dimanche 19 novembre, à Feurs, au cours d'une réunion commune de l'UNADIF et de l'UNILR de la Loire, le président départemental de cette deuxième association, M. Parra. (Corresp.)

\*\*\*\*\*

# Les juniors en fête

du 20 au 25 novembre au 2<sup>e</sup> étage.

FIGURINE DE GAUCHE  
SALOPETTE "DAVID MAC G" en satin noir (86% viscose et 14% acétate) bretelles argentées extensibles 325 F  
PULL tee-shirt en lurex rayé (60% viscose et 40% polyester métallisé) 150 F  
FIGURINE DE DROITE  
CHEMISIER plumets 100% coton Blanc 110 F  
GILET en lurex rayé (60% viscose et 40% polyester métallisé) 200 F  
JEAN satin 100% acétate, noir, canard au viel or 130 F

**AUX TROIS QUARTIERS**  
PLACE DE LA MADELEINE  
RETROUVEZ LE PLAISIR D'ACHETER

\*\*\*\*\*

هكذا من الإصل

### Scission chez les jeunes radicaux de gauche

Le quatrième congrès des jeunes radicaux de gauche, qui a été tenu samedi 18 et dimanche 19 novembre à Roissy-en-France (Seine-et-Marne) a été marqué par la rupture entre les partisans de M. Robert Fabre et ceux de M. Michel Crépeau. M. Jean-Marc Duval, ancien président des jeunes radicaux de gauche, a annoncé que les partisans de M. Fabre ont créé le club Jeunesse radicale, qui sera affilié à la Fédération pour une démocratie

radicale. Les membres de ce club ont décidé de rompre tout lien avec les jeunes radicaux de gauche, et compte tenu de l'impossibilité de mener un débat dans cette organisation où règnent des pratiques quasi staliniennes. Ils ont publié un manifeste, signé par cent quatre personnes, dans lequel ils appellent leur soutien à l'initiative de Robert Fabre pour tenter de débloquer la vie politique française. Le manifeste exprime sa satisfaction de voir la mission de M. Fabre porter ses fruits, problème crucial concernant au premier chef les jeunes, et ses signataires se reconnaissent de leur une certaine appartenance à Robert Fabre, qui a été le premier à parler de la nécessité d'une construction d'une démocratie moderne d'opposition et de dialogue, et Michel Rocard quand il dénonçait l'arabisme de notre système politique.

### M. NOTEBART DÉNONCE L'OFFICIALISATION DES TENDANCES AU SEIN DU P.S.

(De notre correspondant.) Lille — Quelques 200 délégués de la fédération du Nord du parti socialiste ont débattu, samedi 18 novembre à Lille, du projet de règlement intérieur qui sera soumis samedi 25 novembre à la convention nationale. Réunion très animée qui a été marquée par l'intervention d'une cinquantaine d'orateurs et qui s'est achevée par l'approbation des propositions avancées par le bureau exécutif national. Une motion préliminaire a été défendue par M. Arthur Notebart, député, maire de Louvres. Celui-ci considère que le projet de règlement met en cause les statuts et qu'il aurait dû être soumis à un congrès et non pas à une convention nationale. De plus, il affirme « L'officialisation de tendances dans le parti, si la convention nationale approuve la structuration de la tendance, alors je demande à ceux qui pensent comme moi de me rejoindre pour en former une. » Le texte de la proposition de M. Notebart a été repoussé par 445 mandats contre 68 et 48 abstentions. M. Pierre Favre a répondu à M. Notebart, qui ne peut être question de revenir sur les bases constitutives du parti défilées en 1971 au congrès d'Espilly-sur-Seine. Il a ajouté : « Dans un parti qui se veut celui du débat permanent, l'application de la proportionnelle privilégie le combat d'idées alors qu'il semblerait que le système actuel, mais il existe des limites, il faut tempérer les excès de la proportionnelle. »

### LE PREMIER ADJOINT AU MAIRE DE CALAIS EST EXCLUS DU P.S.

(De notre correspondant.) Lille — M. Gaston Bourgeois, premier adjoint de la municipalité d'union de la gauche de Calais, que dirige M. Jean-Jacques Barthe, député communiste, vient d'être exclu du parti socialiste par la commission des conflits de la fédération du Pas-de-Calais. Un autre adjoint, M. Marcel Devinch, et un conseiller, M. Albert Lemaire, ont fait l'objet d'un blâme. On leur reproche de s'être désolidarisés, dans un vote du groupe socialiste en avril dernier. Le P.S. s'était opposé à la création d'un syndicat intercommunal des transports urbains. Il s'agit semble-t-il surtout d'un prétexte pour dénoncer une situation tendue entre M. Bourgeois, le maire, et M. Devinch, d'une part, et le secrétaire de la section locale du P.S., M. Pierre Lefebvre et certains de ses amis, qui se disent proches du CERES, d'autre part. La fédération du Pas-de-Calais a considéré que M. Bourgeois, militant G.G.T., à l'É.D.F., détaché à la mairie de Calais, épouse trop souvent, sans réserve, les positions communistes. M. Bourgeois a fait appel de la décision fédérale auprès des instances nationales du P.S. Cet appel étant suspensif, il continue donc d'assister aux réunions locales du parti socialiste.

● Nominations de sous-préfets : M. Jacques Tailleur, sous-préfet des Ardennes, est nommé sous-préfet de Saint-Etienne-de-la-Béaune, en remplacement de M. Francis Collico, nommé au secrétariat général de la défense nationale. M. Jean Froment est nommé sous-préfet de Villy-le-François, en remplacement de M. René Carbonne, nommé sous-préfet des Ardennes.

● Les anciens salariés employés par l'Office national des forêts aux groupements forestiers de La Roque-d'Anthéron et de Foveaux (Bouches-du-Rhône) qui s'étaient mis en grève la semaine dernière (Le Monde du 16 novembre), devaient reprendre le travail lundi matin 20 novembre, après avoir obtenu la mise au point d'un protocole répondant à leurs principales revendications. — (Corresp.)

Préparation au CAPA  
Centre d'aptitude à la prof. d'adultes  
CPEPES  
32, boulevard de la République  
92, Neuilly 75231-94 ou 75231-33

### LES « TRENTE HEURES » DE « LA MARSEILLAISE »

### L'ombre des Kehayan...

De notre correspondant régional

Marseille. — En dépit — ou à cause — de la décision prise par la fédération des Bouches-du-Rhône du parti communiste de ne pas mettre en vente à la « Cité du livre » de la 18<sup>e</sup> de la Marseillaise (Le Monde des 15 et 18 novembre), l'ouvrage de Nina et Jean Kehayan, Rue du prolétaire rouge, a contribué à stimuler de vives discussions à la grande manifestation annuelle du quotidien local du P.C. qui s'est déroulée samedi 18 et dimanche 19 novembre dans l'escalier du parc Chanot à Marseille. Au cours du débat organisé autour d'un autre livre, L.U.R.S.S. et nous, en présence de deux des auteurs, MM. Claude Frixou et Léon Robel, la plupart des intervenants ont fait référence à Nina et Jean Kehayan pour approuver ou condamner leur livre et pour commenter la décision des responsables locaux du P.C.F.

des raisons de principe qui sont celles du vingt-deuxième congrès, et aussi au nom de la crédibilité politique de notre parti, nous regrettons qu'il ait été pris à l'égard d'un livre une mesure administrative d'exclusion. Des mesures de ce genre, lorsqu'elles sont substituées au débat d'idées et qu'elles se multiplient ont conduit ailleurs aux conséquences les plus graves et les plus catastrophiques.

### Un débat parfois passionné

Le débat ouvert sur la valeur du témoignage des Kehayan et la mise à l'index de leur ouvrage s'est poursuivi toute la journée de dimanche, de façon parfois passionnée dans le cadre de la « Cité du livre », qui réunissait sur 300 mètres carrés d'exposition plus de dix mille livres — sans quelques-uns. Tandis que Jean-Pierre Chabrol s'était volontairement abstenu de venir à Marseille, Gilles Ferrus, animateur d'un débat sur la justice, a dénoncé, lui aussi, publiquement l'élection des Kehayan. L'activiste communiste contestataire Raymond Jean, après une démarche infructueuse auprès des responsables du P.C.F. pour faire lever l'interdiction, avait offert aux deux jeunes membres du P.C.F. de les accueillir à son stand.

La section sud de l'union des écrivains, dont le secrétaire est M. Jean-Max Thier, avait publié, de son côté, un communiqué « regrettant que le livre de Nina et Jean Kehayan n'ait pu être présenté à la fête des « Trente heures de la Marseillaise », car il aurait pu y être un élément utile au débat. »

Si certains ont vigoureusement pris parti en faveur du régime soviétique, d'autres ont estimé qu'il fallait au contraire dresser lucidement un « constat d'échec ». Dans une déclaration liminaire, M. Claude Frixou avait jugé lui-même nécessaire de faire une mise au point en affirmant : « Indiscutablement, à mon avis, le livre de Nina et Jean Kehayan, son orientation, son contenu et l'espace qu'il est fait, me semblent donner de l'U.R.S.S. une vision partielle et partielle, la contraire même d'une démarche objective et critique. Son impressionnisme est en réalité un service d'une seule hypothèse : l'U.R.S.S. n'est pas socialiste. Je pense donc que les idées de ce livre doivent être radicalisées, contestées et l'usage qui en est fait fortement dénoncé. »

L'ancien président de l'université de Vincennes Paris-VIII a ajouté : « Il reste que, personnellement, pour

GUY PORTE.

### Trois élections cantonales...

MEUSE : canton de Varennes-en-Argonne (deuxième tour). Inscr. 1.384 ; vot. 1.102 ; suff. expr. 1.064. MM. Jérôme Jacquemin, conc. mun. de Varennes-en-Argonne, div. maj., 701 voix ; E.L.U. ; Bernard Guéhin, maire de Varennes-en-Argonne, div. maj., 363.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Maxcé Chevillot (R. P. E.), décédé, qui avait été réélu au premier tour des élections cantonales de septembre 1978 avec 688 voix contre 259 à M. Bernard Guéhin (div. mod.) et 69 à M. René Lefèvre (P. C.) et non div. S., comme il avait été indiqué dans le Monde de 14 novembre], sur 1.173 inscrits, 985 votants et 967 suffrages exprimés.

Au premier tour, M. Jacquemin était arrivé en tête avec 416 voix contre 182 à M. Guéhin, 136 à M. Auguste Ramel (div. maj.), 127 à M. Jean-Pierre Mercier (div. maj.), 95 à M. Jean Vert (P.S.), 54 à M. Pierre Valladis (div. maj.) et 27 à M. Jean-Claude Lettau (P. C.) sur 1.282 inscrits, 1.081 votants et 1.047 suffrages exprimés.

MM. Ramel et Mercier avaient appelé leurs électeurs à voter pour M. Guéhin. M. Vert, Valladis et Lettau ne soutenaient aucun des deux candidats qui restaient en présence au second tour.]

SEINE-SAINT-DENIS : canton de Gagny (premier tour). Inscr. 22.188 ; vot. 10.787 ; suff. expr. 10.552. MM. Michel Teulet, R.P.R., 4.419 voix ; Claude Favre, maire de Gagny, P.C., 3.430 ; Claude Barbara, adj. au maire de Gagny, P.S., 3.487 ; Mme Marie-Dominique Lambert, Front autogestionnaire, P.S.U., 258. Il y a 2 ballottages.

[Il s'agit de pourvoir au remplacement de Raymond Vallent, ancien député R. P. E. de Seine-Saint-Denis, décédé le 21 septembre dernier, qui avait été réélu conseiller général au second tour des élections cantonales de septembre 1978 avec 5.645 voix contre 4.997 à M. Claude Favrette (P. C.) et 253 à M. Ferrandis (div. S.), qui avait posé sa candidature après le premier tour. Au premier tour, Raymond Vallent était arrivé en tête avec 3.950 voix contre 2.683 à

M. Favrette, 1.881 à M. Lambin (P. S.), 543 à M. Frenschard (rép.), 183 à M. Lopez (P. S. C.) et 183 à M. Doussin (mod.). M. Teulet, chargé de mission au secrétariat général du gouvernement, réalise un score de peu inférieur à celui de Raymond Vallent en 1973 : 41,48 % des suffrages exprimés contre 42,11 % à son prédécesseur. Le P. C. et le P. S. progressent : le premier de près de 4 points en pourcentage (32,76 % contre 28,10 % en 1973), le second de plus de 3 points (22,34 % contre 24,11 % en 1973.)

SEINE-SAINT-DENIS : canton de Sevran (1<sup>er</sup> tour). Inscr. 17.978 ; vot. 7.304 ; suff. expr. 7.153. MM. Bernard Vergnaud, maire de Sevran, P.C., 3.281 voix ; Jean-Maurice Bureau, adj. au maire de Sevran, P.S., 1.348 ; Guy Carlier, P.D., 1.098 ; Etienne Eberle, R.P.R., 938 ; Daniel Briant, P.F.N., 394 ; Mme Michèle-Marie Bovichon, conc. mun. de Sevran, Front autogestionnaire, P.S.U., 201. Il y a 2 ballottages.

[Il s'agit de pourvoir au remplacement d'André Tourtain, récemment décédé. Il avait été élu du P. S. en 1977 pour avoir préféré conduire une liste avec des candidats communistes plutôt qu'une liste communiste. André Tourtain avait été réélu au premier tour des élections cantonales de septembre 1978 avec 2.964 voix contre 2.145 à M. Michel Prie (P. C.) sur 11.712 inscrits, 5.369 votants et 5.197 suffrages exprimés.

Si le P. C. gagne près de 4 points en pourcentage, en revanche le P. S. en perd près de 40 par rapport au scrutin de 1973, lequel n'avait participé aucun représentant de la majorité et aucun candidat modéré. M. Bureau ayant annoncé son intention de se retirer au profit de M. Vergnaud (P. C.), ce dernier sera seul en lice pour le second tour.]

### ...et deux municipales

MEUSE : Verdun (premier tour). Inscr. 13.271 ; vot. 6.268 ; suff. expr. 6.011. MM. Lagabe, maj., 3.810 voix ; E.L.U. ; Lamin, secrétaire de la féd. dép. du P.C., 2.201.

[Il s'agissait de pourvoir le siège vacant depuis l'invalidation de M. Lagabe élu avec trois voix d'avance aux élections municipales de mars 1977. Cette décision du tribunal administratif de Nancy était assortie de l'attribution de ce siège à M. Lamin. Le Conseil d'Etat a confirmé la décision d'invalidation, mais avait refusé d'accorder le siège à M. Lamin.

Les résultats du premier tour de mars 1977 avaient été les suivants : Inscr. 13.912 ; suff. expr. 9.105 ; liste d'union de la gauche, conduite par M. Vigaron, P.S., 4.493 voix (moyenne du scrutin), 9 sièges ; liste de la majorité conduite par M. Beauguilte, dép. R.L., 4.271, 4 sièges. Au second tour, la liste d'union de la gauche avait enlevé 12 sièges avec 4.371 voix et celle de la majorité 1 siège, avec 4.382, sur 13.912 inscrits et 9.567 suffrages exprimés.

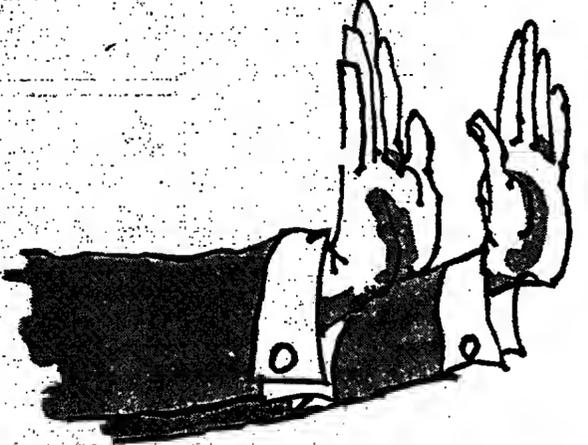
Le conseil municipal est composé de 19 P. S., 3 P. C. et 5 élus de la majorité.]

NORD : Fonnain (1<sup>er</sup> tour). Inscr. 3.390 ; vot. 2.338 ; suff. expr. 2.193. M. Jean-Marie Lesoin, P.C., 2.115. E.L.U. [M. Lesoin était seul candidat au siège rendu vacant par le décès du maire, Emile Brouillon (P. C.). En 1977, la seule liste présentée, composée de 19 P. C. et de 5 divers gauchistes et sur laquelle ne figurait pas de socialiste, avait été élue dès le premier tour.]

M. DOUSTIN QUITTE LE CABINET DE M. RAYMOND BARRE

Au cabinet de M. Raymond Barre, premier ministre, il est mis fin, sur sa demande, aux fonctions exercées par M. Daniel Doustin, préfet hors classe, qui occupa, du mois d'août 1976 au mois d'avril 1978, le poste de directeur de cabinet, avant d'être remplacé dans cette fonction par M. Philippe Métra et d'être chargé de diverses missions ponctuelles en tant que conseiller auprès du premier ministre.

# Arrêtez de faire la paie.



**Vous avez mieux à faire.**  
**Mieux que faire la paie à la main.**  
**Mieux que faire la paie sur votre ordinateur.**  
**Mieux qu'acheter un logiciel-paie.**  
Au lieu de faire la paie, faites-la faire. Par GSI. Avec GSI, leader européen du service informatique et son système Zedig-Paie, toute votre paie sera faite. Rapidement. Automatiquement. En toute discrétion. — ponctualité et sécurité. Et quand nous disons la paie, chez GSI, c'est bien plus que le bulletin de paie. C'est toute la paie. Y compris les plus récentes réglementations (repos

compensateur, bilan social, etc.) que nos clients ont pu intégrer, sans le moindre retard, dans leur application. Et c'est même plus que la paie : c'est toute la gestion du personnel. Plus de 5000 entreprises ont fait confiance à GSI pour la paie ou d'autres services. Appelez-nous à Paris : 766.51.50, ou à Lyon (78) 69.50.51. Nous vous communiquerons l'adresse du centre GSI le plus proche. **gsi** Avec GSI, on sait où l'on va.

**LOTO**  
c'est pas cher  
Illustration d'un personnage tenant un billet de loterie.

# LE NOUVEL Observateur

## QUELS LIVRES POUR VOS ENFANTS?

### Une grande enquête d'Anne Gaillard

Trois cents librairies visitées. Trente-quatre correspondants en province. Huit reporters dans la région parisienne. Un jury de cinq spécialistes.

Dans cette enquête, le Nouvel Observateur démonte le mécanisme de la production des livres d'enfants.

Comment sont choisis les thèmes, les auteurs, les ouvrages? Quelles sont les préférences, les interdits?

Recherche et rentabilité sont-elles compatibles? Quelles sont les rééditions et où en est la nouvelle littérature enfantine?

Le Nouvel Observateur répond et publie une liste de 251 ouvrages, un choix pour chaque âge, de deux à quinze ans.



## POLITIQUE

### BIBLIOGRAPHIE

« L'ENFER ET LE PARADIS », DE L. SFZ

## La science politique des profondeurs

par GEORGES BALANDIER

La loi politique n'est plus là où on le plaçait; sans centre ni périphérie, sans frontière nette entre l'ami et l'ennemi, sans gestionnaires ni représentants totalement reconnus. Il est partout, éparpillé, et le travail symbolique tente de lier les pièces éparses, de sauver les apparences. Mais la fabrique symbolique elle-même tourne mal, elle ne produit plus que « des publicités qui réussissent ou ratent ». La connaissance du politique n'est plus ce qu'elle était; elle n'est plus sa filiation à partir d'Aristote; elle délaisse quelque peu la surface des choses, les institutions, les organisations, les partis; elle veut voir plus en profondeur et convoque à son service toutes les disciplines de notre modernité, la nouvelle histoire et l'anthropologie, la symbolique, la sémiotique et la psychanalyse, l'informatique et ses modèles. Elle passe de la politique à la politanalyse.

Le dernier ouvrage de Lucien Sfez est une initiation majeure à ce passage, en deux parcours — le premier montre les cheminements de la pensée du politique, le second, les péripéties du symbole dans son rapport au pouvoir. C'est un itinéraire entre Enfer et Paradis, une série d'épreuves et de dépassements qui se conclut par la mise à mort de la « théologie politique ». Il faut consentir à l'abandon, se laisser emporter et sortir différent, comme à l'issue de toute procédure initiatrice.

L'entrée se fait par Port-Royal; non seulement parce que les « Messieurs » proposent une logique, un art de penser, mais aussi parce qu'ils élaborent un contre-système et montrent la possibilité d'une société représentative, parlementaire. Ils établissent le lien entre théologie et théorie politique; ils éprouvent l'authenticité de la représentation de Dieu par Louis XIV; ils contrôlent l'opération symbolique par laquelle se réalisent les commandements du Dieu caché. Les symboles manifestent ce dernier; leur bon usage est la condition du bon gouvernement des hommes. La théologie enveloppe tout.

La sécularisation ne sera jamais entièrement accomplie; la suite du parcours la révèle. Rousseau et Smith deviennent les nouveaux « Messieurs ». Le premier établit la sainteté du contrat, substitue le loi à la grâce en lui imputant cette même violence qui permettait d'assurer la « fusion des incompatibles », mais le réfère à une supériorité de nature — c'est la volonté générale. Le second reconnaît l'action de la main

invisible dans l'ordre de l'économie: elle régit l'univers, elle harmonise les intérêts en conduisant l'individu à remplir une fin qui n'entre nullement dans ses intentions; le symbole efface les coupures et le savoir économique devient une pédagogie régulatrice.

Montesquieu et Ricardo font apparaître le miroir de la science. Le baron de La Brède veut fonder une science des faits, reconnaître leurs relations (et non leur origine), définir leur système (et non leur histoire). Mais le positivisme reste limité par une « opération théologocritique »: il y a glissement de la loi scientifique à la loi naturelle, affirmation de cette dernière contre le cours de l'histoire qui provoque sa dégradation. Ce positivisme est celui de Ricardo; l'imagerie devient celle d'une histoire « étouffée » où le capital, éternel, tient lieu de nature.

Avec Marx, le capital est analysé comme une religion, celle du dieu Argent; l'opération symbolique sert donc à camoufler la liaison indissociable de la représentation-valeur (économique) et de la représentation-pouvoir (politique). Dans cette perspective, le « capital symbolique devient instrument de domination et d'idéologie ». Avec les autogestionnaires, c'est la fin du parcours; ils proposent, selon L. Sfez, un « condensé instable de la pensée politique occidentale »; ils « prétendent renoncer à tout signe, à toute représentation, à tout symbolisme », mais leurs pratiques ne sont que « communications collectives », « conciliation dans une harmonie à la fois conflictuelle et serene », réajustement de l'individu au groupe, de celui-ci à la société et de celle-ci à la nature.

L'initiation conduit à un certain désabusement: les théories politiques « plénières », les « fabricants d'images » poursuivent leur entreprise, le politique symbolique continue à mesurer les contradictions et les coupures du présent, à entretenir les illusions de l'avenir; si bien que la société autogestionnaire projetée se révèle déjà comme société autogestionnaire. Alors, la question s'impose: pourquoi la machine symbolique marche-t-elle toujours de la même façon?

Sfez guide la recherche de la réponse au long d'un second itinéraire, situé dans l'espace de « nos » sociétés et de « notre » actualité. Ces dernières requièrent un investissement symbolique à la mesure des conflits qu'elles portent, des incapacités qu'elles exhibent, des crises qu'elles nourrissent; tout pose question, rien n'est acquis. Les lieux de la production symbolique se sont multipliés (par la démocratisation), ainsi que ses moyens (par les divers médias). Mais cette inflation symbolique embrouille la question. Elle peut occulter une des données principales: la société contemporaine est « malade de son histoire », elle

ne se reconnaît plus, elle laisse les hommes « démunis et menacés » comme « ceux des premiers âges ». Ce qui explique, tout d'abord, le retour aux sources symboliques. Celles que les monstres d'images professionnels exploitent: le sacrifice et le rituel, la fête, le consommateur éponyme des choses et des signes. L'ethnologie (celle qui possède les « sauvages ») et l'histoire (celle du Moyen Âge et de la Révolution française) deviennent ainsi des pourvoyeuses de « remèdes » administrés à l'économie, au politique et au culturel en crise.

Sfez constate que ces images viennent du passé lointain ou des mondes fort éloignés du nôtre; elles lui semblent servir au décentrement de ce dernier par le jeu de l'ambivalence, de l'analogie et de la métaphore, être des instruments aux effets incertains. Il met en question la fonction politique du travail symbolique tout au long de l'histoire, sa contribution à la conservation ou à la mutation. Il met en évidence un des aspects du rapport symbole-pouvoir: jouer sur les « coupures » pour provoquer une « réunification », gérer en donnant l'image d'une société unifiée. Le constat devrait être poussé plus avant, conduire à la considération de caractéristiques du pouvoir rarement envisagées: il est séparé, il ne va jamais sans mise en scène ni dramatisation, il ne parle pas de l'intérieur de la société mais d'ailleurs, afin de renforcer son commandement.

Le voyage initiatique auquel nous entraîne Lucien Sfez provoque la rencontre des personnages et des événements qui ont marqué ou marquent notre histoire: de de Gaulle à Valéry Giscard d'Estaing, de l'union de la gauche au mouvement autogestionnaire, de la gestion politique à la gestion électronique, etc. Le parcours procède aussi par de multiples détours, parfois déconcertants, qui situent les « fabricants d'images » les plus renommés des vingt dernières années. En fait, cette initiation est aussi une confession intellectuelle. Elle effectue un décapage, elle met à nu, elle désillustre; le politique est « écartelé », l'idée « d'un lieu privilégié de combat est dénuée de sens ».

\* L'Enfer et le Paradis, Critique de la théologie politique, de Lucien Sfez, E.U.F., 200 p., 56 F.

### CORRESPONDANCE

#### Clemenceau

n'est pas enterré debout

M. Elie Cassagne, d'Albi (Tarn), relève que dans l'hommage qu'il a rendu à Clemenceau, le 11 novembre, M. Valéry Giscard d'Estaing a affirmé que l'ancien président du conseil était enterré « debout selon l'antique usage » (1). M. Cassagne nous signale que, dans une lettre publiée par le Tarn Libre le 19 décembre 1967, Georges Wormser, ancien chef de cabinet de Clemenceau, écrivait: « J'étais une des dix personnes qu'il avait désignées pour l'accompagner, seules, au lieu de son dernier repos. J'ai vu déposer son cercueil dans la fosse qui venait d'être creusée à côté de celle de son père, dans le cimetière militaire, au pied du cèdre de la liberté planté en 1848 par Benjamin Clemenceau. Il y fut mis à plat comme pour tout autre. »

Georges Wormser attribuait deux origines à la légende qui veut que Clemenceau ait été enterré debout: il avait chez lui une armoire vendue six fois, de celles où se cachaient parfois les royalistes traqués, à l'époque de la guerre de Vendée, et l'appelait « l'homme debout »; d'autre part, il aimait à dire, d'un homme politique qu'il appréciait: « celui-là restera debout. »

(1) Le Monde daté 12-13 novembre. Le président de la République n'a pas prononcé ce membre de phrase, qui figurait dans la version écrite de son discours et qui a été corrigé à temps par nous en raison de l'heure tardive de la cérémonie.

**LOTO**  
Clôture des jeux  
mardi après-midi

### VOIX ET EXPRESSION

parler avec aisance se faire écouter, maîtriser l'émotivité convaincre, décider.  
Tous renseignements: C.E.S.D.E.L. de 14 h. 30 à 19 h. 24, rue Henry-Dunant - 75005. Téléph. : 325-18-10 - 325-15-42

Le journal mensuel de documentation politique  
**après-demain**  
(non vendu dans les kiosques)

Offre un dossier complet sur:  
**L'EUROPE DES TRAVAILLEURS**

Envoyer 10 francs (timbres ou chèques) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 50 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

**NOUVEAUTÉS 1978**  
aux Editions  
**J. DELMAS**  
13, RUE DE L'ODÉON - 75006 PARIS - 335-09-32

<b>R. BOMBEY DRBIT ADMINISTRATIF</b>	<b>J.-P. FORGET PERMIS DE CONSTRUIRE</b>
<b>R. CHAUVENET CONTRAT DE PRÊT</b>	<b>EL. COTTON &amp; R. RANDEUR BAUX RURAUX</b>

مركز من الإبل

# Société

Une manifestation de femmes communistes à Paris

## <Pelletier, où es-tu ? les nanas sont dans la rue>

Huit mille personnes ont participé, dans l'après-midi du samedi 18 novembre, au cortège de femmes du P.C.F. en faveur des femmes (Le Monde daté 19-20 novembre).

Au milieu du cortège, un groupe d'une quarantaine de « contestataires » distribuait, au grand étonnement des « orthodoxes », des tracts indiquant : « La parti communiste, au ne reconnaissant pas l'autonomie du mouvement des femmes, en négligeant le caractère politique de certains lieux d'oppression et d'exploitation comme par exemple le couple, la famille, la sexualité, nous estimons toujours la dimension historique nouvelle introduite par le féminisme dans la pratique politique et dans la conception même du socialisme. » Devant la curieuse de l'information à l'intérieur du parti, ces femmes ont déclaré de lancer un journal, Elles vont rougir (1), pour lequel elles recueillent des fonds.

Arrivé au carrefour Sèvres-Babylone, M. Georges Marchais, au bras de son épouse, saluait du cotillon le cortège qui se dispersait sans incident, sous le regard de M. Raymond Barre, prétextant d'un emploi du temps trop chargé, avait refusé de recevoir une délégation. Un mémorandum sur les revendications des manifestantes a été porté à l'édifice Matignon. — B.L.G.

(1) Ojo Nicole-Edith Thévenin, 22, rue Broca, 75013 Paris. Tél. : 535-02-02.

Des policiers armés, assés, surveillés, encadrés, au de Sèvres à Paris, un cortège baroïque, joyeux et pacifique au tête duquel avaient pris place MM. Georges Marchais, Charles Fierman, Gaston Flisacomier et Mme Marceline Vincent et Mireille Bertrand, membres du bureau politique, ainsi que plusieurs des femmes parlementaires communistes de la région parisienne.

Il y avait des militantes, jeunes pour le plupart, mais aussi quelques hommes, un peu déconcentrés par la pollution de la rue, de la chaleur, de la foule et de la multitude en tissu à fibres : « Sous payées, sous-qualifiées, ça suffit. »

Fantômes, you-you et oracles rythmant cette marche populaire à travers les beaux quartiers. Des slogans fusant à l'adresse du ministre délégué à la condition féminine : « Pelletier, où es-tu, les nanas sont dans la rue. » Des pancartes réu-

## JUSTICE

### M. Bonnet croit à l'exemplarité de la peine de mort

M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, invité du forum Radio Monte-Carlo-presses régionale réuni, vendredi 17 novembre à Bordeaux, a déclaré qu'il croyait « au caractère d'exemplarité de la peine de mort », mais « à condition que, de toute façon, sa position est commandée par les exigences de la solidarité ministérielle ». Cependant M. Bonnet a déploré « le phénomène de psychoses quelconques excessif » qui s'attache aux problèmes de sécurité et a rappelé que les opérations « coup de poing » se poursuivent mais « avec peut-être seulement un peu moins de publicité », répondant par là à M. Michel Fontana qui, le 16 novembre, avait attiré au micro de France-Inter sa proposition de « coup de poing » : « Il faut savoir choisir. On a un droit de refus, mais on ne refuse pas certaines méthodes et il ne faut pas être surpris de voir l'insécurité et la délinquance augmenter. Deux agresseurs, ayant été arrêtés, la fédération C.G.T. de la police nationale a adressé une lettre ouverte au ministre de l'Intérieur dans laquelle elle a critiqué d'un « nouveau et très sérieux pas dans la détérioration de la police nationale ». La

Après la publication, dans le Monde des 11 et 15 novembre, d'articles consacrés à la demande de M. Denis Guenoun, président de la fédération C.G.T. de la police nationale, de déposer au tribunal la troupe théâtrale l'Atropement, nous avons reçu de M. Denis Guenoun, président de cette société coopérative d'écriture de production, les précisions suivantes :

1) Je ne sais pas où votre rédacteur est allé chercher l'information sur le fait que nous sommes quatre personnes qui ont engagé cette action en justice. Les quatre personnes qui ont engagé cette action en justice seraient « adeptes d'une totale liberté sexuelle ». En ce qui me concerne, c'est totalement faux. Mais ne pensez-vous pas que ce journaliste aurait pu nous demander notre avis, avant de nous attribuer quelque opinion que ce soit ?

2) Il est exact que nous sommes désignés, dans le livre, seulement par nos véritables prénoms, et pour l'un d'entre nous, par un surnom qui est de notoriété publique. Mais ce que votre rédacteur omet de dire — et, par honnêteté, il faudrait au moins le mentionner — c'est que l'atropement, lui, est désigné par son nom, et à toutes les pages, et même sur la couverture du livre.

## CORRESPONDANCE

### L'Atropement et le livre de Claude Courchay

Après la publication, dans le Monde des 11 et 15 novembre, d'articles consacrés à la demande de M. Denis Guenoun, président de la fédération C.G.T. de la police nationale, de déposer au tribunal la troupe théâtrale l'Atropement, nous avons reçu de M. Denis Guenoun, président de cette société coopérative d'écriture de production, les précisions suivantes :

1) Je ne sais pas où votre rédacteur est allé chercher l'information sur le fait que nous sommes quatre personnes qui ont engagé cette action en justice. Les quatre personnes qui ont engagé cette action en justice seraient « adeptes d'une totale liberté sexuelle ». En ce qui me concerne, c'est totalement faux. Mais ne pensez-vous pas que ce journaliste aurait pu nous demander notre avis, avant de nous attribuer quelque opinion que ce soit ?

2) Il est exact que nous sommes désignés, dans le livre, seulement par nos véritables prénoms, et pour l'un d'entre nous, par un surnom qui est de notoriété publique. Mais ce que votre rédacteur omet de dire — et, par honnêteté, il faudrait au moins le mentionner — c'est que l'atropement, lui, est désigné par son nom, et à toutes les pages, et même sur la couverture du livre.

## EDUCATION

### COMIQUE PEDAGOGIQUE

Pendant la « récré », à l'école Montreuil de Saint-Cloud (Hauts-de-Seine), Benoit, huit ans, mord un camarade. L'incident, lui colle une étiquette au front sur laquelle elle écrit « Chien méchant ». Elle montre le petit élève émoi équilibré aux enfants de sa classe et à ceux de la classe voisine. « Tout le monde a bien ri », dit l'institutrice. La mère de Benoit continue : « C'est un enfant turbulent. La maîtresse a toute latitude pour le dresser et le punir. Je l'approuve. »

Une mère d'élève n'est cependant pas d'accord, et nous a fait part de son indignation. « Ma fille Cécile, dit-elle, est traumatisée, elle, elle n'a pas ri du tout. »

C'est qu'elle n'a pas le sens de l'humour, rétorque l'institutrice. En réalité, cette maman d'élève voudrait que les méthodes modernes soient appliquées dans notre école, mais ici les élèves travaillent. Il n'arrive même de les mettre au piquet. Il y a toujours des parents pour protester... Je vous le répète, c'était une plaisanterie, même le maman de Benoit n'y a rien vu. Depuis, il y a vu Nestor à la télévision. « J'ai fait comme Nestor », m'a-t-il dit. C'était drôle. Je ne pouvais tout de même pas lui flanquer une tésée. — C. C.

## CATASTROPHE

### SOIXANTE-DIX-SEPT MORTS DANS L'ACCIDENT D'UN AVION MILITAIRE INDIEN AU CACHEMIRE

New-Delhi (A.F.P.). — Les soixante-dix-sept passagers d'un avion militaire indien Antonov-12 ont trouvé la mort dimanche 12 novembre lorsque l'appareil s'est écrasé à l'aérodrome sur l'aérodrome de Leh (Cachemire), a annoncé l'agence indienne Press Trust of India citant des sources officielles.

Les soixante-dix-sept qui se trouvaient à bord de l'appareil appartenaient toutes à l'armée indienne. Cet accident est, selon P.T.T., l'un des plus graves survenus à l'armée de l'air indienne.

Situé à environ 3 900 mètres d'altitude, l'aérodrome de Leh (capitale du Ladakh) est l'un des plus hauts du monde.

PROGRAMMEUR ANALYSTE D'EXPLOITATION  
Niveau exigé : Baccalauréat  
Durée : 6 à 7 mois

PUPIER D.O.S. INFORMATIQUE  
Niveau exigé : B.E.P.C.  
Sélection rigoureuse avec tests après 30 heures de cours.

F.A.X.  
6, rue d'Amsterdam-9 - 67-85-89  
94, rue Saint-Lazare-9 - 67-36-40

## STAGE AUDIO-VISUEL

### INITIATION AUX PRATIQUES AUDIO-VISUELLES

du 5 au 8 décembre 1978 (24 heures)  
Renseignements et inscription : Formation Permanente  
Université de Paris VIII, Route de la Tourelle 75012  
Tél. : 374-12-50, poste 389 ou le 374-92-26.

### Un chef d'entreprise rapatrié aux prises avec le fisc

## < Jusqu'au bout »

De notre correspondant

Dijon. — L'avenir de l'entreprise Tecuto de Dijon, spécialisée dans les pièces détachées pour l'automobile et l'industrie, et qui emploie vingt salariés, est à nouveau menacé après les mises en demeure adressées, vendredi 17 novembre, à son directeur général, M. Yves Lavarello, un rapatrié âgé de cinquante-cinq ans, par les services fiscaux. Ce responsable du Front national des rapatriés pour la Bourgogne et la Franche-Comté estime depuis quelques années que l'Etat n'ayant pas réglé sa dette envers lui — ses biens en Algérie avaient été évalués à 1 500 000 francs en 1962 — il n'a pas à payer les arriérés d'impôts. On lui réclame aujourd'hui, avec le cumul des pénalités, près d'un million de francs payables en théorie avant le 22 novembre. La récente loi d'indemnisation lui promet la même somme, quand il aura atteint l'âge de soixante-dix ans. L'ogre bancaire, général en 1963 ou vu des premières promesses de l'Etat, lui réclamera tôt ou tard 1,3 million de francs, dont les intérêts ne sont pas négociables.

Par solidarité avec leur patron, les salariés avaient symboliquement « séquestré » M. Lavarello en avril 1977. Le Monde du 24-25 avril 1977 pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur ce qu'ils considéraient comme « une injustice ». Les poursuites avaient alors été suspendues. Les promesses écrites et orales n'ont pas manqué à M. Lavarello Secrétaire d'Etat chargé des rapatriés, M. Jacques Durand le décrivait pas le 2 mai 1977 : « Je souhaite qu'aucun incident ne compromette une solution de cette affaire complexe à laquelle je suis particulièrement sensible. »

Au mois d'avril dernier, le directeur de Tecuto fait établir une étude de l'entreprise par un expert comptable. « Si l'on vous avance 800 000 francs et que vous les réinvestissez, dit l'expert dans ses conclusions, ce support vous permettra de supprimer les prêts financiers qui, au cours des trois derniers exercices, se sont élevés à 440 000 francs. Il serait possible, continue le rapport, compte tenu de votre compétence et de l'outil de travail que vous avez créé, de renforcer votre trésorerie et, par auto-financement, de vous permettre d'apurer vos dettes fiscales sur une période de six ou sept ans. »

CHARLES MARQUES.

## Une jeune femme aurait été inséminée par le sperme d'un prisonnier de Fleury-Mérogis

L'insémination d'une femme non mariée par le sperme d'un prisonnier de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis, telle qu'elle est relatée dans le Journal du dimanche, du 19 novembre 1978, pose un problème réel : celui de l'absence totale de législation en matière d'insémination artificielle, soulevée récemment par le dépôt d'une proposition de loi du sénateur Caillaud (gauche démocratique) sur ce sujet (Le Monde, du 27 octobre 1978).

D'après cet hebdomadaire, un détenu d'un quartier de haute sécurité aurait fourni plusieurs fois de suite du sperme au Centre d'étude et de conservation du sperme (CECOS), d'hôpital du Kremlin-Bicêtre, grâce à un réseau de complicités qui aurait été mis en place dans cet organisme public. Sa compagne aurait pu être ainsi inséminée et serait, aujourd'hui, enceinte.

Le directeur de l'Administration pénitentiaire, M. Dablane, a demandé une enquête de l'inspection générale de l'Administration pénitentiaire.

Cette affaire très particulière pose de vraies questions : est-il légal de sortir d'une prison le sperme d'un prisonnier, afin de permettre une insémination, alors qu'aucun texte, pour l'instant, n'a évoqué même une telle hypothèse ? Doit-on permettre, comme l'auteur fait supposer, que CECOS, l'insémination des femmes non mariées, même si actuellement les protocoles de ces centres interdisent une telle éventualité ? Enfin, l'insémination peut-elle être effectuée dans le centre lui-même, comme cela se serait fait en l'espèce ? toujours, d'après l'hebdomadaire.

Sur ces questions, il n'existe pour l'instant aucune réponse légale. Les protocoles des CECOS, ces centres publics qui ont tenté de rationaliser l'organisation de l'insémination, ne sont, en effet, que des règles que ces organismes se sont fixés à eux-mêmes. « A partir du moment où on fait de l'insémination, dans le sens de la loi, on est contraint quelquefois de travailler à la limite de la légalité », déclare le professeur David, directeur du CECOS du Kremlin-Bicêtre, mis en cause dans l'article du Journal du dimanche, bien qu'il ne soit pas cité nommément. Néanmoins, le professeur David dément les affirmations selon lesquelles il aurait favorisé, d'une manière ou d'une autre, la sortie du sperme hors de la prison.

La définition d'une législation ne sera pas pour autant chose aisée : la proposition de loi de M. Caillaud, préparée par des réunions nombreuses avec des experts, suscite déjà de nombreuses réactions, concernant notamment la possibilité, ouverte par ce texte, d'une insémination des femmes non mariées. — N. B.

## UNESCO

### Un projet de déclaration « sur la race et les préjugés raciaux » est adopté à l'unanimité par une commission

La commission des Nations unies de la conférence générale de l'UNESCO a adopté, samedi 18 novembre, par acclamation, un projet de déclaration sur la race et les préjugés raciaux. L'article premier proclame : « Tous les êtres humains appartiennent à la même espèce et proviennent de la même souche. Ils naissent égaux en dignité et en droits et font tous partie de l'humanité. »

Ce projet de déclaration affirme en outre que « tous les peuples du monde possèdent des facultés égales pour parvenir au plus haut degré de développement intellectuel, technique, social, économique, culturel et politique ». Un article précise que « tous les individus et tous les groupes ont le droit d'être différents, de se

conserver et d'être perçus comme tels. Toutefois, la diversité des formes de vie et le droit à la différence ne peuvent en aucun cas servir de prétexte aux préjugés raciaux. Ils ne peuvent légitimer, ni en droit ni en fait, quelques pratiques discriminatoires que ce soit, ni fonder la politique de l'apartheid, qui constitue la forme extrême du racisme. »

Enfin, la déclaration affirme que « toute forme de discrimination raciale pratiquée par l'Etat constitue une violation du droit international. »

Les délégués arabes ont finalement retiré leur amendement assouplissant le sionisme au racisme, afin que le document, qualifié d'« historique », soit adopté à l'unanimité.

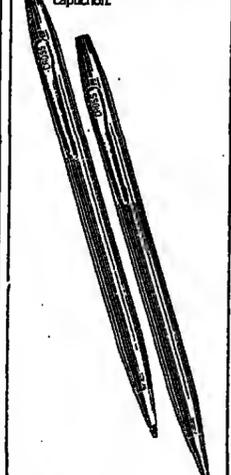
ISTH  
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES  
EXPERIENCE PEDAGOGIQUE CONFIRMÉE DEPUIS 1953

• Préparations par CORRESPONDANCE SC PO  
aux examens d'entrée à :

Renseignements ISTH 6, Av. Léon-Huezey Paris 16<sup>e</sup> - Tél. 224.10.72

## Chaque jour pour toujours

Un stylo Cross est un cadeau pour la vie. Dans une génération, il sera toujours aussi apprécié pour sa parfaite distinction ; il fonctionnera toujours avec la même précision, celle d'un chronomètre, tout simplement. Vous trouverez les stylos Cross garantis pour la vie, chez les spécialistes du stylo, en doublé or, en argent ou en massif, en chromé. Leur signe mondial de reconnaissance : la tête noire du capuchon.



CROSS  
DEPUIS 1846  
A.T. CROSS France  
11, rue Laugier 75017 Paris

des profondeurs

# RELIGION

## L'ENTREVUE ENTRE JEAN PAUL II ET Mgr LEFEBVRE

### Un signe de détente ?

Cité du Vatican. — Satisfait ? - Oui. - Reverta-t-il le pape ? - Oui. - C'est donc le signe d'un dialogue s'est engagé ? - Oui. Et qu'un accord est possible ? - Le Mgr Marcel Lefebvre lève les bras au ciel en murmurant : « Peut-être. »

Cet étrange dialogue s'est déroulé dimanche 19 novembre, au siège de l'autoroute Rome-Florence, après qu'une équipe de TF 1 eut pu rejoindre, à cent soixante-dix kilomètres à l'heure, le Peugeot gris du supérieur d'Écône. La voiture, immatriculée en Suisse, était discrètement entrée la veille au palais apostolique, pour permettre à son occupant de s'entretenir une heure un quart avec Jean Paul II.

Au Vatican, les rares personnes informées observent un mutisme total sur cette rencontre. Le pape lui-même n'y a fait aucune allusion à l'angelus de dimanche. Seul le directeur de la salle de presse a dû confirmer la visite de Mgr Lefebvre, dévoilée par un journaliste italien qui collaborait à des quotidiens de droite.

Ce n'est certainement pas le Saint-Siège qui a révélé la « rumeur ». Le procédé ne lui ressemble guère et, dans ce cas précis, il n'avait aucun intérêt à amener les journalistes de la sorte, donnant l'impression de cacher quelque chose. Ces derniers mois, sa politique se résumait en une phrase : « Moins on parle de Mgr Lefebvre et mieux c'est. » L'indiscrétion a pu provenir d'Écône, ou alors de l'intermédiaire qui avait préparé cette rencontre. On sait que Mgr Lefebvre se trouvait à Albano, près de Rome, siège d'une maison de soins sacerdotales. Depuis huit jours, on sait aussi que le rencontre a eu lieu « à un rendez-vous », comme devait le préciser le directeur de la salle de presse du Vatican.

**Les choses ont changé**

Mgr Lefebvre était également demandeur, le 11 septembre 1976, lorsqu'il a rencontré Paul VI à Castel-Gandolfo. Une rencontre sans résultat. Frappé le 24 juillet précédent d'une suspension d'interdiction de célébrer la messe, d'administrer les sacrements et de prêcher, pour avoir ordonné illicitement treize prêtres, l'ancien archevêque de Dakar allait donner huit mois plus tard une conférence de presse provoquant dans les salons romains de la princesse Pallavicini.

Les choses ont bien changé depuis lors. Mgr Lefebvre ne fait plus la « une » des journaux. Ce n'est plus Écône qui retient l'attention mais Rome, où deux papes sont morts et où un troisième bat tous les records de popularité. A Castel-Gandolfo, l'évêque rebelle s'était entretenu avec un homme âgé et hésitant qui conclua son pontificat. Cette fois, il eut à rencontrer un pape dynamique, bénéficiaire d'une sympathie rebelle et d'une Église d'origine est citée en exemple par les intellectuels avec des larmes dans la voix. Ce ne sont pas cent cinquante sénaristes portant soulaine qui impressionneront Jean Paul II : dans certains diocèses de Pologne, les candidats à la prêtrise sont si nombreux qu'ils doivent coucher à trois par chambre.

**Le Monde DE L'ÉDUCATION**

numéro de novembre

**LE CHOMAGE DES JEUNES DIPLOMÉS**

EN VENTE PARTOUT

---

**Jacques Jomier**

**Les grands thèmes du Coran**

le livre sacré de 650 millions de musulmans

le Centurion

### De notre correspondant

Certes, l'ombre de Mgr Lefebvre rôdait au concile. On peut même dire qu'il a été pour quelque chose dans l'élection, coup sur coup, de deux papes plutôt traditionnalistes. Mais ce succès s'est retourné contre lui. En désignant l'archevêque de Cracovie, les cardinaux ont coupé l'herbe sous le pied aux rebelles. Mgr Lefebvre ne peut pas dire que ce pape polonais brade la tradition de l'Église ; personne ne le croirait et il aurait peut-être lui-même quelque mal à s'en convaincre.

Conservateur ou pas, Jean Paul II est le pape. Il ne cesse de le répéter, conscient de l'autorité que lui donne sa charge. C'est un chef habitué à être obéi, alors que Paul VI temporisait à Écône, entre-temps, les futurs prêtres sont moins sûrs d'eux-mêmes. Une quinzaine d'entre eux se sont « recyclés » dans les séminaires pontificaux. On dit aussi que les bailleurs de fonds commencent à s'interroger. Bref, l'ordination est passée dans l'autre camp, et c'est le grand nouveau-venu de l'affaire Lefebvre.

Jean Paul II ne peut céder à un évêque qui s'est rebelle non seulement contre le concile, mais contre une discipline aussi fondamentalement que celle des ordinations. Pour sa part, Mgr Lefebvre ne peut rentrer dans le rang sans avoir rien obtenu : il renferme

### tout ce qu'il a dit et fait depuis trois ans.

Une rupture définitive n'arrangerait aucune des deux parties. Le Saint-Siège se serait contraint d'exhumer une mesure impopulaire — l'excommunication — et de risquer un grossissement provisoire de la fronde intégriste. Mgr Lefebvre lui-même ne deviendrait que le chef d'une secte schismatique qui ne survivrait pas longtemps à son fondateur. Âgé de soixante-troize ans, Jean Paul II devrait recevoir le supérieur d'Écône un jour ou l'autre. Soit pour dénouer l'affaire, soit pour lui adresser un dernier ultimatum, avant la rupture. A en croire Mgr Lefebvre, c'est la première explication qui est la bonne. Mais l'évêque rebelle a souvent pris ses désirs pour des réalités. « Il faudra se résigner », avait-il dit aussi en sortant de Castel-Gandolfo il y a deux ans. Dans l'entourage de Paul VI, un avait alors murmuré : « Que Mgr Lefebvre ne s'imagine pas qu'il sera reçu oisif tous les mois. »

Sa discrétion, cette fois, peut être le signe d'un compromis est encore possible. On ne voit pas pour le moment, quelle pourrait être la bonne. Une chose est sûre : ce conflit ne peut s'éterniser. Les organismes compétents de la curie ont eu leur loisir d'appliquer la doctrine Lefebvre. Tout au plus, Jean Paul II devra trancher.

ROBERT SOLÉ.

# CARNET

**Décès**

— Mlle Madeleine Affre, M. et Mme Jean-Paul Affre, leurs enfants et petits-enfants. Les familles Affre, Solal, Lion, leurs parents et alliés. On dit aussi que la tristesse de faire part du décès de M. Albert AFFRE, survenu à Marseille, le 15 novembre 1978, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

La cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation, a eu lieu dans l'intimité familiale au cimetière paroissial de Calraune (Vaucluse), 73, rue Thérèse-Désobles, 13086 Marseille.

**VENTE A SALON-DE-PROVENCE**

Etude de M<sup>rs</sup> Georges et Robert ROUES, Crea-Priseurs Assoc., 23, rue Emile-Darid, 13100 Aix-les-Bains (Bouches-du-Rhône).

**JEUDI 23 NOVEMBRE, à 10 h. 30** à la requête de M<sup>rs</sup> Guy Mariand, Syndic pour le Tribunal de Commerce de Manosque Après liquidation des biens de la famille ROUES, à SALON-DE-PROVENCE, 24, bd Georges-Clemenceau (à côté du Garage Sud-Auto, Cocoon, Volvo).

**STOCK DE LIVRES NEUFS :** romans, célébrations, essais, etc. (190 000 livres env.)

Expo. Jeudi 23 nov à partir de 9 h. Près l'église au sus.

**VENTE MOBILIER DE GRÉ à GRÉ**

Jeudi 23 novembre de 11 h. à 21 h. dans les salons « ARZIV ».

**HOTEL CLUB MEDITERRANÉE**

9, r. de Lempsa, NEUILLY-SUR-SEINE (centre-ville, 33, bd V.-Stigou).

**MEUBLES et SIÈGES**

Exemplaires : Dalaforme, Masster, Ofradesou, Dupuis.

Pauline L. XIV, commode rust., table tric-trac, table d'appoint, petit secrétaire marquet, saloir à fauteuils, canapé à colonnettes. Ames acrotères, tiroirs, tapisseries XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup>.

Exposition Jeudi 23 à part. da 11 h. H. L. ARNAUD, Expert 50, bd Emile-Augier 75016 Paris

**Remerciements**

— Calixte, Meodon, Furbach, Gracioso, Saint-Nom. Les familles Guinet, Mugnier, Archand, remercient très affectueusement toutes les personnes qui par leur présence, leur message et leur envoi de fleurs ont pris part à leur grande douleur, lors du décès de M. Charles GUINET.

**Anniversaires**

— Pour le troisième anniversaire de la disparition ecclésiastique de M. Dragny NICOLITCE, journaliste à l'O.R.T.F., sa compagne et Marie-Hélène demandent à tous ceux qui l'ont connu d'envoyer un message affectueux par leur lettre.

**NEUILLY-SUR-SEINE**

SALLE DE VENTE DU BOULEVARD 150, avenue du Boule M<sup>rs</sup> Font - da - Neully - 824-35-85

10 h à 12 h et de 15 h à 19 h

**TAPIS D'ORIENT et CHINOIS**

**SOLDÉS**

Cozum Soté, Nam, Bazarra, Gracioso, Turque, Pakistan, Beloutchistan, Amadou, Mossou, Chinois

**IVOIRES et PIERRES DURES**

**SCULPTÉS**

**CHINE et JAPON**

**RABAIS 50 %**

Reprise sans tapis

— M. et Mme Alain Boutin et leur fille Odile, Mme Edouard Casaubault, deux commandes permettant au célèbre constructeur américain de décider la fabrication de cet appareil, assurés qu'il est déjà d'une commande initiale de quatre-vingt avions. De surcroît, Boeing avait pris soin de définir ce modèle, dès sa conception, avec la collaboration active de ces trois premières compagnies clientes.

Le succès paraît donc évident

**Messes anniversaires**

— Pour le deuxième anniversaire du rappel à Dieu de Gabrielle GEORGES, une messe sera célébrée le mardi 21 novembre au l'église de Morzine (Haute-Savoie).

— Pour le premier anniversaire de la mort du Père François LEPOUTRE, à l'ancien anniversaire national de la jeunesse éduquée chrétienne (féminine J.E.C.F.), une messe sera célébrée le samedi 25 novembre, à 10 h. 30, rue des Martyrs, Paris (9<sup>e</sup>).

Les anciennes de la J.E.C.F. sont invitées à se réunir après la célébration.

**Communications diverses**

— M. Jean Pourtaud, de l'Institut, a remis mardi 14 novembre à l'Hotel Méridien, le prix L.A.E. de management (Institut d'Administration des entreprises de Paris) à Jean Brinmo pour son livre « Le Redressement d'entreprises », paru chez Éditions Hommes et Techniques, au prix mention Spécial à Gérard Liard, M. Jean-Pierre Monchon, « Enrico Caruso, l'homme et l'artiste ».

**Soutenances de thèses**

— Université de Paris-IV, mardi 28 novembre, à 15 h. 30, salle Louis-Liard, M. Jean-Pierre Monchon : « Enrico Caruso, l'homme et l'artiste ».

— Université de Paris-IV, vendredi 25 novembre, à 9 heures, salle Louis-Liard, M. Jean-Louis Pierre : « Fok-tique du Doroborene (C.F. Ramus) ».

— Université de Paris-IV, samedi 25 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, M. Jean-Pierre Monchon : « Enrico Caruso, l'homme et l'artiste ».

**Remerciements**

— Calixte, Meodon, Furbach, Gracioso, Saint-Nom. Les familles Guinet, Mugnier, Archand, remercient très affectueusement toutes les personnes qui par leur présence, leur message et leur envoi de fleurs ont pris part à leur grande douleur, lors du décès de M. Charles GUINET.

**Anniversaires**

— Pour le troisième anniversaire de la disparition ecclésiastique de M. Dragny NICOLITCE, journaliste à l'O.R.T.F., sa compagne et Marie-Hélène demandent à tous ceux qui l'ont connu d'envoyer un message affectueux par leur lettre.

**Remerciements**

— Calixte, Meodon, Furbach, Gracioso, Saint-Nom. Les familles Guinet, Mugnier, Archand, remercient très affectueusement toutes les personnes qui par leur présence, leur message et leur envoi de fleurs ont pris part à leur grande douleur, lors du décès de M. Charles GUINET.

**Anniversaires**

— Pour le troisième anniversaire de la disparition ecclésiastique de M. Dragny NICOLITCE, journaliste à l'O.R.T.F., sa compagne et Marie-Hélène demandent à tous ceux qui l'ont connu d'envoyer un message affectueux par leur lettre.

# AÉRONAUTIQUE

## Disputant à ses rivaux un marché mondial de 362 milliards de francs

### Boeing entend relever le défi de l'Airbus européen

Seattle (État de Washington). — Il nous a fallu beaucoup de temps — six ans d'études et de recherches — et beaucoup de discussions avec la clientèle des compagnies aériennes pour découvrir que leur besoin — tournaient — autour d'un projet d'avion de deux cents places. Nous ne sommes donc pas en retard sur ce

Et de fait, Boeing, qui assure déjà la moitié du marché mondial du transport aérien, à l'exception des États socialistes, peut se vanter d'avoir pour soi les compagnies qui comptent. Le même jour, en effet, American Airlines et Delta Airlines commandaient ferme, pour un montant de l'ordre de 500 millions de francs, cinquante exemplaires, au total, de la version transcontinentale — capable de traverser sans escale les États-Unis — du bi-réacteur Boeing-767, le dernier né de la société américaine, en compétition avec des offres de Lockheed pour un dérivé du TriStar L-1011.

S'ajoutant à un contrat précédent de trente autres Boeing-767 par la compagnie United Airlines, en juillet dernier, ces deux commandes permettent au célèbre constructeur américain de décider la fabrication de cet appareil, assuré qu'il est déjà d'une commande initiale de quatre-vingt avions. De surcroît, Boeing avait pris soin de définir ce modèle, dès sa conception, avec la collaboration active de ces trois premières compagnies clientes.

Le succès paraît donc évident

Seattle (État de Washington). — Il nous a fallu beaucoup de temps — six ans d'études et de recherches — et beaucoup de discussions avec la clientèle des compagnies aériennes pour découvrir que leur besoin — tournaient — autour d'un projet d'avion de deux cents places. Nous ne sommes donc pas en retard sur ce

Et de fait, Boeing, qui assure déjà la moitié du marché mondial du transport aérien, à l'exception des États socialistes, peut se vanter d'avoir pour soi les compagnies qui comptent. Le même jour, en effet, American Airlines et Delta Airlines commandaient ferme, pour un montant de l'ordre de 500 millions de francs, cinquante exemplaires, au total, de la version transcontinentale — capable de traverser sans escale les États-Unis — du bi-réacteur Boeing-767, le dernier né de la société américaine, en compétition avec des offres de Lockheed pour un dérivé du TriStar L-1011.

S'ajoutant à un contrat précédent de trente autres Boeing-767 par la compagnie United Airlines, en juillet dernier, ces deux commandes permettent au célèbre constructeur américain de décider la fabrication de cet appareil, assuré qu'il est déjà d'une commande initiale de quatre-vingt avions. De surcroît, Boeing avait pris soin de définir ce modèle, dès sa conception, avec la collaboration active de ces trois premières compagnies clientes.

Le succès paraît donc évident

Seattle (État de Washington). — Il nous a fallu beaucoup de temps — six ans d'études et de recherches — et beaucoup de discussions avec la clientèle des compagnies aériennes pour découvrir que leur besoin — tournaient — autour d'un projet d'avion de deux cents places. Nous ne sommes donc pas en retard sur ce

Et de fait, Boeing, qui assure déjà la moitié du marché mondial du transport aérien, à l'exception des États socialistes, peut se vanter d'avoir pour soi les compagnies qui comptent. Le même jour, en effet, American Airlines et Delta Airlines commandaient ferme, pour un montant de l'ordre de 500 millions de francs, cinquante exemplaires, au total, de la version transcontinentale — capable de traverser sans escale les États-Unis — du bi-réacteur Boeing-767, le dernier né de la société américaine, en compétition avec des offres de Lockheed pour un dérivé du TriStar L-1011.

S'ajoutant à un contrat précédent de trente autres Boeing-767 par la compagnie United Airlines, en juillet dernier, ces deux commandes permettent au célèbre constructeur américain de décider la fabrication de cet appareil, assuré qu'il est déjà d'une commande initiale de quatre-vingt avions. De surcroît, Boeing avait pris soin de définir ce modèle, dès sa conception, avec la collaboration active de ces trois premières compagnies clientes.

Le succès paraît donc évident

**De notre envoyé spécial**

et comme inévitablement attendu au terme de la longue réflexion commerciale de la société. D'où vient, dès lors, le sentiment assez diffus encore que laisse une visite dans les usines de Seattle d'une certaine inquiétude des responsables de Boeing devant les réactions du marché mondial dans les décennies prochaines, alors qu'il y a trois ans à peine s'était une impression toute différente qui était largement ressentie, celle d'un constructeur triomphant, sûr de son avenir, un peu mégalomane et condescendant envers ses rivaux ?

**A la croisée des chemins**

Boeing est en quelque sorte à la croisée des chemins et ses choix vont maintenant l'engager jusqu'à la fin du siècle. Après les années d'un succès sans partage — ses ventes d'avions intercontinentaux 707 et 747 ont de moyenne courtiers 727 et 737 pour un total, à ce jour, de trois mille cinq cents unités — un peu plus de vingt-huit appareils fabriqués par mois —

qui lui ont garanti la suprématie mondiale et lui ont rapporté des bénéfices considérables, le célèbre constructeur américain doit complètement renouveler son fonds de commerce, en proposant des modèles nouveaux qui exigent des investissements importants et sont considérés comme étant de paris sur l'avenir face à un réveil relatif de l'industrie européenne et à un déclin, sans doute momentané, de ses concurrents traditionnels, Lockheed et Douglas.

On comprend le soin et la prudence de Boeing, dans ses choix de stratégie industrielle ou commerciale si l'on se souvient de la nature de l'enjeu. Du premier seuil des analystes financiers de la société américaine, le marché mondial d'ici à 1988, que se disputent les constructeurs, on estime à 84 milliards de dollars (l'équivalent de 362 milliards de francs), presque autant — toutes catégories d'avions confondues — à 17 milliards de dollars près que le montant des commandes déjà passées par les compagnies aériennes, à dollars constants 1978, depuis 1960.

**En position de challenger**

Pour conserver et même espérer accroître sa part du marché mondial, Boeing propose, sans trop y croire encore pour l'instant, un bi-réacteur court-moyen-courrier de cent soixante-dix places (le 777) à 17 millions de dollars l'unité qui un tri-réacteur intercontinental de deux cent dix places (le 777) et, surtout, avec l'assurance que lui procurent les trois contrats précédents, se situe à 84 milliards de dollars (l'équivalent de 362 milliards de francs), presque autant — toutes catégories d'avions confondues — à 17 milliards de dollars près que le montant des commandes déjà passées par les compagnies aériennes, à dollars constants 1978, depuis 1960.

Le 767 est l'avion avec lequel le constructeur de Seattle entend relever le défi de l'Airbus européen, déjà vendu à cent dix-sept exemplaires, mais, à l'inverse des industriels français et ouest-allemands qui ont commencé par fabriquer un appareil de deux cent cinquante à trois cents sièges (les versions 230 et 250) pour pouvoir, après 1982, une version de deux cents places (la B-10), Boeing vient d'entreprendre la construction d'un 767 de deux cent huit sièges pour, ensuite, prévoir celle d'un avion de deux cent soixante-dix à trois cents places.

Depuis deux années maintenant, Boeing n'avait pas pris un nouvel avion en production. Le 767, qui devrait entrer en service à la mi-1982, vise un marché mondial évalué à mille cinq cents exemplaires durant la décennie prochaine. Boeing a pour lui d'être le fournisseur privilégié — et quasi exclusif pour certaines catégories d'appareils — des compagnies aériennes américaines. La commande d'avions Airbus, l'an dernier, par Eastern Airlines, l'a contraint à réagir et à précipiter ses projets. Aujourd'hui, en position de challenger, l'Airbus peut permettre aux industriels européens de reconquérir leur propre marché intérieur et leur donner l'espoir d'arracher, de surcroît, led on à l'ère d'argent des contrats qui, au moins marginalement, empêcheront sur le domination établie de Boeing.

JACQUES ISNARD.

**LISTE DE MARIAGE**

**JOAILLER ORFÈVRE HORLOGER**

**LOISEAU AVCARDI**

39, rue de Valenciennes, PARIS 10<sup>e</sup>

سكس من الإبل

# ARCHITECTURE

AU CONGRÈS DE MEXICO

## Crise d'identité et expansion urbaine

C'est à l'auditorium national du Bois de Chapultepec — haut lieu historique des civilisations aztèque et précolombiennes, au cœur de Mexico — que les organisateurs du troisième congrès de l'Union internationale des architectes avaient réuni des participants. Sous la présidence du ministre mexicain des établissements humains, l'architecte Pedro Ramirez Vasquez, créateur en particulier du fameux musée anthropologique de la capitale, quelques six mille cinq cents spécialistes, représentant plus de quatre-vingts nations, ont élaboré des recommandations sur le thème « Architecture et développement national ».

Il est vrai que, dans un souci de collaboration pluridisciplinaire, ingénieurs, sociologues, économistes et plasticiens avaient été invités aux côtés de la majorité d'architectes, ce qui explique que le congrès de Mexico ait été le plus important — du moins par le nombre des congressistes — que l'U.I.A. ait jamais convoqué. Une série d'initiatives parallèles au travail des sessions de discussion — telles que l'exposition Arq 78, des visites sur le terrain ou d'habitat à la semaine audiovisuelle — ont contribué à donner un cachet social particulier de contacts et d'échanges à ce rassemblement professionnel. Autre nouveauté : la présence d'une délégation architecturale de Chine populaire.

Les principaux créateurs ont souligné la crise d'identité du métier d'architecte, qui n'est pas une exclusivité française. En Italie, par exemple, quarante-sept mille étudiants en architecture se préparent à aborder un marché de l'emploi déjà saturé. Au contraire, dans d'autres pays d'Amérique latine et du Moyen-Orient, le manque de cadres pour l'habitat se fait cruellement sentir. Le professeur Lemaire, à qui l'on doit l'aménagement exemplaire de Louviers-la-Neuve, en Belgique, fut le plus couramment avoué de la responsabilité des architectes pour garantir la qualité du cadre de vie. Il fait le lien entre le rôle traditionnel de l'architecte isolé, peut-être devenu le signal d'une renaissance, et les professionnels ne consentant plus leurs partisans dans la conception comme des bons émissaires, responsables de leur difficulté d'être mais au contraire comme des interlocuteurs valables au sein d'équipes de travail multidisciplinaires. Autre défi de notre époque en matière de construction, la technologie fut l'objet d'une session particulière.

Après que, Kenzo Tange, le

dernier monstre sacré de l'architecture moderne, se fut fait le défenseur d'un néo-fonctionnalisme en aménagement et urbanisme, l'architecte espagnol Rafael De La Hoz s'évertua à démythifier non sans humour le monstre d'un outillage multiple et en courtisant bouleversement, qu'il est possible, cependant de réduire à un nombre limité de types fondamentaux.

L'ancien président de la Fédération mondiale de design industriel, Kenji Ekuan, illustra le concept de technologie métabolique par des exemples d'outillage sophistiqué, mais facile à contrôler et à recycler.

### La participation populaire

La plupart des délégations nationales évoquent la nécessité de la participation populaire dans la conception, la réalisation et l'évaluation des opérations immobilières. Représentants des pays socialistes et des pays occidentaux ne parlent pas le même langage, mais bien souvent la mobilisation des masses des pays occidentaux étrangement au développement communautaire ou au droit des usagers à la ville, des autres. Une notion plus radicale encore fait son chemin dans les pays en développement, celle de l'« architecte aux pieds nus » qui, d'après Tom Fritschmann, est seul à même de comprendre les aspirations des populations à la base et sur un plan local et concret. Comment, d'autre part, améliorer la qualité des conditions de l'environnement bâti sans sensibiliser nos contemporains à leur espace de vie, voire à la recherche architecturale de notre époque ?

Selon l'expression vigoureuse de Shalagh De Kach, désignée africaine, si nous n'hésitons pas à exposer nos enfants à être bombardés de publicités commerciales à la télévision, ne pouvons-nous pas aussi utiliser l'impact de la masse média pour un autre but, celui d'une éducation architecturale, qui devrait commencer dès le début de la socialisation ? Des expériences d'ailleurs très tentées, sont en cours dans quelques pays de l'Ouest. Revenant, sur un autre plan, les statistiques des Nations unies, des intervenants, comme l'économiste colombien Enrique Penagos, ancien secrétaire général de la conférence de l'U.I.A. sur les « établissements humains » (Yacouvez, juin 1976), ont indiqué la nécessité d'accroître la production annuelle de logements pour fournir un abri décent aux sept milliards d'habitants que couvrira notre planète à la fin du siècle. Autant d'habitations devront être construites en trente ans qu'il en existe actuellement. Ces préoccupations quantifiées, l'« Président de l'Institut de recherche et formation pour la coopération internationale dans le domaine de l'habitat et des établissements humains ».

tatives sont très nettes chez les représentants des pays socialistes, où l'industrialisation du bâtiment s'accompagne du moins dans ses formes rudimentaires — d'une économie centralisée planifiée. Faut-il aller plus loin et envisager un engagement de l'architecte dans les mécanismes socio-politiques de la décision ? En Bulgarie, le maître adjoint (et par là le maître lui-même) de chaque municipalité est toujours un architecte.

### Pour une mobilisation contre les bidonvilles

Un congrès comme celui de Mexico court le danger de l'éparpillement, voire de l'éclectisme. Mais il est intéressant de pouvoir selon les motivations, écouter le délégué de l'UNESCO, Wolf Tochtermann, présenter le symposium mondial Archistat d'information en architecture ou regretté avec le Canadien Arthur Eriksson que le tourisme de masse entraîne un exode déjà bien avancé, ou encore le philosophe mexicain de l'humanité, Anso, de ces quatre journées trop remplies — mais l'occasion ne s'en présente que sous les trois ans — une certaine unité apparaît autour d'une proposition du chef de la section nationale vénézuélienne, M. Méndez. Deux cents milliers de citadins du monde vivent dans des bidonvilles et « villes perdues » dont la dégradation est une insulte à la dignité humaine, comme peuvent en témoigner ceux qui y ont travaillé sans se contenter d'en avoir l'impression trompeuse que donnent les seules statistiques.

Le taux de croissance des zones de taudis et les colonies de squatters est le double de celui de l'expansion urbaine moyenne. Une organisation internationale non gouvernementale aussi structurée que l'U.I.A., qui compte cinq cent mille adhérents et dispose du statut consultatif auprès d'agences de l'ONU comme l'UNESCO, ne pourrait-elle pas se faire le porte-parole d'un véritable plan mondial de réorption de l'habitat insalubre ? Les institutions de financement existent, comme le nouveau Centre de l'ONU pour les établissements humains ou la Fondation de l'ONU pour l'habitat et les établissements humains, tous deux situés à Nairobi. Mais leurs ressources restent dérisoires tant que l'opinion publique internationale n'aura pas été mobilisée.

Le troisième congrès mondial des architectes de Mexico aura sans doute eu le mérite de faire progresser l'idée de la nécessité et l'urgence d'un tel plan, seul à même de relever le défi à l'échelle mondiale, de la pauvreté absolue en milieu urbain.

BERNARD GRANOTIER.

**Location de voitures avec chauffeur**  
Paris-Provence  
Toutes voitures équipées de téléphone  
Service jour et nuit  
Tél. : 391-81-08  
624-48-27

**Renting cars with driver**  
Paris-Provence  
Every car equipped with telephone  
Service day and night  
Tél. : 391-81-08  
624-48-27

**NOTRE Télex**  
POUR VOS COMMUNICATIONS  
Vous nous télégraphiez vos messages. Nous les télétransmettons sans retarder par télex.  
Service Télex  
345.21.62 + 345.21.23  
88, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

**A bientôt Paris. Bonjour San Juan, Caracas, Bogotá**

Tous les mardis et samedis, Avianca vole de Paris aux Caraïbes et en Amérique, étant l'unique compagnie à dessiner l'Europe-San Juan/Caracas/Bogotá en Jumbo 747. Avianca vous offre en outre une expérience supérieure de 58 ans en Amérique du Sud. L'exclusivité de notre Service Ruana Roja, des Jumbos très spacieux et des liaisons directes couvrant toute l'Amérique Latine. Consultez votre Agent de Voyages ou appelez Avianca.

**Avianca**  
The Colombian International Airline  
La première Ligne Aérienne des Amériques  
AVIANCA Paris, Biv. Capucines, 12. Tel. 60 00 00



DIRECTEUR GÉNÉRAL S.I.C.A. 180.000 F

**Bretagne Sud** — Une importante organisation économique régionale — premier groupement national dans son domaine d'activité —, de statut S.I.C.A., ayant pour vocation la régulation et la pérennité de son marché, tant en France qu'à l'étranger, recherche son Directeur Général. En collaboration avec le Conseil d'Administration, il assurera l'orientation de la production et des prix, en fonction de la conjoncture économique, et après négociations avec les partenaires sociaux. Il veillera d'autre part à la promotion et à l'amélioration constante des produits existants. Il sera entièrement responsable de l'administration générale de l'organisation, et plus particulièrement chargé d'appliquer une politique de développement à l'exportation, et de recherche de nouveaux débouchés. Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 35 ans minimum, de formation supérieure agricole (Agré/Agr), et possédant une expérience confirmée dans ce domaine, à la tête d'un centre de profit ou d'un département autonome. La fonction requiert un esprit collégial de décisions, ainsi que des qualités prononcées de contacts et de négociations. La rémunération annuelle, de l'ordre de 180.000 francs, tiendra compte de l'expérience acquise. Écrire à G. MINS à Nantes. Réf. A/1018M

DIRECTION RÉALISATIONS INDUSTRIELLES 180.000 F

**Province** — Une société française, de notoriété internationale, recherche pour l'une de ses Divisions, spécialisée dans la conception et la fabrication de biens d'équipements, un cadre technique de haut niveau pour superviser l'ensemble de ses activités de Production. Rattaché au Directeur de l'unité, il dirigera un département comprenant près d'un millier de personnes et regroupant les services Ordre/Commandement, Méthodes, Achats, ainsi que l'ensemble des ateliers de fabrication. Entièrement responsable de ses objectifs, il sera chargé d'organiser et de contrôler l'exécution des contrats passés avec des organismes d'État et une clientèle industrielle : étude des implantations, gestion des commandes en coût et en délais, planning d'exécution, relations avec les fournisseurs et sous-traitants. Ce poste conviendrait à un praticien de 35 ans minimum, ingénieur diplômé (Centrale, AM, ENSL...) maîtrisant parfaitement la fonction dans une entreprise de taille comparable. La connaissance pratique de l'outil informatique est nécessaire; celle de l'anglais impérative. De bonnes notions en électronique constitueraient un atout supplémentaire. La rémunération annuelle de départ pourra atteindre 180.000 francs si l'expérience du candidat le justifie. L'importance de la société permet d'envisager de réelles perspectives d'évolution. Écrire à G. MINS à Paris. Réf. A/1017M

GESTION D'AFFAIRES 150.000 F

Un groupe international de sociétés, spécialisées dans les contrats « clés en main » (construction préfabriquées, aménagement de locaux...), recherche son Directeur pour la France. Basé à Paris, et rattaché compte directement aux associés, il sera responsable de la constitution d'une petite équipe, et assurera la gestion quotidienne et le développement commercial de l'unité française. Travaillant en étroite liaison avec des agents locaux, dont l'activité s'exerce essentiellement à l'étranger et notamment au Moyen-Orient, il aura pour mission de préparer les projets de collaboration, puis de gérer les contrats conclus jusqu'à la livraison des chantiers. Faisant appel aux techniciens adéquats (bureau d'études, entreprises spécialisées...), son rôle de coordination sera particulièrement important sur le plan financier et en matière d'exportation de matériel. Ce poste s'adresse à un cadre confirmé, âgé de 35 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur commercial, financier ou technique, et pouvant justifier d'une expérience d'au moins cinq années acquises dans le domaine de la gestion d'affaires, notamment sur l'étranger. Les fonctions proposées exigent une grande disponibilité pour de fréquents déplacements. La pratique courante de l'anglais est absolument indispensable. Le salaire annuel de départ, de l'ordre de 150.000 francs, sera fonction de l'expérience acquise. Écrire à J.-P. ROUGIER à Paris. Réf. A/1017M

RESPONSABLE TECHNIQUE — ET TRANSPORT

**Mécanique et thermique** — Une très importante société de l'industrie nucléaire recherche pour son siège situé en banlieue Sud de Paris, un ingénieur pour assumer la responsabilité d'un groupe technique intervenant dans le domaine des emballages et du transport des matières radio-actives. Animateur d'une équipe d'une dizaine d'ingénieurs et techniciens, il supervisera et organisera les études, les essais, la réalisation et la maintenance des emballages et conteneurs nucléaires. Il interviendra tout particulièrement pour les problèmes de sécurité et protection et la constitution des dossiers d'agrément; il assistera sur un plan technique le gestionnaire des transports et assurera le suivi des relations avec les organismes de sûreté. Ce poste s'adresse à un ingénieur diplômé, âgé de au moins 35 ans, possédant une large expérience des études mécaniques et thermiques. Des connaissances dans le règlement du transport des matières dangereuses seraient appréciées, ainsi que des compétences en neutronique. La rémunération sera liée à l'expérience du candidat. Écrire à P. POUIGNET à Paris. Réf. A/1245M

CONSEIL EN RECRUTEMENT Lyon - Strasbourg

PA CONSEILLER DE DIRECTION S.A., filiale de PA INTERNATIONAL MANAGEMENT CONSULTANTS (1.000 consultants dans le monde) renforce ses bureaux de Lyon et de Strasbourg (ce dernier nouvellement implanté) et recherche à cet effet des consultants intéressés par le conseil en recrutement et gestion des cadres. Au sein d'une équipe jeune et après une formation théorique et pratique au métier de consultant, ils prendront progressivement la responsabilité d'opérations complètes auprès de sociétés importantes. Les candidats, âgés de 28 ans ou moins, seront diplômés de l'enseignement supérieur (sciences humaines, droit, etc.) auront une expérience approfondie du recrutement et, si possible, de la gestion des ressources humaines, acquise en entreprise ou en cabinet. Des qualités de dynamisme et d'autonomie sont nécessaires dans cette profession qui offre des perspectives d'évolution très intéressantes. La rémunération annuelle, très ouverte, peut atteindre 120.000 francs et plus si l'expérience le justifie. Écrire à R. BOUGEARD à Paris. Réf. A/0628M

CHEF DE PRODUIT 120.000 F

**Disques « Musique Classique »** — Une société française de secteur Loisirs et Culture, membre d'un très important groupe international, recherche pour son siège basé à Paris, un Chef de Produit pour son répertoire « classique ». Rendant compte au Directeur Commercial et en très étroite liaison avec le marketing international ou niveau de la maison-mère, il aura à positionner au mieux les produits sur le marché français tant sur le plan de la conception que sous ses aspects publicitaires et promotionnels à partir d'un candidat âgé d'au moins 30 ans, de formation supérieure et possédant un esprit marketing développé en vue de promouvoir une véritable politique de marque. Une passion et une solide culture dans le domaine de la musique classique seront déterminantes dans le choix de candidat retenu. La pratique courante de l'anglais est impérative. La rémunération de départ, de l'ordre de 120.000 francs, sera liée au niveau d'expérience acquise. Écrire à G. RAYNAUD à Paris. Réf. A/2744M

INGÉNIEUR DE PRODUCTION 115.000 F

Une société française connaissant une expansion rapide sur le marché des produits de second œuvre du bâtiment, recherche un ingénieur de Production. Dans un premier temps, et à titre de formation, il sera affecté à l'une des usines (Sud-Est) et aura, sous le contrôle du Directeur de l'établissement, la responsabilité des travaux ouverts, correspondant à un budget d'investissement important. Il veillera à la compatibilité des travaux avec les objectifs de la fabrication (qualité, coûts, délais). Impliqué dans certaines négociations avec les fournisseurs, il fera respecter les contrats engagés pour assurer la mise en exploitation des installations. Cette période, d'environ deux ans, l'aura préparé à prendre des responsabilités de production dans l'une des usines de l'entreprise. Ce poste convient à un ingénieur diplômé (ECP, AM, SUPELEC, ou autres grandes écoles), âgé de 30 ans minimum, maîtrisant bien les problèmes électromécaniques par une expérience d'atelier de préférence et d'entretien, peut-être. La rémunération sera liée à l'expérience du candidat retenu. Écrire à G. ANDRIEU à Lyon. Réf. A/34698M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.  
Adressez C.V. détaillé en rappelant la référence à :  
PA CONSEILLER DE DIRECTION S.A.  
8, rue Bellini, 75782 Paris - Codex 16 - Tél. 505-14-30  
3, rue Jacques-Moyron - 69006 Lyon - Tél. (78) 32-90-63  
19, résidence Flandre, 59170 Croix - Tél. (20) 72-52-25  
1, rue Duguesclin, 44000 Nantes - Tél. (40) 48-48-82  
Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Coppenhague - Francfort - Londres - Madrid - Milan - Nantes - New York - Stockholm - Zurich

## ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE PARIS

### FORMATION PERMANENTE

#### Gestion Comptable et Financière

- INTRODUCTION A LA GESTION
- GESTION COMPTABLE FONDAMENTALE I
- GESTION COMPTABLE FONDAMENTALE II
- COMPTABILITE ET GESTION DES SOCIETES
- ANALYSE ET CONTROLE DES COUTS
- GESTION BUDGETAIRE
- CONTROLE DE GESTION
- AUDIT EXTERNE ET AVOIT INTERNE
- ANALYSE ET PREVISION FINANCIERE
- GESTION DE TRESORERIE ET DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT
- INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX ET LEUR FINANCEMENT
- RELATIONS BANQUE ET ENTREPRISE ET GESTION BANCAIRE
- STRATEGIE, EVALUATION ET CONTROLE FINANCIER

Chaque une de ces formations représente un module de 35 heures (5 jours) : à chaque module correspond une unité de valeur ou crédits. En capitalisant 5 de ces crédits, il est possible d'obtenir un certificat d'études spécialisées.

Pour toutes précisions complémentaires, appelez le service Formation Permanente de l'E.S.C.P. : 355.39.08 ou découpez le bulletin ci-dessous.

M., Mme, Mlle  
 Fonction  
 Entreprise  
 Adresse  
 Tél ( )

désire recevoir le catalogue des stages organisés par l'E.S.C.P.  
 ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE PARIS  
 79, avenue de la République 75011 Paris

Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris  
 Centre Français de Management

ESCP ESCP ESCP ESCP ESCP ESCP ESCP ESCP ESCP ESCP

## AUTOMOBILE

### Renault 14 TS : améliorations et lacunes

Négligée pendant plus de deux ans, la Renault 14 est désormais une gamme de trois modèles (Le Monde du 19 juillet). La 14 TS, version la plus élaborée, se distingue par ses performances plus élevées et son niveau d'équipement. Mais des lacunes subsistent.

Le moteur, 1218 cm<sup>3</sup> (7 CV) comme sur les autres modèles, développe 69 ch DIN soit 12 ch de plus grâce à un carburateur et à un arbre à came différencié. Mais son couple à bas régime est si peu élevé que l'usage des rapports intermédiaires est indispensable sur des parcours accidentés. Ver-tueux, accélérant brillamment à partir de 3 000 tr/min, il est particulièrement à l'aise sur les autoroutes. Mais il balbutie à faible vitesse et paraît inconfortable aux conducteurs passifs d'autant plus que la commande de la boîte réclame encore des améliorations.

L'équipement apparemment exceptionnel est cependant critiquable. Il y a lieu de se féliciter d'une condamnation centrale des quatre portes, du prééquipement radio, des ceintures à enrouleur à l'arrière et d'excellents appuie-tête à l'avant. De même, l'attention portée aux problèmes de la conduite nocturne est remarquable : phares à lode H4, spot de lecture passager, boutons de commande de la climatisation éclairés de même que le cadencier, l'allume-cigare, le coffre et la boîte à gants. Mais les vitres électriques à l'avant, montées en série, sont un gadget fort coûteux qui ne peut compenser l'absence d'un pare-brise feuilleté et d'un essuie-vitre de hayon (disponibles en option), d'un rétroviseur extérieur réglable depuis l'intérieur ou, plus simplement, d'un essuie-glace intermittent. Les sièges « pédales », de belle apparence, maintiennent inconfortablement les dos larges et la surface balayée par les essuie-glace est trop réduite.

Pour le reste la 14 TS présente les qualités et défauts de la gamme « Compacte », économique, polyvalente et confortable, ses qualités routières sont incontestables sur sol sec. On souhaiterait pourtant une transmission plus discrète, un amortissement plus ferme (le roulis est toujours sensible et la sensation de balancement est souvent désagréable), notamment la nuit lorsque les phares balayent la chaussée au rythme du tangage) ainsi qu'une attaque plus douce de la direction et de la pédale d'accélérateur (ce dernier point a une importance lors d'une progression à faible allure sur une route encombrée). Mais l'allégresse de son moteur et son aptitude aux cadences rapides peuvent séduire une part de la clientèle pour laquelle la conduite est avant tout un plaisir.

M. E.

\* Prix : 31 100 F. Conventions conventionnelles : 6,4 - 6,1 - 15,3.

### Citroën LNA : l'insouciance au prix fort

Lancée en octobre 1978, la LNA Citroën n'avait pour seuls adversaires que la Peugeot 104 (3 m. 89) et son économie d'usage. Deux qualités essentielles pour un véhicule urbain malheureusement handicapé par un moteur apathique et bruyant : ce que l'on excuse sur un bas de gamme populaire n'est pas de mise sur une deuxième voiture sensiblement plus chère. Pourtant plus de 130 000 LNA ont été fabriquées à ce jour et la gamme vient de s'enrichir d'une version plus coûteuse, la LNA, dont le moteur est celui de la Visa (Le Monde du 8 novembre).

Ses qualités, sont connues : deux cylindres, refroidis par air, c'est une solution simple, largement éprouvée et un gage d'insouciance que vient compléter l'allumage électronique (démarrage assuré et meilleur rendement du moteur). Ainsi pourvue, la LNA (4 CV) est plus nerveuse, ses accélérations et ses reprises sont plus franches sans toutefois provoquer l'enthousiasme. Et la consommation, sur route, accuse une légère baisse par rapport à la LNA. Est-ce assez pour justifier un écart de prix de 2 000 F ? Nous ne le pensons pas.

La LNA pêche toujours sur sa finition : les enfants, ballottés à l'arrière de ce premier virage n'ont aucun autre point de référence que les colonnes de sécurité de leurs parents. La tôle du coffre attend toujours un calfeutrage (ce qui réduirait sensiblement le bruit), mais elle est dissimulée par une bâche en plastique. La « moquette » nouvellement surprise par sa douceur et l'effort nécessaire au freinage reste trop important. Il semble qu'une fois encore la firme do qual de Javel ait été atteinte par la « Citroën », les techniciens à leur tour ne pas sur les vendeurs. Comment faire accepter une seconde voiture dont le côté sportif n'a pas reçu d'amélioration ?

\* Prix : 21 900 F (LNA : 20 700 F). Conventions conventionnelles : 5,2/7,2 (LNA : 5,5/7,2).

**STERN**  
 GRAVEUR  
 depuis 1840  
 CARTES DE VISITE,  
 INVITATIONS  
 La distinction  
 d'une gravure traditionnelle  
 nouveau département "Société"  
 pour cartes papiers à lettres  
 de belle qualité  
 Atelier : 47 Passage des Panoramas  
 PARIS 7 - Tél. 236.91.48 - 508.86.45

**VERS L'EXPERTISE COMPTABLE**  
 préparation au  
**D.E.C.S.**  
 et à l'examen probatoire  
 L'ECOLE CHEZ SOI  
 enseignement privé à distance  
 75240 PARIS CEDEX 05  
 Tél. 329.21.99

### Opel Ascona 2 000 D : les aléas du Diesel

La France a battu l'an dernier une sorte de record, celui du plus fort taux de pédition des automobiles à moteur Diesel : 6,41 % du marché, soit cent vingt-deux mille deux cent soixante-quatre véhicules. L'Allemagne, pendant le même temps, n'en immatriculait que cent deux mille neuf cent vingt-neuf. Ainsi les efforts de Peugeot et de Citroën, l'impulsion de Opel, la CX était inespérée — sont-ils récompensés ?

General Motors, qui accélère aux Etats-Unis la « désésélisation » d'une partie de sa gamme, prévoit en Europe une progression des ventes de voitures diesel de 124 % en cinq ans. Leur part de marché passera alors à 8,09 % en 1982 contre 4,11 % en 1977. La plupart des constructeurs s'apprêtent à lancer une ou plusieurs automobiles de ce type. C'est la mode.

Le moteur Diesel mérite pourtant quelques éloges. Notamment parce qu'il vit et qu'il est peu discret. Les réussites sont rares. On ne fait pas une CX 2000 ou une Golf D tous les mois. Il faut isoler le moteur, amortir ses mouvements et son bruit, écarter son temps de préchauffage, rendre son utilisation la plus proche possible de celle d'un moteur conventionnel et parvenir à un niveau de performance acceptable. Dans la plupart des cas, les diesels du marché ne sont que des machines à transporter, plus ou moins confortables dont la seule qualité est de n'être rentable qu'à partir d'un kilométrage annuel élevé. L'Opel Ascona diesel ne fait pas exception.

Les qualités routières changent peu par rapport à celles des autres Ascona. On peut tout au plus regretter un léger durcissement de la direction — dû au poids plus important du moteur à l'avant — et quelques écarts de train arrière en cas de freinage violent. Ce défaut n'est pas particulier à l'Ascona, puisque nous l'avions noté sur la Fiat 132 diesel.

La « désésélisation » d'une gamme existante est une affaire délicate. Elle semble ne réussir complètement qu'avec les tractions avant.

MICHEL BERNARD.

\* Prix : Ascona 2000 DL, 35 900 F ; Ascona 2000 DLS, 37 745 F (option boîte automatique, 3 125 F). Conventions conventionnelles : 6,5 ; 6,4 ; 8,7 (gazol).

**English**  
 EN 10 SEMAINES  
 707.40.38

**RESIDENCE**  
 « Mont-Noble »  
 — Immeuble grand stand.  
 — Grande piscine couv.  
 — Sauna, local fitness, salle de jeux.  
 — Vue imprenable.  
 — A proximité des remontées mécaniques.  
 — Importante hypothèque à disposition.

**PROJECT 10**  
 Renseignements auprès  
 du constructeur-promoteur  
 PROJECT 10-9, 41, Boulevard  
 Avenue de la Gare 28  
 1950 SION - VS - SUISSE  
 Tél. 027/23 48 23

**Le Monde**  
 Service des Abonnements  
 5, rue des Italiens  
 75437 PARIS - CEDEX 03  
 C.C.P. Paris 4287-23

**ABONNEMENTS**  
 3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.  
 123 F 225 F 343 F 458 F

TOUTS PAYS ETRANGERS  
 PAR VOIE NORMALE  
 225 F 455 F 683 F 898 F

ETRANGER  
 (par mandat)  
 I - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
 PAYS-BAS  
 155 F 290 F 425 F 560 F

II - SUISSE - TUNISIE  
 263 F 329 F 548 F 750 F

Par voie aérienne  
 Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (de 1/2 semaine en plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

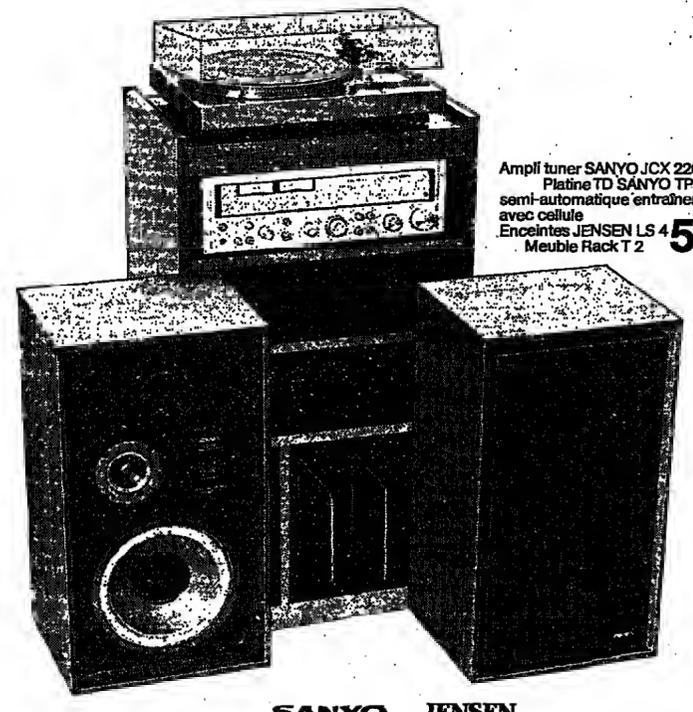
Joindre à la dernière bande d'envoi à toute correspondance : Veuillez avoir l'obligeance de réviser tous les noms propres en capitale d'imprimerie.

# Printemps

Hausmann Nation  
 Véziv 2-Juile

## Réunion au sommet des Grands de la Hi-Fi.

Hi-Fi-Parade au Printemps Hausmann (nouveau magasin au 6<sup>e</sup> étage), les meilleures marques Hi-Fi se sont donné rendez-vous, pour vous présenter leurs plus récents modèles. Des vendeurs spécialisés vous accueilleront et vous conseilleront. Profitez des prix spéciaux Hi-Fi-Parade jusqu'au 2 décembre.



Ampli tuner SANYO JCX 2200 2 x 30 W  
 Platine TD SANYO TP 1020  
 semi-automatique entraînement direct  
 avec cellule  
 Enceintes JENSEN LS 4  
 Meuble Rack T 2 **5990 F**

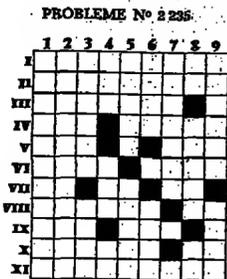
SANYO JENSEN

**PROMOTION HI-FI DU 3 NOVEMBRE AU 2 DÉCEMBRE**

سكول من الإهل

# AUJOURD'HUI

## MOTS CROISÉS



**HORIZONTALEMENT**

I. Pour être savoureuse doivent être un peu piquantes. — II. Qui a l'habitude des tempêtes. — III. Provoquait une sensation de chaud ou de froid. — IV. Pournit du chauffage; Quand il est diagnostiqué c'est qu'on a quelque chose dans le ventre. — V. Endroit où l'on se mesurait; Est souvent réservée pour les grands événements. — VI. Possessif; Hauts quand on est indigné. — VII. Suffisamment (épilé); Paquet d'agit; Francisme. — VIII. Quand il est doux on peut le traiter de poulet; Abréviation pour

le patron. — IX. Francisme; Est souvent cherché dans le sable. — X. Qui a un joli bagage; Conjonction. — XI. Susceptible d'être coupé.

**VERTICALEMENT**

I. Qui peuvent donc coller. — 2. Qualifie une importante artère. — 3. Prophète; Non qu'on donne parfois à un bar. — 4. Démonstratif; Qui n'a donc aucun mérite; Agrément de coque. — 5. Facilite un écoulement; Frapper fort. — 6. De bon pour une entrée; But comme un veau. — 7. Représentent des interdits. — 8. Devant la matière; Pas libres; Article d'usage. — 9. Pas du tout piqués; Feste longueur pour un gagnant.

**Solution du problème n° 2234**

**Horizontalement**

I. Mésange. — II. Adamantin. — III. Nu; Ecol. — IV. Cécrot; Tu. — V. Eau; Isbas. — VI. Uiles. — VII. Villes; Réa. — VIII. Roi; Bas. — IX. Emergente. — X. Rouages. — XI. Ost; Lesi.

**Verticalement**

I. Manœuvres. — 2. Education. — 3. Sa; Tuiliers. — 4. Amer; Lé; Rot. — 5. Na; Oies; Vu. — 6. Gneis; Baal. — 7. Ets; Rangé. — 8. Iota; Etes. — 9. Entasse; Ess.

**GUY BROUTY.**

## Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 19 novembre 1978 :

**DES DECRETS**

● Modifiant le décret n° 71-708 du 25 août 1971 modifié relatif à l'admission des élèves à l'Ecole polytechnique, la sanction des études et la discipline à l'école.

**UN ARRETE**

● Portant dévotion aux établissements publics et sociétés créés par la loi n° 74-695 du 7 août 1974 relative à la radio-diffusion et à la télévision des actifs détenus par l'Office de radiodiffusion-télévision française dans des sociétés immobilières et des organismes collecteurs de participation des employeurs à l'effort de construction.

## Circulation

### L'UTILISATION DES PNEUS A CRAMPONS

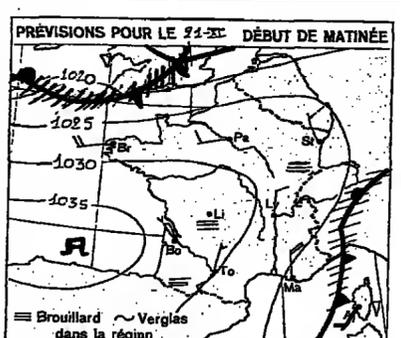
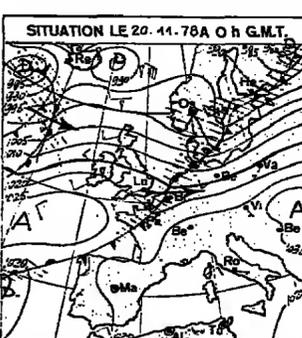
Un communiqué du ministère des transports rappelle les conditions d'utilisation des pneumatiques à crampons, du 15 novembre au 15 mars.

Les catégories de véhicules suivantes sont autorisées à circuler avec des pneumatiques à crampons : voitures particulières, véhicules de transport en commun de personnes, véhicules de transport de marchandises dont le poids total autorisé en charge ne dépasse pas 3,5 tonnes. Ces véhicules peuvent également utiliser d'autres dispositifs antigelissants comme les garnitures cramponnées.

L'utilisation des pneumatiques à crampons sur les poids lourds de plus de 3,5 tonnes est interdite sauf dérogations.

Seuls les crampons à une seule pointe cylindrique peuvent être montés et, ce sur des pneumatiques à structure radiale. Les pneus cramponnés doivent répondre à des conditions différentes selon le poids du véhicule (plus ou moins de 3,5 tonnes). L'utilisation des pneus à crampons déjà en service reste autorisée jusqu'au 15 mars 1981.

Il est conseillé aux automobilistes d'équiper les quatre roues de leur véhicule de pneumatiques cramponnés. La vitesse des véhicules équipés de pneus à crampons est limitée à 80 kilomètres-heure.



Evolution probable du temps en France entre le lundi 20 novembre à 24 heures et le mardi 21 novembre à 24 heures :

La perturbation qui achèvera de traverser la France au cours de la nuit de lundi à mardi et de la matinée de mardi s'affaiblira sur nos régions Est et Sud; elle sera suivie d'une zone de hautes pressions qui nous protégera de la zone active des nouvelles perturbations atlantiques. Celles-ci ne gêneront que faiblement sur les régions proches de la Manche et de la mer du Nord.

Le lundi 21 novembre, des Alpes à la Corse, le temps sera très nuageux le matin, avec de faibles pluies ou averse éparses; le ciel se dégagera l'après-midi. Sur les régions voisines de la Manche et de la mer du Nord, après de belles éclaircies nocturnes, le ciel se couvrira au cours de la journée, et l'on pourra observer de petites chutes de pluie ou de bruine.

Sur le reste de la France, le temps sera brumeux le matin, avec des brouillards plus abondants sur le Nord-Ouest, le Centre et le Nord-Est; l'après-midi, le temps sera souvent ensoleillé malgré quelques passages nuageux, un peu plus fréquents au nord de la Loire.

Sur la majeure partie de notre pays, les vents seront faibles. Ils deviendront modérés, de secteur nord, dans la vallée du Rhône, et de secteur ouest près de la Manche et de la mer du Nord.

Les températures minimales seront en légère baisse dans le moitié nord; les températures maximales changeront peu.

Le lundi 20 novembre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au

niveau de la mer était, à Paris, de 1 022,1 millibars, soit 766,6 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 19 novembre; le second, le minimum de la nuit du 19 au 20) : Albi, 17 et 4 degrés; Biarritz, 19 et 5; Bordeaux, 17 et 4; Brest, 14 et 5; Caen, 15 et 8; Cherbourg, 13 et 8; Clermont-Ferrand, 18 et 2; Dijon, 4 et -2; Grenoble, 12 et -3; Lille, 14 et 7; Lyon, 15 et 3; Marseille, 15 et 8; Nancy, 10 et 2; Nantes, 11 et 10; Nice, 17 et 7; Paris-Le Bourget, 14 et 9; Pau, 20 et 5; Perpignan, 16 et 5; Rennes, 13 et 8; Strasbourg, 11 et -1; Tours, 15 et 8; Toulouse, 17 et 6; Poitiers-Pi, 29 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 22 et 5 degrés; Amsterdam, 12 et 7; Athènes, 16 et 7; Berlin, 12 et 7; Bonn, 14 et 8; Bruxelles, 14 et 6; Le Caire, 21 (max.); Hés Canaries, 23 et 17; Copenhague, 12 et 7; Genève, 4 et -1; Lisbonne, 17 et 8; Londres, 15 et 3; Madrid, 16 et -1; Moscou, 9 et 6; New-York, 11 et 6; Palma-de-Majorque, 19 et 12; Rome, 17 et 4; Stockholm, 13 et 5.

## Automobile

### ATTENTION, BROUILLARD !

Pine de 100 morts, 2 500 blessés, des milliers de voitures accidentées, tel est le chiffre annuel des accidents de la route causés en France par le brouillard. Durant les seules journées des 18, 19 et 7 décembre 1977, et sur les seules autoroutes de dépeuplement, les C.R.S. ont dénombré 16 morts, 132 blessés et 613 véhicules endommagés dans des caramboles monstrues.

A de rares exceptions près, l'indigne Centre de documentation et d'information de l'assurance (C.D.I.A.), l'automobiliste victime de brouillard est lui-même responsable de son préjudice; il ne peut compter que sur ses assurances personnelles pour percevoir une indemnité.

S'il s'agit d'une collision en chaîne,

les assureurs de chaque conducteur se réunissent en commission pour se régler le règlement des sinistres. Ils déterminent alors les responsables en tenant compte des constatements qui leur sont adressés par leurs clients et des procès-verbaux délégués par la gendarmerie.

En règle générale, le conducteur du véhicule de tête est totalement indemnisé, sauf si une faute est retenue contre lui. Pour les autres véhicules, le problème est plus délicat. Le plus souvent, chaque conducteur, à défaut de prouver une faute de celui qui le suit, est présumé responsable des dommages causés directement par son véhicule à celui qui le précède. C'est-à-dire qu'il n'est pas indemnisé par l'assureur adverse pour ses dommages subis à l'avant.

## Visites et conférences

### MARDI 21 NOVEMBRE

**VISITES GUIDÉES ET PROMENADES** — 15 h., devant l'église, rue des Blancs-Manteaux. Mme Bonquet des Chaux : « L'église des Blancs-Manteaux ».

15 h., métro Colonne-Fabien. Mme Guiller : « Le siège du P.C. ».

15 h., à rue des Fossés Saint-Bernard. Mme Legros : « Un palais des mille et une nuits ».

15 h., 277 bis, rue Saint-Jacques. Mme Oswald : « Les bénédictins ».

15 h., 17, quai d'Anjou. Mme Vermeersch : « Hôtel de Laon » (Caisse nationale des monuments historiques).

15 h., 2, rue de Bévilgny : « La place des Voies » (A. Travençolo).

15 h., métro Solferino : « Histoire et fonctionnement de l'hôtel des ventes » (Connnaissance d'iel et d'allé).

15 h., 1, rue du Figuier : « L'hôtel de Sens » (Tourisme culturel).

**CONFÉRENCES** — 15 h. à 19 h., salons Krieger, 2, rue, Clémence, MM. L. Ionesco et J. Amadou :

« Journées d'amitié de l'accueil et de reconnaissance féminine, entre des gares et l'association catholique des services de jeunesse féminine » (entrée libre).

19 h. 30, 25, rue Bergère. Ma Suryananda Lakshmi : « La révélation du soi dans la Bible; pratique de contemplation » (l'homme et la connaissance).

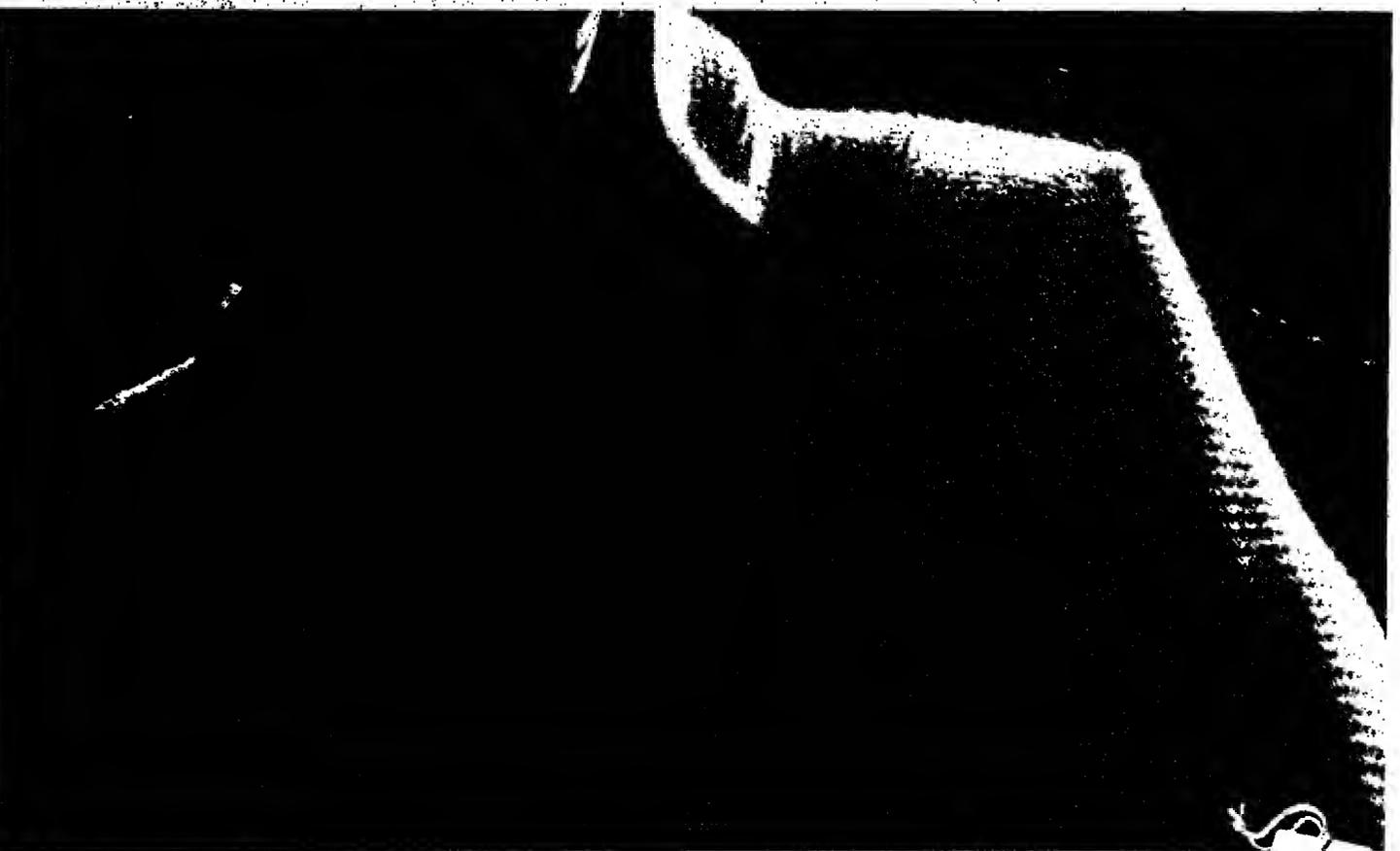
20 h. 30, 21, rue Notre-Dame-des-Victoires. Mme Claudi Thibaut : « Rome, miroir des arts ».

18 h., Musée de la marine, M. Dan Lallier : « La course, Surcouf et les corsaires ».

20 h. 30, 147, avenue de Malakoff. M. Marc Hanot : « Cédipe et la psychologie transcendantale » (Nouvelle Acropole).

21 h., 21, rue Cassette : « Chefs-d'œuvre de la statuaire archaïque grecque » (Arcus).

21 h., Aquarius, 54, rue Sainte-Croix-de-la-Brotonnerie : « La réalisation au temps du Verseau » (Ecole internationale de la Rose-Croix d'Or).



Un pull confortable, moelleux et doux à porter ne se conçoit pas autrement qu'en pure laine vierge.

Mais pour être sûr que ce pull est de qualité, du fil aux finitions, il faut vérifier qu'il a reçu le contrôle Woolmark.

Chez Rychter on le sait bien. Rychter, véritable artiste de la maille crée des pulls en pure laine vierge aux finitions particulièrement soignées. C'est pourquoi les pulls de Rychter portent l'étiquette Woolmark. (Blazer : 340 F).

**WOOLMARK LE MEILLEUR DE LA LAINE.**

PURE LAINE VIERGE

Pour tous renseignements : Secrétariat International de la Laine 23 avenue de Neuilly, 75116 Paris TH 739 11 71

LE JOUR DE LA MUSIQUE

Aimez-vous Brahms ?

Quand le livre a paru, il y a un peu plus de vingt ans, c'était l'époque où François Sagan pouvait demander sans rire : « Aimez-vous Brahms ? »

À défaut d'être absolument « actuelles » — car en un quart de siècle beaucoup de choses ont évolué — celle-ci a le grand mérite d'être facile à lire et assez complète.

\* Brahms, par Claude Rostand. Édit. Fayard, 725 pages.

Un autre chant.

A travers les rûles et les chuchotements, le bruissement des percussions toujours quelque chose d'irréel ou plutôt tenu d'ailleurs, révé, indistinct, qui est déjà musique.

Au sein étroit du mot, Tamia n'est pas une chanteuse, mais elle joue de sa voix comme d'une baguette de sorcier.

Les secrets de Couperin.

Les beaux coffrets sont comme les beaux cadeaux : en ouvrant la boîte, on est toujours surpris du peu qu'on y trouve.

On pourrait dire de ces disques comme de certaines friandises : « Ça se mange de soi-même », car on y passe d'une face à l'autre comme si, tout à coup, on n'avait plus que cela à faire.

\* Couperin : Pièces pour clavier, par S. Ross, huit disques STIL 1807 S 77/8 (355,60 F jusqu'au 31 janvier), SHI éditeur, 78, boulevard de Vincennes, 94120 Fontenay-sous-Bois.

Musique

LES RENCONTRES DE METZ

(Suite de la première page.) Quoi, un compositeur de vingt-neuf ans qui écrit une symphonie, large, méditative, aux formes lourdes, aux harmonies chargées, ou chant puisé dans les profondeurs ?

La coe de Giuseppe Sinopoli est différent : il a fait ses preuves comme chef de file d'une génération post-boulezienne, qui a conquis d'ailleurs oléamment sa liberté.

Théâtre

SIGMA 14 A BORDEAUX

A la limite du music-hall

Triomphe des Hollandais à Bordeaux : les Hauser Ortaker, après avoir joué deux cent cinquante fois la Boese, dans leur pays, à L'Andrés et à Roma, y ont donné les trois dernières représentations de ce spectacle.

Roger Lafosse, fondateur et directeur de Sigma — qui s'est tenu du 7 au 18 novembre — a voulu « mettre l'accent sur les nouvelles tendances du théâtre musical ».

Les groupes indépendants calculent le prix de leurs productions en fonction des salaires de l'équipe. Les frais administratifs sont inexistantes, les déhors généralement peu importants.

Les groupes indépendants calculent le prix de leurs productions en fonction des salaires de l'équipe. Les frais administratifs sont inexistantes, les déhors généralement peu importants.

liberté lyrique qui rayonnait sur « la Grande Aulodie » du musicien disparu. Mais elle fascine par son côté énigmatique.

À la même concert, joué superbement par l'Orchestre du Sud-ouestfunk de Baden-Baden, toujours modélé par Ernest Bour avec ces moins expressives, largement ouvertes, qui donnent à la musique sa cohésion et sa force internes.

Bons Baisers

du Lavandon

au Petit T.E.P.

Il y a dans tout adolescent un rêve de romantisme. C'est le passage de la loi vers une liberté maladroite, sur fond de naïveté.

À partir de cette histoire, Christian Orléans a écrit une pièce qui, sans rapport avec les démenties de faits divers pratiqués par Kroeber, présente à deux fois deux la portée bien précise : Stéphane Lotz et Jean-Paul Farré n'y a donc aucune distance entre eux et des personnages, traduction théâtrale de ce que dans la vie ils étaient et qu'ils sont à leur manière, qui est la fantaisie.

Stéphane Lotz et Jean-Paul Farré — bien connus par la mise en scène vivement rythmée de Jean-Luc Moreau — ont des tempéraments exceptionnels qui se joignent admirablement à une sensibilité très violente brutalement, désignant les faiblesses sans tourner les talons au ridicule, avec la lucidité dédaignée d'une génération qui sait l'histoire. Le génie ne va pas sans le spectacle, pour eux, veut le déplacement.

C. G.

\* Petit T.E.P., 20 h. 30.

« Latin American Trip »

à la Cité internationale

Retour dans son pays parce que son père est mort. Ne plus rien reconnaître, ne pas être reconnu, le déraciné se heurte à un mur d'insécurité qui ne lui appartient plus, à qui il appartient encore.

Arnaldo Calveyra, Argentin, vit à Paris depuis 1962. Il raconte un désarroi qui dépasse fort les problèmes de conscience. Il raconte les lambeaux vivants de lui qui restent et assignent là-bas, avec une pudeur passionnée d'un poète. Il ne se déguise pas en militant, en politicien.

Un seul protagoniste et le chœur — excellent — dans un décor fait de tables breuvard et de coussins sur fond noir. Un beau à l'exception d'une banquette à tête de mort, inutilement explicative. La grande qualité de ce spectacle est la part qu'il accorde à la mise en scène sobre et forte sur le texte.

C. G.

\* Cité internationale, 21 h.

Cinéma

« LE CONVOI DE LA PEUR », de William Friedkin

On connaît l'histoire : c'est celle du Salsbe de la peur. Le terrifiant voyage de quatre aventuriers qui transportent de la nitroglycérine à bord de leurs camions.

C'est donc l'estomac lourd que l'on aborde la seconde partie du récit. Est-ce pour cette raison que les prodiges de mise en scène accablés par Friedkin nous émeuvent si peu ?

Petites nouvelles

Après la lettre ouverte adressée

Après la lettre ouverte adressée par Mme Monique Pelletier, ministre déléguée à la condition féminine, à M. Jean-Pierre Wallès, directeur de l'ensemble orchestral de Paris, dans laquelle elle lui reprochait son attitude ségrégationniste et le Monde et du 17 novembre, celui-ci a répondu qu'il n'avait jamais eu la moindre intention de contester le talent et la sensibilité artistique et musicale des femmes.

Mettant sur le compte d'un malentendu l'interprétation erronée faite des propos qu'il avait tenus dans « le Matin de Paris » du 3 novembre et démentant le 9 novembre dans un communiqué à l'A.F.P., M. Jean-Pierre Wallès a répondu qu'il se proposait d'organiser ultérieurement des concerts ouverts aux deux sexes.

Le Salon annuel des artistes Arts et Métiers aura lieu le mardi 28 novembre au 3 Panthéon, de 10 heures à 18 heures. On y présentera les œuvres sélectionnées de cent vingt artistes peintres et sculpteurs.

Rectificatif. — Une faute d'impression a transformé l'œuvre de Terry Riley et Shri Camel en « Shri Camel » dans nos éditions du 14 novembre.

MERCREDI STUDIO LOGOS

LA SORCELLERIE A TRAVERS LES AGES

BENJAMIN CHRISTENSEN

Que 128 pages de des milli

مركز من الإهل

هكذا من لا يهل

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées
Comédie-Française, 20 h. 30 : six personnages en quête d'auteur

Les salles municipales
Félicité, 20 h. 30 : Ensemble instrumental de Paris

Les autres salles
Comédie Caennaise, 21 h. 10 : Boeing-Boeing

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES - 704.78.20 (lignes groupées) et 727.42.34

Lundi 20 novembre

Clab Zed, 21 h. : Quartet Claude Guillon
Collectif, 28, rue Dumont, 19 h. 21 h. : Mont Kivira Ophée

cinémas

Les films marqués (\*) sont interdits aux moins de treize ans

La cinémathèque
Chariot, 14 h. : 16 Sang d'un poète, de J. Cocteau

Les exclusivités
ALAMBRISTA (A. v.o.) : Action-Étoiles, 20 h. 30

FESTIVAL D'AUTOMNE (78-10-00)
EXPOSITION
Musée des arts décoratifs, de 12 h. à 20 h.

DANSE
Théâtre des Champs-Élysées, 20 h. 30 : Ballet classique traditionnel japonais

MUSIQUE
Théâtre d'Orsay, 18 h. 30 : Ateliers (Kabuki, Puppets)

Les concerts
Lucernaire, 19 h. 30 : M.-J. Bernard, guitariste

Jazz, pop, rock, folk
Caveau de la Motte, 21 h. 30 : Roger Artaud

GENERAL NOUS YODA (Fr.) : ABC, 20 h. 30

LE FANTÔME DE LA PASSION (Jap.) : U.G.C. Odéon, 20 h. 30

LA FEMME LIBRE (A. v.o.) : Champeigne, 20 h. 30

LES FILMS NOUVEAUX
LE SUICIDE (Fr.) : Studio 13, 20 h. 30

LE SECONO EVELI, film allemand de Margarethe von Trotter

AU NOM DU PAPE MOL, film italien de Luigi Magni

LE CONVOI DE LA FEU, film américain de John Ford

CE SOIR 20h45
LES DEUX NOBLES COUSINS de W. SHAKESPEARE

ABRAHAM et SAMUEL
Abraham et Samuel, m'enchanté comme un conte oriental

THEATRE D'ORSAY
ZADIG ou LA DESTINÉE de Georges Courteline

OH! LES BEAUX JOURS de Samuel Beckett

LE DEPEUPLEUR de Samuel Beckett

15-26 NOVEMBRE
MABOU MINES

THEATRE GERARD PHILIPPE DE SAINT-DENIS

THEATRE S'GEORGES
ANNY DUPREY BERNARD GIRAUDAU

MATHURIN 265.80.00
SUZANNE FLON LOLEH BELLON

CHANGEMENT à VUE
LOLEH BELLON

L'HOMME DE MARBRE
Un évènement capital

Que Sais-Je? 128 pages qui évitent de lire des milliers de pages.

Que Sais-Je? 128 pages qui donnent envie de lire des milliers de pages.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

ARTS ET SPECTACLES RADIO-TÉLÉVISION

Notes

Danse

« Maria Maria » au Théâtre de la Ville

Il n'est pas étonnant que dans la grande lumière du Théâtre de la Ville...

ment avec la partition délicate de Milton Nascimento...

MARCELLE MICHEL. \* Théâtre de la Ville, 20 h. 30.

Musique

Le centième disque de la collection UNESCO

Une soirée musicale était donnée le 17 novembre dans la grande salle de l'avenue de Suffren...

Le programme débutait par un «Eggs in solo» improvisé par trois membres d'une famille de l'Inde du Nord...

Mais l'événement de la soirée a été la venue de vingt-six pêcheurs de l'île de Madagascar...

QUINTETTE - 5 PARNASSIENS LA CLEF



MARIE-FRANÇOISE BUGUET, piano

CITÉ UNIVERSITAIRE 21 novembre à 21 heures

DANS 2 JOURS

LA GRANDE MENACE. Lino Ventura, un policier implacable. Un suspense insoutenable jusqu'à la dernière minute...

APRÈS LES LICENCIEMENTS À SUD-RADIO

Guerre des ondes

De notre correspondant régional

problème dont les données ne sont plus les mêmes qu'il y a dix-sept ans.

peut, particulièrement envers ses deux voisins. Et pour ceux-ci, quelle meilleure garantie de bon voisinage que l'autorité souveraine...

tembre dernier, l'hebdomadaire Poble Andorra avait publié à ce propos un article sur l'état des radios et cité cette déclaration en catalan de Mgr Joan Martí Alari: « Je ne me sentirai complètement copriencé d'Andorre que le jour où les postes et les radios seront andorrans. »

LEO PALACIO.

LUNDI 20 NOVEMBRE

CHAÎNE I : TF 1. 18 h. 55, Feuilletton: Les Mouches de Paris (n° 21); 19 h. 15, Une minute pour les femmes; 19 h. 45, Jeu: L'inconnu de 19 h. 45; 20 h. Journal.

CHAÎNE II : A 2. 18 h. 55, Jeu: Des chiffres et des lettres; 19 h. 45, Top-club; 20 h., Journal.

Ne faites pas tourner le compteur pour rien... c'est un conseil d'Electricité de France

20 h. 30, Variétés: Avec le disco; 21 h. 30, Magazine: Question de temps.

MARDI 21 NOVEMBRE

CHAÎNE I : TF 1. 12 h. 15, Réponse à tout; 12 h. 30, Midi première; 13 h., Journal; 13 h. 45, Le regard des femmes; 15 h. 30, Conférence de presse de M. Giscard d'Estaing...

CHAÎNE II : A 2. 13 h. 35, Télévision régionale; 13 h. 50, Feuilletton: L'âge en fleur; 14 h., Aujourd'hui madame; 15 h. 5, Documentaire: Pierre Lapouse; 15 h. 25, Conférence de presse de M. Giscard d'Estaing...

Avec un magnétoscope Akai. Une bande émission mais, de son volume...

22 h. 55, Bande à part: Je m'appelle Michel. Derrière la question du « qui est-ce? »...

CHAÎNE III : FR 3. 18 h. 30, Pour les jeunes; 18 h. 55, Tribune libre: Pierre Racine sur le thème: « Centralisme et régionalisation »; 19 h. 20, Émissions régionales; 19 h. 55, Dessin animé.

FRANCE-CULTURE. 20 h., « L'échangeur », de P. Filard, réal.: P. Saut, avec M. Vitold, J.-R. Guéhenno, M. Cocteau, G. Barre...

FRANCE-MUSIQUE. 20 h. 30, Festival Prométhée, concert donné en la basilique de Rouen...

CHAÎNE III : FR 3. 18 h. 30, Pour les jeunes; 18 h. 55, Tribune libre: Robert Lafont; 19 h. 20, Émissions régionales; 19 h. 55, Dessin animé; 20 h., Les deux; 20 h. 30, FILM (cinéma pour tous): RIVIERE SANS RETOUR d'O. Preminger (1954) avec R. Mitchum, M. Moore, R. Calhoun, T. Rittig, M. Vye (rediff.).

FRANCE-CULTURE. 7 h., 2. Poésie; 9 h., 2. Le matin des musiciens; 12 h., Musique de table; 12 h. 35, Jeux classiques; Jimmy Laurford; 13 h., 15. Musique en piano: Chopin-Willem, Neumaier; 13 h. 25, Ateliers musicaux (émissions musicales de la Sainte-Baumette); 13 h. 30, Feuilletton: Nostalgies; 13 h. 45, Émission: Les écrivains de la France; 14 h., 2. Dialogues franco-italiens; 14 h., 2. Aor-Boss et J. Julliard (Que peuvent les intellectuels?); 14 h. 35, Musique de notre temps, avec P. Trounstein; 14 h. 55, Nuits magnétiques; la nouvelle grille épistémologique.

FRANCE-MUSIQUE. 7 h., 2. Quotidien musique; 9 h., 2. Le matin des musiciens; 12 h., Musique de table; 12 h. 35, Jeux classiques; Jimmy Laurford; 13 h., 15. Musique en piano: Chopin-Willem, Neumaier; 13 h. 25, Ateliers musicaux (émissions musicales de la Sainte-Baumette); 13 h. 30, Feuilletton: Nostalgies; 13 h. 45, Émission: Les écrivains de la France; 14 h., 2. Dialogues franco-italiens; 14 h., 2. Aor-Boss et J. Julliard (Que peuvent les intellectuels?); 14 h. 35, Musique de notre temps, avec P. Trounstein; 14 h. 55, Nuits magnétiques; la nouvelle grille épistémologique.

SUIVEZ LE DEBAT ET ENREGISTREZ LE FEUILLETON. Le magnétoscope couleur Radiola VCR N1700 permet l'enregistrement d'une chaîne pendant que vous regardez une autre chaîne.

عبد الرحمن الإبراهيم



# Le Monde DE L'ECONOMIE

## La politique et le commerce

Voici deux exemples particulièrement significatifs d'interférence entre la politique et les échanges. Dans l'article de Philippe Lemaître, on verra à quelles interprétations divergentes donne lieu dans les milieux européens la prochaine reprise des négociations entre la C.E.E. et le Comecon, certains considérant la

démarche soviétique comme une manœuvre stratégique de grand style en vue d'accroître encore l'emprise économique de l'U.R.S.S. sur les autres pays socialistes.

Un autre aspect des rapports ambigus qui existent entre la politique et le commerce est que celui-ci, emporté par sa propre dynamique,

ignore souvent celle-là (ainsi l'Espagne de Franco entretenait-elle des relations d'affaires suivies avec l'U.R.S.S. et ses alliés). Jean-Claude Pomonti montre que, en dépit de la politique d'apartheid, la République Sud-africaine, de très loin la principale puissance économique du continent africain, développe ses échanges avec les pays de l'Afrique noire.

### Prochaine reprise des pourparlers entre la C.E.E. et le Comecon

De notre correspondant

Bruxelles. — M. Padoa-Schioppa, secrétaire du Comecon, Organisation économique des pays de l'Est, arrive à Bruxelles le 22 novembre à la tête d'une délégation d'une vingtaine de membres. Le but de cette visite : négocier un accord entre le Comecon et la Communauté. La Communauté a surmonté par le passé les deux parties ont engagé leur laborieux dialogue, voici quatre ans, elles ne parviennent pas à trouver un terrain d'entente sur la nature de l'arrangement à conclure. Les Soviétiques et leurs alliés, face à une Communauté pour une fois très unie, vont-ils assouplir leur position ou bien, au contraire, la durcir ? On soumet les deux thèses à Bruxelles. En fait, nullement prévus des intentions des visiteurs de l'Est, les experts communautaires, lorsqu'ils s'assistent à des présentations, sont tentés de se raccrocher à des indices incertains. Personne, toutefois, ne conteste l'importance de ce nouvel épisode que constitue la première visite de M. Padoa-Schioppa au siège des Communautés.

Tout tournera autour du commerce. Les dirigeants du Comecon, s'en tenant ainsi au projet qu'ils ont soumis à la Communauté en 1976, voudraient que soit conclu, entre les deux organisations, un accord ambitieux englobant les relations commerciales. Les Communautés écarter cette formule. Peu soucieux de contribuer à renforcer le pouvoir d'une organisation

qu'elle estime complètement contrôlée par l'Union soviétique, elle répète inlassablement qu'elle est disposée à établir des relations de travail avec le Comecon portant sur des domaines d'intérêt commun (environnement, normes, statistiques), autrement dit des relations très limitées, mais que le commerce doit en être exclu.

Qu'elle veut en ce domaine, c'est-à-dire établir des relations avec chacun des pays de l'Est pris séparément. « Vous n'avez aucune pratique de la politique commerciale, vous n'avez pas de droit douanier commun. Ce que nous vous proposons est une construction artificielle. Pour nous, établir des liens organiques avec le Comecon n'a de sens que si cela nous permet, dans le temps, de normaliser nos relations avec chacun des pays de l'Est », répliqua M. Hafkamp, vice-président de la commission chargée des relations avec l'extérieur, à M. Padoa-Schioppa.

Après la précédente rencontre entre les deux hommes à Moscou, en mai 1978, les spécialistes s'accrochent à ce point de vue. Tout tourne autour du commerce. Les dirigeants du Comecon, s'en tenant ainsi au projet qu'ils ont soumis à la Communauté en 1976, voudraient que soit conclu, entre les deux organisations, un accord ambitieux englobant les relations commerciales. Les Communautés écarter cette formule. Peu soucieux de contribuer à renforcer le pouvoir d'une organisation

PHILIPPE LEMAÎTRE.  
(Lire la suite page 24.)

### De nouveaux actionnaires pour les entreprises

Comment développer l'actionariat et en particulier celui des salariés. Après le lancement réussi des SICAV « Manory », la question reste d'actualité et l'Assemblée nationale aura bientôt à se prononcer sur d'autres projets. Le président de la banque de Neufville, Schlumberger, Maillet et le sous-directeur de ce même établissement, qui est aussi membre à part entière du conseil d'administration (avec voix délibérative, en tant que représentants des actionnaires salariés, relatent ci-dessous l'expérience de leur propre entreprise, en la situant par rapport au problème général qui se pose aux sociétés françaises, quel que soit leur champ d'activité : comment augmenter les fonds propres ?

par Remy Schlumberger et Jean-Pierre Gilbert (\*)

**S**ALUT, camarades, actionnaires ! Ainsi s'interpellent les ouvriers d'une grande entreprise nationale au lendemain de la distribution d'actions gratuites au personnel en 1972. Par leur variété, par l'importance des sommes en cause, les mesures déjà décidées et les projets du gouvernement dans le large domaine de l'actionariat ne peuvent plus aujourd'hui prêter au mode plaisant ou ironique.

De premières dispositions, adoptées en juillet 1978, ont accordé des avantages fiscaux significatifs aux actionnaires français. Ainsi sont nées les SICAV dites Manory. Elles ont permis le soutien, écono-

mié de la Bourse française. C'est ensuite la distribution gratuite d'actions aux deux millions de salariés employés par les huit cents sociétés françaises cotées en Bourse qui sera bientôt discutée à l'Assemblée nationale. Ce sont aussi les dispositions édictées déjà décidées ou projetées intéressant les fonds communs de placement, les plans d'achat de titres et les plans d'option. C'est enfin le projet de représentation des cadres aux conseils d'administration des sociétés. Il est clair qu'à travers le foisonnement des textes on doublement apparaît : réconcilier tous les Français avec leur industrie ; réconcilier les salariés avec leur entreprise.

#### Des actionnaires introuvables ?

En est une vérité d'évidence, c'est bien celle-ci : sans « capital », il n'y a pas de capital, et sans capital, pas d'entreprises. D'une manière plus précise, il conviendrait de développer les autres actionnaires potentiels, c'est-à-dire les particuliers.

(\*) Président de la Banque de Neufville, Schlumberger, Maillet et sous-directeur et membre du conseil d'administration de la banque.

et les collectivités susceptibles de détenir durablement le capital des firmes françaises avec les avantages et les inconvénients que cette détention comporte. Les usages profonds de ces entreprises seraient décryptés. Celles-ci seraient inévitablement contraintes à passer entre les mains de l'étranger, de firmes géantes ou de l'Etat.

(Lire la suite page 23.)

### Pretoria développe ses échanges avec les autres pays d'Afrique

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — La réouverture partielle de la frontière entre la Zambie et la Rhodésie semble garantir l'espoir du commerce entre la République Sud-Africaine et l'Afrique noire indépendante, qui progresse déjà de 15 % par an. Loin de s'affaiblir, les liens économiques entre Pretoria et certains capitaux africains se sont au contraire renforcés ces dernières années. La répression des mouvements noirs et la systématisation du « développement séparé », en Afrique du Sud, n'ont pas freiné cette évolution.

A l'échelle du continent, les échanges avec l'Afrique du Sud, n'ont pas freiné cette évolution.

Nairobi. — La réouverture partielle de la frontière entre la Zambie et la Rhodésie semble garantir l'espoir du commerce entre la République Sud-Africaine et l'Afrique noire indépendante, qui progresse déjà de 15 % par an. Loin de s'affaiblir, les liens économiques entre Pretoria et certains capitaux africains se sont au contraire renforcés ces dernières années. La répression des mouvements noirs et la systématisation du « développement séparé », en Afrique du Sud, n'ont pas freiné cette évolution.

A l'échelle du continent, les échanges avec l'Afrique du Sud, n'ont pas freiné cette évolution.

JEAN-CLAUDE POMONTI.  
(Lire la suite page 21.)

### UNE ÉTUDE DU C.E.P.I.I.

## Dans l'industrie textile, le redéploiement devra se faire vers d'autres activités

**L**e redéploiement industriel est à la mode. Face à la concurrence internationale ouverte, aux importations — « sauvages » ou non — du tiers-monde, c'est devenu une sorte de mot de passe, une recette miracle. Ministres, hommes politiques, économistes de tous poils le citent à l'envi. Rien de plus vague pourtant que cette formule. Quant à savoir comment procéder, à quel moment, à quel abandonner ? Comment prévoir et accompagner les mutations de l'appareil industriel ? Comment en limiter les conséquences sociales ?

Les uns prônent un protectionnisme prudent et transitoire, les autres un abandon pur et simple des activités. En déclin, d'autres encore ne jurent que par la planification. Les groupes industriels expliquent, pour protester de la nouveauté d'un mot, qu'ils doivent donner l'exemple, ils doivent s'implanter dans le tiers-monde... au grand

dam des syndicats qui s'accrochent au maintien de l'emploi national.

Pourquoi s'y retrouver ? Dans ce concert discordant, l'étude consacrée au textile (1) que vient de publier le Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII), récemment rattaché au Plan, apporte une vision relativement neuve du problème.

Pourquoi le textile ? C'est sans doute la branche la plus exposée à la concurrence du tiers-monde. C'est également un secteur complexe, dont les différentes activités constituent une « filière de production » presque parfaite. De la production de produits de base naturels (coton, laine, etc.) ou artificiels (fibres chimiques) à celle de produits finaux (confection, bonneterie, tissus à usage domestique ou industriel) en passant par des stades intermédiaires (filés et tissus), les différents maillons de cette filière s'articulent pratiquement sans apports extérieurs au secteur.

leur position dans les produits de base (chimiques surtout). Les autres ont en quelque sorte été à l'abri de la concurrence internationale générale. C'est notamment le cas de la France, qui, restant stable en ce qui concerne les produits de base, s'est notablement engagée dans la production de confection, jusqu'à devenir en 1974 le premier exportateur de l'O.C.D.E. de ces produits. De même, l'Italie, la Grande-Bretagne, la Belgique et les pays d'Europe méridionale (Espagne, Grèce, Portugal) ont renforcé leurs positions sur les produits finaux (aux dépens des produits de base).

#### Un schéma trop simple

Arrivés à ce point de l'étude, une question fondamentale se pose : l'évolution des échanges, depuis dix ans correspond-elle à un partage des tâches définissant entre pays développés et pays du tiers-monde un « état de fait » complexe ? Pour répondre à cette question, il faut rechercher les causes des évolutions constatées

VÉRONIQUE MAURUS.  
(Lire la suite page 22.)

#### Des articles de plus en plus élaborés

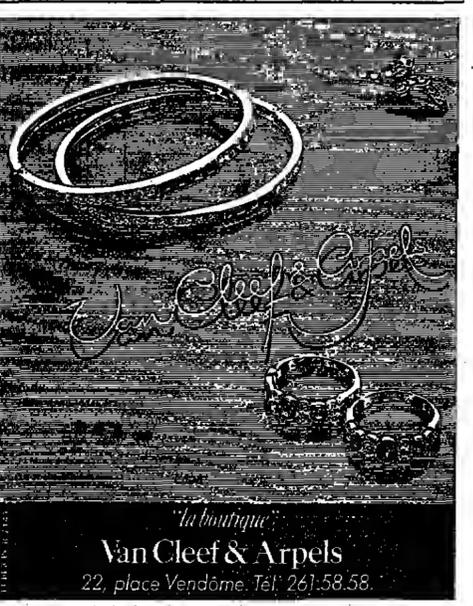
Le « cas textile » pose aux nations développées un problème de redéploiement partiellement complexe. Les choix de spécialisation doivent tenir compte de la tendance des pays du tiers-monde à constituer des filières complètes — c'est-à-dire à produire des articles de plus en plus élaborés, mettant en jeu des techniques complexes et des investissements matériels importants. À terme, estime le CEPII, c'est l'ensemble des produits textiles qui seront touchés par la concurrence du tiers-monde. Dans les pays développés, seuls pourront se maintenir les producteurs particulièrement souples, disposant de réseaux commerciaux efficaces, entretenant des liens étroits avec les autres maillons de la filière. Cependant, la rééquilibrage de la balance commerciale et de l'emploi dans ces pays ne peut passer que par un redéploiement hors textile. Pour réaliser celui-ci dans de bonnes conditions, seule la maîtrise des activités liées à la production textile (création, mode, ingénierie, commercialisation) permettra à certains pays de contrôler — donc de prévoir — et de tirer profit du développement des industries textiles dans le tiers-monde.

Le CEPII étudie dans une première partie l'évolution des échanges de produits textiles de 1964 à 1974 (2). Ceux-ci ont subi une profonde transformation. En 1964, les pays du tiers-monde exportaient pour l'essentiel des matières premières naturelles (coton, laine, soie, etc.) et importaient surtout des produits inter-

médiaires (filés, tissus). Dix ans plus tard, ils continuent d'importer des tissus et des filés, mais le plus gros de leurs exportations est constitué de produits finaux (essentiellement de l'habillement).

Des complémentarités étroites se sont établies au cours de cette période entre les industries textiles des divers pays. Globalement, explique le CEPII, on peut dire que l'O.C.D.E. exporte des produits de base et des produits intermédiaires de la filière chimique, tandis qu'elle importe de coton brut, les produits intermédiaires cotonniers et des produits finaux des deux sous-filières.

Il va sans dire que ces évolutions globales recouvrent des mouvements différents pays par pays. Les principaux pays industrialisés ont réagi de façon très variée à la montée de la concurrence du tiers-monde. Les uns (Etats-Unis, Japon, R.F.A., Pays-Bas, Suisse, Autriche) se sont plus ou moins brutalement désengagés de la production d'articles finaux (confection) — les plus concurrentiels — et ont renforcé

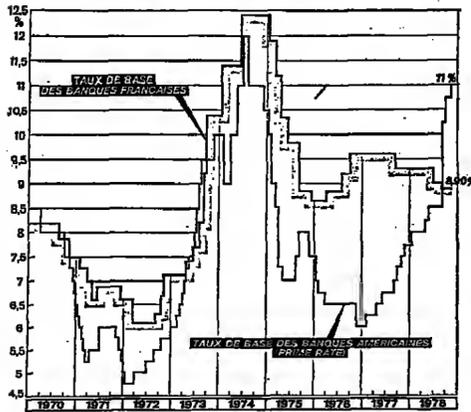


la boutique  
**Van Cleef & Arpels**  
22, place Vendôme. Tél. 261.58.58.

des

LAT  
EUILLETON

• Escalade du coût du crédit bancaire aux États-Unis • Tendance à la baisse en France



De chaque côté de l'Atlantique, l'évaluation du « taux de base » (appelé « prime rate » aux États-Unis) qui sert à l'établissement du taux des crédits bancaires à court terme est étroitement lié à l'évolution du coût auquel les banques se procurent les ressources nécessaires sur le marché monétaire.

Le FED a continué de pratiquer une politique expansionniste, au moins jusqu'à son 11<sup>e</sup> novembre dernier (relèvement à 9,5 %, niveau sans précédent de taux de l'escompte dans le cadre du plan Carter de soutien du dollar).

Le redéploiement dans l'industrie textile

(Suite de la page 21)

Selon cette théorie, les pays du tiers-monde développeraient des productions nécessitant un capital matériel et un « savoir-faire » peu importants, utilisant des techniques primitives.

Ce schéma n'explique pas tout. D'une part, les intentions de capital sont très délicates à chiffrer : leur mesure dépend de l'évolution des équipements et des techniques nouvelles.

En fait, pour le CEPIL, on n'assiste pas à un partage des tâches « défini » entre, d'une part, des pays du tiers-monde spécialisés dans les productions techniques peu évoluées et très peu « capitalistes », et, d'autre part, des pays développés se réservant la fabrication de produits exigeant des investissements en capital importants.

efforts sur le seul secteur de la confection, les pays en question cherchent dans la plupart des cas à remonter la filière jusqu'au stade des fils et fibres chimiques. Il exportera ainsi un maximum de valeur ajoutée nationale, et parviendra finalement à mettre en difficulté les producteurs des économies développées sur des produits dont l'intensité en capital semblait a priori une protection valable contre la concurrence.

Ainsi, en moins de dix ans, la Corée du Sud est parvenue à « nationaliser » la quasi-totalité de la valeur ajoutée nationale dans les produits textiles qu'elle exporte.

Les chances de survie

Compte tenu de ce phénomène, tous les produits de la filière textile — même les plus élaborés — sont à terme menacés, dans les pays industrialisés.

Le CEPIL est, à vrai dire, assez pessimiste. C'est essentiellement par un redéploiement hors textile que devra passer le réajustement non seulement de la balance des paiements, mais surtout de la situation de l'emploi.

textiles coréens, mais aussi contribuant, par l'intermédiaire de ses maisons de commerce, la commercialisation des exportations coréennes.

Le « cas coréen » est donc un exemple. Il n'est pas général. En Asie du Sud-Est, seul Taiwan peut réellement en être rapproché.

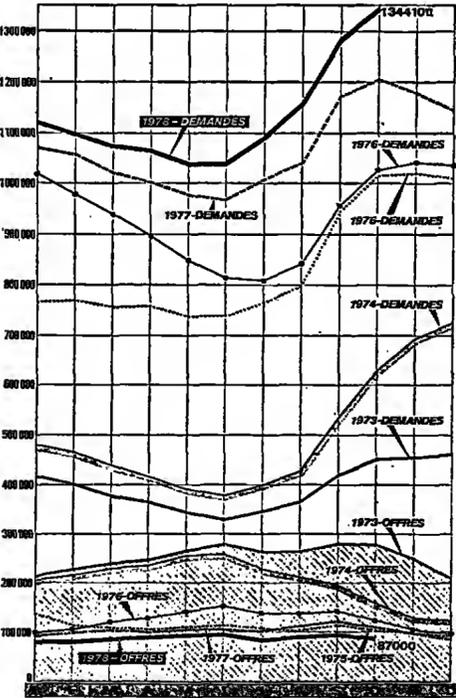
Ainsi, dans les pays cotonniers, un mouvement de même nature s'observe, en sens inverse. Possédant, eux, la matière première brute, les pays comme l'Inde, le Pakistan, le Brésil, le Mexique ont tendance à descendre la filière, pour produire des fils de coton, puis de l'habillement.

La phase de projection des marchés occidentaux serait donc marquée par un « remodelage » de l'industrie textile dans le tiers monde.

L'élargissement des quotas de certains de ces pays permettrait en effet de « recréer » quelque peu la localisation du textile dans le tiers-monde.

La phase de projection des marchés occidentaux serait donc marquée par un « remodelage » de l'industrie textile dans le tiers monde.

Un jeune sur sept est au chômage



EN pourcentage, le nombre de moins de vingt-cinq ans figurant dans l'ensemble des demandeurs d'emploi n'a pratiquement pas varié d'une année à l'autre : 46,3 % en octobre 1977.

La situation est encore plus difficile si l'on distingue la part des jeunes femmes de moins de vingt-cinq ans qui sont sans emploi : 62,6 % des 620 000 jeunes qui sont à la recherche d'un travail.

Si le nombre des dernières entrées sur le marché du travail comme motif d'inscription à l'Agence nationale pour l'emploi (A.N.P.E.), est resté relativement stable une année à l'autre (62 800 en octobre 1977), en revanche, la rubrique « perte d'emploi » a augmenté.

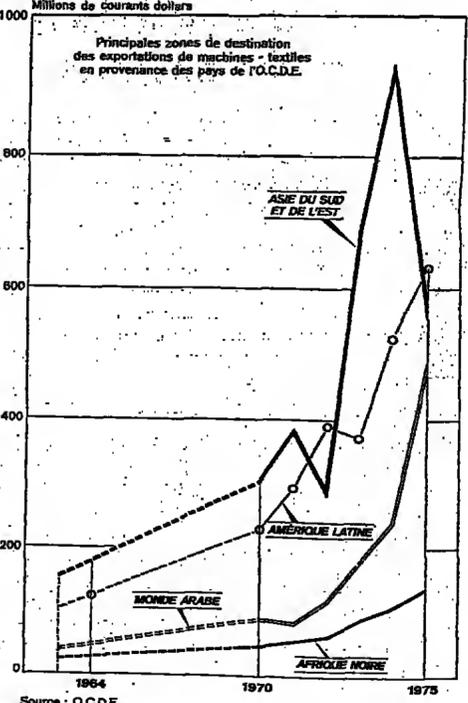
Enfin, la situation des demandeurs d'emploi âgés de cinquante ans et plus est toujours aussi préoccupante : 43,1 % d'entre eux sont au chômage depuis plus d'un an.

actar sécurité CONTRE LE VOL. S.A. au capital de 1.200.000 F. Toutes installations de protection pour tous locaux. Service après-vente assuré. Société agréée. Pour tous renseignements, s'adresser : ROBERT AGOSTINI, 2 bis, villa Thoreton, 75015 PARIS - TEL. : 332-41-00.

PAROLE FACILE. Méthode d'Expression et de Communication Le Féal. Sans engagement, prenez rendez-vous avec Hubert Le Féal pour assister à une séance de travail. 770 58 03. Institut d'expression orale 20, rue Trévise 75 008 Paris.

ANVERS Centre Mondial du DIAMANT. Le prix du jour vous sera communiqué 24 heures sur 24 au numéro TEL. : 19-32-31/32-58-39. GENERAL DIAMONDS PELKAANSTRAAT, 92 ANVERS.

ÉQUIPE BASÉE DANS L'OUEST. Ingénieur chimiste 1 cadre commercial ESC. Expérience 10 ans industrie. ANGLAIS-ALLEMAND. Recherche collaboration avec entreprise française ou étrangère. Disponibilités. Ecrire à : « Le Monde » Publi-Édit, sous le n° 8729, qui transmettra.



Un certain nombre de pays du tiers-monde sont devenus, depuis dix ans, d'importants producteurs de textile ; ils ont, pour le faire, investi énormément depuis le début des années 70 : C'est le cas de la Corée du Sud, de Hongkong, de Taïwan, de l'Inde, du Pakistan, du Brésil et du Mexique.

Handwritten Arabic text: 553 من الإجمالي

# De nouveaux actionnaires pour les entreprises

(Suite de la page 21.)

Car toutes les sociétés, moyennes ou grandes, ont besoin de fonds propres. Non pour satisfaire à des obligations juridiques ou à des équilibres comptables mais parce que le risque industriel et financier de l'entreprise existe réellement, et qu'il doit être assumé. Par ailleurs, les fonds propres financent le développement, qui ne peut être subordonné au crédit, les entreprises françaises ne trouvant pas de financement adéquat sur les marchés financiers. Les banques, supportant naturellement, chacun à leur manière, le risque de l'entreprise. Mais ce sont des lieux et il faut bien que des actionnaires prennent en charge les aléas de la pérennité et du développement, comme les fondateurs ont pu le faire au premier feu. Mais quels actionnaires et pour quelles entreprises ?

Pour clarifier le problème, rappelez quelques ordres de grandeur : un tiers environ des salariés travaillent dans les petites entreprises (moins de cinquante salariés), un tiers dans les moyennes (cinquante à deux mille salariés) et un tiers dans les grandes (plus de deux mille salariés). Pour les petites entreprises, l'exigence de fonds propres est peu forte ; ceux-ci conditionnent rarement la vie de la société. Mais cette exigence est très importante pour les firmes moyennes ou grandes, cotées ou non, indépendantes ou intégrées à un groupe qui emploie les deux tiers des salariés du secteur privé. Elles sont au nombre de vingt-cinq mille. Il leur faut des actionnaires musclés. D'où les questions : qui sont leurs actionnaires actuels ? Vont-ils rester fidèles ? Leur force, leur nombre, vont-ils croître ?

Une catégorie d'actionnaires régresse irrémédiablement avec le temps, celle des fondateurs. Dans les vingt plus importantes sociétés françaises, dont la capitalisation boursière globale représente de milliards, soit un tiers de la valeur des actions françaises cotées, ils ont le plus souvent disparu. Mais, presque par définition, leur position reste forte dans les jeunes entreprises, dont certaines ont très rapidement atteint des dimensions respectables.

L'avenir de la vaste catégorie des investisseurs particuliers, malgré encore sa prépondérance, est en fait en recul. Elle était composée de retraités ou autres inactifs. Ainsi paraissait-il irrémédiablement destiné à s'agrandir avec les années. Aujourd'hui, le contrat s'inverse. Les nouveaux avantages fiscaux accordés par la loi aux acheteurs d'actions, favorisent plus spécialement les ménages à pouvoir de gain élevé, donc en activité. La moitié des souscripteurs des nouvelles SICAV Monory n'ont jamais dépassé d'actions. La relève des inactifs est en route.

Les investisseurs étrangers ont rattrapé tout en France un rôle important. (Nous ne parlons pas des industriels, mais des financiers.) Ils sont souvent considérés avec circonspection. Certains ont la réputation habituelle de quitter le marché aussi rapidement qu'ils y viennent. On ne peut compter sur eux.

Autre catégorie d'actionnaires : celle des collectivités ou plus précisément des investisseurs institutionnels (compagnies d'assurances, mutuelles, caisses de

retraites). Dans les Bourses de New-York et de Londres, ils occupent et le laissent la première place. Mais en France, leur position est plus modeste. Notre système de retraite par répartition n'assure pas la création de cette abondante épargne longue sur laquelle les entreprises auraient un impérieux besoin pour élargir leurs capitaux. Les compagnies d'assurances, pour leur part, pourraient devenir des actionnaires plus actifs, si elles donnaient moins la priorité à l'immobilier ou aux obligations.

## Une nouvelle vague : les salariés copropriétaires de leur entreprise

Ce tour d'horizon montre que l'apport des actionnaires habituels (particuliers, collectivités et investisseurs étrangers) risque d'être insuffisant pour doter nos vingt-cinq mille premières entreprises de la structure financière forte et pérenne dont elles ont un impérieux besoin. Fort heureusement, dans un nombre croissant d'entreprises, la part du capital détenue par les membres du personnel n'est plus symbolique. Avant même qu'intervienne les mesures qui devraient permettre aux salariés en 1980 de détenir jusqu'à 3 % du capital de leur entreprise, leur rôle d'actionnaires a commencé à se définir. Elle se développe régulièrement. Citons quelques noms connus : plus de la moitié du capital d'Essilor appartient collectivement aux cadres de la firme. Propriétaire de 8 % du capital, le Fonds commun de placement de la Télémeccanique est le premier actionnaire de la société.

Situation comparable au Crédit foncier de France (4,5 %), aux Laboratoires Delalande (3 %) aux Cristalleries de Baccarat (11,7 %), chez Viniprix

## Une expérience rodée d'actionariat collectif

Notre propre entreprise, la Banque N.S.M. (dont centes salariés sont membres de la Société d'actionariat collectif), depuis vingt-cinq ans, une expérience qui nous semble-t-il, mérite d'être rapidement décrite.

La première donation en 1953, suivie de plusieurs autres, fut faite au comité d'entreprise en nue-propriété et à la Société d'épargne en usufruit, qui permit à ces deux entités de posséder 10 % du capital de la banque.

Le pacte social de la formule est cette Société d'épargne créée à l'origine comme société de placement des salariés de la banque, qui alimentaient par des versements volontaires. Elle était gérée au sein de la banque des clubs d'investissement.

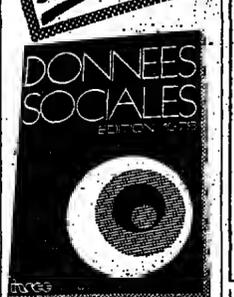
Aujourd'hui, les revenus de la participation de 10 % dans le capital de la banque, soit 10 % du dividende distribué, sont versés à la Société d'épargne qui les répartit immédiatement par parts égales entre les membres du personnel. Les membres en activité ont droit à une part, les membres retraités à une part ou à une demi-part suivant le temps passé chez N.S.M. La part individuelle à ce titre en 1978 (environ 1 000 F) a été pour les salariés les moins favorisés, voisine du montant de la participation, bloqué pendant cinq ans.

Mais le pas essentiel vers l'association financière se situe sans doute au niveau du capital. La nue-propriété de la participation de 10 % appartient au comité d'entreprise, personne morale, qui n'intervient ni les départs volontaires, ni les départs à la retraite, ni les problèmes patrimoniaux des membres du personnel pris individuellement. Son caractère de stabilité, de pérennité en font également un partenaire de choix pour la banque. Depuis septembre 1977, le caractère participatif de cet actionnaire bicéphale (comité d'entreprise pour la nue-propriété, Société d'épargne pour l'usu-

fruit) a été marqué par l'entrée au conseil d'administration d'un collaborateur nommé par l'assemblée générale en accord avec les représentants des salariés. Celui-ci est un administrateur à part entière, avec tous les droits et les responsabilités attachés à la fonction. Cette position est indépendante de la présence aux séances du conseil d'administration des quatre représentants du personnel et des deux salariés, lesquels n'ont pas voix délibérative.

Il serait naïf de penser que l'actionariat des salariés est le remède à tous les maux ; il faut renouveler la vie des entreprises dans plusieurs domaines à la fois. Au niveau des rémunérations et de l'emploi, les fatalités de l'environnement pèsent de tout leur poids. Mais, seule une réforme économique globale, et pour employer les mots de Calvin, nous permettra d'accomplir des progrès décisifs dans les autres domaines, nationaux ou internationaux. Mais voici que des modèles français d'entreprises « progressives » dans lesquelles sont intégrés les objectifs économiques et sociaux se développent lentement. Occuperont-ils un jour prochain une place décisive dans notre pays ? Se compareront-ils favorablement aux modèles étrangers ? On peut aujourd'hui l'espérer.

REMY SCHLUMBERGER et JEAN-PIERRE GILBERT.



**indispensable aux enseignants chercheurs et étudiants en économie et sciences sociales**

**DONNÉES SOCIALES**  
ÉDITION 1978

Un volume broché, format 21 x 29,7, 436 pages (288 tableaux, 70 graphiques). Prix 38 F.

En vente :  
• A l'Observatoire économique de Paris, Tour Gamma A, 195, rue de Bercy, 75582 Paris Cedex 12.  
• Dans les observatoires économiques régionaux de l'INSEE.  
• Chez les libraires spécialisés.

**INSEE**  
Institut national de la statistique et des études économiques

**Chambre de Commerce Franco-Néerlandaise**  
NEDERLANDS-FRANSE KAMER VAN KOOPHANDEL

Renseignements sur simple demande  
109 boulevard Malesherbes. 75008 Paris  
Tél. 522.82.80 - Téléc. 290901 FRPB

« Le Monde » a publié dans son numéro daté 19-20 novembre un supplément de 9 pages consacré aux Pays-Bas.

**LA FRANCE ET L'IMPÉRATIF MONDIAL**  
Par Alain Cottu

« Un pronostic très original sur le système des pouvoirs dans le monde développé après la crise. »  
(Jacques Attali)  
**LE MATIN**

« On va de choc en choc. »  
(Alain Vernay)  
**LE FIGARO**

« Il faudrait bien que la France réponde à l'appel du grand large. »  
**LE NOUVEL ÉCONOMISTE** **puf**

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

« Les années 60 ont été celles de la production qualitative, et maintenant aucune industrie ne pourra survivre si elle ne communique pas. »  
John K. GALBRAITH

# PROCOM 78

**OU LA MAÎTRISE DES TECHNIQUES DE COMMUNICATION.**

cadres et responsables d'entreprises, vous avez rendez-vous à PROCOM 78

organisé par le Journal de la Communication avec la collaboration de la Fédération Française des Relations Publiques (compréhenant : AFREP, SINCOP, SINCIC, UNAFIC, SYNAP, UJREF) et l'Institut Supérieur de Gestion.

**DU 13 AU 17 DÉCEMBRE, PARIS**  
PORTE MAILLOT PALAIS DES CONGRÈS

**5 journées-rencontres sur la communication :**  
Communication et exportation / Communication et gestion de l'entreprise / Communication entre administration et administrés.

**JOURNÉES PROFESSIONNELLES**  
Le 13, communication et conquête des marchés extérieurs.  
Le 14, communication, nouvel outil du management économique et social.  
Le 15, communication et pouvoirs publics.

**17 SÉMINAIRES DU 13 AU 15 DÉCEMBRE 78**

1 La Communication dans l'entreprise - 2 Communication et climat social - 3 Communication et pouvoir dans l'entreprise - 4 Les techniques d'animation d'un journal d'entreprise - 5 Comment mesurer l'efficacité d'une campagne de relations publiques - 6 L'information téléphonique - 7 Sait-on communiquer sa spécialité - 8 L'expression orale - 9 L'information, outil de communication - 10 Bien utiliser un film de formation - 11 Organisation et gestion d'un service audio-visuel intégré - 12 L'image d'entreprise et l'information institutionnelle - 13 L'expression écrite - 14 Gestion des données textuelles et communication - 15 Comment choisir une technique d'impression - 16 Les techniques de pointe dans la presse - 17 Les techniques documentaires

**JOURNÉES "GRAND PUBLIC" DU 13 AU 17 DÉCEMBRE 1978**

- Exposition, salles audio-visuelles, de 9 H 30 à 20 H.
- 2 Journées d'animation, les 16 et 17 décembre, de 9 H 30 à 18 H, sur "les métiers de la communication" - "les techniques d'avant-garde"

**POUR LA 1<sup>ère</sup> FOIS EN FRANCE**

- Plus de 40 intervenants français et étrangers,
- Une certaine d'animations audio-visuelles • Plus de 60 exposants.

**Conférence de clôture par Marshall MAC LUHAN le 17 Décembre 1978 à 17 h. au Palais des Congrès**

JOURNÉE PROFESSIONNELLE : 800 F. H.T. / SÉMINAIRE (la journée) : 800 F. H.T.  
EXPOSITION PUBLIQUE : 20 F. / Forfaits : conditions sur demande / Étudiants : 1/2 tarifs.

RENSEIGNEMENTS ET DOCUMENTATION :  
JOURNAL DE LA COMMUNICATION - 22, AVENUE DE FRIEDLAND - 75008 PARIS  
TEL. : 924.34.91 / 563.17.00

Nom : \_\_\_\_\_ Je suis intéressé par :  
Fonction : \_\_\_\_\_  JOURNÉES PROFESSIONNELLES  
Adresse : \_\_\_\_\_  SÉMINAIRES  
 MODULES D'EXPOSITION

BIBLIOGRAPHIE

<La vie économique des Français de 1939 à 1945> par Alfred Sauvy

L'ouvrage revient logiquement à l'auteur de l'histoire économique de la France...

Rien d'étonnant dès lors que, malgré un allongement de la durée du travail...

Sous cette réserve — qu'admet bien volontiers l'auteur — le cinquième enfant de cette série historique...

Les pertes totales — revenu et capital — de la nation pendant la guerre...

(1) On travaillera avec Jacques Durand, Jean Verrier, Jacques Chaba-Delmas, Jean Romieu...

mois pendant la guerre de 1914-1918 et neuf mois et demi pour le conflit de 1939-1945...

Chemin faisant, quelques chiffres accrochent plus particulièrement l'attention...

Enfin, il est intéressant de noter que, dans ce livre, l'auteur ne se contente pas de rapporter des faits...

En outre, un calendrier de réunions avait été fixé. Celles qui se sont déroulées à l'échelon des experts...

Certains, dans les milieux communistes, sont tentés de donner des réponses positives à cette série de questions...

Sur le plan économique, l'opération — c'est-à-dire la conclusion d'un accord C.E.E. — Comeco avec toutes ses clauses...

En outre, un calendrier de réunions avait été fixé. Celles qui se sont déroulées à l'échelon des experts...

Certains, dans les milieux communistes, sont tentés de donner des réponses positives à cette série de questions...

Sur le plan économique, l'opération — c'est-à-dire la conclusion d'un accord C.E.E. — Comeco avec toutes ses clauses...

La C.E.E. et le Comecon

(Suite de la page 21.)

En outre, un calendrier de réunions avait été fixé. Celles qui se sont déroulées à l'échelon des experts...

Certains, dans les milieux communistes, sont tentés de donner des réponses positives à cette série de questions...

Sur le plan économique, l'opération — c'est-à-dire la conclusion d'un accord C.E.E. — Comeco avec toutes ses clauses...

Par ses propres vertus, les négociations en cours avec la C.E.E. apparaissent d'ores et déjà comme une opération rentable pour l'Est...

La manœuvre serait tout à fait couronnée de succès si la Communauté, de guerre lisse, acceptait que soit instituée dans le futur accord une commission mixte chargée de traiter les affaires commerciales...

Les Soviétiques, si c'est bien ce qu'ils ont en tête, peuvent même trouver un intérêt à susciter une certaine tension dans les relations avec la Communauté...

Sur le plan économique, l'opération — c'est-à-dire la conclusion d'un accord C.E.E. — Comeco avec toutes ses clauses...

N'est-ce là que spéculation ? A Bruxelles, ceux dont c'est l'avenir qui est en jeu...

PHILIPPE LEMAÎTRE.

<Tout savoir - ou presque - sur l'économie> par John Kenneth Galbraith, interrogé par Nicole Salinger

JOHN KENNETH GALBRAITH n'est pas un homme de tout repos. En faisant mine d'enseigner, il poursuit les théories qui ne sont pas de son bord...

Mieux vaudrait dire, il est vrai, tout savoir sur ce que pense Galbraith sur l'économie, ce qui ne retire rien à la leçon inaugurale qu'il nous donne devant l'évêque faussement naïve...

sur bien des adversaires d'être clair et drôle. On le suivrait à moins.

Simple mais pas simpliste, il annonce pour la dernière fois la mort de la loi du marché en tant que théorie explicative.

crû, réjouissant et roboratif. Si l'on y prend goût, il sera toujours temps d'aller voir plus loin.

★ Editions du Seuil, 192 p., 20 F.

L'UNIVERS DES MONNAIES



Cette collection est une véritable encyclopédie illustrée de la numismatique.

- G.K. JENKINS LES MONNAIES GRECQUES
CH.V. SUTHERLAND LES MONNAIES ROMAINES
P.D. WHITING LES MONNAIES BYZANTINES
Philippe GRÉGERON LES MONNAIES DU MOYEN-ÂGE
P. FINN et A. DOWLE LES MONNAIES MODERNES
Ettore CLAIN-STEFANELLI LES MONNAIES EUROPÉENNES
CET OUTRAGE TERMINÉ LA COLLECTION
BIBLIOTHÈQUE DES ARTS

Pretoria et ses voisins

(Suite de la page 21.)

Voilà vingt ans, les Sud-Africains avaient mis sur une sphère de coprosperité englobant les États déjà placés dans le giron de la Communauté...

Les échanges commerciaux entre Pretoria et l'Afrique noire demeurent le seul État membre de l'Organisation de l'unité africaine à entretenir des relations diplomatiques avec Pretoria...

Dans un tel contexte, des sanctions économiques contre Pretoria — au cas où un accord sur la Namibie n'interviendrait pas — semblent difficilement praticables...

année d'Afrique du Sud sont passées de 3 % à 35 % du total entre 1964 et 1977. Le Malawi demeure le seul État membre de l'Organisation de l'unité africaine à entretenir des relations diplomatiques avec Pretoria...

Les échanges commerciaux entre Pretoria et l'Afrique noire demeurent le seul État membre de l'Organisation de l'unité africaine à entretenir des relations diplomatiques avec Pretoria...

Dans un tel contexte, des sanctions économiques contre Pretoria — au cas où un accord sur la Namibie n'interviendrait pas — semblent difficilement praticables...

Dans un tel contexte, des sanctions économiques contre Pretoria — au cas où un accord sur la Namibie n'interviendrait pas — semblent difficilement praticables...

JEAN-CLAUDE FDMONTI.

Le Monde DE L'EDUCATION numéro de novembre LES DEVOIRS A LA MAISON SONT INTERDITS

BANQUE 18, rue La Fayette - 75009 PARIS L'éditeur de la revue L'ABONNEMENT, 1 an, 11 n°, France 110 F. (spécimen sur demande) Étranger 140 F.

GUIDE du CREATEUR d'ENTREPRISE Tout sur les aides financières, techniques... Comment présenter son dossier ?... Où s'adresser ?... Combien peut-on obtenir ?... Un outil indispensable à tous ceux pour qui la création d'entreprise est, ou peut devenir, une réalité.

Oui, on peut rentrer détendu d'un voyage d'affaires à Paris. Hotel Club Méditerranée à Neuilly. Le plus vert des 4 étoiles Parisiens.

enfin un magazine d'informatique individuelle L'ORDINATEUR INDIVIDUEL Un ordinateur à 4 700 F au banc d'essai L'ordinateur et votre trésorerie familiale A petit commerce petit ordinateur SICOB Boutique Informatique : quoi de neuf ? chez votre marchand de jouvaux

Handwritten text in a box at the bottom of the page.

هكذا من الإلهام

SPORTS

AUTOMOBILISME

UNE EXPERIENCE DE RENAULT POUR SON PERSONNEL

On recherche trois pilotes

De notre envoyé spécial

Le Castellet. — Un jour, une affiche dans tous les ateliers de la Régie. Trois véhicules caennais, au masque aussi noir que Fantomas, et une légende explicative : « On recherche trois pilotes... »

Une chance réelle

Pour l'heure, la challenge, ne s'adresse qu'au personnel de fabrication, ouvriers et petite maîtrise. Les autres catégories en auraient, paraît-il, manifesté quelque dépit.

LES RESULTATS

Table with 2 columns: Discipline (Basket-ball, Judo, Rugby) and Results (Participants, Scores, Dates).

FOOTBALL

Le Tournoi de Monaco, banc d'essai des nouvelles règles

De notre envoyé spécial

Monte-Carlo. — C'est la Yougoslavie qui a remporté, dimanche 19 novembre, à Monte-Carlo, le Tournoi de Monaco...

Gardiens de la loi

Dans le football moderne, fait de plus en plus souvent de violence, l'exclusion temporaire en tant qu'arbitre de jeu est devenu un coup sûr la bienvue. Le prévenu est en fait qu'à Monte-Carlo, bon nombre d'exclusions ont été prononcées par des arbitres dans les premières rencontres du tournoi...

que l'on peut courir sous de tels climats et par des températures extrêmement basses.

La lutte contre la violence

L'exclusion temporaire est très liée avec l'offensive qu'entend mener l'Association internationale contre la violence dans le sport (A.I.C.V.S.), dont la présidence d'honneur a été acceptée par le prince de Monaco.

Prologue à Saint-Ouen de la semaine nationale du dialogue

Des immigrés très spéciaux

Brocanteurs, recycleurs, collectionneurs, amateurs d'insolite, bacheliers, fibriciens, dragueurs, acheteurs, pickpockets, tous les habitants du marché aux puces ont été dérangés dans leurs habitudes...

contraint ceux du Paris-Saint-Germain, en proie à la Semaine nationale du dialogue avec les immigrés.

En fait, malgré le rappel de Josip Skoblar un peu alourdi, de Dragutin Jozic, qui devra bénéficier d'un penalty pour sauver l'honneur de son équipe, les Yougoslaves de France, à l'image d'Ivan Kurkovic dattu en six occasions, ne sont plus ce qu'ils étaient voici quelques années, quand ils faisaient les beaux jours des clubs français.

Les Européens de l'Est, venus presque exclusivement de Yougoslavie et de Pologne. Comme dans tous les pays socialistes européens, le professionnalisme n'existe pas dans le football yougoslave ou polonais.

Les Sud-Américains, essentiellement Argentins. Longtemps présents dans toute l'Amérique du Sud, le football professionnel y est aujourd'hui victime de la crise économique.

Les Africains. — Victimes de l'absence de professionnalisme sur leur continent, du manque de structures du sport africain, de la vétusté de certains hauts fonctionnaires locaux ou de l'influence trop grande de cocorandis, ils sont à l'heure actuelle exploités à la signature de leur premier contrat.

Les Européens occidentaux. — Trois des six champions du monde néerlandais ont choisi la France pour fuir la fice de leur pays (70 % d'indigènes sur les gros salaires). C'est le cas de Johnny Rep et de Wim Rijlaarsdam.

Les Européens de l'Est, venus presque exclusivement de Yougoslavie et de Pologne. Comme dans tous les pays socialistes européens, le professionnalisme n'existe pas dans le football yougoslave ou polonais.

Depuis longtemps, la Yougoslavie est un pays d'émigration. Plus d'un million de Yougoslaves vivent à l'étranger, dont près de la moitié en Allemagne fédérale. Le renom du football yougoslave dans les années 60 a provoqué un exode comparé dans les rangs de ses joueurs et de ses entraîneurs.

Aujourd'hui, ce chiffre est tombé à néant, car il semblerait que le football yougoslave lui-même n'ait pas pu supporter une telle hémorragie de ses éléments les plus expérimentés. Quatre d'entre eux sont les meilleurs buteurs de leur équipe : Ivezic à Sochaux, Olarevic à Lille, Vukovic à Bordeaux et Bjekovic à Nice.

Les Européens occidentaux. — Trois des six champions du monde néerlandais ont choisi la France pour fuir la fice de leur pays (70 % d'indigènes sur les gros salaires). C'est le cas de Johnny Rep et de Wim Rijlaarsdam.

Les Européens de l'Est, venus presque exclusivement de Yougoslavie et de Pologne. Comme dans tous les pays socialistes européens, le professionnalisme n'existe pas dans le football yougoslave ou polonais.

Depuis longtemps, la Yougoslavie est un pays d'émigration. Plus d'un million de Yougoslaves vivent à l'étranger, dont près de la moitié en Allemagne fédérale. Le renom du football yougoslave dans les années 60 a provoqué un exode comparé dans les rangs de ses joueurs et de ses entraîneurs.

Aujourd'hui, ce chiffre est tombé à néant, car il semblerait que le football yougoslave lui-même n'ait pas pu supporter une telle hémorragie de ses éléments les plus expérimentés. Quatre d'entre eux sont les meilleurs buteurs de leur équipe : Ivezic à Sochaux, Olarevic à Lille, Vukovic à Bordeaux et Bjekovic à Nice.

Les Européens occidentaux. — Trois des six champions du monde néerlandais ont choisi la France pour fuir la fice de leur pays (70 % d'indigènes sur les gros salaires). C'est le cas de Johnny Rep et de Wim Rijlaarsdam.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	48,00	52,82
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,58
IMMOBILIER	32,00	36,61
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	97,24

# ANNONCES CLASSEES

	Le r/m col.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	27,00	30,89
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,66
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

REPRODUCTION INTERDITE

## emploi international

**UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS**  
recherche immédiatement pour

**ÉTABLISSEMENT PLAN FONDAMENTAL DE DÉVELOPPEMENT DE TÉLÉCOMMUNICATIONS AU ZAIRE**

1 **INGÉNIEUR** de télécommunications coordinateur du projet. Formation universitaire. Grande expérience pratique planification. Contrat : 18 mois.

4 **EXPERTS** en télécommunications ayant formation école spécialisée et bonne expérience pratique, spécialistes chacun dans un des domaines suivants :

- transmission faisceaux hertziens et multiplex. Contrat : 12 à 17 mois.
- commutation téléphonique et télex. Contrat : 12 à 17 mois.
- réseaux locaux. Contrat : 14 mois.
- trafic. Contrat : 6 mois.

1 **EXPERT** en analyse financière, et

1 **EXPERT** en organisation et méthodes. Formation universitaire. Bonne expérience pratique. Contrats : 4 mois chacun.

Adresser C.V. détaillé : formation et expérience : UIT, Place des Nations, CH-1211 Genève 20

**TECHNICO COMMERCIAUX**  
BIENS D'ÉQUIPEMENT EUROPE ET MOYEN-ORIENT

Implantée à 120 km de Paris, la Société, en expansion continue, conçoit et fabrique des machines complexes pour l'imprimerie et le conditionnement. Son développement repose sur la capacité d'innovation de son bureau d'études et l'application de techniques de pointe. Son réseau commercial couvre le monde entier. Elle réalise 70% de ses ventes à l'étranger.

Elle recherche deux chefs de secteur qui, basés en France, mais se déplaçant fréquemment, auront la responsabilité technico-commerciale de deux aires géographiques :

- FRANCE et pays limitrophes - réf. 8303 M.
- MOYEN-ORIENT - réf. 8304 M.

Formation commerciale ou technique supérieure (HEC, ESSEC, ESC, MBA, Écoles d'Ingénieurs), anglais courant impératif - seconde langue souhaitée. Expérience de la vente de biens d'équipement.

Adresser C.V. en précisant la référence à :  
France Technico  
26 rue Marbeuf 75008 Paris

**SOCIÉTÉ D'ÉTUDES**  
recherche pour ABUJAN

**INGÉNIEURS EN ORGANISATION**  
**ÉCONOMISTES**  
**STATISTIQUES**  
**INFORMATIENS**

L.B.M. 368/70 sous C.I.C.S.

Avantages expatriés. Rémunération motivante.

Ecrire N° T 09558 M - REGIE PRESSE.  
83 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Le département informatique du **ROYAL AIR MAROC**  
recherche

**INFORMATIENS**

— Analyse, programmation, système et exploitation  
— Expérience 3/0 OOS/VS.

**NATIONALITÉ MAROCAINE EXIGÉE**

Adresser curriculum vitae à : ROYAL AIR FORCE, Département Informatique  
Aéroport de CASA/ANFA - Casablanca - MAROC.  
Tél : 36-11-84 à 85.

Institut Panafricain pour le développement recherche

Formateurs  
— **EXPERT GESTION PROJETS** (anglais) TCHAO  
— **AGRO ÉCONOMISTE** (management) HIE-VOLTA  
— **PSYCHO-PÉDAGOGUE** (Entreprise) HIE-VOLTA  
5 ans expérience Nationalité africaine.

Offre avec C.V. + photo, à I.P.O. 3 VAREMBE - GENEVE.

OFFRES D'EMPLOIS outre-mer, dirigées par réseaux hebdomadaires. Ecr. Outre-Mer Mutations, 47, rue Richier, Paris-9.

**emploi international**

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

## emplois régionaux

ENTREPRISE DE BÂTIMENT ORCS OEUVRE DE PREMIER PLAN recherche

**plusieurs RESPONSABLES TRAVAUX**  
90.000 F +

Ce sont des hommes de chantier bâtiment qui ont acquis une bonne expérience (4 à 5 ans) G.O. et S.O.

Ils ont envie d'être leur propre patron et d'assumer la pleine responsabilité de leur chantier sur le plan humain, technique, de la gestion, et des relations avec les clients.

Ils souhaitent évoluer rapidement vers des responsabilités plus larges au niveau d'un secteur de travaux.

Les affectations sont prévues en province région OUEST et SUD OUEST.

Les C.V. détaillant l'expérience sont à adresser à No 6.407 CUFAP 40, rue de Chabrol 75010 PARIS qui transmettra

**BASES DE DONNEES**  
Important Organisme socio-professionnel composé d'Associations d'Intérêt Public (30.000 personnes) recherche pour l'un de ses centres de TRAITEMENT DE L'INFORMATION, MARSEILLE

**responsable/bases de données**

chargé de la conception, de la mise en place et de la maintenance des systèmes de gestion de bases de données et de télétraitement en étroite relation avec les services Projets, Exploitation et Systèmes.

Ce poste ne peut convenir qu'à un informaticien de haut niveau, âgé au minimum de 30 ans, ayant déjà pratiqué le SYSTÈME I.M.S. et possédant de réelles qualités d'animateur et de coordinateur au sein d'une équipe informatique.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions sous la référence 515 M ou :

Cabinet Jean-Claude MAURICE  
Cabinet en Gestion du Personnel  
397 ter, rue de Valenciennes - 75015 PARIS

Nous sommes la filiale française d'un très important groupe international et recherchons le

**contrôler administrative manager**

qui s'intégrera à notre direction générale et sans rendre notre gestion dynamique et efficace.

Nous lui confierons la responsabilité de la préparation et du contrôle des budgets. Il supervisera et organisera les fonctions suivantes : comptabilité, contrôle des coûts, calcul des prix de revient, trésorerie, inventaires, liaisons avec l'informatique.

Agé environ de 35 ans, de formation supérieure, il aura une solide expérience de la comptabilité française et américaine et de contrôle budgétaire, acquise en secteur industriel. Il parlera couramment l'anglais. Il acceptera d'effectuer des déplacements relativement fréquents à l'étranger.

Le poste est basé dans une zone moyenne du centre de la France.

Nous vous remercions d'adresser vos dossiers de candidature sous référence B 4520 à Nicole RIBAUT, 1, rue de Bré, 75008 Paris.

bernard julhiet psycom

**cipa** FABRICANT ACCESSOIRES AUTOMOBILES (600 PERSONNES) pour son usine des Voges recherche

**Programmeur Analyste**

pour mise en route gestion de production automatisée. Expérience Cobol temps réel dans application similaire appréciée.

Adresser CV et prétentions sous référence 9291 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris Cedex 02 qui transmettra

Important bureau d'études ingénierie recruté par son agence de BORDEAUX.

1) **INGÉNIEURS**  
Avec forte expérience en **GENIE CIVIL** (travaux publics, contrôle ou arts et métiers).  
Jeunes BTS ou DUT peuvent convenir.

2) **A.E.T.**  
— Formation BTE souhaitée.  
— Place stable.  
— Horaires 46 heures 30.

Envoyez C.V. + photo à : RETEC, 5, rue Geoffroy-Marie 75004 Paris.  
824-83-51 - 824-54-20.

— Vous êtes jeune **DIPLOME DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR**.  
— Vous êtes attiré par une profession non sédentaire impliquant de nombreux contacts humains.  
— Vous souhaitez une grande autonomie dans l'organisation de votre travail.  
— La vie de province vous plaît.

Nous vous proposons de devenir :

**INSPECTEUR D'ASSURANCES IARD**

Après un stage de formation de 15 mois au siège de notre compagnie.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 8151 à ORGANISATION et PUBLICITE 2, rue Marengo, 75001 PARIS qui transmettra

**L'OFFICE MUNICIPAL SOCIAL ET CULTUREL DE MAYENNE** recrute pour animation de son **FOYER UN ANIMATEUR EXPERIMENTE**

Ecrire avec photo et C.V. à D.M.S.C. - B.P. 92 - 53100.

**SOCIÉTÉ DISTRIBUCTION PHARMACEUTIQUE** recherche

**DÉLÉGUÉS MÉDICAUX**

bien introduits milieu : matériels, pédiatrie, P.A.M.I.

Postes à pourvoir :  
82-06-04-05  
82-20-15-87  
69 (partie) 38  
69 (partie) 61-74-75

Adres. C.V. compl. + photo à MEDICI PHARMAS BP 77-1223 Marseille Cedex.

Impt cabinet JURIO, et FISCAL recherche

**DR NIT-NORMANDE COLLABORATEURS** expérimentés, en droit fiscal ou droit des sociétés.

**STAGIAIRES**  
pour ce même poste  
Formation universitaire indisp.  
Ecr. n° T 9579 M Régie-Presses  
83 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

*Rubrique des évidences parfois perdues de vue.*

# Les offres d'emploi du Monde n'ont pas seulement des lecteurs français.

Tout grand pays a un grand journal dont l'audience est internationale. Pour la France, c'est évidemment Le Monde.

La place qu'il consacre à la politique étrangère, la présence de correspondants particuliers (ou d'envoyés spéciaux) dans presque tous les pays, telles sont les raisons de cette position dominante.

Les lecteurs du Monde sont intéressés par les événements internationaux. Ils ont souvent une bonne connaissance des pays étrangers. Ce sont des "internationaux".

À un moment où la recherche de cadres qualifiés pour des fonctions internationales préoccupe les entreprises exportatrices au désirant le devenir, les offres d'emploi de la rubrique "Emplois internationaux" du Monde s'imposent.

(à suivre)



**Le niveau Monde est bon à prendre à tous les niveaux.**

مركز البحث

	La ligne	La ligne T.C.
DIFFRES D'EMPLOI	48,00	52,82
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,58
IMMOBILIER	32,00	36,91
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	95,00	97,24

# ANNONCES CLASSEES

	La ligne col.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	27,00	30,69
OFFRES D'EMPLOIS	6,00	6,86
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,02
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

REPRODUCTION INTERDITE

## emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Nous sommes un très important groupe alimentaire avec une usine proche de Strasbourg. Dans le cadre de notre service Maintenance nous recherchons

### un ingénieur automaticien

**MISSION :** assurer l'entretien, le fonctionnement et la mise au point de procédés modernes de régulations industrielles - l'animation et la coordination du service régulation automatique.

**PROFIL :** ingénieur diplômé ayant une bonne expérience industrielle qui ve de la régulation analogique PID aux ordinateurs industriels en passant par les automates programmables.

Ce poste demande une grande compétence au travail en équipe aussi bien avec la production que les travaux neufs et certaines qualités pédagogiques pour la formation du personnel existant.

Envoyer votre C.V. + photo sous réf. R2M à

**Mars ALIMENTAIRE**  
Service du Personnel  
B.P. 36 - 67501 HAGUENAU CEDEX.

### RESPONSABLE ASSURANCE QUALITE PRODUITS

**SAT BORDEAUX**

DEPARTEMENT ACCUMULATEURS fabrique à son Usine de Bordeaux (1500 personnes) des accumulateurs alcalins, qui grâce à leur robustesse, leur simplicité d'entretien, leur fiabilité, sont utilisés dans des domaines très exigeants et des conditions sévères.

Cette Société a une politique produits affirmée. L'ingénieur qu'elle recherche a la responsabilité de l'assurance qualité d'une ligne de produits. Il participe à l'établissement de la définition de la politique qualité produits, définit un plan qualité, mesure l'efficacité des contrôles de fabrication.

Il est pour ces produits l'interlocuteur qualité de l'ensemble des services de la Société et filiales. Il doit avoir une formation ingénieur, une expérience industrielle de 5 ans dont 2 au moins dans un service Qualité. Il parle anglais couramment.

Adresser votre candidature en mentionnant la rémunération souhaitée sous référence A 28-72

**SAT** DIRECTION DES RELATIONS HUMAINES  
119, rue du Prdt-Wilson 92300 Levallois-Perret.

### ACOME

Fabricant de câbles électriques  
800 personnes - 350 millions de C.A. - recherche pour son Centre Informatique situé à MORTAIN (Manche) un

### ANALYSTE ORGANIQUE

de niveau maîtrise d'informatique, ayant une bonne connaissance des mini et moyens systèmes, et une expérience de quelques années des techniques évoluées d'analyse et de programmation. Dépendant directement du Responsable Informatique, il participera à la mise en place du système de gestion automatisé. Possibilité d'évolution vers l'analyse fonctionnelle.

La Société est de forme coopérative et protège une participation globale à la morche de l'entreprise.

Ecrire avec c.v. détaillé, en précisant la rémunération actuelle à Brigitte PRISSARD, sous réf. 75 553 M

**plein emploi**  
10, rue du Moll, 75002 Paris

Sociétés d'assurances à forme mutuelle  
Siège Social ROUEN (550 personnes)

recherche pour son Service Informatique

### Jeunes diplômés

FORMATION INGENIEUR DU ETUDES SUPERIEURES SCIENTIFIQUES

Chargés

- d'étudier et d'analyser les problèmes liés à l'essor de la gestion informatique du Groupe,
- de définir des solutions et leur coût de réalisation,
- de participer à leur mise en place.

Evolution possible au sein du Groupe

Adresser C.V. manuscrit + photo à  
**MUTUELLES UNIES**  
3037 X - 76041 ROUEN CEDEX

### LE SILICIUM SEMICONDUCTEUR

**SCC**  
FILIALE DE  
**THOMSON-CSF**

### INGENIEUR DEBUTANT

ou quelques années d'expérience

BES-BOURG ou équivalent pour études et développement nouveaux produits.

Lieu de travail usine de TOURS

Ecrire avec C.V. détaillé manuscrit et photo au Service du Personnel de THOMSON-CSF, Direction Semiconducteurs, 50, rue Jean-Pierre Thibaud, - B.P. 5 - 92443 COUBREVOIE.

### IMPORTANTE SOCIÉTÉ FILIALE D'UN GROUPE NATIONAL

recrute

### JEUNE ATTACHÉ DIRECTION DES VENTES

L'Homme :  
- B.S.C. ou équivalent ;  
- 2 à 3 ans expérience appréciée.

Le poste :  
• Responsable de la formation et de l'intégration des attachés commerciaux ;  
• Responsable de l'application de la politique commerciale ;  
• Responsable de la méthode et de l'organisation commerciale ;  
• Responsable du service Administratif des ventes.

Adresser C.V. et photo à Agence HAVAS, N° 1,012, B.P. 2702 - 51061 REIMS Cedex, qui transmettra.

### LES HOSPICES CIVILS DE LYON

recherchent pour leur

### DÉPARTEMENT INFORMATIQUE

### INGENIEUR INFORMATICIEN

(REF. A)  
pour applications de gestion.

### INGENIEUR INFORMATICIEN

(REF. B)  
pour applications de process control (mini-informatique).

SYSTEMES INFORMATIQUES  
2 Iris 60 1 004 avec 350 terminaux 16 mini-ordinateurs.

Adresser lettre manuscrite (en précisant rémunération), C.V. et photo à  
**HOSPICES CIVILS DE LYON**  
Département Informatique - 51, boulevard Pinel, B.P. 40 - 69671 BEON CEDEX.

### HOTCHKISS-BRANDT SOGEME

(C.A. 30 millions), groupe THOMSON dans la vallée du RHONE à Valence

créé dans le cadre de son expansion vers le nucléaire, le poste de

### INGENIEUR-ELECTRONICIEN

ou électromécanicien, possédant la pratique des circuits non destructifs, des contrôles en microprocesseurs et en courants de Foucault.

Fonction pouvant nécessiter des contacts technico-commerciaux et d'importantes responsabilités.

Ecrire CABINET GATIER, Service E 58, 32, rue Barrême, 69006 LYON. Réponse assurée et motivée.

**Cabinet Gatier**

### DIRECTEUR GENERAL ADJOINT

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT REGIONAL DE PICARDIE

La Société a pour vocation de financer le développement des entreprises implantées dans les 3 départements de l'Aisne, l'Oise et la Somme. Son Directeur Général recherche un cadre de haut niveau pour le seconder en prenant en charge plus particulièrement les domaines administratifs, juridiques et comptables.

Formation Grande Ecole ou équivalent - connaissances parfaites du droit des affaires, et si possible des mécanismes bancaires.

Age minimum 35 ans - Résidence Amiens.

Adresser C.V. sous référence 8302M à :  
26 rue Marbeuf  
75008 PARIS.

### Chef du Personnel

Voire première expérience dans la Fonction Personnel en milieu industriel vous a permis d'en aborder tous les aspects. Vous souhaitez maintenant évoluer vers une conception du Personnel où les connaissances en Gestion et en Législation Sociale ne sont qu'un moyen indispensable au service des Relations Humaines.

Notre groupe, leader européen dans son domaine recherche

### UN CHEF DE PERSONNEL

particulièrement soucieux des questions d'amélioration des conditions de travail, de restructuration des tâches, de formation permanente...

Pour une de ses unités de production de la Côte-d'Or

Adresser C.V. détaillé, photo et présentations, sous le numéro 81171, CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS, qui transmettra.

### DIRECTEUR GENERAL

Une Société Allemande (C.A. 10M de DM) spécialisée dans les lecteurs de microfiches et microfilms crée en France une filiale qui comptera 50 à 60 personnes en 1980 (montage et commercialisation).

Le poste convient à un cadre de plus de 35 ans possédant, soit un diplôme d'ingénieur et une expérience commerciale, soit un diplôme d'école supérieure de commerce et l'expérience de directeur d'une petite unité comportant des ateliers.

Anglais ou allemand indispensable.

Lieu de travail : Saint-Dizier, 135.000 F+.

Ne pas envoyer de C.V.

26 rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Référence 817 M.

### IMPORTANTE SOCIÉTÉ PORCELAINIÈRE

TRES BONNE IMAGE DE MARQUE offre carrière intéressante à

### chef des ventes export

Basé au siège (centre de la France) il a pour missions : l'animation et la gestion des ventes à l'export, ce qui représente 30% du C.A. et une clientèle dans 50 pays. Il est donc disponible pour de fréquents déplacements et parle anglais et allemand.

Nous souhaitons des candidats de formation ESC ou similaire ayant 8 à 10 ans d'expérience commerciale et connaissant bien les problèmes d'exportation.

Adresser C.V. et prêt, sous réf. 28 M 285 à :  
69, rue de Monceau  
75008 PARIS.  
Discretion assurée.

Centre de Psychologie Appliquée  
Partenaire pour la France de Consult-Biz

### NEYRPIG - GRENOBLE

recherche

### pour son GROUPE NUCLÉAIRE

### UN INGENIEUR

FONCTION :  
Expérience de quelques années de calculs par éléments finis, pour une spécialisation dans la connaissance et l'interprétation des codes ASME.

FORMATION - CARACTÉRISTIQUES  
• Diplômé de Grande Ecole ou équivalent ;  
• Acceptation de déplacements ou de détachements de longue durée à l'étranger ;  
• Aptitude au travail en équipe.

Adresser C.V. et photo n° 87488, CONTEXTE Publ., 20, avenue de l'Opéra, PARIS-10, qui transmettra.

### BANQUE RÉGIONALE

recherche

### CONTROLEUR

chargé du suivi des dépenses du personnel et de la maîtrise des coûts sociaux

- Formation : maîtrise sciences éco ou niveau équivalent.
- Bonnes connaissances informatiques et statistiques.
- Première expérience appréciée.
- Dégage des obligations militaires.
- Lieu de travail : AERAS.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo et présentations, sous le n° 8498 à : « le Monde » Publicité, 2, rue des Italiens, - 75427 PARIS.

### INGENIEUR CONFIRMÉ

connaissant étude et devis pouvant devenir responsable de service.

### AGENT TECHNIQUE QUALIFIÉ

pour études, réalisation.

Poste B.D.F. relayage.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et référence à :  
N° 832.790 S.A.P. EAD  
44040 NANTES CEDEX.

### ETABLISSEMENT TECHNIQUE

recherche pour ses

### ENSEIGNEMENTS PARAMÉDICAUX

- Secrétaire médicale expérimentée ;
- Comptable - fiscalité pour applications à la gestion d'un cabinet médical.

Travail à domicile : rédaction de polycopiés et correction de copies.

Tel. : (33) 70-44-21 - Demander M. VERDEZ.

### Sté Industrielle recrute pour laboratoire de recherches

### INGENIEUR E.S.P.C.I.

Préféré, physicien débutant Lieu travail : 40 km Nord Orléans.

Adresser C.V. et photo à :  
P. LICHOU S.A. B.P. 228  
78063 Paris Cedex qui transmettra.

### Le CONSEIL D'ARCHITECTURE D'URBANISME ET DE L'ENVIRONNEMENT DES ALPES-MARITIMES

(Décret 78-172 du 9-3-1978) recherche un DIRECTEUR ANIMATEUR ayant la formation, l'expérience et les qualités humaines correspondantes à cette fonction.

Envoyer avant le 31 décembre 1978 curriculum vitae, références et exposé des motivations à :  
M. AVERIS MARCHEL-FICH,  
06000 NICE

### GRANDE BANQUE PRIVÉE

recrute

### pour sa succursale d'Orléans, un

### CADRE CONFIRMÉ

Responsable de la clientèle privée

Sa mission :  
• gérer la clientèle existante ;  
• développer le fonds de commerce actuel par des actions de prospection appropriées.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure ou bancaire (I.T.B.), ayant une expérience professionnelle de 3 ans minimum ainsi qu'une connaissance approfondie des marchés boursiers et de la gestion de portefeuilles titres.

Adresser cv., lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. 3596 à PLAIN CHAMPS, 5, rue du Helder, 75009 Paris.

### S.C.P. - S.A.M.S. FN ANCIENNES

CONSEILS JURIDIQUES

7 bis, rue du Général-Cérez, 87000 LIMOGES, recherche

### spécialiste

### dr. des stés

au minimum 2 à 3 ans expér. notaires. Indépendant, persécuté d'avoir. Indis. prêt. et loindre C.V. détaillé et 1 photo. Discretion garantie.

emplois régionaux  
grammeur  
nalyste  
emploi  
le  
ement  
ançais.  
de est bon  
les niveaux

offres d'emploi      offres d'emploi      offres d'emploi      offres d'emploi

**Important Organisme Financier - Paris**

recherche :

**LE RESPONSABLE DE SON ÉQUIPE SYSTÈME**  
140.000 F

- ingénieur ou universitaire ;
- expérimenté, connaissances notamment IBM, système OS, CDCs, temps réel et base de données ;
- personnalité affirmée.

**IL SERA :**

- responsable d'une équipe de 9 personnes ;
- chargé à ce titre de coordonner le développement de la base de données et du réseau de traitement.

**POSSIBILITÉS D'ÉVOLUTION**

Envoyer curriculum vitae, photo sous le n° 87.486, Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>. DISCRETION ASSURÉE.

SPERRY UNIVAC

MINI-INFORMATIQUE DE GESTION

recrute

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

PARIS - LILLE

- Expérience professionnelle 3 ans minimum dans la vente de petits systèmes de gestion à disques
- niveau universitaire ou école de commerce souhaité.

INGÉNIEURS TECHNIQUES-COMMERCIAUX

PARIS - LILLE - NANTES

- chargés des relations commerciales avec ventes et du suivi technique des installations clients
- connaissance de la langue anglaise
- expérience indispensable de 3 ans minimum
- niveau ingénieur
- connaissance souhaitable du RPG.

Rémunération élevée selon valeur. Évolution de carrière liée à la création de la division. Les candidatures seront examinées avec la plus grande discrétion.

Ecrire à Monsieur BERARD  
SPERRY UNIVAC - Division Mini-Informatique de Gestion - 3, rue Bellini - 92805 PUTEAUX.

**HACHETTE**

recherche pour son département des classiques

Délégué Pédagogique

**IL SERA CHARGÉ :**

- De présenter et de promouvoir auprès des enseignants les productions scolaires et parascolaires du département ;
- De commercialiser auprès des libraires les productions parascolaires.

Il devra connaître et posséder le milieu enseignant et avoir une formation niveau 2 ans d'études supérieures.

Un stage de formation de quelques mois est à prévoir à Paris avant une affectation sur un secteur de provinces où il devra résider.

Envoyer C.V. et prétentions au Service Emploi, HACHETTE - 79, bd Saint-Germain, PARIS (6<sup>e</sup>) sous référence 14-11-78.

responsable technique d'un centre de production informatique      140 000 F +

Il a pour mission d'animer l'équipe système installant des bases de données volumineuses et développant un réseau TP comportant déjà plus de 150 terminaux sur les deux gros 370 d'un organisme du tertiaire (Paris) et de faire basculer l'installation sous OS.

Ce poste s'adresse à un responsable système, de formation supérieure, ayant l'expérience de la conduite d'une équipe et de la mise en œuvre de matériels haut de gamme tels que CDC, UNIVAC, CII-418 et, bien sûr, IBM.

Ecrire à J. THILY, Carrières de l'Informatique, réf. 3397 LM.

---

adjoint du directeur financier

Affaire de second œuvre largement implantée en France (2400 p. - siège Paris nord), notre CA direct à l'exportation représente 25 MF et nos prévisions à trois ans 60 MF.

Pour faire face à ce développement et renforcer son équipe, le directeur financier cherche un adjoint connaissant l'anglais ; il lui confie la gestion financière des opérations à l'exportation et l'assistance à d'autres activités (budget, trésorerie, contrôle de gestion, etc.).

C'est une excellente opportunité pour un cadre de 32 ans minimum, connaissant bien les mécanismes financiers de l'exportation et alliant simplicité et ouverture dans ses contacts.

Ecrire à Mme M.C. TESSIER, réf. 3484 LM.

**ALEXANDRE TIC S.A.**  
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS  
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

LE CARBONE LORRAINE

groupe industriel français à caractère international

recherche pour son Département  
**GENIE CHIMIQUE A PARIS**

INGENIEUR DE VENTE  
GENIE CHIMIQUE

FRANCE-EXPORT expérimenté

Aura à vendre et à promouvoir du matériel d'équipement Génie Chimique essentiellement dans les pays de L'EUROPE DE L'EST et en France.

**DEPLACEMENTS TRES FREQUENTS ET DE MOYENNE DUREE.**

Poste à créer, appelé à prendre de l'extension et pouvant évoluer vers des responsabilités plus importantes.

Poste pouvant convenir à candidat connaissant bien le marché du matériel Génie Chimique, ayant l'expérience de la vente et de la négociation.

**CONNAISSANCE ALLEMAND EXIGEE, ANGLAIS ET RUSSE SOUHAITABLES.**

RM, 437

Adresser CV, photo et prétentions sous référence à Direction du Personnel et des Relations Sociales, 45 rue des Acacias 75017 PARIS - Entière discrétion assurée.

Pharmacologie clinique  
Un médecin

Nous sommes un groupe médical chargé des expérimentations cliniques relatives aux nouveaux produits que prépare le laboratoire pharmaceutique auquel nous appartenons. Nous cherchons un collaborateur.

Peu importe qu'il exerce actuellement la médecine hospitalière, libérale ou qu'il soit déjà dans l'industrie pharmaceutique du moment qu'il possède une solide connaissance de la méthodologie des essais thérapeutiques. Il sait que leur approche scientifique exige, de façon absolue, rigueur et honnêteté intellectuelle.

Mais c'est aussi un homme concret : il conçoit aisément que les produits ne peuvent être étudiés sans tenir compte des réalités du marché.

Il appréciera chez nous le haut niveau intellectuel des problèmes qu'il traitera en liaison, souvent étroite, avec les grands patrons de la médecine hospitalière.

La bonne pratique de l'anglais qu'il a déjà lui sera fort utile. Tant pour l'étude de documents que lors de rencontres internationales.

Les consultants du cabinet de recrutement SIRCA nous connaissent bien et pourront nous présenter votre candidature. Ecrivez leur sous référence 781 172 M.

**Sirca**  
64, rue La Boétie 75008 Paris.

Ingénieurs commerciaux

Grandes Ecoles Commerciales ou Scientifiques

Le Département APL de SLIGOS, leader dans son domaine - 50 % expansion par an - recherche des Ingénieurs pour commercialiser le réseau de temps partagé auprès des banques et assurances

Une expérience professionnelle de 3 années dans l'un de ces secteurs et/ou une expérience commerciale, sont indispensables.

Rémunération motivante pour candidat de valeur.

Formation complémentaire assurée. Lieu de travail : Ouest Paris.

**sélé CEGOS**

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous référence 73471/M à Mme CLERE - Sélé CEGOS - 33 quai Gallieni, 92152 SURESNES.

consultants

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE CONSEIL DE DIRECTION  
recherche pour ses bureaux de PARIS :

CONSULTANTS  
AYANT PREMIÈRE EXPÉRIENCE  
PROFESSIONNELLE DE 2 à 5 ANS

dans l'un des domaines suivants :

- Comptabilité, Finances, Systèmes de Gestion, Industriels,
- Services d'Entretien, Marketing.

Les candidats devront :

- être âgés de 27 ans minimum,
- parler couramment le Français et l'Anglais,
- être diplômés d'une université ou d'une grande école (ou IMA avec approbation),
- pouvoir se déplacer pour des missions en France et à l'étranger (principalement Afrique Française).

Prévoir d'adresser la C.V. accompagnée d'une lettre de motivation et d'une photo avec la référence 4943-46 à I.C.A. qui transmettra.

**I.C.A.** International Classified Advertising  
9, rue de Valenciennes - 75019 PARIS

Chef de Groupe Produits

Une Organisation ayant un chiffre d'affaires supérieur à 10 Milliards et un effectif de 10 000 personnes développe sa structure marketing et crée un nouveau poste de chef de groupe.

Ce collaborateur aura pour mission d'assurer la gestion d'une gamme existante, le lancement des nouveaux produits, le choix des axes publicitaires et promotionnels. Il animera une équipe de deux chefs de produits.

Pour réussir, le candidat doit être diplômé HEC, ESSEC ou équivalent et avoir exercé une fonction de chef de produits pendant au moins 3 ans dans le domaine de la grande consommation.

Envoyez C.V., photo récente et rémunération acquiescée sous réf. 1074 M (à mentionner sur l'envoie).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

**BK&C**

**BERNARD KRIEF CONSULTANTS**  
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 05

INGENIEUR COMMERCIAL

FUTUR CHEF DES VENTES

Cette société appartient à un groupe multinational. Elle occupe une part importante du marché des vannes industrielles destinées principalement aux industries du pétrole, de la pétrochimie, de la chimie, de la papeterie...

Pour faire face à son développement, elle crée un poste de chef de ventes, rattaché au directeur commercial et au marketing.

Dans une première phase, il partagera son temps entre les clients importants de la Région Parisienne, auprès desquels il effectuera un travail en profondeur et le suivi commercial du département du Rhône.

Après cette période de formation, il deviendra responsable de l'équipe de vente : 7 exclusifs, 2 multi-cartes, sur le territoire national.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur mécanicien ayant acquis une première expérience de vente aux industries et désireux de faire évoluer sa carrière.

La lecture de l'anglais technique est le minimum requis.

La connaissance du marché des vannes n'est pas indispensable.

Merci d'adresser sous référence M 5119 G, un CV complet, photo et salaire actuel à notre conseil.

**egor** 5 rue Meyerbeer, 75009 Paris

la Filiale Française d'un grand groupe international

recherche

dans la cadre du développement produits (mini ordinateurs et périphériques) et de l'extension du marché Région Parisienne de son département Informatique

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

de préférence diplômés grandes écoles ou université et possédant une première expérience de commercialisation en informatique.

Salaire en rapport avec l'expérience et opportunité de développement de carrière

Les candidatures d'ingénieurs débutants seront aussi étudiées

Adresser votre candidature sous réf. 6288 B à BLEU Publicité 17, rue Lebel - 94300 VINCENNES

Les SERVICES TRAVAUX  
d'un important groupe industriel à vocation nationale et internationale, recherchent un

cadre/fonction personnel

30 ans environ (niveau d'études supérieures : (Universités, Grandes Ecoles...))

En collaboration avec le Chef du Personnel, il aura à mettre en œuvre tous les aspects d'une fonction évolutive : recrutements, affectations et suivi de carrière, gestion administrative, politique des salaires, relations avec les partenaires sociaux, etc.

Pour réussir dans ce poste, une expérience de deux ans minimum en entreprise est indispensable et le candidat devra faire preuve de réelles qualités de contact et d'écoute, appuyées par un esprit de décision adapté.

Lieu de travail : PARIS.

Merci d'adresser C.V. détaillé, photo et prétentions sous la référence 511 M au :

**Cabinet Jean-Claude MAURICE**  
Conseil en Gestion du Personnel  
397 ter rue de Valenciennes - 75015 Paris

Pour faire face au développement de l'informatique de sa branche Vie, un des premiers groupes d'assurances français recherche un

TECHNICIEN D'EXPLOITATION DÉBUTANT

(DUT D'Informatique ou équivalent)

Il travaillera, dans un premier temps au sein du bureau technique, à la conversion d'un système DOS en OS. Par la suite, il pourra évoluer soit vers les études soit vers le système.

Le poste est à pourvoir en Banlieue Sud.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous la référence M 1219 P

**egor** 5 rue Meyerbeer 75009 Paris  
**PROMOTION**

EUREST

Une des premières Sociétés Européennes de restauration gérant en France 350 établissements, recherche pour sa Direction financière France à Paris

contrôleur de gestion

Au sein d'une équipe de trois personnes, votre mission : la conception et l'élaboration du budget, l'analyse de la gestion courante des établissements, les études économiques et financières de projets, la mise au point de systèmes de gestion...

Votre profil : une formation supérieure (Essec, Sup de Co ou équivalent) trois ans minimum d'expérience du contrôle de gestion, si possible dans la restauration.

Réf. SCG

auditeurs internes

Vos missions : le contrôle et le conseil auprès des établissements (fréquents déplacements de courte durée).

Votre profil : une formation supérieure, débutant ou 1 an d'expérience. Ces postes vous permettront de découvrir l'entreprise et de vous préparer à d'autres fonctions dans les domaines administratifs et comptables.

Réf. AI

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo, rémun. actuelle en précisant la référence à EUREST - Direction du Personnel, 14, rue de l'Arcade 75008 Paris.

هكذا من الإهل

175

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

### TRAVAUX PUBLICS COLLABORATEUR DE HAUT NIVEAU

Cette entreprise, leader dans son domaine spécifique emploie 6.000 personnes et son C.A. dépasse le milliard.

Elle cherche à intégrer un ingénieur de grande valeur, 40 ans minimum, ayant acquis dans une ou plusieurs entreprises à des niveaux de responsabilité, l'expérience la plus diversifiée possible : chantiers, technique, gestion, relations sociales.

Après une période de prise de contact avec la société au niveau technique, il s'intégrera à l'équipe de direction. Sa réussite le conduira à prendre rapidement des fonctions hiérarchiques importantes, propres à satisfaire ses ambitions.

Les dossiers de candidature (CV, photo, motivations, salaire actuel) adressés sous réf. M 5236 A, seront traités confidentiellement par notre conseil Henri PHILIPPE.

**egor** 5 rue Meyerbeer, 75009 Paris

Mairie d'Orly recrute sous-contrôleurs avec C.A.F. 3. position journalière. Esprit, aptitudes, adressez candidature et CV à M. le MAIRE, 94310 ORLY. Très important Shipchandler de Paris, recherche OUVRIER DIRECTEUR dynamique, possédant expérience de la vente et de la gestion. Séries références exigées. Ecr. avec C.V. et photo à HAVAS LORIENT 2610, n° 876, Ville de Saint-Denis (91), rec. PUERICULTURE D.E. pour second directeur de zone. Renseignements : 202-43-80, poste 370, 312. Candidature à adresser au bureau du Personnel.

IMPORTEANTE SOCIETE (17) recherche **AUDITEUR** titulaire du DECSBP ou EQUIVALENT, ayant quelques années d'expérience dans ce poste. Adr. C.V. avec photo à SPERAN, 12, rue Jean-Jaures, 93070 PUTEAUX.

### PHARMACIES D'OFFICINE RESPONSABLE DEVELOPPEMENT

REGION PARISIENNE

Une des premières sociétés françaises spécialisée dans le conseil auprès des pharmacies d'officines et des laboratoires (cession de fonds de commerce, conseil financier et juridique), propose le poste de Responsable du Développement Région Parisienne.

Nous souhaitons rencontrer un professionnel de la vente (de services de préférence), qui soit également un homme de développement. En effet, dans le cadre d'objectifs et de budgets, il sera personnellement responsable des opérations réalisées sur sa région et de leur suivi. Il pourra progressivement créer sa propre structure, véritable centre de profit autonome.

Il a au minimum 30 ans et une formation supérieure. François Humblot vous adressera sur simple demande des informations complémentaires sur ce poste en écrivant sous référence M 1282 A, à

**egor** 5 rue Meyerbeer 75009 Paris

### LEADER DU CHAUFFAGE ÉLECTRIQUE INDUSTRIEL

recherche son futur

#### SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

MISSION :

- rattaché au président,
- il sera chargé du suivi et de l'amélioration de tous les services.
- il se verra confier des missions ponctuelles variées dans le cadre de ses compétences.

EXPERIENCE SOHAITEE :  
- après avoir exercé des responsabilités croissantes dans les différents services d'entreprises industrielles modernes s'est vu confier un poste équivalent qui a assuré plusieurs années,  
- il possède une culture technique en électromécanique.

PROFIL :

- homme pragmatique, organisateur, ayant le souci permanent des coûts, de leur contrôle et de l'efficacité.

LIEU DE TRAVAIL : Neuilly-sur-Seine

Adressez C.V. manuscrit détaillé avec photo et prétentions à : **VULCANIC** Direction du Personnel 48, rue Louis-Ampère - ZI des Chanoux 93330 NEUILLY-SUR-MARNE

**VULCANIC**

POUR YVELINES (76)

**A.T. Electroniciens** AT ou AT. NIVEAU DUT 2 ans exp., circuits logiques, mise au point bancs, de tests automatiques.

**AT 5** Pour suivi de la mise au point et de la fabrication, suivi de l'évolution du matériel (soudage, sur pièces, ajustage et soudage).

**AT 5** Logiciens Pour étude en labo et mise au point de matériel.

**CODIFICATEURS**

Postes à pourvoir rapidement. Envoyer candidature à : A.T. 29, avenue de Friedland (92).

### FERODO

Ne 3 unités de l'équipement automobile C.A. 2,2 milliards, effectif 25.000 personnes, recherche de renforcer son potentiel et dans le cadre de sa politique d'évolution de carrière, pour sa DIRECTION DE LA RECHERCHE (Saint-Omer 53)

**INGÉNIEUR PROPRIÉTAIRE INDUSTRIELLE DÉBUTANT**

diplômé Grande École d'ingénieurs option mécanique automobile. En liaison permanente avec nos centres de recherches, il assurera progressivement, et après formation, la protection des inventions techniques de la société. Allouant au candidat un écrit couramment écrit. Réf. 23.777/2.

**INGÉNIEUR D'ÉTUDES DÉBUTANT**

diplômé Grande École d'ingénieurs option informatique scientifique. Il sera chargé de l'élaboration de programmes de calcul scientifique et de définir des méthodes de saisie et de traitement de données afin d'adapter à la résolution d'études et de recherches concernant tous les domaines de la physique. Réf. 23.777/2.

Adressez C.V., prétentions et photo (avec l'adresse du poste) **FERODO** Service Recrutement, 43, rue Bayen, 75017 PARIS.

Société internationale recherche **INGÉNIEUR OU AGENT DE VENTE** ayant expérience moteurs et équipements électriques pour suivi clientèle. **EST DE LA FRANCE.** Domicile Paris ou alentours. Ecrire Pub. BANCE n° 117, 33, rue Marivaux, 75002 Paris.

**IMPORTEANTE ASSOCIATION** recherche pour ses services de

**UN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL** ayant l'expérience de la gestion administrative, comptable et financière des entreprises.

Ecr. avec C.V. réf. et prêt. à n° 2522 **CONTRÔLEUR**, 25, av. Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

**SOCIÉTÉ NORBERT BEYLAU FRANCE** études économiques, financières, sites industriels, spécialisés dans l'assistance technique aux pays en voie de développement. 44, rue Pierre-Charron, Paris-8, recherche

**INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE**

ayant sérieuse formation économique et informatique, connaissances COBOL, FORTRAN, GESTION BASE DE DONNÉES, aptitudes, pouvoir développer voyages, éventuellement séjours à l'étranger. Ecr. lettre manuscrite avec C.V. et photo.

**GRUPE RIVE** recherche

**JURISTE EXPÉRIENTÉ**

Expérience d'au moins 5 ans. Ecrire avec C.V. manuscrit détaillé, photo et prétentions, à : **BLEU**, 17 rue Laine, 94000 VINCENNES.

**STE VINCENNAISE** Quart. St-Lazare - Pl. Clichy recherche

**INGÉNIEURS TECHN. COMMERC.**

Nomb. détachés à l'étranger, anglais indisp. lib. de suite. Ecrire sous n° 460 à **ZENITH PUBLICITE**, 36, av. Hoché, 75008 PARIS qui transmettra.

### Charles of the Ritz Parfums YVES SAINT LAURENT

Dans le cadre de son expansion crée la fonction de

### chef de gestion produits

Rattaché au **DIRECTEUR MARKETING FRANCE** pour la marque **Y.S.L.**

Il sera chargé de suivre et contrôler l'application de la politique produits.

Le candidat de formation supérieure en marketing, avec une expérience de 2 ans minimum de **TECHNIQUES MARKETING DE GESTION** acquises de préférence au sein d'un Groupe de renommée internationale.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous No 86692 au Service Recrutement - 100, rue Chaptal 92302 LEVALLOIS.

Important groupe financier  
Quartier Étoile  
recherche

### analystes- programmeurs

intéressés par l'informatique de gestion.

De formation IUT, MIAGE, débutants ou 1 à 2 ans d'expérience, ils s'intégreront à des équipes d'analystes-programmeurs, chargés de la maintenance des programmes.

Ils participeront ensuite au développement de nouvelles applications.

Nombreux avantages sociaux. Restaurant d'entreprise.

Adressez votre C.V. sous réf. 401 au service orientation recrutement

Compagnie Bancaire  
25, avenue Kléber  
75016 PARIS

compagnie bancaire

### ingénieurs commerciaux

La Division Systèmes d'une SSI du Groupe THOMSON vous recherche pour ses besoins immédiats.

Dans le domaine de ses activités se situent notamment :  
- Automates Télégraphes  
- Télégraphie  
- Systèmes clés et main  
[tous types et liaisons].

Adresser C.V. détaillé, prétentions et photo sous référence 454-61 à ICA, qui transmettra.

**ICA** International Classified Advertising 3, RUE D'ANATOLE - 75010 - PARIS

### Etablissement Public Banlieue OUEST recherche

### conseiller en formation

Homme ou Femme

Nous recherchons des personnes dynamiques, ayant le goût du contact, pour prendre en charge et réaliser la diffusion de nos stages. Le candidat retenu aura une bonne connaissance de l'entreprise et une expérience de la formation. Il participera à la définition de notre politique à partir des besoins recueillis auprès des entreprises. Il devra développer leurs intérêts pour la formation. Nous bénéficierons d'une bonne image de marque qui fera connaître.

Si ce poste vous intéresse, envoyer lettre manuscrite + C.V. détaillé et prétentions s/réf. 2163 à **INTER PA** - BP 508, 75006 Paris cédex 02 qui transmettra.

NOUS SOMMES LA FILIALE FRANÇAISE D'UN GROUPE PHARMACEUTIQUE AMÉRICAIN.

Nous cherchons, pour PARIS, pour mieux prendre en charge notre développement clinique un

### médecin directeur de la recherche clinique

Il intervient en amont et en aval du développement des produits aussi bien dans l'orientation thérapeutique des molécules nouvelles que dans l'expérimentation clinique qui conduit le médicament au visa (A.M.M.) et à l'expérimentation promotionnelle ou d'évaluation des produits sous licence. L'équipe actuelle de recherche clinique est composée de plusieurs médecins dont il faut coordonner les travaux sur toute la France. Les médecins intéressés sont priés de bien vouloir adresser leur curriculum vitae avec une lettre manuscrite à notre conseil, Jacques TIXIER, sous la réf. 106 LM, qui leur garantit une entière discrétion.

**jacques tixier s.a.**  
7 rue de logelbach 75017 paris

### Futur Contrôleur de Budget

65 000 F +

Vous avez un diplôme d'Études Supérieures de Commerce complété par une bonne formation informatique et comptable (niveau DECS) ; vos stages vous ont amené à vous familiariser déjà avec la comptabilité analytique ; vous êtes prêt à vous déplacer (durant la première année) dans certaines de nos usines en France en vue de compléter votre formation ; par la suite vous pourrez assurer le contrôle budgétaire d'un Département à Paris. Une bonne connaissance de l'Anglais est indispensable. Nous sommes une société française (CA 900 Millions) rattachée à un groupe international très important.

Envoyez C.V., photo récente, lettre manuscrite à Madame LIPSZYC sous la référence 81140 M (à mentionner sur l'enveloppe). Le secret absolu des candidatures est garanti par :

**BK&C** **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**  
1, rue Danlon 75263 Paris Cedex 06

### ingénieur système DOS-VS

Le centre informatique (Paris-Centre) d'une très importante SSCI fait évoluer son parc de 370 et vous propose une double mission : mettre en place VSAM, les bases de données et étendra la TP gérée sous CICS-VS ; adapter la méthodologie utilisée par les études de l'exploitation pour tirer le meilleur parti des nouveaux matériels. Ce poste, pour un ingénieur, est un tremplin vers une responsabilité importante dans l'Etat-Major technique de la société.

Ecrire à J. THILY, Carrières de l'Informatique, réf. 3444 LM.

**ALEXANDRE TIC S.A.**  
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS  
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

### CISI COMPAGNIE INTERNATIONALE DE SERVICES EN INFORMATIQUE

recherche **un ingénieur**

Chargé de réaliser sous la direction du responsable de l'opération payée au gestion de personnel, les études de marché. Il participera à la définition de spécifications des produits et services ainsi que leurs tarifs.

Il sera responsable de leur lancement commercial et de la création des supports de promotion.

Il possèdera une expérience commerciale en informatique de gestion et si possible dans le domaine concerné.

Lieu de travail : région parisienne.

Adressez C.V. et prétentions à : **CISI**, Direction du Personnel, 35, boulevard Bruns, 75014 Paris.

### SOPAD NESTLÉ

RECHERCHE UN JEUNE DIPLOME DECS, DUT, BTS

Attiré par la comptabilité, pour lui confier, après un stage de formation, des missions de contrôle et de conseil auprès de nos nombreux établissements de Paris et de province en tant qu'

### INSPECTEUR DE GESTION

Ce poste, basé à Paris, implique de fréquents déplacements, tout en permettant de découvrir les problèmes de l'entreprise et de se préparer à d'autres fonctions dans les domaines administratifs et comptables.

Ecrire avec C.V. détaillé à **SOPAD**, Direction du Personnel, 17-19, quai Paul-Doumer - 93401 COURBEVOIE.

### SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE TELECOMMUNICATIONS AÉRONAUTIQUES

Société internationale exploitant et développant le plus grand réseau civil mondial de transmission de données et de communication de messages à l'usage exclusif des compagnies aériennes.

**RECHERCHE** dans le cadre de l'expansion de ses activités et services

### plusieurs ingénieurs logiciel analystes systèmes

devant s'intégrer dans les différentes équipes «logiciel» qui assurent le développement et la maintenance des logiciels du réseau.

Ces postes s'adressent à des candidats possédant une maîtrise d'informatique (option systèmes) ou «réseaux» ou un diplôme d'ingénieur option «informatique».

Une expérience temps réel, système, bases de données, est un atout supplémentaire. Aptitude aux déplacements et connaissance de l'anglais lu et écrit indispensables.

Envoyez C.V. détaillé et prétentions à : **SITA** Direction du Personnel 112, avenue Charles de Gaulle 92222 Neuilly-sur-Seine

### SISERTI

Société de Conseil et de Réalisation en Informatique de Gestion.

Nous appartenons à l'un des premiers groupes de Sociétés de Services en Informatique.

Nous recherchons pour Paris et la Région Parisienne :

### ANALYSTES- PROGRAMMEURS PROGRAMMEURS CONFIRMÉS

ayant une excellente pratique d'au moins un des langages suivants :

- COBOL IBM 370
- COBOL CII-IB 64 ou 66 (TDS apprécié)
- PL1 IBM 370/OS (IMS DLI apprécié)
- Assembleur IBM 370

Envoyer CV manuscrit, photo et prétentions ou téléphoner au 742-20-24 (poste 248) de 9h30 à 11h30 et de 14h30 à 17h en précisant la référence M4220.

**SERTI**  
49, av. de l'Opéra - 75002 Paris

ACHETER  
Délegué  
Pédagogique

ecologie clinique

Club de France

offres d'emploi



offre une opportunité de carrière à un **analyste programmeur** (Cobol-ANS-RPG-DOS-OS)

Sous la responsabilité du Chef de Division Informatique, sa mission sera de : - maintenir et adapter les systèmes locaux existants - concevoir et mettre en place de nouveaux systèmes - assurer les changements relatifs au futur environnement informatique (changement DOS-VS/OS-VS), installation d'un mini ordinateur connecté à un réseau européen. Le candidat que nous souhaitons rencontrer aura une formation supérieure, environ 5 années d'expérience de l'informatique de gestion et des contacts avec les services utilisateurs ainsi qu'une très bonne connaissance de l'anglais. L'expérience de la programmation interactive sera considérée comme un atout supplémentaire. Les candidatures indiquant la rémunération actuelle sont à adresser, sous réf. 312 M, à DU PONT DE NEMOURS (France) S.A., Service du Personnel - 9, rue de Vienna, 75003 Paris.

HAVAS CONTACT

offres d'emploi

**FONCTION FINANCIÈRE CRÉDITS COMMERCIAUX** IMPORTANTE SOCIÉTÉ LEADER MONDIAL DANS SA BRANCHE recherche

**Jeunes Diplômés** ESSEC - ESCP (ECON) - ESC - ESCHE DAUPHINE - ESCAE - CPA - ION - DECS - IAE Pour postes à pourvoir à PARIS et en province exigent : - des qualités de contacts, de dynamisme et de bon sens ; - le goût des responsabilités que comportent l'appréciation des risques de crédits commerciaux et l'aide de la solvabilité des entreprises. Adresser lettre manuscrite, C.V. dét., présentations et photo récente à N° 87.883, CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01.

Société spécialisée dans un secteur des équipements et installations pétrolières de technologie avancée, en position dominante sur un marché mondial, recherche pour son siège à PARIS, un

**INGENIEUR** ou **HEC-ESSEC**

pour assister l'ingénieur responsable des services administratifs et de gestion. Il sera chargé des projets d'amélioration des systèmes et procédures internes de la société et de ses filiales étrangères. Il participera au développement du suivi et du contrôle des prix de revient.

Le candidat recherché a au moins 3 ans d'expérience dans ces domaines en industrie. Une préférence sera donnée à un ingénieur ayant une formation complémentaire en gestion (MBA, INSEAD, ISA par exemple), l'expérience acquise restant déterminante.

Il devra savoir convaincre en français comme en anglais. Veuillez écrire sous référence 2047 M à

**INTERCARRIÈRES**

5, rue de Hoelder 75009 Paris

offres d'emploi



**LE CARBONE-LORRAINE** groupe industriel français à caractère international

recherche pour Service INFORMATIQUE à PORTE de CLICHY

**ANALYSTE PROGRAMMEUR DE GESTION**

Profil du poste : maintenance de traitements existants, participation à la réalisation de nouveaux systèmes. Profil du candidat : niveau Mathématiques Spéciales ou équivalent, expérience confirmée de PL/1 et de P.O.S. connaissance du COBOL et IMS appréciée.

Adresser CV détaillé, photo et présentations à Direction du Personnel et des Relations Sociales 45 rue des Acacias - 75017 PARIS

offres d'emploi

**transac** groupe CGE leader de la péri-informatique française recherche dans le cadre du Plan d'Expansion qui prévoit le doublement de son chiffre d'affaires d'ici 1980

**INGÉNIEURS COMMERCIAUX** ayant une expérience réussie de la vente dans le domaine de l'informatique.

Après la négociation et la conclusion des contrats importants dans le cadre d'une large délégation de responsabilités. Dynamisme indispensable. Formation supérieure souhaitée. Rémunération stimulante liée aux résultats : 100.000 à 160.000 frs annuels. Prière d'envoyer candidature manuscrite avec photo et présentations à : Mlle Fourrier, TRANSAC SA 25, av. de la Grande-Armée 75116 PARIS.



**société alimentaire PARIS**

Nous sommes une importante société alimentaire Paris. Nous cherchons à renforcer : - Notre Direction Commerciale. - Notre Direction Marketing. Nous proposons à des jeunes (débutants ou 3 ans d'expérience)

**HEC, ESCP, ESSEC**

Des postes de : - CADRES COMMERCIAUX au sein de notre département des ventes. - ASSISTANTS CHEF DE PRODUITS dans nos départements : Marketing. Les candidats intéressés devront envoyer C.V., photo et présentations à : M. T. 0947 M à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Bannier, - PARIS-9.



**GRUPE NATIONAL SPÉCIALISÉ** DANS LA CONFECTION DE CHEMISES recherche

**1) DIRECTEUR TECHNIQUE**

Réf. 2.519. - Minimum 30 ans ; - Ingénieur SEUV ou expérience d'un poste similaire ; - Connaissances de la gestion d'une Société Filiale autonome souhaitées ; - Lieu de résidence : VOSGES.

**2) DIRECTEUR SOUS-TRAITANCE**

Réf. 2.520. FRANCE-ÉTRANGER - EXPÉRIENCE DE LA FONCTION SOUHAITÉE ; - CONNAISSANCE DE LA LANGUE ANGLAISE INDISPENSABLE ; - NOMBREUX DÉPLACEMENTS À PÉRIODE ; - LIEU DE RÉSIDENCE : PARIS, OU OUEST DE PARIS PRÉFÉRABLE.

Merci d'envoyer C.V. + photo + présentations à : DAPHNE SAMSON, CONSEIL EN RECRUTEMENT 32, rue de Sablonville, 92300 Nanterre-sur-Seine. Discretion absolue assurée.

**IMPORTANT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS** possédant, grâce à des molécules originales issues de ses propres services de recherche, une excellente implantation internationale recherche pour compléter les effectifs de son Département médical étranger, un

**MÉDECIN**

qui sera chargé d'un vaste secteur géographique dans lequel il devra coordonner et promouvoir toutes démarches relatives au développement des produits nouveaux et assurer la correspondance d'ordre médical.

Le poste, basé à PARIS, impliquera des déplacements plus ou moins fréquents à l'étranger. Connaissance de l'anglais lu, parlé et écrit indispensable.

Expérience dans l'industrie appréciée, mais non obligatoire.

Écrire avec C.V. manuscrit et photo à N° 87.249, CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1<sup>er</sup>), qui tr.

**auditeur adjoint** PARIS

Une banque internationale recherche pour étoffer son service AUDIT un candidat ayant une expérience d'Audit d'environ 2 ans, en cabinet ou dans une banque. Anglais courant indispensable.

Possibilités d'évolution certaines. Discretion assurée. Envoyer C.V. et présentations sous référence 8105 à



organisation et publicité 2, rue de Valenciennes 75001 PARIS

**CADRE SUPÉRIEUR** recherché comme

**DIRECTEUR TECHNIQUE**

Ingénieur Chimiste ou Licencié en Sciences ayant longue expérience théorique et pratique de la

**COSMÉTOLOGIE**

pour saluer équipes très compétentes en recherche, contrôle, analyse, dermatologiste, développement, fabrication, gestion pour

**LABORATOIRE**

spécialisé dans produits de Beauté soins. Candidats de moins de 40 ans s'abstenir.

Adresser C.V. manuscrit, présentations et photo à : LABO J.G., 8570 BEZONS.

**Les Ingénieurs face à leur carrière**

Les ingénieurs attendent promotion, responsabilités, salaire, mais évitent certaines entreprises capables de les satisfaire sur ces points. Ils acceptent de changer d'entreprise ou de fonction, mais restent exigeants et critiques à l'égard des offres d'emploi.

La nouvelle enquête d'Havas Contact sur les ingénieurs, leur métier et leurs ambitions éclaire d'un nouveau jour leurs motivations, la manière dont ils conçoivent leur carrière, les entreprises et les fonctions qui les attirent, leurs attitudes à l'égard de la mobilité professionnelle et des annonces d'offres d'emploi.

Pour en avoir communication, ou pour une présentation complète de cette étude, appelez :

Danièle Blumth, Département Marketing, Havas Contact, 156, bd Haussmann, 75008 Paris, 236.42.81 (poste 227).

**FILIALE D'UN TRÈS IMPORTANT GROUPE BANCAIRE PARIS** recherche

**EXPERT IMMOBILIER** 35 ANS MINIMUM pour participer au développement du Service :

**GESTION DE PATRIMOINE**

Il devra : - procéder dans toute la France et particulièrement dans la région Parisienne à des évaluations d'immobilier (neufs ou anciens, locaux d'habitation ou industriels, terrains à bâtir...), - procéder à l'étude de toutes les opérations immobilières proposées, - animer une équipe.

Il est souhaité : - une formation supérieure (T.P., A.M., HEC, ESSEC), - une expérience professionnelle (Expert dans un grand cabinet...), - l'habitude des contacts avec la clientèle privée.

Écrire avec C.V. et présentations sous références 51921 B à : BLSH Publicité - 17, rue Labat 94300 VINCENNES - O.I.

**Henkel France**

Le développement important de la marque FA et les projets à l'étude incitent la Division Cosmétiques à chercher un jeune

**CHEF DE PROMOTIONS ET MERCHANDISING**

désireux d'affirmer des qualités de créateur et de gestionnaire. Il dépend directement du Directeur de la Division et il travaille en relation avec les Chefs de Produits dont il est le conseiller ; il étudie et conseille le matériel de P.L.V. et merchandising et gère les budgets correspondants ; il participe à la conception et à l'élaboration des promotions consommateurs, en assure le lancement, le suivi et l'évaluation.

De préférence diplômé d'une Ecole de Commerce, il a la pratique de la vente sur le terrain, complétée nécessairement par une expérience de la promotion de produits de grande consommation.

Envoyez sous référence M 424 à Hélène REFRÈGER, qui étudiera confidentiellement votre candidature.

**CI SERTI** SELECTION 49, av. de l'Opéra 75002 PARIS



(Résultats de laboratoire et produits diagnostiques) désire soutenir l'expansion de ses activités et recrute pour son Centre de Recherches de Chermoyères-les-Louvres (Val-d'Oise), à proximité de Roissy-en-France, un :

**Jeune PHARMACIEN** (25 ans minimum)

Formation requise : - soit IP1 valorisé par internet (même provisoire) - soit A1H, mais attiré par les problèmes de fabrication des produits diagnostiques.

Adresser dossier de candidature avec CV au Directeur du Département Biologie, Laboratoire Biotrol 1, rue du Foin, 75140 Paris Cedex 03

مسك من الإصل

OFFRES D'EMPLOI	La semaine	La semaine T.O.
DEMANDES D'EMPLOI	46,00	52,62
IMMOBILIER	11,00	12,58
AUTOMOBILES	32,00	38,51
AGENDA	32,00	38,51
PROP. COMM. CAPITAUX	65,00	97,24

# ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La semaine	T.O.
OFFRES D'EMPLOIS	27,00	30,89
DEMANDES D'EMPLOIS	6,00	6,88
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

**I.C.I. FRANCE**  
**RECHERCHE A CLAMART**  
**UN INGENIEUR**  
**TECHNICO-COMMERCIAL**  
 chargé de la vente et du suivi technique des SOLVANTES CHELORES.  
 LES CANDIDATS :  
 - Formation technique (ingénieur de préférence).  
 - Expérience du marché des solvants chlorés.  
 - Connaissance des applications techniques.  
 - 2 à 5 ans de pratique d'une activité commerciale.  
 - Anglais courant.  
 Ecrire avec C.V., manuscrit, photo et présentations au Service du Personnel, 8, avenue Beaumont, 91142 CLAMART.

**INFORMATIQUE DE GESTION**  
**IFG**  
 organise une formation destinée à des **CADRES DE GESTION COMPTABLE OU COMMERCIALE**  
 souhaitant s'adapter à l'évolution de leur fonction provoquée par l'utilisation de l'outil informatique.  
 Stages rémunérés par l'Etat ou par les I.F. - ASSEDIIC  
 Début : 12 décembre 1978.  
 Durée : 6 mois à temps plein.  
 Pour tous renseignements :  
 Institut Français de Gestion  
 37, quai de Grenelle, 75738 PARIS CEDEX 12  
 Tél. : 578-61-34, Mlle DUTHOIT.

**Leader Français dans l'industrie de la Mesure nous recherchons pour notre département**  
**ACQUISITION DE MESURES CAPTEURS**  
**UN HOMME PRODUIT**  
 Ingénieur ESE ou équivalent  
 3 ans d'expérience ou débutant.  
 Il sera chargé :  
 - de l'étude du marché et de la définition des nouveaux produits  
 - de l'assistance technique auprès des ingénieurs d'activités.  
 Envoyer CV et présentations au Service du Personnel, 2, rue Neauphar 78140 VILLIERS  
**ENERTEC**  
 Schlumberger

**Holding filiale de groupe étranger**  
 recherche  
**ADJOINT AU DIRECTEUR GÉNÉRAL**  
 Le poste conviendrait à :  
 - personne bilingue anglais-français, D.E.C.S. E.R.C. E.S.C.P. ou équivalent.  
 - Age indéfini, mais souhaité 27 ans minimum.  
 - Déplacements en France occasionnels.  
 - Expérience Audit, Transport, Acquisitions souhaitées.  
 - Rémunération en fonction de l'expérience.  
 Envoyer C.V. au n° 8400 « Le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75227 PARIS (9<sup>e</sup>), qui transmettra.

**I.I.E.**  
 Société de services en informatique mettant à la disposition de ses clients 5 ordinateurs 360 et 370 recherche son  
**RESPONSABLE EXPLOITATION ET SYSTEME**  
 Il sera chargé de l'équipe technique, de la maintenance des systèmes d'exploitation et de la mise en place des services de rétrocontrôle.  
 Nous souhaitons recruter des candidats possédant une solide expérience en DOS, VS, OS, VSI et en télétraitement.  
 La rémunération, les perspectives de la société et de groupe sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.  
 Merci d'adresser lettre manuscrite et CV complet à M. Jacques Bertrand, I.I.E., 22 rue Voltaire, 75015 Paris.

**PSATE**  
 41, rue Cambrai - 75013 PARIS  
**ingénieur débutant**  
 ou ayant 2 à 3 ans d'expérience dans le domaine demandé pour :  
 - étude de laboratoires d'analyse bactérienne,  
 - ingénierie de réseaux bactériens.  
 Envoyer C.V. à l'adresse ci-dessus.

**COULTRONICS FRANCE**  
 Entreprise leader sur le marché de l'instrumentation scientifique recherche  
**UN ATTACHE TECHNICO-COMMERCIAL**  
 Ce poste, à pourvoir rapidement, conviendrait à un vendeur confirmé ayant :  
 - une excellente connaissance du marché de l'instrumentation dans le domaine industriel ;  
 - une formation de base correspondant à un B.T.S. physique ou chimie.  
 Ecrire avec C.V., photo, présentations à :  
 COULTRONICS FRANCE S.A.  
 14, rue M. Legendre, Margency, 95880 ANNOUILLY.

**ROUX S.A.**  
 EXPERTISE INDUSTRIELLE  
 recherche d'urgence, UN ou UNE  
**JEUNE DIPLOMÉ (E)**  
 E.S.C. ou D.E.C.S. ou équivalent  
 pour activité nécessitant :  
 - déplacements ;  
 - contacts multiples ;  
 - travail d'analyse ;  
 - rédaction de rapports.  
 - Rémunération liée à l'activité (fixe + primes + bonus).  
 - Avantages sociaux.  
 Envoyer candidatures à Direction du Personnel, 51, rue Ampère, 75017 PARIS.

**REGION VERSAILLES - TRAPPES**  
**GROUPE SOCIÉTÉS EN EXPANSION**  
 RECHERCHE  
**JURISTE EN ENTREPRISE**  
 - Jeune diplômé en droit diplômé O.M.  
 - Ayant l'expérience pratique d'un minimum 3 ans en droit des Sociétés dans un conseil juridique ou avocat d'affaires.  
 - Situation d'avenir pour élargir dynamisme et travailleur.  
 - Possibilité déplacements entre-mars : POLYNÉSIE - NOUVELLE-CALÉDONIE - ANTIILLES REUNION.  
 - Nombreux avantages et rémunération évolutive et stimulante.  
 ADRESSE : CANDIDATURES MANUSCRITES, PHOTO et PRET., à N° 8403 « Le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens 75227 Paris-9<sup>e</sup>, qui transmettra assurée.

**Société Industrielle**  
 recherche pour son siège situé en **Région Parisienne**  
**UN ANALYSTE CONFIRMÉ**  
 (position cadre)  
 - Connaissances théoriques et pratiques exigées : COBOL - ANS, CICS - VS.  
 - Si possible expérience gestion Personnel et pays.  
 - Connaissances en programmation logicielles PAPA et PADIS.  
 Adresser C.V. et présentations à :  
 Direction du Personnel,  
**P.M. LABINAL** 43, rue de Courcelles, PARIS-8<sup>e</sup>.

**SOCIÉTÉ PRODUITS LAITIERS BESNIER**  
 recherche  
**UN PROGRAMMEUR NIVEAU IUT**  
 La connaissance du COBOL et une expérience de 3 ans seront appréciées.  
 Lieu de travail : RUNGIS-HALLES  
 Adresser C.V. et présentations à :  
**FRANCE VERTE**  
 17, rue du Falgout 94150 RUNGIS

**GROUPE INDUSTRIEL**  
 recherche  
 pour CENTRE INFORMATIQUE COURBEVOIE  
**technicien téléprocessing**  
 Possédant DUT, BTS électronique ou équivalent.  
 Libéré obligations militaires.  
 Ecrire avec C.V. et présentations à M. CLEMENT - S.G.P. - B.P. 88 75840 PARIS CEDEX 17.  
 Il sera répondu à toutes les candidatures.

**I.C.I.**  
**ingénieur commercial**  
 candidat retenu devra justifier :  
 - une formation supérieure  
 - plusieurs années d'expérience réussie dans un poste d'ingénieur commercial  
 - une bonne connaissance du secteur industriel  
 - un important + commissions.  
 Les candidatures sont à adresser à I.C.I. recrutement, cours Albert 1<sup>er</sup> - 75008 PARIS sous réf. VGE

**LE RADIO CHEMICAL CENTRE AMERSHAM**  
 recherche pour sa filiale française son / sa  
**pharmacien(ne) responsable**  
 Le candidat retenu devra couramment parler anglais et avoir plusieurs années d'expérience en médecine nucléaire et en radioanalyse.  
 Envoyer CV manuscrit et présentations à :  
 ISOTEC - 7<sup>e</sup> étage - B.P. 563 75008 Versailles cedex.

**SOCIÉTÉ D'INGÉNERIE BANLIEUE SUD**  
 recherche  
 Pour assurer la responsabilité complète de la conception à la mise en service, d'ENSEMBLES MÉCANIQUES COLLECTIFS (bâtiments, hôtels, hôpitaux, etc.).  
**UN INGENIEUR D'INSTALLATIONS GÉNÉRALES ET ÉLECTRICITÉ DU BÂTIMENT**  
 - Études hydrauliques et thermiques ;  
 - Installations mécaniques ;  
 - Contrats forts ;  
 - Contrats faibles.  
 DIPLOME A. et M. - E.R.C.E. ou équivalent.  
 Avant de répondre, quelques années d'expérience ANGLAIS SOUHAITABLE  
 Adresser C.V. et présentations sous n° réf. 5121 à :  
 PRO MULTIS, 47, rue des Tournelles, 75003 Paris, qui transmettra.

**IMPORTANT BANQUE PARIS**  
 recherche pour renforcer ses services financiers  
**JEUNE CADRE (DROIT, SCIENCES PO, ESSEC ou équivalent)**  
 25 ans minimum. Intéressé par les problèmes d'épargne (investissement, Blev, immobilier, etc.). Travail à PARIS, perspectives intéressantes.  
 Ecrire avec C.V. détaillé, photo et présentations au n° 2205 à P. LICHOU S.A. - B.P. 220 75003 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

**DIRECTEUR GÉNÉRAL**  
 Marketing Produits Pharmaceutiques  
 La société est la filiale française de distribution d'un important groupe pharmaceutique étranger. Elle a connu depuis sa création une forte croissance et doit atteindre 7-50 millions de chiffre d'affaires dès l'an prochain.  
 Elle possède une place d'avenir sur son marché grâce à des produits pharmaceutiques et de laboratoire très élaborés. Le nouveau Directeur Général devra posséder une sensibilité commerciale du marché des laboratoires médicaux et de la pharmacie pour orienter la stratégie de développement et définir les moyens les plus appropriés à assurer le développement. Il sera l'interlocuteur du groupe pour la politique de sa filiale. Il gèrera les forces de l'entreprise et jouera un rôle de moteur et d'unité dans une organisation marketing par divisions.  
 Le poste intéresse un homme jeune, de formation supérieure scientifique de préférence, ayant débüté sur le terrain, ayant obtenu rapidement des fonctions importantes dans la distribution de produits médicaux, et capable de prendre la responsabilité globale d'une affaire. La pratique courante de l'Anglais est indispensable.  
 Adresser C.V. et prêt. s/réf. 107 à J.N. CRETE - Tour Maine Montparnasse - 33, av. du Maine 75738 Paris cedex 15. Discretions absolues.  
**The Executive Group**  
 management consultants

**P.M.E. DE LA BANLIEUE PARISIENNE LEADER SUR NOTRE MARCHÉ**  
 nous recherchons  
 DANS LE CADRE DE NOTRE DIVERSIFICATION  
**RESPONSABLE DIVISION ROBINETTERIE INDUSTRIELLE**  
 VOUS AVEZ :  
 - une mentalité d'entrepreneur ;  
 - une large expérience du secteur - types de robinetterie - fabricants français et européens - clients ;  
 - la capacité de définir les produits à distribuer et les créateurs à occuper ;  
 - comme objectif de vendre personnellement à vos contacts établis et d'animer un réseau de représentants existant.  
 Ecrire sous le numéro 8129 M à BLEU Publicité, 17, rue Lebel - 94300 VINCENNES, qui transmettra.

**GROUPE PHARMACEUTIQUE IMPORTANT - 5.000 personnes**  
 recherche pour son Siège Social à PARIS  
**CHIEF DE SERVICE**  
 (4 cadres - 10 employés)  
 E.R.C. ou équivalent - 30 ans mini  
 Activité du service :  
**Administration Commerciale Etudes Economiques et Statistiques**  
 Env. lettre MAN. C.V. et prêt. à n° 87489 CONTRESS PUBLIOTE, 30, av. de l'Opéra, 75009 PARIS CEDEX 01.

**GIS**  
 Gestion - Informatique - Systèmes  
 recherche  
 pour un important établissement bancaire  
**DUT Informatique**  
 (M. AP 82)  
 débutant ou quelques années d'expérience  
 Envoyer C.V. détaillé (en précisant la référence) GIS, 45, avenue Raymond-Poincaré, 75116 PARIS.

**ETABLISSEMENT FINANCIER EN EXPANSION**  
 recherche  
**JEUNE CADRE COMMERCIAL**  
**DIPLOMÉ D'ETUDES SUPERIEURES**  
 1 à 2 ANS PRATIQUE BANCAIRE APPRECIÉE.  
 Ecrire avec C.V. et photo au n° 2185 à INTER PA. B.P. 508 - 75008 Paris Cedex 02, qui transmettra.

Une importante société de distribution équipée d'un T.M. 370-158 (applications de gestion et télétraitement sous CICS VS) recherche  
**ANALYSTES CONCEPTEURS CONFIRMÉS**  
 ILS SERONT CHARGES :  
 - de suivi opérationnel d'importantes applications de gestion ;  
 - de leur maintien au plus haut niveau de service ;  
 - de l'étude et de la réalisation de développements nouveaux.  
 Ecrire avec lettre manuscrite, C.V. et présentations sous réf. 3.830 à PLAIN CHAMPS, 5, rue du Helder, 75009 PARIS, qui transmettra les candidatures.

**ETABLISSEMENT FINANCIER - PARIS-8<sup>e</sup>**  
 Spécialisé dans l'actif (factoring) à l'exportation  
 recherche  
**Adjoint au Responsable Administratif et Financier**  
 35 ans minimum ; DECS et expérience bancaire ou établissement financier exigés (comptabilité, questions fiscales et sociales, trésorerie, relations avec les autorités de tutelle). Poste appelé à un certain développement dans les années à venir.  
 Adresser C.V. et présentations détaillées, sous références 1594 à AXIAL PUBLIOTE, 61, fg Saint-Honoré, 75008 PARIS, qui transmettra.

**SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE PARIS (16<sup>e</sup>)**  
 recherche  
**ASSISTANT**  
 - 2 ans de cabinet minimum.  
 - D.E.C.S. complet.  
 - Grande Ecole de Commerce souhaitée.  
**Téléphone : 524-08-50**

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	48,00	52,62
IMMOBILIER	11,00	12,58
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	87,24

# ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRES	Le m/col	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	27,00	30,89
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,86
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

REPRODUCTION INTERDITE

### offres d'emploi

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ MÉTAUX PRÉCIEUX**  
quartier HOTEL DE VILLE  
recherche pour son service stocks

**GESTIONNAIRE COMPTES COURANTS MÉTAUX PRÉCIEUX**

Bon niveau comptable

Env. C.V. + photo sous le n° 442 à PUBLICITÉS REUNIES, 112, bd Voltaire, 75001 Paris, qui transmet.

Import. de LUBRIFIANTS et produits chimiques recruté pour son laboratoire

**CHIMISTE CONFIRMÉ (EE)**  
Ayant quelques années d'expérience de recherche dans les domaines lubrifiants, produits de traitement de surfaces, bactéricides.

Env. C.V. photo et récépissé. Ecr. n° 78728 M, Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

Messieurs les opportunités qui avez :  
- Une forte personnalité.  
- La volonté de réussir.  
- Qui aimez le contact de très haut niveau.  
C'est vous que la recherche nous propose.

**DÉLÉGUÉ CONSEIL**  
Vous serez incorporé à une équipe jeune et dynamique :

**LES RELATIONS EXTERIEURES**

VOTRE MISSION : Intrinsèques des dirigeants des P.M.E., notre action qui est le conseil.

Nous vous offrons un statut de salarié, une formation rémunérée, une saine motivation.

**URGENT pour CLAMART**

**ANALYSTE PROGRAMMEUR**  
IBM 370/15 COBOL SICs.

Tél. pour rendez-vous 735-96-30.

**STÉ OMERIA**  
REC.N. POUR ARGENTEUIL

**INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN**  
DEBUTANT

Pour Etudes Circuits logiques et analogiques. Expérience microprocesseurs appréciée.

Env. C.V., photo, présent. à STÉ OMERIA, 49, r. Ferdinand-Berthoud, 95100 ARGENTEUIL.

**F.N.M.F.**  
recherche

**RÉDACTEUR REDACTRICE**

Niveau d'études supérieures. Excellente connaissance en matière de rédaction et de formulation de contrats et de prévoyance.

**3 DÉCOMPTESURS 3 DÉCOMPTESSES**

ayant un possible connaissance législation Sécurité sociale

Avantages sociaux  
Adresser C.V., détails photo (récente) et prêt. F.N.M.F. Division des Relations sociales 54 & 60, rue Nationale 75400 Paris Cedex 13

**2 AGENTS**

niveau d'études supérieures, expérience souhaitée en matière de diffusion des produits de prévoyance.

- Permis V.L.  
- Salaire fixe.  
- Avantages sociaux.

**UN EMPLOYÉ PRINCIPAL**

responsable de la section fichier stock, produits finis déposé D.M. Ecr. av. C.V. et prêt. F.N.M.F. Division des Relations sociales 54 & 60, rue Nationale 75400 Paris Cedex 13.

**MANPOWER**

**3 COMPTABLES 2 CONFIRMÉS (EE)**  
Bilingues pour déplacements AFRIQUE 2 & 3 mois

30, rue La Fayette, PARIS 8<sup>e</sup> Métro PLOCHERIE GARE OU MONTMARTRE, Tél. 332-21-00 poste 238

Société rech. pour région Ouest de Paris

**INGÉNIEURS GRANDS BÂTIMENTS**

**ANALYSTES**  
Connaisseur mini-ordinateur et applications temps réel.

Env. C.V. et prêt. n° 67.470 COMTESSE PUBLICITÉ 20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>

**SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE**  
recherche

**NEGOCIATRICE**  
Expérimentée PARIS Commissions fixes. PROMOTIUM MIDZART 851-07

**AMNESTY INTERNATIONAL**  
recherche

**UN OU UNE SECRÉTAIRE**  
La connaissance de l'anglais est indispensable. Envoyer lettre et curric. vit. à AMNESTY INTERNATIONAL, 10, rue de Valenciennes, 75007 PARIS

**EMPLOYEE DE BUREAU**  
DACTYLO CONFIRMÉE

Adresser C.V. sous réf. 1207 à P. LICHAUX S.A. B.P. 220 75003 Paris cedex 02 qui trans.

**UN PROGRAMMEUR**  
Niveau OUI Informatique ou équivalent. Expérience minimum 2 ans sur matériel IBM. Connaissance PL 1 souhaitée. Les candidatures et présentations sont à adresser à : M. le Directeur de C.A. B.P. 205 - 77101 MEAUX

**UN ANALYSTE PROGRAMMEUR**

500 de PRESSE rech. jeune

**INVESTISSEUR DES VENTES**  
disponible pr voyages fréquents esprit dynamique, entrepreneurial, sens de la prospection commerciale, libre de suite.

Env. C.V., lettres photo à : R.E.P.A. 16, rue Gollibaume - Tél. PARIS-17<sup>e</sup>

### offres d'emploi

Fédération nationale des nouvelles de fonctionnaires, 17, avenue de Chabry, Paris-19<sup>e</sup>, recherche

**COMPTABLE**

Homme D.E.C.S. plusieurs années d'expérience, 75000 annuels.

Tél. : 324-19-32, poste 20-54.

**ASSIP DES SPÉCIALISTES EN PROGRAMMATION COBOL**

ASSISSEUR  
Ayant travaillé sur  
- IBM 1401 - 1500  
- IBM 370 - DOS - VS  
- HB 400 - GE 400  
Des références professionnelles d'un minimum de 2 ans ainsi qu'une disponibilité immédiate sont exigées.

Téléphone pour rendez-vous 578-61-73

se présenter 25, rue Franco-Belvin, 75013 PARIS.

**GROUPE D'IMPORTANCE MONDIALE**  
recherche pour un titulaire

**INGÉNIEUR DIPLOMÉ**

ayant une forte expérience technique et régulation en matière de puissance aux convertisseurs onduleurs. Connaissance Anglais et Allemand souhaitée.

Adr. C.V. et prêt. à 48.176 B, BLEU, 17, rue Lebel, 94700 VINCENNES qui transmetra.

**PERSONNES DE CARACTÈRE**

capables après un STADE d'attente en quelques mois UN SALAIRE de 800 à 900 F MENSUELS.

Nous leur offrons :  
- une formation complète,  
- une activité précise,  
- un plan de carrière précis.

Si vous pensez pouvoir faire "PEAU NEUVE".

**PERMANENCE EUROPEENNE REGION PARISIENNE**

A.T. à A.T.P.

- LOGIQUE,  
- ANALOGIQUE,  
- MAINTENANCE.

Se présenter avec références, 12, bd Magenta, PARIS (19<sup>e</sup>).

**PERMANENCE EUROPEENNE**

E.2 à P.1

- OUTILLAGE,  
- GE 400.

Se présenter avec références, 12, bd Magenta, PARIS (19<sup>e</sup>).

**RECHERCHONS**

**INGÉNIEUR TECHNIQUE COMMERCIAL EXPORT**

Formation type similaire. Anglais indispensable. Expérience exigée : mécanique précision et régulation et fabrication puis commerciale.

Formation type similaire. Anglais indispensable. Expérience exigée : mécanique précision et régulation et fabrication puis commerciale.

Lieu : banlieue sud de PARIS. Rémunération suivant expérience 120.000 à 140.000 F par an.

Env. C.V. et photo à M. L. S. SWEENEY B.P. 207, 75704 PARIS CEDEX 04 qui transmet.

**PERMANENCE EUROPEENNE**

E.2 à P.1

- OUTILLAGE,  
- GE 400.

Se présenter avec références, 12, bd Magenta, PARIS (19<sup>e</sup>).

**secrétaires**

**DIRECTEUR EXPORTATION**  
IMPORTANTE MAISON D'ÉDITION

pour assurer son secrétariat et pour le second

**secrétaire de direction - assistante de gestion**

Ce poste conviendrait à jeune femme (minimum 27 ans), dynamique, souhaitant assumer responsabilités et ayant le sens de l'organisation.

Sténo-dactylographe et bonne connaissance de l'anglais exigées. Une formation supérieure serait un atout certain.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V., photo et références à nos 87513 CONFESSE PUBLICITÉ 30, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01

A la recherche d'une  
**SECRETARIE BILINGUE G.K. CONSEILS** - 225-83-84.

**STENO-DACTYLO**  
(avec secrétaire)

ayant connaissances Anglais. Ecrire sous références L.I.B. à P. LICHAUX S.A. B.P. 220, 75003 PARIS CEDEX 02 qui transmetra.

**STENO-DACTYLO**  
même débutante ayant 500h artísticas. Ecr. av. C.V. + photo, à M. J. BLUET, 17, r. Lebel, 94000 VINCENNES.

**automobiles**

**LE CONCESSIONNAIRE EST CE QUI COMPTE LE PLUS APRES LA VOITURE**

• NOTRE CONTRAT GRATUIT ROUTE ASSISTANCE

• NOS ALFA PERSONNALISEES

**SFAM FRANCE-ALFA ROMEO**

Premier concessionnaire Alfa Romeo en France

23, bd de Courcelles - 75008 Paris - Tél. 292 02 50  
40 ter, av. de Suffren - 75015 Paris - Tél. 734 09 35

**vente**

**8 à 11 C.V.**

A VENDRE  
CX 2000 SUPER MARRON  
METALLISÉ - SIÈGES EN TISSU - DIRECTION DIRAVI  
MARS 76 - 5.200 km. - 26.000 F.  
Tél. : 822-05-28 en matinée ou le soir à partir de 19 h. 20.

**12 à 16 C.V.**

A vendre Citroën 15 CV + 925, 1925, meca. moteur, 23.000 F. Tél. : 322-42-46, lux. 22 h. 30. Ford Granada 2300 DL 1976 Blanche, lot noir ouvrant. Bette automatique. 33.000 km. 22.000 F. M. MIRD - 306-46-72.

**+ de 16 C.V.**

BMW 316. An. 76. 1re matn. 43.000 km. Prix : 26.000. Blanc. Tél. 343-30-57, de 9 h à 19 h.

Part. vd Peugeot 504 T. Autom. 78 roups. Int. rissu beige. Toit ouvrant. 60.000 km. Parf. état. Autoradio. Pz. B.P. 3 cibart. Tél. : le soir 417-35-17.

**CHRYSLER 2 litres AUTOMATIQUE** 15.200 km excellent état. 26.000 F. 296-14-00, poste 26A.

### représentation offres

**TRILUX**

Fabricus d'appareils d'éclairage fluorescent recherche pour un secteur parisien comprenant approximativement 17 départements 78 un

**V.R.P. MC**

30 ans min., connaissance éclairage, introduit auprès grossistes, installateurs, administration industrielle.

Notre marque est déjà implantée. Rapport immédiat.

Envoyer lettre + curr. vitae + cartes actuelles à  
**Lucien TRILUX**  
B.P. 5 - DOTTLEHEIM - 67200 MOLSBERG.

**capitaux ou proposition com.**

Rech. associé avant disp. 5 à 700.000 F par an serv. Paris. Bonnes 25 ans à New-York 10022

**P.A.E.-P.M.L.** vous recherche **UN PARTENAIRE DES FINANCEMENTS BITEK - 714-00-77**

**conseils en carrières et si nous parlons de vous...**

De votre carrière professionnelle. Nombreux sont en effet les cadres de haut niveau qui n'ont pas pu reconnaître. Nos **CONSEILLERS INTERNATIONNAUX** ont déterminé leur potentiel professionnel et recherché d'autres motivations, déterminés d'autres objectifs ou même support de la recherche d'une nouvelle position afin qu'ils trouvent la possibilité de répondre pleinement à leurs aspirations.

Fautes comme suit. Applications, ou écrivez-nous pour un entretien confidentiel. Sans engagement. Sans frais.

**FREDERICK**

**CHUSID**

4, rue de Berni 75005 Paris - 225-37-80  
London W.1. 35 Fitzroy St. Société anglaise de recrutement Langue anglaise souhaitée (Nous ne recrutons pas)

**travaux à façon**

**PEINTRES**  
10 ans d'exp., à votre service. Devis gratuits. 48 heures.

**DACTYLO HOMME**

INDÉPENDANT. Spécialisé TRANSCRIPTION BANDES MAGNÉTIQUES. Exécute tous trav., cassettes ou bandes. Expér. étud. motivation, interpr. sociale, et milieux médic. judiciaire, technique et scient. Tél. 257-43-83.

**propositions diverses**

L'ÉTAT, les entreprises nationalisées offrent des emplois stables, bien rémunérés à tous, hommes et femmes de 15 à 45 ans avec ou sans diplômes.

**LES CARRIÈRES DE LA FONCTION PUBLIQUE**

de plus de 112 pages toutes les adresses indépendantes. Les possibilités offertes. Les avantages, etc.

Demandes de documentation sur le revue : FRANCE-CARRIÈRES IM II, 3, rue Montyon - 75429 PARIS.

**CONSULTANT DE HAUT NIVEAU, 35 ANS**

**SPECIALISTE RELATIONS HUMAINES ET COMMUNICATIONS**

- Etudes de fonction  
- Analyses diagnostique  
- Plans et actions de formation

Ecrire n° 65988 M. REGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS

**CADRE DE DIRECTION**

**INGÉNIEUR E.T.P.**

35 ans

Expérience des responsabilités acquise dans une grande entreprise

- Sur le TERRAIN : 8 années direct. clientèle.

- Au BUREAU : 6 années Direction service T.P. propose collaboration à Société Région Rhône-Alpes. (Appointements : 240.000 F.)

Ecrire n° 7. 8387 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75003 Paris.

**ALLEMAND, 35 ans**

(Diplôme KAUFMANN), multilingue Bonne culture générale.

7 ans d'expérience en R.F.A., U.S.A. et Canada dans sociétés multinationales (services transporter, juridique, marketing, vente et general management).

**CHERCHE POSTE A PARIS OU BANLIEUE**

Libre de suite. Ecrire sous le n° 83.915 à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS.

**2 CADRES RECRUTÉS**

**ENTREPRISE POUR AMÉLIORER SA GESTION ET LE DÉVELOPPEMENT DE MARCHÉS**

- La différence de nos formations ;  
- La diversité de nos expériences ;  
- La complémentarité de nos aptitudes.

**GARANTISSENT**

le succès de notre emploi dans votre entreprise.

Nous étudierons vos propositions.

Adresser confidentiellement à **HAVAS-CONTACT**, 100, bd Haussmann, 75008 PARIS sous n° 64.773.

**8 à 11 C.V.**

A VENDRE  
CX 2000 SUPER MARRON  
METALLISÉ - SIÈGES EN TISSU - DIRECTION DIRAVI  
MARS 76 - 5.200 km. - 26.000 F.  
Tél. : 822-05-28 en matinée ou le soir à partir de 19 h. 20.

**12 à 16 C.V.**

A vendre Citroën 15 CV + 925, 1925, meca. moteur, 23.000 F. Tél. : 322-42-46, lux. 22 h. 30. Ford Granada 2300 DL 1976 Blanche, lot noir ouvrant. Bette automatique. 33.000 km. 22.000 F. M. MIRD - 306-46-72.

**+ de 16 C.V.**

BMW 316. An. 76. 1re matn. 43.000 km. Prix : 26.000. Blanc. Tél. 343-30-57, de 9 h à 19 h.

Part. vd Peugeot 504 T. Autom. 78 roups. Int. rissu beige. Toit ouvrant. 60.000 km. Parf. état. Autoradio. Pz. B.P. 3 cibart. Tél. : le soir 417-35-17.

**CHRYSLER 2 litres AUTOMATIQUE** 15.200 km excellent état. 26.000 F. 296-14-00, poste 26A.

### offrir premier emploi

étudiants de moins de 26 ans à la recherche d'un emploi

**l'Institut de Gestion Sociale** ouvre à la fin du mois de novembre 1978, un programme spécialisé de formation au :

**MANAGEMENT AVANCE**

Selon les formations et les motivations des candidats, ce stage débouchera sur les orientations professionnelles suivantes :

- Contrôle de gestion.
- Gestion de la production.
- Organisation et administration des relations de travail.
- Dirigants des petites et moyennes industries.

6 mois de préparation professionnelle, alternant travaux d'études, d'applications et séminaires d'approfondissement et d'entraînement, conçue en liaison avec les entreprises, en fonction de besoins nouveaux, cette formation est réservée aux étudiants de moins de 26 ans, diplômés de l'enseignement Supérieur, Grandes Ecoles d'ingénieurs, de gestion, maître-élève.

Les candidats sélectionnés reçoivent une indemnité mensuelle égale à 75 % du SMIC.

Les demandes de candidatures doivent être adressées dans les plus brefs délais à :

**INSTITUT DE GESTION SOCIALE**  
11, rue Vihite, 75017 PARIS, TEL 766-23.80

**FORMATION GRATUITE ET RÉMUNÉRÉE**

Stages de préparation à un premier emploi pour les jeunes de 18 à 25 ans ayant fait des études en SCIENCES HUMAINES (licence minimum en psychologie, sociologie ou sciences de l'éducation).

Prise en charge des frais de formation, permanents et de charges d'études de motivation. Rémunération 75 % du SMIC par le Ministère du Travail.

Présence 30 heures par semaine du 30 NOVEMBRE au 13 AVRIL.

**FORMATION GRATUITE ET RÉMUNÉRÉE**

Stages de préparation à un premier emploi pour les jeunes de 18 à 25 ans ayant fait des études en SCIENCES HUMAINES (licence minimum en psychologie, sociologie ou sciences de l'éducation).

Prise en charge des frais de formation, permanents et de charges d'études de motivation. Rémunération 75 % du SMIC par le Ministère du Travail.

Présence 30 heures par semaine du 30 NOVEMBRE au 13 AVRIL.

Envoyez candidature à L'INSTITUT POUR LE DÉVELOPPEMENT ET LA FORMATION PERMANENTE, 76, r. d'Assas, 75006 PARIS.

**information divers**

**POUR TROUVER UN EMPLOI**

Le CENTRE D'INFORMATION SUR L'EMPLOI vous propose GUIDES COMPLETS 120 pages

- Les 3 types de C.V. ; rédaction, conseils, erreurs à éviter
- La graphologie et ses applications
- 12 méthodes pour trouver un emploi
- Réussir ses entretiens, interviewer
- Les bonnes réponses aux tests
- Écrivez les plus demandés

Pour informations, écr. CIDEM 54, sq. Monssigny, 75 Le Châneau

**JOURNALISTE-DOCUMENTAIRE**  
25 ans, 4. exp., professionnel ch. empl., Tél. 895-02-45

**INGÉNIEUR**

Cinq années d'expérience outre-mer dans une entreprise de 3.000 salariés. Ayant occupé poste de :

- Chef de laboratoire ;
- Ingénieur Technico-commercial ;
- Actuellement Chef de produits et d'ordonnancement, emplois de temporaire.

● Salaire actuel : 170.000 FF/an.

**RECHERCHE**

● Poste à responsabilité métropole ou étranger, secteur secondaire ou tertiaire.

● Etude toute proposition.

Ecrire n° 6.485 à LE MONDE à Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (19<sup>e</sup>).

**LOIRE - HAUTE-LOIRE**

accueillir stagiaire de formation Eyraud, 5, rue Selignecroix, 42000 YSSINGEAUX

**COMPTABLE AGREE**  
H/m, 38 ans, cherche Direction de Cabinet ou collaboration. Etude toute proposition. Ecr. n° 67144 Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra, Paris (1<sup>er</sup>)

**PARIS-BANLIEUE**  
2 ANS, DESGAGE O.M. J.B. GRAPHISTE ILLUSTRATEUR SPECIALISÉ ILLUSTRATIONS cherche emploi dans presse, éditions ou public. Ecr. n° 85120 M. Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

**RESIDENT EN SUISSE**  
homme 42 ans, expér. direction filiale commerciale société française matériel chauffage rech. situation équivalente ou représentation libre. Branche bâtiment ou industrie de préférence. Etude toutes propositions. Ecr. n° 67174 Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra, Paris (1<sup>er</sup>)

**AUDITEUR INTERNE**  
J.M. 28 ans DUT gestion, 6 ans exp. groupe international. Anglais, espagnol, portugais. Cherche poste non sédentaire ou temps partiel. Ecr. n° 321, à Le Monde à pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-P.

**INGÉNIEUR A.M. - 30 a.**  
Stagiaire U.S.A. diplômé de l'Université de l'Etat de l'Indiana, expérience en production, travail d'études, recherche, électricité, techn. achat, innovation, brevets, retail, techn. haut niveau. Etude toutes propositions. Ecr. à T 09.592 M. Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

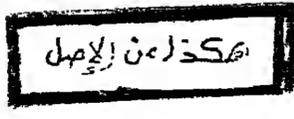
**JE VENDS**

- VOUS PARLEZ CHINOIS ?  
- MOI NON PLUS.  
- SI on étudie le marché  
Ecr. n° 341, à Le Monde à pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-P.

**DIPLOMÉ ETUDES SUPÉRIEURES**

- Maîtrise de gestion
- DESI économie bancaire
- DESI gestion bancaire
- 26 ans, diplôme O.J.L. Langues : ANGLAIS - ITALIEN

Stages Eclaircissent toutes propositions. Ecr. n° 85.884 M. REGIE PRESSE 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris



Large vertical graphic element on the right side of the page, possibly a page number or a decorative element.



ENVIRONNEMENT

LARZAC Oui, l'extension du camp militaire se fera déclare le préfet de l'Aveyron

Tandis que les Larzac, parvenus à mi-chemin de la capitale, continuent à recevoir de nombreux témoignages de soutien, le pouvoir met les cartes sur la table. « Oui, l'extension du camp militaire se fera », a dit M. Paul Bernard, préfet de l'Aveyron, aux maires du département réunis en assemblée générale samedi 18 novembre. Le représentant de

l'Etat a ajouté qu'il s'apprêtait à prendre pour les arrêtés de cessibilité sur les restes des surfaces à acquérir. « Plutôt que de jeter un défi au chef de l'Etat, a-t-il dit, relevons ensemble celui que la nation lance à l'Aveyron. »

Le préfet a indiqué qu'il chercherait à sauver toutes les exploitations qui pour-

ront être maintenues et qu'il y aurait pour les autres, « de justes indemnités et de bonnes réinstallations ». Ces propos ont-ils convaincu les maires ? Ceux-ci se sont déclarés « solidaires des paysans du Larzac », se sont élevés contre les procédés de l'Etat, et dans un communiqué demandent « une concertation sur les limites du périmètre du camp ».

LES MARCHEURS DANS LA TRAVERSÉE DE L'Auvergne

« On sème une sacrée graine ! »

De notre envoyé spécial

Gannat. — Mi-parcours : 362 kilomètres accomplis sur les 710 kilomètres de ce chemin qui les conduira à Paris au soir du 2 décembre, pour ce qu'ils espèrent bien être un combat gagné. Cela fait maintenant trois fois que, après leurs deux premières étapes dans une ville, à l'heure du crépuscule, qu'ils en sont repartis dans des maisons de pierre, mais avec la complétude d'un ciel tellement éclatant pour des années de novembre qu'on a pu leur lancer un jour : « C'est à croire que vous avez déposé le bon Dieu. » Quand on est en croisade, cela n'a rien d'extraordinaire.

Elle est bien ressentie, vécue, à la façon d'une croisée, cette longue marche des gens du Larzac avec tout ce qu'elle comporte d'espérance et d'inconnu, d'escalation permanente et d'aboutissement passager. Elle a maintenant traversé l'Auvergne. Dans cette France qui a tellement de mandataires de se couper en deux, elle se sent déjà au nord de la Loire, même si la traversée du fleuve ne s'effectuera qu'à Nevers, le 23 novembre. Depuis l'Aveyron, le Larzac a des origines, amie le nourrit, elle vit sa vie en même temps qu'elle la dit aux autres. La plus difficile, c'est de la franchir simplement. Du plus loin qu'on peut la voir — mais il faut en prendre la peine sur cette Nationale 9 qui est encore leur voie naturelle — elle apparaît dérisoire et dénuotée dans la fuite des lignes droites qui vont de Massiac à Gannat, via Issoire et Clermont-Ferrand. La circulation ordinaire la passe et la dépasse à grands coups de klaxons et souvent aussi la salue d'un avertisseur de sympathie.

La voilà à pas d'homme, groupée ou éparpillée selon les heures ou les profils du terrain. Dans ces espaces, loin des villes, elle se montre telle qu'en elle-même, forte de cinquante à soixante « permanents » qui lui donnent un âme. C'est le moment de s'y glisser, parmi les anoraks, les bouffelandes, les pardessus, les blousons, les bonnets ; d'entendre d'abord le bruit des bâtons des bergers sur l'herbe, de découvrir les visages, les prunelles ardentes de cette tribu qui ne sait pas encore si elle sera prophète. C'est le moment d'apprendre à reconnaître les visages, les quatre du plateau parmi les compagnons d'un jour ou de toujours ; ? Mais sans doute ne faut-il pas distinguer et seulement mesurer l'étendue d'une fraternité ? « Ça va ? » Ils l'ont déjà entendue cette interrogation banale. Bien sûr que ça va, même si Jean-Marie commence à friser la patte avec sa tendinite, même si samedi soir, place de Jande à Clermont-Ferrand, pendant que se tenait le meeting sous la statue de Desaix et face à celle de Vergnollet, on a commencé par déchausser pour panser des pieds de misère dans des odeurs d'embrocation.

Passé encore de marcher. Ce qui compte tout autant ce sont les soirées à l'étape, les veillées passées à discuter avec les paysans du coin chez qui l'on est reçu, logé par les soins des organisations agricoles locales. C'est là que se gagnent ou se perdent le pari.

Clermont, première grande ville Ils l'ont bien senti depuis le départ à Issoire, vendredi sur la place du Foirail où ils étaient attendus. Le représentant local de la F.N.E.A. leur a certes souhaité « une bonne solution » de leur problème, mais en prenant malgré tout ses distances par une conclusion : « D'abord reconfortez-vous, reposez-vous ; entre paysans, vous le savez, on a plus l'habitude de partager la peine que les idées. » Les « Larzac » connaissent l'antienneté. Depuis le 3 novembre, ils ont beaucoup découvert, beaucoup écouté, beaucoup parlé aussi, que la ferme soit cossue ou contiguë à l'étable. Souvent ils ont eu le sentiment qu'on ne les comprenait pas, que l'information était inexistante.

« Pourquoi n'acceptez-vous pas le camp ? Nous ici, une affaire comme la nôtre, pas de problème. Alors, vous allez à Paris, pour quoi ? Pour toucher une plus grosse indemnité ? — Non, c'est pas pour les sous. — Alors, c'est pour la politique ? — Non. Le Larzac me plaît, j'y suis installé, je veux y rester. — Et vous y êtes depuis combien de temps ? »

Ah ! cette question, cette façon de chercher d'abord à savoir s'ils sont bien de vrais paysans. La méfiance Auvergnate s'inquiète aussi des autres, de ceux qui les accompagnent, les soutiennent. Des gauchistes ? Des hippies ? Des écologistes ? Un peu tout mixé sous le même poil, le même regard, mais pas les mêmes figures, j'aurais d'abord que les socialistes les cheveux. »

« Comme des mots. Les « Larzac » laissent dire. « Ce qui les étonne, c'est quand même, ceux que nous rencontrons, c'est comment on s'entend bien entre nous. »

D'ailleurs, tout n'est pas négatif. « On trouve aussi des pays qui le lendemain matin sont un départ avec nous et vont nous porter une banderole pendant 2 ou 3 kilomètres. Alors, croyez-vous, malgré tout, on sème une sacrée graine. »

Clermont-Ferrand a fait un bel accueil. Classique sans doute. C'était la première grande ville rencontrée, la seule avant Paris. Dès l'entrée à Aubière, le cortège s'est grossi de toute une population citadine, des ouvriers, des enseignants, des jeunes, des vieux, etc. On est entré de la sorte en cortège, les paysans en tête, silencieux, laissant le soin aux autres, à l'arrière, de donner de

la voix. Il y avait aussi Charles Plaget et ses « Lip ». M. Roger Quilliot, sénateur socialiste et maire de la ville, n'avait pas eu la possibilité de se trouver là à ce moment. Désireux malgré tout de voir les « Larzac », il leur avait fait signe dès le matin et deux d'entre eux avaient quitté la marche pour vite courir à l'entretien, qui a duré trois quart d'heure. On lui a appris trois choses à M. Quilliot, qui croyait que la marche soutenait l'entreprise. On lui a dit que seuls dans l'Aveyron, les municipalités comme les élus de la majorité, étaient bel et bien dans les mêmes sentiments que lui. Il lui a paru étonné, peut-être même perplexe puisqu'il a demandé ce qui pouvait bien se faire si des gens proches du pouvoir n'avaient pas encore réussi à obtenir gain de cause.

Ainsi va la marche avec ses chants et ses bandes, ses intendants et ses logisticiens, ses ruraux et ses intellectuels. Ainsi vont Jean-Marie, le natif, et « Triste », l'adopté, nous son bonnet blanc, Roger Coly, le non-violent du Loiret et l'ouvrier de Desayeville qui milite « contre tout ce qui est politique ». A lui, maintenant, reconnaissable à leur haute taille, Jean André et Guy Tarlier. De panses en étapes parviennent les nouvelles, celles du plateau approchées en fin de semaine par

des femmes et les enfants qui sont venus rejoindre ; celles de Paris ou d'ailleurs, bonnes ou non. Bonne cette annonce : l'un des deux jours entrepris dans la capitale par un groupe de sympathisants. Franchement, d'ordinaire, selon les paroles, d'ordinaire préfectoral, le poste aurait bloqué trois autres cartes de soutien adressées au président de la République par les gens du Forêt et de la Loire.

« Espéré et redouté à la fois, Paris est encore loin. En parler c'est forcément visiblement poser la question : le président les reconstruit-il ? Il se la sont posée eux-mêmes. Ils ne savent pas encore s'il faut y croire ou non. Mais les paysans reconstruits sont cependant unanimes : « Non, il ne peut pas ne pas les reconstruire. Rien qu'à cause de ces 700 kilomètres qu'ils ont faits. » Ce langage n'est pas négociable puisqu'il est tenu dans un département, où, précédemment, M. Valéry Giscard d'Estaing a sa propriété à Chagnac, que les marcheurs ont maintenant dépassé sans même s'en soucier.

Pour leur part, ils se contentent de dire : « On est des marcheurs, pas des préparateurs de réunions. On n'est pas au courant de tout. On veut arriver dans les grandes larmes, on ne veut pas des préparateurs de réunions. » Jean-Marie, trouper M. Giscard d'Estaing nous ditant : « Bravo ! les gens, vous avez bien mérité de la patrie. »

JEAN-MARC THOLLEYRE

Les manifestations antinucléaires

Plus mille Bretons ont défilé samedi 18 novembre, dans la ville de Quimper pour exprimer leur opposition à la construction d'une centrale atomique à Plogoff (Finistère). Le maire de la localité marchait en tête du cortège qui a parcouru le centre de la ville, où les commerçants avaient baissé leurs rideaux. Il n'y a pas eu d'incidents.

À Dieppe, c'est contre le projet de la centrale de Penly (en Seine-Maritime), que des agriculteurs, des écologistes et plusieurs élus de toutes tendances, ont manifesté.

Enfin, à Verceil (Haute-Saône), des manifestants ont tenté d'arracher les grillages entourant le chantier d'un poste d'interconnexion E.D.F. Ce chantier s'avait pu être ouvert quelques jours auparavant que sous la protection des gendarmes mobiles. Il doit être le point d'aboutissement d'une ligne à haute tension qui traverse la Lorraine et qui est refusée par la quasi-totalité des maires des communes traversées.

Dieppe-sous-Paueu

Dé notre correspondant

Dieppe. — « Dieppe, station balnéaire à deux heures de Paris », indiquent les panneaux publicitaires à l'entrée de la ville. « Dieppe, station nucléaire à quinze minutes des centrales », proclament bracts et banderoles. Ils sont plus d'un mille qui défilent, ce samedi 18 novembre, dans les rues du port-nord.

« Pas de garanties et pas d'indemnités », demandent Français. Trois, septante-dix ans, l'un des responsables du comité de défense du site de Penly. C'est lui qui a été l'un des premiers à réagir, voilà maintenant trois ans, contre le projet d'édification d'une centrale nucléaire à Penly (Seine-Maritime), à 14 kilomètres au nord de Dieppe. C'est lui qui a élargi les yeux les paysans, aujourd'hui avec une trentaine de tracteurs. « A Penly, dit-il, personne n'a bougé. Il faut montrer notre détermination. »

« Paueu, c'est à 36 kilomètres au sud. Là se construit, depuis trois ans, la plus importante centrale atomique française. Quatre réacteurs de 1.900 mégawatts y sont en chantier. Les projets d'E.D.F. prévoient pour 1985 la mise en chantier à Penly, dans un des sites les plus beaux du littoral, d'une centrale identique qui devrait être opérationnelle vers 1990. »

L'enquête publique n'a pas encore eu lieu, mais des contacts ont été pris le 15 novembre dernier avec les cultivateurs concernés.

« Nos parents n'ont pas pu travailler à posséder quelques hectares de la patrie. »

pour qu'on nous les reprenne maintenant », s'indigne un manifestant. Pour les paysans caennais, c'est d'abord le terre qu'il faut défendre. Avant de combattre le nucléaire. « Qu'on leur propose de mettre la centrale à 20 kilomètres d'ici et beaucoup ne se sentiraient plus concernés », affirme, amer, un membre de l'Association écologique caennaise (A.E.C.), qui s'attache à placer l'accent sur le plan plus général d'un « projet de société différent ».

En son côté, E.D.F. s'attache aussi à rassurer les réserves. Plusieurs maires des communes environnantes ont été récemment invités au Japon. Parmi eux, M. Paré, membre du parti républicain et vice-président du comité de défense. Partisan d'une « information complète et d'une participation de la population », c'est lui qui a organisé la manifestation.

D'autres élus étaient présents : ceux du parti socialiste en particulier, venus en nombre. En revanche, le parti communiste, qui a la responsabilité de la ville de Dieppe, était absent, mais faisant distribuer sur le siège du cortège un tract intitulé « à l'usage de l'indignation énergétique de la France ». Le député de la Seine-Maritime (P.C.) et maire de Dieppe, M. Irénée Bourgeois, avait déjà développé ses arguments devant le conseil général de la Seine-Maritime au cours de la dernière session, durant laquelle la majorité des conseillers ont demandé une étude préalable d'impact avant l'enquête publique.

MARC LECARPENTIER

URBANISME

MONTFAYET EST VICTIME DU DÉVELOPPEMENT D'AVIGNON

(De notre correspondant.)

Avignon. — Le tissu urbain devient de plus en plus dense autour d'Avignon. Naguère, l'absence de schéma directeur permettait encore de régler les transactions foncières de gré à gré. L'appât du gain, ou la raison réglementaire des rapports des possédants et acquéreurs éventuels. Depuis la réforme foncière et l'établissement des plans d'occupation du sol, le spectre de l'expropriation hante les propriétaires.

Ainsi, à Montfayet, la pièce du « Christ », charmant hameau situé à 5 kilomètres d'Avignon, la mairie urbaine définitive et officialisée par l'ordonnance municipale irrita les habitants qui risquent d'en faire les frais.

Les habitations nouvelles sont un moindre mal. Mais les projets de desserte et de voirie font souffrir sur la communauté montfayète un vent de révolte. Des parcelles enchevêtrées de vieilles demeures familiales vont être en partie démolies au profit d'édifices nouveaux, et d'édifices nouveaux qui ne justifient ni la circulation actuelle ni le trafic potentiel, protestent les propriétaires menacés d'expropriation. Les chemins champagnais qui sillonnaient le bocage et les hameaux, vont disparaître, remplacés par de larges avenues. « C'est tout le caractère du village et sa douceur de vivre qui vont ainsi être détruits », proteste Mlle Callamand, qui, la première, a brandi l'étendard de la révolte.

Soixante-dix ans, une vitalité peu commune, elle mobilise toutes les énergies locales et canalise les inquiétudes sourdes ou ouvertement manifestées. Disponible et volontaire, elle est le problème des administrations, les cabinets préfectoraux et ministériels, partie du caractère aberrant d'une organisation urbaine défective. Elle a rédigé une pétition qui a recueilli plus de deux cents signatures et elle est à l'origine de la création de l'association pour la maintenance et la sauvegarde de Montfayet. « Les nécessités des progrès ne justifient pas de telles atteintes à l'environnement et à la propriété privée et collective », estime-elle, en soulignant son désintéressement.

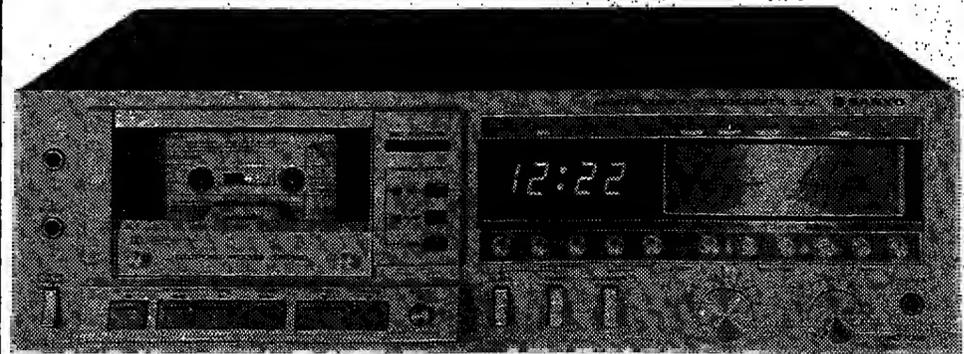
JEAN FAURE

notre sélection hi-fi

QUI DIT MIEUX!

en avant-première nouvelle platine cassette à micro-processeur

Sanyo RD 7058. Platine cassette à micro-processeur permettant la programmation du départ et de l'arrêt. Entraînement électronique. Indication digitale LED de l'heure, du compteur à mémoire et du bobinage. Système Dolby, sélecteur FeCR/CrO2, filtre MPX et limiteur de surmodulation. 3590 F.



Galerias Lafayette

Jusqu'au 30 décembre, Haussmann, Montparnasse, Belle-Épine.

سكز لمن الإهل

EN ILE-DE-FRANCE

Villes nouvelles : dix ans pour oublier le gigantisme

« Je suis venu habiter Evry parce que les villes nouvelles semblaient offrir de multiples possibilités à leurs habitants : après sur l'extension, participer aux projets qui concernent l'agglomération, ce qui est impossible dans une banlieue ancienne... »

I. - LES PIONNIERS S'ESSOUFFLENT

par MARIE-CHRISTINE ROBERT

Proximité de la capitale (entre 15 et 30 kilomètres) et solidement amarrées à elle par un réseau routier et ferré, elles devaient être des banlieues nouvelles.

leur population croît de façon spectaculaire et sont entrées sans transition dans la catégorie des communes urbaines où les équipements et les services se traduisent inévitablement en termes de feuilles d'impôts locaux.

Modestie de rigueur

Aujourd'hui, la modestie est de rigueur en Ile-de-France. La population a promise d'arriver pas celle de la région se stabilise autour de 10 millions.

merces d'emplacements industriels. Des constructions de croisière ont été établies pour les dix années à venir.

Les journaux de quartier

Au groupe central des villes nouvelles, organisme interministériel de tutelle, on fait remarquer que les villes devenues communes ont une fiscalité comparable à celle des communes des départements où elles sont implantées.

« Il y a aujourd'hui un hyper-contrôle social des associations, estime M. Jean-Claude Bremond, rédacteur au Miroir d'Evry. Elles contrôlent en effet toutes les activités des habitants. C'est pourquoi nous avons créé des journaux où tous ceux qui le désirent peuvent s'exprimer. »

Reste pour les pionniers les plus fervents le « grand projet » de la ville. « Nous ne sommes pas les simples habitants d'un quartier de banlieue, explique M. Bremond, tout est pensé globalement afin que naisse une véritable agglomération. »

Prochain article :

VIE DE VILLAGE EN GRANDE BANLIEUE

La maladie infantile des associations selon M. Chirac

Lors du déjeuner organisé le lundi 13 novembre par une association de journalistes, l'Albat (Le Monde du 15 novembre), le maire de Paris a répondu à une question concernant la voie express rive gauche, projet dont il avait, au Conseil de Paris, regretté l'abandon.

« Je pense qu'on a commis une erreur, a déclaré M. Chirac, dans la mesure où le dernier projet, d'ailleurs fort coûteux, était très respectueux de sites, et surtout, en valeur des endroits qui ne le sont pas. Il n'avait pas pour vocation essentielle la circulation qu'il facilitait, sans plus. En renonçant à ce projet, on a cédé à la facilité, au simplisme et à la pression de certains intérêts. Il n'est pas question de le rétro, ce qui n'exclut pas les regrets. »

M. Ch.

A EVRY ENNUI DE FEMMES

Les villes nouvelles sont d'abord faites par les hommes et les enfants, c'est de cette première constatation bientôt suivie de beaucoup d'autres qu'est né le « groupe femmes » d'Evry. Les femmes des villes nouvelles ont-elles plus de difficultés qu'ailleurs ?

« Or, dans la ville nouvelle, s'effritent des habitants, rien ne se passe, qu'on s'effrite les femmes, dans une association, à une exposition ou à un débat, ce sont toujours les mêmes que l'on rencontre. Ici, nous nous ressemblons toutes, nous vivons en cercle fermé. »

Advertisement for Braun alarm clock. Text: 'Le réveil qui fait tout pour se faire pardonner.' Includes image of the alarm clock and the Braun logo.

ÉTRANGER

LES PRÉVISIONS DE L'O.C.D.E. POUR 1979 :

- Croissance économique médiocre
- Ralentissement de l'inflation
- Faible déficit extérieur

Croissance économique ralentie aux États-Unis, en Grande-Bretagne, au Japon, mais plus forte en Allemagne de l'Ouest, en France, en Italie et au Canada ; telles sont les principales prévisions faites pour 1979 par les experts de l'O.C.D.E., prévision que les représentants des différents pays réunis à la fin de la semaine au sein du comité de politique économique viennent d'examiner.

Voici pour l'essentiel les pronostics des experts du château de la Monnaie retenus — après corrections — par les représentants de grands pays industriels :

1) CROISSANCE ÉCONOMIQUE EN 1978 et, entre parenthèses, les résultats probables pour 1979 : + 3 % environ en moyenne (+ 3,8 % pour 1978). États-Unis : + 2 % (3,8) ; Japon : + 4,5 % (+ 5,8) ; Allemagne : + 3,9 % (+ 3,8) ; France : + 3,5 % (+ 3) ; Grande-Bretagne : + 2,5 % (+ 3) ; Canada : + 4,1 % (+ 3,5) ; Italie : + 3,5 % (+ 2).

2) LA HAUSSE DES PRIX continue de se ralentir, passant en moyenne de 6,8 % à 6,5 % ; l'augmentation serait de 7 %

(8,8) aux États-Unis ; de 4,1 % (3,8) au Japon ; de 2,8 % (2,7) en Allemagne ; de 2,3 % (9,5) en France ; de 8,5 % (8) en Grande-Bretagne ; de 7,3 % (8) au Canada ; de 10,7 % 12 % en Italie.

3) BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS : le fait le plus marquant est la réduction importante de l'excédent des paiements courants du Japon (12 milliards de dollars contre 20 milliards de dollars cette année) et de l'Allemagne (2,5 milliards de dollars contre 8 milliards de dollars). D'autre part, l'excédent français reste stable (deux milliards de dollars). Pour l'ensemble des pays de l'O.C.D.E., le déficit resterait faible, malgré une légère augmentation (1,1 milliard de dollars contre 600 millions en 1978), cette prévision étant basée sur une légère augmentation des prix du pétrole (environ 6 à 7 %) et excluant l'importante augmentation des prix monétaires.

D'une façon générale la tendance serait nettement en 1979 à un rapprochement des situations entre les balances des paiements des différents pays.

Les experts britanniques prévoient un ralentissement de la croissance

De notre correspondant

Londres. — Les prévisions officielles, publiées deux jours par le ministère des finances (Treasury), annoncent pour le second semestre de 1979 un ralentissement de la croissance et une baisse des investissements industriels et un déficit de la balance des paiements. Ces indications préoccupantes qu'elles représentent un certain nombre d'hypothèses optimistes, en tout cas discutables, comme le maintien de l'augmentation des salaires dans la limite de 7 %.

En supposant même que le gouvernement réussisse à contenir la hausse des salaires, à éviter la dépréciation de la livre et à maintenir le gonflement de la masse monétaire dans la proportion annoncée par M. Hesley, chancelier de l'Échiquier, comprise entre 8 et 12 %, le taux de croissance du P.N.B. sera de 2 % pour l'année allant de juin 1978 à juin 1979. Pendant la même période de l'année précédente, ce taux avait été de 3,5 % et, selon les estimations officielles, devrait baisser à 3 % à la fin 1978.

Les dépenses de consommation ne s'accroîtront que de 2,5 % entre juin 1978 et juin 1979, alors que l'année allant de juin 1977 à juin 1978, pendant la même période de l'année précédente, ce taux avait été de 3,5 % et, selon les estimations officielles, devrait baisser à 3 % à la fin 1978.

Malgré le ralentissement de la croissance, le taux d'inflation devrait atteindre 8,5 % à la fin de 1979, par comparaison aux 7,8 % enregistrés cette année. Et cela dans le meilleur des cas, c'est-à-dire si les augmentations de revenu ne dépassent pas les 7 %. Si, comme le prévoient la plupart des économistes privés, cette limite est franchie pour atteindre 10 ou 12 %, le taux d'inflation en sera affecté et dépassera très probablement 10 %, ce qui obligera sans doute le gouvernement à augmenter les impôts. Enfin, au lieu des 750 millions de livres d'excédent prévus par le chancelier de l'Échiquier dans la proposition de budget en son dernier, la balance des paiements, selon les prévisions officielles, devrait tout juste rester en équilibre jusqu'au milieu de 1979, mais accusera un déficit de 250 millions de livres au cours du

ÉTATS-UNIS

● Le taux d'utilisation de la capacité de production de l'industrie américaine a progressé de 0,2 % en octobre, pour atteindre 85,3 %. Cette augmentation est due principalement à la reprise de la production de charbon, affectée en septembre par une grève des chemins de fer. Le taux d'utilisation de la capacité de production est à son niveau le plus élevé depuis 1974. — I.A.F.P.

second semestre de cette même année. Seul l'accroissement des bénéfices « pétroliers » de la mer du Nord empêchera un déséquilibre encore plus grand de la balance des paiements.

M. Hesley, tout en soulignant que la marge d'erreur de ses prévisions était « énorme », a déclaré le 16 novembre que la raison principale du ralentissement de la croissance était que l'industrie britannique n'était pas capable actuellement de réagir suffisamment à la concurrence aussi bien en Grande-Bretagne que sur les marchés étrangers. — H. P.

ÉNERGIE

L'ASSEMBLÉE NATIONALE RÉTABLI LA TAXATION DES HUILES NEUVES

Au cours du vote du budget, l'Assemblée nationale a décidé, le 18 novembre, lors d'une seconde délibération et à l'initiative de M. Julien Schwartz (R.P.R.), contre l'avis du gouvernement et du rapporteur général, de rétablir la taxation (27 F par quintal) des lubrifiants, c'est-à-dire des huiles neuves.

CONJONCTURE

● La consommation de produits manufacturés a baissé en France de 3,3 % en octobre par rapport à septembre, indique l'INSEE. Par rapport à octobre 1977, la progression est de 3,5 %. En octobre, indique l'INSEE, « les achats de voitures neuves se sont nettement dégradés, après la forte remontée d'août. Les ventes d'appareils électroménagers, en léger retrait, s'inscrivent toujours sur la pente descendante suivie depuis plusieurs mois. Le recul des achats de radio-TV en octobre est de la même ampleur que la forte accélération observée au deuxième trimestre ».

Actuellement je suis un complexe cinématographique de trois salles au HAVRE. J'ai une surface au sol de 980 m<sup>2</sup> pouvant s'étendre jusqu'à 2.500 m<sup>2</sup>.

Une chaîne de grands magasins veut m'acheter, mais je ne veux me séparer de mon propriétaire que contre 4.500.000 F. Si je vous intéresse, téléphonez-moi au (25) 42.31.79.

AGRICULTURE

L'association Nature et Progrès réclame une marque distinctive pour les produits agro-biologiques

Avec sept mille adhérents dont un millier d'agriculteurs, l'association Nature et Progrès, qui tenait son congrès samedi et dimanche dernier à Versailles, sur le thème « Vivre sainement aujourd'hui et demain », réalise la synthèse du mouvement de consommation « du producteur au consommateur ». Depuis 1964 elle a pour objectif de promouvoir l'agriculture biologique « comprise non comme une suite vers le passé, mais comme la réponse aux exigences de l'agriculture d'aujourd'hui, c'est-à-dire conciliant qualité et quantité, préservant l'environnement, la santé et les ressources naturelles ».

Pour lever le doute

Sur le plan technique les congressistes, entre autres sujets, se sont intéressés au rôle de la matière organique dans le sol, aux métaux des nitrates, dont l'excès est nocif pour l'agriculture, et à la pollution des sols par les produits phytosanitaires, et aux maladies du bétail héritées des conditions de vie et de la nourriture.

Ce congrès a été l'occasion de faire le point sur l'état du mouvement agro-biologique dans le monde et notamment aux États-Unis, où chaque année 3 millions de dollars sont consacrés à la recherche en agriculture biologique pour les petites exploitations.

Le prix de l'essence

LES POMPISTES VONT NÉGOCIER AVEC LES COMPAGNIES PÉTROLIÈRES

Le délégué général de la F.N.C.A.A. (Fédération nationale du commerce et de l'artisanat automobile) a déclaré dimanche 19 novembre, au Mans (Sarthe), que « les pompiers négocieront avec les compagnies pétrolières pour négocier à nouveau les contrats de livraison de carburant. Ces négociations, rendues possibles par la nouvelle politique du dollar du gouvernement, qui prévoit « des rapports tout à fait nouveaux entre les distributeurs de carburant et les sociétés pétrolières », justifient pour la F.N.C.A.A. qu'elle « est toujours continué à assurer le ravitaillement des automobilistes ».

Le prix du pétrole

M. BLUMENTHAL AURAIT OBTENU DE L'ARABIE SAOUDITE UNE PROMESSE DE MODÉRATION

La commission économique de l'O.P.E.P. qui s'est réunie le 14 novembre à Vienne afin d'établir par voie de médiation, qui seront soumises à la conférence ministérielle du 18 décembre prochain, s'est séparée le 18 novembre. Aucune information n'a filtré sur ses travaux.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS 60 JOURS	OUI 60 JOURS	OUI 90 JOURS		OUI 120 JOURS	
		100	200	100	200
S. E.-U.	4.430	4.430	-165	-115	-320
S. Can.	1.782	1.782	-124	14	197
Yen (100)	2.242	2.242	+ 33	+ 126	+ 286
DM	2.253	2.254	+ 33	+ 90	+ 113
France	2.108	2.110	- 38	- 4	- 69
F. S. (100)	14.090	14.087	- 328	- 4	- 645
L. (1 000)	5.204	5.217	+ 123	+ 263	+ 495
S. (1 000)	8.990	8.990	- 389	- 216	- 305
S. (1 000)	8.529	8.532	- 436	- 416	- 989

Taux des Euro-Monnaies

	13/4	2 1/8	2 1/16	2 1/16	2 1/16	3 1/16	3 1/8	3 1/8
S. E.-U.	19 5/16	19 1/16	16 11/16	16 11/16	16 11/16	16 11/16	16 11/16	16 11/16
France	9 7/8	9 7/8	8	8 1/2	8 1/4	8 3/4	7 7/8	8 1/8
F. S. (100)	11 1/4	9 3/4	8 1/2	8 1/2	8 1/2	10	8 7/8	8 1/8
L. (1 000)	10 3/4	11 1/4	13 3/4	15 1/4	15	14 1/2	15 1/2	17 3/4
S. (1 000)	11 3/4	12 1/4	13 1/4	14 1/4	13 3/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4
S. (1 000)	6 7/8	7 1/8	7 3/8	7 7/8	8 3/8	9 1/8	9 3/8	9 7/8

Nota : Les données ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Un bourgogne 1978 « flambant »

De notre envoyé spécial

Beaune. — Claire au soleil de l'automne 1978, bientôt de la Bourgogne viticole ! Ses rayons tardifs mais généreux ont fait couler l'or dans les grappes de ce vignoble qui égare ses expertises aux tarifs du charbon, cette vente de charbon, la plus grande du monde, dit-on, est très attendue par les professionnels, vigneron et négociants, qui, sans le dire, en déduisent la tendance.

Et bien ! celle-ci est à la hausse, et même à la très forte hausse : + 51,27 % en moyenne, un nouveau record ayant été établi avec une cuvée Mazis-Chambertin léguée aux Hospices en 1976 par Madeleine Collignon, qui a fait 35 000 F le pièce de 228 litres, soit 116 F une bouteille qui se retrouve dans quelques années à 500 F sur le table d'un restaurant. Comme de bien entendu, c'est le maison Patriarche, père et fils, de Beaune, et son chef, M. Boissieux, qui, au terme de dix-sept minutes d'enchères, ont « soufflé » le premier lot à M. Henri Maire (l'Argus) et de Beaune réunis, lui laissant le deuxième lot, la tour à la grande joie de l'assistance. Le même M. Boissieux devait aller une cherté bien ordonnée à une publicité bien comprise en offrant respectivement 100 000 F et 150 000 F (500 F la bouteille) pour deux pièces sélectionnées dans les vignes de la propriété de M. Lino Varca, qui, cette année, présidait la vente.

Le bourgogne 1978 est-il trop cher ? Deux écoles s'affrontent à ce sujet. L'une estime que pour les grands crus, dont la qualité et la quantité varient au rythme éternel des années et des saisons, le tal de l'offre et de la demande doit s'appliquer, surtout dans un vignoble relativement peu important et rigoureusement inextinguible. Elle fait remarquer que le rendement est fortement diminué, ce qui justifierait un relèvement sensible des prix unitaires. En 1978, le rendement a été de 35 hectolitres par hectare, soit 6,2 millions pour un volume réduit de 30 %. Au surplus, comme l'offre est inférieure à la demande, il faut réduire la consommation par les prix. La seconde école, au contraire, considère qu'il serait imprudent de casser cette consommation et que l'avenir doit être réservé. A l'encontre, les étrangers (ils étaient nombreux à la vente) sont de plus en plus réticents, notamment les Américains, cette année, il faut bien le dire, Allemagne, Belgique, Hollande et Suisse ont continué à acheter en moindre force. Mais les deux écoles sont d'accord pour conseiller de se rebtenir sur le beaufort. La récolte y est très abondante, la qualité excellente et surtout les prix demeurent stables. De quoi « humer le plot », l'âme, le corps et le portefeuille en oest.

FRANÇOIS RENARD.

MONNAIES

La dévaluation du rupiah indonésien risque de relancer l'inflation

La monnaie indonésienne vient d'être dévaluée de 60 % à la suite de la décision du gouvernement de Djakarta de ne plus maintenir la parité entre le dollar et le rupiah (Le Monde du 18 novembre). Entraînés par les brusques baisses de la monnaie américaine la parité entre le dollar et le rupiah dans sa remontée, déclaire-ton à Djakarta dans les milieux officiels.

Cette mesure était réclamée depuis longtemps par un certain nombre d'économistes qui espèrent des effets bénéfiques pour les producteurs de matières premières agricoles malgré les conséquences inflationnistes qui pourraient en résulter. Selon les milieux gouvernementaux elle pourrait aussi être un stimulant pour la production intérieure, très affectée par le marasme mondial. C'est sans doute dans cette même perspective que le gouvernement indonésien a maintenu la libre circulation des capitaux, baissé les droits de douane de 60 % pour les importations de produits semi-transformés, et exonéré l'importation des produits destinés à être transformés et réexportés.

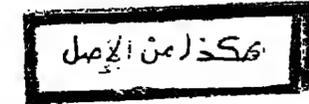
On peut s'interroger sur le bien-fondé de cette opération, l'Indonésie n'ayant — contrairement aux pays industrialisés développés — guère de produits finis à

exporter. En fait seules les ventes de produits bruts (pétrole et gaz naturel) pourraient — théoriquement — en être stimulées : les exportations indonésiennes vers les États-Unis et le Japon fournissent 85 % des recettes d'exportation. Mais pour le moment ces marchés plafonnent. Quant aux exportations non pétrolières (bois et café) qui figurent aux deuxième et troisième rangs des ventes, les perspectives sont moins bonnes qu'en 1977.

Les ventes de caoutchouc, étain et huile de palme augmentent. De même, la baisse prévue des achats de riz à l'étranger (2 millions de tonnes — entre avril 1979 et mars 1980 au lieu de 2,8 millions en 1978) — pour la période 1977-1978 — pourrait-elle améliorer les chances de réussite des mesures gouvernementales en améliorant la balance commerciale. Pourrait le prix du riz qui a augmenté de 40 % sur le marché mondial peut-être cet effet. On doit d'ailleurs s'interroger sur les conséquences économiques, mais aussi politiques d'une forte hausse des prix de détail (1) retombée normale de toute dévaluation.

E. R.

(1) Actuellement, les prix de détail augmentent au rythme de 10 % en Indonésie.



SOCIAL

### Le projet du C.N.P.F. sur l'aménagement annuel de la durée du travail

## Cinq jours supplémentaires de repos quand un salarié travaille 232 jours par an

Les syndicats et le C.N.P.F. devaient se rencontrer, lundi après-midi 20 novembre, afin de poursuivre les négociations, commencées le 17 octobre, sur l'aménagement annuel de la durée du travail. Les syndicats ont reçu, la semaine dernière, un projet patronal d'accord que le C.N.P.F. — a déjà déclaré M. Edmond Maître — considère comme « inacceptable ». « Derrière une présentation habile, c'est un projet de régression sociale, a indigné le leader cégétiste. Le patronat entend conditionner quelques jours de congés supplémentaires à la diminution du nombre de jours d'absence des salariés. Contrairement à toutes les belles déclarations sur l'allègement du travail manuel, une telle disposition pousse les ouvriers à rester au travail jusqu'à l'extrême limite de leurs forces, au mépris de leur sécurité et de leur santé. En même temps, ce serait un pas supplémentaire vers l'individualisation du statut des travailleurs, un moyen nouveau de division de la classe ouvrière. »

#### LISEZ

« le Monde des philatélistes »  
En vente dans les kiosques

### DEUX MANIFESTANTS SONT CONDAMNÉS APRÈS LES INCIDENTS DE CAEN

(De notre correspondant.)  
Caen. — Lors des incidents de vendredi soir 17 novembre, vingt-six personnes ont été interpellées par les services de police. Deux d'entre elles ont été présentées au parquet et jugées samedi en fin d'après-midi lors d'une audience de flagrant délit. Elles ont été toutes deux condamnées en vertu de l'article 314 du code pénal (vol sans casseur) : un jeune charcutier sans emploi qui, d'après le parquet, a reconnu avoir brisé des vitrines à quatre mois de prison, et un étudiant qui aurait avoué avoir été en possession de boîtes d'acier à deux mois de prison avec amende.

● Le recit de la C.G.T. (5 points) enregistré au début de l'année, lors des élections des délégués du personnel à l'usine de Renault de Boulogne-Billancourt, vient d'être une nouvelle fois confirmé lors du renouvellement du comité d'entreprise. La C.G.T. perd cinq points au profit des autres syndicats : F.O., C.F.D.T. et C.S.I. (ex-C.F.T.J.). Collège des ouvriers : inscrits, 19 481 (21 399 en 1976) ; abstentions, 5 805 (5 587) ; exprimés, 13 195 (15 125). Ont obtenu en moyenne : C.G.T., 8 601 voix (16 617), soit 65,18 % au lieu de 70,20 % en 1976 ; C.F.D.T., 2 064 voix (2 141), soit 15,64 % au lieu de 14,15 % ; F.O., 1 632 voix (1 575), soit 12,32 % au lieu de 10,41 % ; C.S.I. (ex-C.F.T.J.), 480 voix (379), soit 3,64 % au lieu de 2,51 %.

### La crise de la construction navale marseillaise

## LES PATRONS MENACENT DE DÉNONCER LE STATUT PARTICULIER DE LA PROFESSION

Les responsables patronaux de la réparation navale marseillaise viennent de faire connaître à la C.G.T. leur intention de dénoncer le « statut » signé en 1929 avec les syndicats de ce secteur industriel. Ce statut confère un certain nombre d'avantages aux travailleurs de la réparation, traduisant, selon la C.G.T., « la pénibilité des métiers qui y sont pratiqués ». Le syndicat a toujours indiqué que toute atteinte ou remise en cause de ce statut se heurterait à son refus.

Les responsables patronaux, dirigeants de la Compagnie marseillaise de réparation (C.M.R.) et des ateliers Paoli, actuellement paralysés par la grève déclenchée il y a six semaines, ont indiqué, dans une lettre adressée au secrétaire C.G.T. de la réparation navale de Marseille, M. Jean-Marie Unal, que la dénonciation « du procès-verbal d'accord du 12 mai 1929, ainsi que de trente-cinq avenants », était rendue inévitable par le refus de l'organisation syndicale de « toute négociation au cours des deux réunions partitaires des 10 et 15 novembre derniers ».

### L'EMPLOI DES HANDICAPÉS

## Une expérience pilote dans les services des P.T.T. du Nord

De notre correspondant

Lille. — M. Norbert Ségard, secrétaire d'Etat aux P.T.T., vient de lancer dans le Nord-Pas-de-Calais une expérience-pilote en faveur de l'emploi des handicapés dans son administration. Les directeurs départementaux ont reçu le 9 novembre des instructions à ce sujet. Les mesures envisagées tendent notamment à l'embauche de personnes atteintes d'un handicap léger et à une aide à l'adaptation professionnelle.

La fonction publique pas plus que les entreprises privées n'ont fait une place suffisante aux handicapés. Avant la loi d'orientation de juin 1975, obligation leur était faite d'occuper des handicapés à concurrence de 3 % de leurs effectifs. Ce taux maximum n'a jamais été atteint, sans doute en raison de l'indigence des textes qui ne créaient pas les conditions nécessaires à cette embauche particulière. Aux P.T.T., un atelier occupe soixante handicapés travaillant exclusivement pour l'administration des P.T.T. Il s'agit cette fois d'un service intégré aux P.T.T. où les conditions matérielles seraient réunies pour permettre aux handicapés de tenir un emploi dans un milieu professionnel normal.

M. Ségard tirera dans six mois les conclusions de cette expérience pour laquelle il souhaite l'aide efficace de l'Association des familles d'enfants handicapés des P.T.T. — G.S.

La législation est encore insuffisante, affirme M. Ségard. La loi, notamment, ne régit pas le problème des personnes atteintes d'un handicap léger (vision déficiente, diabète, hémophilie par exemple). Les P.T.T. ont déjà dans certains cas assoupli les modalités d'appréciation de l'aptitude physique et des déficiences qui autrefois étaient éliminatoires. C'est ainsi qu'en 1976 quelque cinq cents candidats atteints de telles déficiences ont été admis au titre du recrutement normal. Désormais, ces mesures seront systématiquement appliquées dans le Nord-Pas-de-Calais.

De plus, M. Ségard a demandé aux directeurs généraux des postes et télécommunications de prévoir l'implantation dans la région du Nord d'un service qui serait adapté à l'emploi de handicapés. Actuellement, à Nuits-Saint-Georges, en Côte-d'Or, un atelier occupe soixante handicapés travaillant exclusivement pour l'administration des P.T.T. Il s'agit cette fois d'un service intégré aux P.T.T. où les conditions matérielles seraient réunies pour permettre aux handicapés de tenir un emploi dans un milieu professionnel normal.

M. Ségard tirera dans six mois les conclusions de cette expérience pour laquelle il souhaite l'aide efficace de l'Association des familles d'enfants handicapés des P.T.T. — G.S.

(Publicité)

### APPEL D'OFFRES

La Direction Générale de l'Office des Postes et Télécommunications du GABON lance auprès des sociétés et entreprises gabonaises et françaises un appel d'offres pour les fournitures et travaux de réalisation et la maintenance du réseau des câbles et lignes d'abonnés au téléphone de PORT-GENITIL.

Le dossier des spécifications peut être retiré à SORECOM - 8, rue de Berri, 75008 PARIS. Tél. : 256-16-50 (Mme BONNARD).

Les offres devront être remises à la Direction Générale de l'Office des Postes et Télécommunications à LIBREVILLE (GABON) le 27 décembre 1978 à 12 heures au plus-tard.

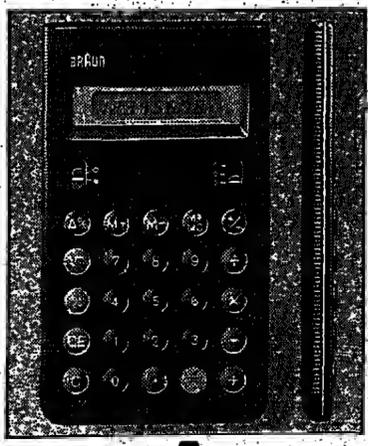
### Braun control.

## Le calcul devient plus sûr.

Touche ordinaire. Attention à la touche voisine.

Touche Braun. Sa forme évite les fautes de frappe.

La première différence saute aux yeux. Les touches Braun ne sont pas incurvées mais arrondies, afin de ne pas appuyer sur la touche voisine. La seconde différence se découvre 2 ans plus tard. Le temps pour les microprocesseurs Braun de faire leur travail. Pendant plus de 1500 heures, soit 2 ans de fonctionnement à raison de deux heures par jour ! Qui dit mieux ?



### BRAUN

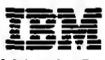
# Un événement informatique



## IBM 38

# l'ordinateur relationnel.

La Division des Systèmes de Grande Diffusion l'a conçu pour servir de façon complète et personnalisée, chacun de ses utilisateurs, à tous les niveaux de l'entreprise. Découvrez-le. Informez-vous!



Compagnie IBM France Division des Systèmes de Grande Diffusion  
Tour Générale 5, Place de la Pyramide - Quartier Villon 92800 Puteaux Tél. (1) 776.41.32

IBM 8-7110

# 20.21.22 NOV. TEST HOTEL IBIS

## POUR LA 1<sup>ERE</sup> FOIS EN FRANCE UNE CHAINE HOTELIERE VOUS PROPOSE DE DECIDER VOUS MEME DU PRIX DE VOTRE CHAMBRE

Aujourd'hui, une chaîne d'hôtels est sûre d'elle. Sûre du confort et du calme de ses chambres et de ses salles de bains. C'est la chaîne des 24 hôtels Ibis. Pour la 1<sup>re</sup> fois dans l'histoire de l'hôtellerie française, tous les hôtels Ibis de France proposent un test-vérité à tous ceux qui voyagent.\*

Les 20-21-22 Novembre faites ce test-vérité. Venez dormir dans un hôtel Ibis. Jugez. Et le lendemain matin, c'est vous qui décidez du prix de votre chambre.

Pour réserver à l'hôtel Ibis de votre choix consultez la liste ci-après.

\* à l'exclusion des groupes.

**BORDEAUX** Le Lac  
Quartier du Lac 33300 Bordeaux  
tél. 56/50.96.50  
**BOULOGNE-SUR-MER**  
Quartier Liane Danremont  
62200 Boulogne-sur-Mer  
tél. 21/30.12.40

**BREST**  
Route de Quimper Quartier de Ty-Menez  
29213 Plougastel Daoulas  
tél. 98/40.50.28  
**CAEN** Hérouville-St-Clair Avenue du Grand Parc  
14200 Hérouville-Saint-Clair  
tél. 31/93.54.46  
**CAP D'AGDE**  
Rue du Tambour 34300 Cap d'Agde  
tél. 67/94.76.66  
**CHAMBERY**  
Chamnord 73000 Chambéry  
tél. 79/69.28.36  
**CHATELLERAULT**  
Quartier de la Forêt  
Avenue Camille Page B.P. N° 6  
86101 Châtellerault Cedex  
tél. 49/21.75.77  
**DIEPPE**  
Le Val Druel 76200 Dieppe  
tél. 35/84.65.30  
**MELUN**  
Avenue de Meaux 77000 Melun  
tél. 068.42.45  
**MONTPELLIER**

Route de Palavas 34000  
Montpellier tél. 67/58.82.30  
**MOUTIERS**  
Colline de Champoulet  
73600 Moutiers tél. 79/24.27.11  
**NUITS-ST-GEORGES**  
Avenue de Chambolland  
21700 Nuits-Saint-Georges  
tél. 80/61.17.17  
**ORLÉANS** Saran  
La Chiperie Saran 45400 Fleury-les-Aubrais tél. 38/88.39.93  
**PARIS** Porte de Bagnolet  
Rue Jean-Jaurès 93170 Paris  
Bagnolet tél. (1) 360.02.76  
**PARIS** Porte de Gentilly  
Rue du Val de Marne  
94250 Gentilly tél. (1) 581.11.25  
**PARIS** Porte d'Orléans  
33, rue Barbès  
92120 Paris Montrouge  
tél. (1) 656.52.55

**PÉRIGUEUX** Saint-Front  
Boulevard Saumande  
24000 Périgueux tél. 53/53.64.58  
**SALLANCHES** Mont-Blanc  
Avenue de Genève  
74700 Sallanches tél. 50/58.14.42  
**STRASBOURG** Centre Halles  
Avenue Sébastopol  
67000 Strasbourg tél. 88/22.14.99  
**TOULOUSE** le Mirail  
Quartier du Mirail  
31300 Toulouse tél. 61/40.86.86  
**TOURCOING** Centre  
Centre du Général de Gaulle  
59200 Tourcoing tél. 20/76.84.58  
**VALENCE**  
355, avenue de Provence  
26000 Valence tél. 75/44.42.54  
**VALENCIENNES**  
Autoroute A2 Paris-Bruxelles  
Sortie Valenciennes Ouest  
59309 Valenciennes  
tél. 20/44.29.86  
**VILLEFRANCHE-SUR-SAÔNE**  
Le péage - Commune de Lîmas  
69400 Villefranche-sur-Saône  
tél. 74/68.22.23



# hotel ibis

هتل ايبس

FINANC



SIT NATIONA

INSTITUT  
DE STATISTIQUE

21 NOVEMBRE 1978

CC

STATISTIQUE  
NATIONALE

21 NOVEMBRE 1978

ONS DU  
RESOR



LEBOY  
carte V

# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



**CREDIT NATIONAL**

Investir pour préparer l'avenir.

**EMPRUNT NOVEMBRE 1978**

Taux nominal : **10,10%**

Emission au pair de 300 000 obligations de F 2000 nominal remboursables en 15 ans.

Amortissement en 10 séries égales le 20 novembre de chacune des années 1982, 1983, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92 et 93.

Taux de rendement actuariel brut : **10,10%**

Balo du 20 novembre 1978.

## GROUPEMENT POUR LE FINANCEMENT DE LA CONSTRUCTION (G.F.C.)

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 25 OCTOBRE 1978**

Les recettes de l'exercice 1978 d'ici fin novembre s'élèveront à 68,7 millions de francs, en augmentation de 6,5% par rapport à celles de l'exercice précédent.

Après une dotation de l'ordre de 10 millions de francs aux comptes d'amortissements et de provisions, le résultat provisionnel s'établit à 48 millions de francs, le tout en conformité avec les indications données aux actionnaires à l'occasion de la dernière assemblée générale.

La situation financière demeure excellente avec une occupation quasi totale du patrimoine qui comporte actuellement 3 500 appartements et 32 000 m<sup>2</sup> de bureaux et commerces. Ce patrimoine va se trouver accru de 168 logements au cours de l'année 1979 à l'achèvement des deux immeubles que la société réside à Clichy et à la Défense par voie d'autofinancement et avec le concours de l'aide financière de l'Etat.

### CREDITEL

Société de financement par Crédit-Bail pour les Télécommunications

Le conseil d'administration, réuni le 15 novembre 1978 sous la présidence de M. Pierre Chatelet, a pris acte de la signature par le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications de la convention régissant pour la période 1978 à 1982 les rapports de la société et de l'administration des P.T.T. ainsi que du protocole 1978 portant sur 240 millions de francs de contrats à financer sur fonds d'emprunt.

La société a poursuivi la mise en place de ses moyens de financement à long terme avec la conclusion d'un emprunt bancaire de 280 millions de francs et envisage en outre d'intervenir sur le marché obligataire en 1979.

L'exercice 1978 se déroule de façon satisfaisante et laisse espérer une nouvelle augmentation du résultat net et, par conséquent, du dividende.

### BANQUE NATIONALE DE PARIS

M. Jacques Calvet, directeur général de la Banque Nationale de Paris, a présidé l'inauguration du nouvel immeuble de cet établissement à Pointe-à-Pitre (Guadeloupe).

Profitant de son passage aux Antilles, M. Jacques Calvet a visité également les implantations de la Banque Nationale de Paris en Martinique, manifestant ainsi l'intérêt que la Banque Nationale de Paris attache à ces deux départements, où elle est installée depuis 1941.

Au cours de son séjour, M. Jacques Calvet s'est entretenu avec les principales autorités régionales et départementales ainsi qu'avec les représentants des différents secteurs économiques.

## APPEL D'OFFRES

La Communauté Électrique du Bénin (C.E.B.) lance, pour le compte de la République Fédérale du Bénin et avec un financement partiel de la Banque Africaine de Développement, un appel à la concurrence internationale en vue de la fourniture, de l'installation et de la mise en service des équipements requis pour l'alimentation en énergie électrique de la cimenterie d'Onigbolo.

- Les travaux comprenant :
- l'extension du poste 161 KV de Cotonou-Vedoko ;
  - la construction d'une ligne de 161 KV à deux terres de Cotonou à Sakété (75 km) et un tronçon de Sakété à Onigbolo (45 km) ;
  - la construction à Onigbolo d'un poste de 155/20 KV 2 ou 1 x 21/28/35 MVA.

Le dossier d'appel d'offres est mis en vente à la direction générale de la C.E.B. — Boîte Postale N° 1368 à Lomé (Togo) — au prix de 25.000 F C.F.A. ou peut être obtenu par envoi postal au prix de 30.000 F C.F.A. réglable par avance et par chèque bancaire à l'ordre de la C.E.B.

Il peut être consulté au siège de la C.E.B. à Lomé (Togo) ou à la Division Régionale de Cotonou-Vedoko (Bénin).

Les offres établies en langue française et en cinq exemplaires originaux et quatre copies devront parvenir à la Direction Générale de la C.E.B. au plus tard le 15 janvier 1979 à 17 heures G.M.T.

### COMPAGNIE FINANCIERE LESIEUR

Résultats bruts 1978 prévus en forte augmentation

L'Assemblée Générale des Actionnaires réunie le 9 novembre, a approuvé à l'unanimité les comptes de l'exercice clos le 30 juin dernier, la majoration de F 7,35 à F 14 du dividende (avoir fiscal non compris), ainsi que les autres résolutions qui lui étaient soumises.

Dans son allocution, et en réponse aux questions qui lui ont été posées, le Président Michel LESIEUR a fourni diverses précisions concernant les activités du Groupe et ses perspectives.

Il apparaît ainsi qu'à fin août 1978, soit après huit mois d'exercice, le résultat consolidé avant impôt et provision pour hausse des prix était estimé à 122,4 millions de F, soit en progression de 72% sur le résultat correspondant de 1977. A la même date, le bénéfice consolidé après impôt mais avant incidence de la provision pour hausse des prix, qui ne peut être calculée qu'en fin d'exercice, s'élevait à environ 76,5 millions de francs. Ce résultat, du même ordre que celui de l'an dernier, a été qualifié de performance notable, et traduit la marche satisfaisante des principales exploitations du Groupe. Les derniers mois de l'exercice devraient s'inscrire dans le même contexte.

Commentant l'évolution favorable des résultats bruts consolidés qui servent pour la troisième année consécutive en forte augmentation, le Président a indiqué qu'une nouvelle majoration du dividende pouvait être envisagée pour l'an prochain. Celle-ci traduirait la volonté du Conseil de pratiquer une politique de dividende en harmonie avec la progression de la rentabilité du Groupe, et qui reflète mieux la valeur intrinsèque du titre.

Enfin, il lui a précisé que dans le cadre de l'ajustement recherché du marché du titre, 10% du capital de la Société avaient été récemment rachetés par l'intermédiaire de la Bourse, portant ainsi à environ 18 à 20% la participation du Public.

## Jacques borel international augmente son capital

Jacques borel international

le président

Cher Actionnaire,

Du 20 novembre au 19 décembre prochain, JACQUES BOREL INTERNATIONAL augmente son capital à raison de 2 actions nouvelles émises à F. 100 pour 3 anciennes.

Cette opération va apporter à votre Société environ 96 millions de francs d'argent frais. Au moment où se pose pour vous la question de savoir si vous allez y participer, permettez-moi de vous communiquer quelques éléments d'information et de réflexion.

Vous savez que depuis deux ans, le Groupe JACQUES BOREL INTERNATIONAL traverse une phase difficile. Cette période s'est traduite par de lourds déficits au cours des deux derniers exercices et 1978 enregistre encore une perte d'exploitation importante, mais déjà inférieure de moitié à celle de l'an dernier. Au rythme actuel du redressement de votre Groupe, le retour à un cash flow positif peut être raisonnablement envisagé pour 1979.

Au cours de cette phase, le potentiel de votre Groupe n'a cependant pas été entamé. Son équipe dirigeante, en plein accord avec le Conseil d'Administration, a tenu à ce que ses activités fondamentales ne soient pas remises en cause. Elle a seulement procédé, chaque fois que cela s'est révélé nécessaire et possible, à des cessions d'unités non rentables et à l'abandon de projets ou d'investissements trop coûteux. Elle peut ainsi consacrer désormais l'essentiel de ses efforts au développement des activités traditionnelles sur des bases assainies.

En restauration, le Groupe opère dans 9 pays et ses parts de marché continuent à progresser.

La chaîne SOCIÉTÉ compte désormais 28 hôtels et 6 franchises comprenant 4.587 chambres à 4 étoiles et 4 étoiles luxe et constituant un ensemble homogène dont l'image est bonne. Le chiffre d'affaires a augmenté de 21,5% au cours des neuf premiers mois de 1978 ; on peut penser que la période de démarrage s'achève et que la chaîne va entrer dès l'an prochain dans une période durable de cash flow positif.

La Bourse a d'ailleurs tenu compte, peut-être avec une certaine anticipation, de cette évolution favorable. Toutefois, le caractère encore récent de ce redressement nous a conduit à fixer le prix d'émission des actions au pair, soit un prix très inférieur aux cours de Bourse atteints depuis le printemps dernier.

J'estime que le Groupe JACQUES BOREL INTERNATIONAL a les capacités de retrouver bientôt son équilibre d'exploitation ; ses marchés demeurent porteurs, son personnel est de grande qualité et son potentiel de créativité doit pouvoir s'exercer en particulier dans la restauration.

L'opération que nous vous proposons contribuera à améliorer cette situation.

Vous pouvez considérer que votre Société n'a pas encore résolu tous ses problèmes, mais vous pouvez aussi estimer qu'un investissement au prix qui vous est proposé peut être bénéfique si le redressement amorcé se poursuit favorablement, ce dont je suis convaincu.

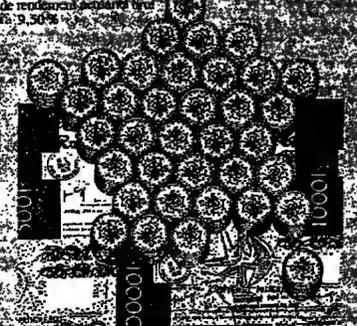
Veillez agréer, Cher Actionnaire, l'assurance de mes sentiments dévoués.

Bernard TRELOREN

La note d'information portant le visa de la Commission des Opérations de Bourse N° 78-129 du 31 octobre 1978 peut être obtenue au Siège, Tour Maine Montparnasse, 33, avenue du Maine - 75755 Paris Cedex 15 - Téléphone 320 13 26. Balo du 13 novembre 1978.

**BONS DU TRESOR**

un placement sûr, rémunérateur et disponible à tout moment



### Atelier de poterie

« LE CRU ET LE CUIT »  
accueil en groupe, toute l'année, les amateurs de 3 à 83 ans  
5, RUE LACEPEDE, PARIS-6e  
Téléphon. (le soir) : 707 - 85 - 64

### LEROY carte V

CHAMPS-ÉLYSÉES  
127 75

W. BIS

NE POSE

dis

SOCIAL

# Le malaise des foyers d'immigrés

I. — MAIS QU'EST-CE QU'ILS VEULENT ?

par DANIELLE ROUARD

Sous l'entrelacs bétonné des voies qui encerrent Nanterre, rue des Primévères, rien ne distingue le foyer Sonacotra des H.L.M. avoisinantes. Mais à l'intérieur, au-dessus des portes d'ascenseurs, pendent des banderoles : « Grève des loyers ». « Tous au tribunal de... »

Alors, conversations allées et venues — une effervescence joyeuse règne en cette fin de journée dans le hall clair et confortable. Assis dans sa guérite de verre, le directeur — ou gérant — du foyer s'appuie, silencieux, à regarder ses appartements. Sur la vitre, un petit mot : « Plus d'inscriptions ». Ici, comme dans d'autres foyers en grève, à la suspension des paiements par les résidents à répondu celle des inscriptions par la Sonacotra.

Les résidents grévistes se sont donné la consigne de s'abstenir de converser avec le directeur : des cris parfois hostiles ponctuent les jours de manifestation. Dans le bureau, devenu cage, les heures passent interminables. Il faut des mots solides pour accepter le boulevardement. « On s'entendait si bien, certains n'osent plus me parler, mais m'invoient à boire l'apéro lorsque je les renvoie en ville », regrette le directeur.

Aux Primévères, la grève des loyers a commencé en juillet 1978. Peu après celle des sept cents résidents du foyer des Sorbiers, à

l'autre bout de Nanterre. Le mouvement a démarré à Saint-Denis, six mois avant, au foyer Romain-Rolland, où, après l'annonce d'une augmentation des loyers, les résidents demandent à consulter les comptes. Depuis, la grève se répand, multiforme.

Ici, on ne paie plus le loyer ; là, on pratique l'« autoréduction » partielle. On fait grève à la quasi-unanimité, ainsi, aux Primévères, sur les deux cent soixante habitants du foyer, dix seulement réclament leur rétrocession. Puis on reprend pour quelques mois les paiements. Pour les suspendre à nouveau plus tard. Entre-temps, d'autres foyers entrent eux aussi dans la danse.

Avril 1978 : c'est l'expulsion brutale hors de France des dix-huit délégués — ou supposés tels — par la direction de leur foyer. Alors la grève gagne rapidement l'ensemble de la région parisienne, puis l'est de la France. Quinze des dix-huit expulsés obtiennent, après jugement, le droit au retour en France. Une manifestation de vingt mille immigrés marque l'événement.

Novembre 1978 : quelques 30 000 résidents dans une centaine de foyers en grève, disent les organisateurs. Dans les immeubles de la seule Sonacotra, un habitant sur quatre, selon la di-

rection, ne paie plus son loyer. Partout depuis plus de trois ans. Dans d'autres foyers aussi, appartenant à d'autres associations, et à Paris plus encore qu'en province. Quant aux organismes gestionnaires, ils continuent d'assumer les prestations... et de payer les factures d'électricité.

Les revendications des résidents sont partout à peu près identiques : baisse de 100 francs sur le loyer mensuel (il est en moyenne de 370 francs pour des chambres de 4 à 13 mètres carrés); amélioration des conditions de logement et de sécurité; changement du règlement intérieur; liberté de réunion et de visite; départ des gérants qualifiés de « racistes et provocateurs »; reconnaissance des comités de résidents de chaque foyer et du comité de coordination « seul représentant des résidents en grève ».

Devant un tel déploiement, on s'interroge. Jusqu'où iront-ils ? Qui mène le jeu ? Direction, pouvoirs publics, organisations politiques et syndicales, chacun y va de son explication. Selon les uns, le mouvement est « télécommandé par des agitateurs extérieurs », « mené sous la contrainte ». Pour d'autres, c'est un « conflit de logement social », « une lutte pour le droit des immigrés ». On cite des précédents, la lutte contre les foyers-taudis de la rue Pinaud, en 1969, et de la rue Bisson, en 1973. On invoque les associations autonomes d'émigrés.

Cela émerge parfois. « Quel ! Si ne paient plus de loyer depuis trois ans, alors ça nous... » Tout se passe comme si cette grève d'émigrés faisait partie d'un autre univers, indéfinissable et insolite. De fait...

Non loin de là, gare, à Argenteuil, l'immeuble en vitre et béton du foyer Karl-Marx est paisible, accueillant. Parking plein, quelques arbres, une entrée aux couleurs chaudes, des affiches. Dans une chambre du troisième étage, le sont quatre assis sur le lit. Ils questionnent de ci et de là, ces 4,5 m<sup>2</sup>, entre la table, la chaise et le lavabo. On discute, tout en buvant le thé, du procès des délégués qui a eu lieu l'après-midi. Le jugement a été reporté

en attendant les résultats d'expertise demandée par la défense et accordée par le juge.

La conversation se poursuit au fond du couloir, dans la cuisine commune aux dix-huit résidents de l'étage, « l'appartement », comme on l'appelle tel. « Régulièrement, évier à double bac. C'est propre, la visite hebdomadaire de la femme de ménage a eu lieu hier. Dans les odeurs mêlées du safran, de l'huile d'olive et du persil, on prépare joyeusement le repas que l'on prendra ensemble. « Homme à l'usine, femme au foyer, commente, malle-cieux, Omar, jusqu'à l'heure des femmes, hâtes ! sont absentes. »

Un soir parmi d'autres, on comme chaque week-end. Longues palabres, parties de cartes passionnées, séances d'écriture ou de lecture de lettres venues du pays qu'on a quitté. On ne sort guère du foyer aisé-dub : télévision, sport, visites d'autres résidents ou de parents, on évite ainsi le risque des contraires policiers de la rue.

Que ce soit à Montreuil, à Vanilleux ou à Marolles, les foyers se rassemblent. Souvent éloignés du centre, de construction plus ou moins récente mais correcte, d'une capacité de deux cent cinquante lits avec quelques locaux parloirs. Les foyers w.c. ou les douches communes n'ont pas d'aération ; là, le ménage est mal fait, la télévision ne marche plus. On se plaint des cloisons trop fines, qui laissent passer le bruit du voisin qui rentre de l'usine la nuit. Souvent, les chambres initialement prévues pour une personne ont été coupées en deux afin de loger deux fois plus d'occupants.

« Payer 260 F pour 4,5 m<sup>2</sup>, c'est trop cher », Sali, O.S., père de quatre enfants, gagne 2 400 F par mois, mais en envoie 1 000 à sa famille restée en Algérie.

Les augmentations décidées par la Sonacotra — le loyer a doublé entre 1972 et 1976 — l'ont d'autant plus surpris qu'elles sont arrivées au moment où le prix des denrées chez l'épicier augmentait et où les cousins, venus de l'étranger, se retrouvaient un chômage.

Plus mal ressentie encore est le fameux règlement intérieur. C'est, dans certains foyers, depuis la grève, on l'applique avec fanatisme dans sa version 1976, plus souple que l'ancienne, puisque les visites sont désormais autorisées vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sous la responsabilité du résident. Les amis en panne de logement passent quelques nuits. Cela fait parfois beaucoup de monde. Le directeur ne se permettrait plus — comme par le passé — de pénétrer seul dans la chambre d'un résident absent.

Mais ailleurs... Bessays donc d'entrer dans certains foyers de Marseille, de Toulon ou de Rennes. Le directeur, méditant, vous demandera : « C'est quoi des ? » « C'est qui vous dites... » Après 22 heures, le barrage est total. « Pourquoi donc contrôler les visites ? Ça ne se fait pas dans les H.L.M. », constate Bécher.

Les gérants de foyer ont, de fait, des pouvoirs très supérieurs à ceux d'un gardien de H.L.M. « Et ce sont d'anciens militaires de la colonie, tous des racailles... », affirme Bécher. Dans leur grande majorité, les directeurs sont en effet d'anciens sous-officiers à la retraite, âgés de quarante à soixante ans, une expérience ancienne du terrain et de la langue en Afrique... Est-ce parce que la construction des foyers remonte à l'époque de la guerre d'Algérie, des luttes pour l'indépendance dans un tiers-monde alors colonisé ?

Les gérants distribuent le courrier, veulent connaître les faits et gestes de tous, grâce à quelques résidents. « Sans ça, ce serait le chaos ; ils ne sont pas capables de se débrouiller tout seuls », explique, catégorique, l'un de ces gérants, citant à l'appui de ses dires des cas de « bagarres de proximité » et de « racket ».

« Supprimez les directeurs et nous ferons régner l'ordre dans les foyers », répond le comité de coordination, qui anime le mouvement sur le plan national. De ce côté là aussi, opterait-on pour la discipline ? « Nécessité oblige... » Contrainte de la grève ou « grève par la contrainte » ? comme le suggèrent certains, l'organisation du mouvement ne suffit pas à expliquer son ampleur.

## La loi des comités

La coordination se réunit en assemblée plénière tous les quinze jours, en commission plus fréquemment, pour l'animation, la culture, la défense des droits, ou l'information. Les deux cent cinquante membres qui le composent actuellement sont des délégués — deux par foyer — désignés par leur comité, lui-même élu par l'assemblée du foyer et certains membres sont en chômage, a eu un n'est à proprement parler permanent à temps plein. Le turnover est important. « Les délégués, est ainsi assurée. Et puis ce n'est pas toujours facile de trouver des résidents qui acceptent d'être longtemps délégués. Il faut leur organiser une manifestation », explique l'un des animateurs du mouvement.

5 juillet 1978. Deux mille personnes, en grande majorité immigrées, manifestent à l'appel du comité de coordination devant le tribunal de Sannois (Val-d'Oise). Le même jour, un incident se produit au foyer Karl-Marx d'Argenteuil : un ouvrier algérien est blessé. Selon la direction de la

Sonacotra, qui a porté plainte, il aurait été frappé par une dizaine de personnes pour avoir refusé de se rendre à cette manifestation. Selon le comité de coordination, le résident en question n'a été maltraité par personne ; il s'est volontairement jeté d'une fenêtre du premier étage, et même, présentement, de la chambre 82. Deux cent quatre-vingts résidents sont prêts à témoigner.

Incident, poignante, bagarre de communication et de contre-communication : c'est normal couramment depuis des mois. « On oblige les gens à manifester », soutient la direction. L'assemblée générale du foyer a un grand pouvoir de décision. En l'occurrence, à Karl-Marx, l'assemblée s'est prononcée pour la participation à la manifestation. Cela s'est fait à main levée : celui qui vote s'engage devant les camarades. « Ce ne serait ni juste ni efficace de débiter ensuite et de laisser croire ceux qui passent en procès, pour avoir défendu tout le monde », explique un des membres de la coordination.

L'assemblée a aussi voté le ver-

tement d'une journée de travail à la caisse de solidarité par ceux qui ne peuvent se rendre à la manifestation pour des raisons professionnelles. Pour la Sonacotra, c'est tout simplement une « amende » que doit verser le fau- tiff. Quant aux cotisations mensuelles de 10 francs versées par chaque gréviste à la coordination — « un racket » selon la direction — elles sont censées couvrir les frais de déplacement des délégués de matériel ou d'expertise.

Apparemment stricte la structure des comités de grève ressemble plus profondément à l'organisation sociale du village d'origine que les résidents venus du Sud marocain, du Mali ou d'un autre pays africain reconstruisent à l'intérieur du foyer. Chefs, gérants, tailleurs et cuisiniers... tous vivent sur un budget commun. Un résident reçoit au chômage, il est immédiatement pris en charge par la communauté. Avant comme depuis la grève. En bonne coexistence avec ceux, Algériens ou Tunisiens, qui vivent à leur façon à l'écart et en dessous.

Boro est tailleur dans son foyer. En consultation avec l'avocat — il passe avec six autres camarades en jugement — il sort de sa poche, sans mot dire, de quoi payer l'ensemble des frais d'expertise. Le montant de ces frais ainsi que le mode de règlement ont été détaillés préalablement entre le « chef » et l'avocat. Comme tout un chacun, Boro verse chaque mois son salaire au « chef » qui, seul, redistribue les fonds-loyers, les frais de nourriture, les mandats envoyés au pays.

La lutte pour le droit à sa culture nationale est intimement liée dans les revendications des grévistes au combat pour la dignité. Cela peut parfois amener quelques incidents. Ainsi, à Colombes, un week-end de l'été dernier, le directeur du foyer en grève a été finalement révoqué. Le comité des résidents décide d'installer la zamboula, sa mosquée, dans un lieu plus grand que la salle de prière existante. La Sonacotra a obtenu gain de cause en justice ; l'installation a été jugée abusive par le tribunal. Qui décide finalement de la grève ? On élargit le comité, comme le prévoit le règlement de 1976 en ce qui concerne certains projets d'animation ?

Un jour de septembre dernier, à Barrowville. Le foyer est séparé du parking d'un Euromar- ché que par un simple grillage. « Faites une ouverture, que nous puissions accéder plus rapidement au magasin », demande le comité. « Et quoi encore ? » répond le directeur. Refus d'ouverture par principe. Et conflit. La grève commence au foyer ; baisse des loyers, etc. « Ils veulent autre chose, de beaucoup plus profond, on ne sait pas quoi », commente un jeune Français habitué du foyer.

« Depuis la grève, les assemblées, on a tellement confiance en nous qu'on va emmener les enfants des lycées... » Ce résident rêve encore au pays. Mais il veut vivre en France. « Comme tout le monde ». D'où la recherche d'une identité en exil. Groupes de musique, de théâtre, de sport, fêtes de foyers, se déplacent de fête en fête depuis l'été. L'initiative des comités, les portes se sont ouvertes, au sein des dortoirs, dans l'odeur des brochures et du couscous...

Prochain article :

SEUILS DE TOLÉRANCE

**TRAINS AUTOS COUCHETTES AU TARIF BLEU**



**Transport auto Paris-Moutiers**

230F-50% = **115F\***

\* (pour un véhicule de moins de 3,81 m de long).

Prix en U/V70 spécial pendant la durée de validité des tarifs actuellement applicables.

Trains autos couchettes **SNCF**  
L'auto les yeux fermés.

**fauteuil direction pivotant basculant cuir véritable (caisse) 2300F 1250F**

**fauteuil direction voitures pied-de-poule 1700F 990F**

**chaise dactylo pivotante imitation cuir, 2 couleurs 495F 295F**

**ces prix pendant seulement 10 jours**

Stock limité Bureaux et Profils S.A. 19, av. de la République PARIS-11<sup>e</sup>. 357.30.37

**TRAINS AUTOS COUCHETTES AU TARIF BLEU**



Au départ de Paris

**4 relations vers les Alpes:**

Moutiers, St-Gervais\*, Grenoble, Nice\*

\*Relations quotidiennes.

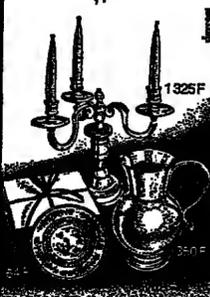
Trains autos couchettes **SNCF**  
L'auto les yeux fermés.

**PUIFORCAT ORFÈVRE**

pour un cadeau d'affaires c'est la signature qui compte

Plaisir d'offrir, avec l'assurance de l'organisation Puiforcat, en choisissant dans une large gamme de cadeaux et de prix.

Plaisir de recevoir un objet créé ou sélectionné par un orfèvre mondialement connu.



PUIFORCAT-ORFÈVRE 131 bd Haussmann - Paris 8<sup>e</sup> 359.47.50

BOUTIQUES-PUIFORCAT 48 av. Victor-Hugo - Paris 16<sup>e</sup> 501.70.58 8 rue du Vieux-Colombier Paris 6<sup>e</sup> 544.71.37

**TRAINS AUTOS COUCHETTES AU TARIF BLEU**



Vous partez de chez vous en auto avec vos bagages. Quand vous serez dans le train, ceux-ci ne vous encombreront pas : ils restent dans votre auto, en toute sécurité.

Pendant que vous passez une bonne nuit (en voiture-lit ou en couchette), votre auto roule. Vous la retrouverez à l'arrivée. Et elle paie demi-tarif, c'est le Tarif Bleu.

**50% de réduction sur le transport de votre auto 210 nuits par an**

Demandez notre brochure avec le calendrier des périodes bleues, et nos tarifs autos, dans les gares ou les agences de voyages.

Trains autos couchettes **SNCF**  
L'auto les yeux fermés.

سكذامن الإيجل

LES MARCHÉS FINANCIERS

B. A. L. O.

Crédit national. — Émission d'un emprunt de 800 millions de francs divisés en 300 000 obligations de 2 000 F. Intérêt de 20 novembre 1978. Ces obligations seront émises au pair, rapporteront un intérêt annuel égal à 10,10 %.

Caisse centrale des banques populaires. — Émission d'un emprunt de 350 millions de francs représentés par 350 000 obligations de 1 000 F. Ces obligations seront émises au pair, rapporteront un intérêt annuel de 10,10 %.

Des sociétés de développement régional. — Émission d'un emprunt de 170 millions de francs divisés en 170 000 obligations de 1 000 F. Ces obligations rapporteront un intérêt annuel de 10,10 %. Cet emprunt financiera le développement régional.

Banque paribas de crédits en commerce et à l'industrie. — Émission d'un emprunt de 100 millions de francs divisés en 100 000 obligations de 1 000 F. Intérêt de 20 novembre 1978 et rapportent un intérêt de 10,10 %.

Société de développement régional Champagne-Ardenne. — Émission d'un emprunt de 100 millions de francs divisés en 100 000 obligations de 1 000 F. Intérêt de 20 novembre 1978 et rapportent un intérêt de 10,10 %.

Industrie de la Normandie (I.N.I.). — Émission de 50 000 actions nouvelles de 50 F. Ces actions rapporteront un intérêt annuel de 10,10 %.

Industrie de la Normandie (I.N.I.). — Émission de 50 000 actions nouvelles de 50 F. Ces actions rapporteront un intérêt annuel de 10,10 %.

Industrie de la Normandie (I.N.I.). — Émission de 50 000 actions nouvelles de 50 F. Ces actions rapporteront un intérêt annuel de 10,10 %.

Industrie de la Normandie (I.N.I.). — Émission de 50 000 actions nouvelles de 50 F. Ces actions rapporteront un intérêt annuel de 10,10 %.

Industrie de la Normandie (I.N.I.). — Émission de 50 000 actions nouvelles de 50 F. Ces actions rapporteront un intérêt annuel de 10,10 %.

Industrie de la Normandie (I.N.I.). — Émission de 50 000 actions nouvelles de 50 F. Ces actions rapporteront un intérêt annuel de 10,10 %.

Industrie de la Normandie (I.N.I.). — Émission de 50 000 actions nouvelles de 50 F. Ces actions rapporteront un intérêt annuel de 10,10 %.

Industrie de la Normandie (I.N.I.). — Émission de 50 000 actions nouvelles de 50 F. Ces actions rapporteront un intérêt annuel de 10,10 %.

Industrie de la Normandie (I.N.I.). — Émission de 50 000 actions nouvelles de 50 F. Ces actions rapporteront un intérêt annuel de 10,10 %.

LONDRES

L'affrètement des cours reprend lentement lundi matin et, à l'issue des premières transactions, l'indice britannique est en hausse de 0,5 point à 474,2. Les pétroles, produits de BP et Shell, stabilisés des fonds d'achat, irrégularité des mises d'or.

Or (ouverture) (dollar) 183 15 centes 197 85

Table with columns: VALEURS, CLÔTURE, COURS. Lists various commodities and their prices.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Base 100 à 23 décembre 1972

Table showing weekly indices for various sectors like Industrie générale, Industrie chimique, etc.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

DARBEY & Co. — Bénéfice part de l'exercice clos le 30 juin 1978...

DAREZ INDUSTRIES INC. — Pour les six premiers mois de 1978...

D.E.A. FRUGOR-CYRON. — Le capital sera augmenté de 18 millions d'actions nouvelles de 70 francs...

PAPETERIES DE LA CHAPELLE-DARBEY. — La Chapelle-Darby absorbe sa maison-mère, les Papeteries de la Chapelle...

Industrie de la Normandie (I.N.I.). — Émission de 50 000 actions nouvelles de 50 F...

Industrie de la Normandie (I.N.I.). — Émission de 50 000 actions nouvelles de 50 F...

Industrie de la Normandie (I.N.I.). — Émission de 50 000 actions nouvelles de 50 F...

Industrie de la Normandie (I.N.I.). — Émission de 50 000 actions nouvelles de 50 F...

Industrie de la Normandie (I.N.I.). — Émission de 50 000 actions nouvelles de 50 F...

Industrie de la Normandie (I.N.I.). — Émission de 50 000 actions nouvelles de 50 F...

Industrie de la Normandie (I.N.I.). — Émission de 50 000 actions nouvelles de 50 F...

Industrie de la Normandie (I.N.I.). — Émission de 50 000 actions nouvelles de 50 F...

Industrie de la Normandie (I.N.I.). — Émission de 50 000 actions nouvelles de 50 F...

Industrie de la Normandie (I.N.I.). — Émission de 50 000 actions nouvelles de 50 F...

Industrie de la Normandie (I.N.I.). — Émission de 50 000 actions nouvelles de 50 F...

Industrie de la Normandie (I.N.I.). — Émission de 50 000 actions nouvelles de 50 F...

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, Base 100 à 23 déc. 1972)

Valeurs françaises : 158,8 155,8

Valeur étrangère : 110,1 107,1

Indice général : 89,3 88,5

COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar (en yen) : 191,48 201,16

Taux de marché monétaire

Effet prévu : 7,14 %

VALEURS

Main table of stock prices with columns for Valeurs, Cours précéd., Dernier cours, and various stock symbols.

BOURSE DE PARIS - NOVEMBRE - COMPTANT

Table of stock prices for the Paris stock exchange, November, cash settlement.

MARCHÉ A TERME

Table of stock prices for the Paris stock exchange, November, term settlement.

MARCHÉ A TERME

Table of stock prices for the Paris stock exchange, November, term settlement.

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates for various currencies.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market prices.



UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. IDEES
3. ETRANGER
4. PROCHE-ORIENT
5. AFRIQUE
6. ASIE
7-8. EUROPE
9. PORTUGAL
10-12. POLITIQUE
13. SOCIETE
14. AERONAUTIQUE
15. ARCHITECTURE
16. AUTOMOBILE
18-20. CULTURE

LE MONDE DE L'ECONOMIE
PAGES 21 A 24
- La politique et le commerce: le C.E.R.E. et le Commerce: l'Estria et ses échanges avec les autres pays africains.

25. SPORTS
34. EQUIPEMENT
- LE LARZAC: « L'extension du camp militaire se fera », déclare le préfet de l'Aveyron.
35. REGIONS
- EN ILE-DE-FRANCE: « Villes nouvelles: dix ans pour oublier le gigantisme » (I), par Marie-Christine Robert.

LIRE EGLEMENT
RADIO-TELEVISION (26)
Annonces classées (26 à 33):
Annonces (17); Gazette (14);
Météorologie (17); Mots croisés (17); Journal officiel (17); Source (41).

Le numéro du « Monde » daté 19-20 novembre 1978 a été tiré à 520 010 exemplaires.

NOUVEAUX TISSUS "COUTURE" AUTOMNE-HIVER
Etamines imprimées exclusives.
Tweeds et chevilles d'Irlande.
Draps, réversibles, poils de chameau, cachemires, linceuls, lainages pour manteaux.
Molans anglais, écossais.
Jerseys, ajourés, style "tricot".
Carrés, panneaux et bases.
Imprimés d'hiver depuis 15,90 F.
Lodens d'Autriche, cabans.
Soleries, lamés, crêpes, dentelles.
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

TABLEAUX SUISSES
Valotton - Gimmel - Boshard
Anker - Giacometti - Calame
Borghese - Bucher - Bostan
Rodier - Oubler, etc., ainsi que gravures suisses, livres et gravures suisses.
Notre service de vente aux enchères est à votre entière disposition en cas où vous désireriez vendre vos collections au Suisse.
Payement comptant en espèce de franc suisse.
Ouvres ARTS ANCIENS
2025, REVAUX SUISSE
Tél. : 19 41 38/49 13 33.

En Grande-Bretagne
Pour tenter de faire plier les syndicats
Le groupe Times envisage toujours de suspendre ses publications le 30 novembre
De notre correspondant

Londres. - Après les refus des deux principaux syndicats ouvriers imprimeurs de négocier « sous la menace », il est maintenant à peu près certain que le Times et ses trois suppléments, ainsi que le Sunday Times, qui emploient au total plus de quatre mille personnes, cesseront de paraître à partir du 30 novembre. La direction du groupe Times Newspapers (T.N.P.) n'envisage pas de retarder cette date limite, annoncée le 26 avril dernier par M. Henssey, le directeur administratif de T.N.P., dans une lettre adressée à tous les syndicats (ouvriers, employés, adresses et journalistes).

Cinquante-neuf accords à négocier

Les syndicats ouvriers affirment qu'il est impossible, dans ce délai, d'étudier et de signer les cinquante-neuf accords à négocier par plus d'une cinquantaine de groupes de négociateurs syndicaux (pour l'ensemble de l'industrie de la presse, on compte près de quatre-vingts milles de négociation). Cette négociation implique, disent-ils, un examen détaillé des conditions de travail (dans un certain nombre de cas, préciser comment et où les secrétaires pourront préparer le thé ou le café) et surtout d'apprécier, en vue de les amorcer, les effets de l'adoption des nouvelles technologies, notamment la composition par ordinateur.

Dans les milieux de la presse britannique, particulièrement chez les journalistes, on se demande si le groupe Times n'a pas péché par excès d'ambition en voulant, à la fois, mettre fin aux conflits de salaires et amorcer une révolution technologique ayant des conséquences sérieuses pour les ouvriers. Le groupe Times a déjà insisté pour 750 000 livres d'équipements nouveaux et prévoit des cours de formation pour le personnel (journalistes et secrétaires) appelé à travailler à l'atelier de composition. La direction pense que les ordinateurs permettront de réduire de trois cents à cent vingt-cinq le nombre des ouvriers. Des indemnités substantielles sont prévues pour le personnel appelé à quitter l'établissement.

M. Henssey, considère que la fixation d'une limite aux négociations est essentiellement à sa stratégie. Il se déclare encouragé par l'accord déjà intervenu avec un syndicat d'employés et par les progrès accomplis dans la négociation avec les électriciens, les mécaniciens et les journalistes. En plus d'une hausse des salaires et des retraites, il est prévu que tout le personnel participera aux bénéfices tirés de la réduction des effectifs en surcroît. Les dirigeants du groupe Times affirment qu'avec un minimum de bonne volonté l'accord est encore possible et que la suspension des publications pourra être évitée. Ils paraissent résignés et peut-être même déterminés à l'épreuve de force en pensant que la fermeture de l'entreprise, avec pour conséquence le licenciement progressif de diverses catégories de personnel, mettra les syndicats en face de leurs responsabilités et les fera réfléchir. La direction ne manque pas de rappeler que les grèves

UNE SOLUTION AU PROBLEME DES REFUGIES VIETNAMIENS DU « HAL-HONG » SERAIT EN VUE

Des progrès avaient été enregistrés, lundi 20 novembre, dans la recherche d'une solution au problème des deux mille cinq cents réfugiés vietnamiens du cabotage à Hal-Hong. Des représentants du Canada, des Etats-Unis, de la France et de la Belgique, pays qui ont offert le droit d'asile à un certain nombre de ces réfugiés, pourraient se rendre à bord du bateau en attente au large de Kuala-Lumpur, indique l'agence Reuters. Les policiers malaisiens, d'autre part, opposés à un recensement des passagers afin de déterminer combien d'entre eux remplissent les conditions fixées par les pays proposant d'en accueillir. Les autorités de Kuala-Lumpur ont, semble-t-il, renoncé à leur exigence que le navire quitte au plus vite les eaux territoriales malaisiennes. Elles ont accordé dimanche, pour la première fois depuis dix jours, que des vivres et des médicaments soient transportés aux passagers du « Hal-Hong ».

Un porte-parole du ministère malaisien des affaires étrangères a déclaré, lundi, que les négociations entre son pays et les ambassadeurs américain, canadien et belge à Kuala Lumpur, ainsi que le haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés, étaient au point d'aboutir. Indique l'agence U.P.I. Le Canada accepterait d'accueillir 800 des réfugiés, la Belgique 378, les Etats-Unis 250 des réfugiés vietnamiens se trouvant déjà en Malaisie, et ce pays donne temporairement asile aux passagers du « Hal-Hong ».

UNE « SEMAINE DU DIALOGUE FRANÇAIS-IMMIGRES »

Dimanche 19 novembre, M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat aux travailleurs immigrés, a ouvert la Semaine du dialogue Français-Immigrés. Jean et Melvin McNair, immigrants, venus de toute la France, ont débuté avec force et dignité dans les rues de Paris, de Brest à Marseille. L'annonce d'un appel du Comité de coordination national des foyers en liste pour l'abaissement des loyers dans les foyers et la reconnaissance des droits des immigrants.

L'ETHIOPIE ET L'U.R.S.S. ONT SIGNE UN TRAITE D'AMITIE

Moscou (A.F.P.). - Un traité d'amitié et de coopération entre l'U.R.S.S. et l'Ethiopie a été signé lundi 20 novembre au Kremlin par M. Leonid Brejnev et le colonel Mengistu Haile Mariam, président du Conseil militaire administratif provisoire (DERG), a annoncé l'agence Tass.

DE LA PETITE REPARATION AU TRÈS BEAU VETEMENT. Avec la garantie d'un maître tailleur PARDESSUS COSTUMES MESURE dans un choix de 3.000 draperies Prêt-à-porter homme Boutique femme LEGRAND Tailleur 27, rue du 4-Septembre, PARIS (9ème) Tél. : 742-76-01

LES PRIX LITTÉRAIRES
RENAUDOT: Conrad Detrez

Le prix Renaudot a été décerné à Conrad Detrez pour son roman « L'Herbe à brûler », édité chez Calmann-Lévy (« le Monde » du 20 octobre). Il a fallu quinze tours de scrutin. Conrad Detrez a obtenu cinq voix contre deux à Nicolas Bréhal, pour « Les Etangs de Woodfield » (Mercure de France), et deux à Jacques Desbordes pour « la Polyglotte muet » (Laffont).

Une « autobiographie hallucinée »

Les trois romans de Detrez, Ludo, les Plumes du coq et « L'Herbe à brûler », s'inscrivent largement dans la biographie de leur auteur ainsi que dans sa terre natale du pays de Liège. Conrad Detrez a éprouvé, adolescent, la passion mystique. Il a entendu l'appel de Dieu. Il a désiré se consacrer, tout entier, au service du Christ. En vue de ce projet, il a suivi des études de lettres et de théologie. Mais la foi s'est éteinte et, renoué par la guerre, il a rejoint les troupes de l'Armée belge. Le Belge des petits-bourgeois et de ces gens « chez qui on ne rit pas, monsieur ». Leur succèdent la « jésuïtisme », la « morale des corps de femmes et d'hommes. Aux dernières pages, le héros fatigué retrouve la maison d'enfance, le silence des origines.

Un appel du professeur Kastler en faveur de quatre Noirs américains jugés à Paris pour un détournement d'avion

Cent cinquante personnalités ont signé un appel de M. Alfred Kastler, prix Nobel de physique, en faveur de quatre Noirs américains, Jean et Melvin McNair, Joyce Tillerson et George Brown, qui doivent comparaitre, à partir de ce lundi 20 novembre, devant la cour d'assises de Paris. Ils avaient détourné, en 1972, sur Alger, un avion de la ligne Detroit-Miami et s'étaient réfugiés en Algérie où ils espèrent rejoindre la section internationale des Panthères noires. Cachés en France ils ont été arrêtés en 1976 et écroués à la prison de Fleury-Mérogis. Le soir d'appel de Paris a refusé en 1976 la demande d'extradition formulée par le gouvernement américain et a reconnu de ce fait le caractère politique de leur acte. Ces quatre Noirs américains seront jugés à Paris, conformément à dix conventions internationales signées entre les Etats-Unis et la France pour des faits commis sur le territoire américain.

mon premier est UNE CALCULATRICE mon deuxième est UNE MONTRE mon troisième est UN REVEIL... mon tout est une CASIO. offrez-la en cadeau! 20 AUTRES MODELES: simples, scientifiques, combinés. Importateur exclusif NOBLET-PARIS

LECTURE RAPIDE Méthode T.E.C. pour l'effortion vive et louée et CONCENTRATION INTELLECTUELLE Stages intensifs: mardi 28 Nov. - 5 et 12 Déc. 78 et journée de rappel 24 Avril 79 ou vendredi 12, 15, 22 Janvier et journée de rappel 18 Oct 79 Stages progressifs à partir de 14 à 17h de 23 Nov. et 24 Dec. (soit deux semaines) et journée de rappel mardi 18 Oct. 79 CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS CPN - CENTRE MALESHERBES 108 Bd Malesherbes Paris 75017 - Tél: 766.51.34

LA REGLE A CALCUL: INITIATION A LA PROGRAMMATION SUR CALCULATEURS HEWLETT-PACKARD. A « La Règle à Calcul », une équipe de vente spécialisée vous expliquera tous les « mystères » de la programmation de base, en une demi-heure. HP-33E: scientifique, 49 lignes de programme, 8 mémoires, sous-programmes. HP-29C: 98 lignes de programme, 10 labels, 30 mémoires, mémoire permanente. HP-19C: 10; HP-29C avec imprimante, autonome (dim: 16,5 x 8,5 x 4 cm; 350 g). HP-47: 224 lignes de programme, enregistrement des programmes et des données sur cartes magnétiques. HP-87: 10; HP-67 avec imprimante, autonome (dim: 22 x 20 x 5,4 cm; 1,13 kg). HP-38E: 99 lignes de programme, 10 chiffres, calculs d'actualisation et statistiques.

Handwritten text in Arabic script: سماء من الإله